

Les vieux arguments de M. Gorbatchev

M. GORBATCHEV a besoin d'argent. Il n'y a rien de très nouveau. Mais aujourd'hui, le président soviétique ne néglige aucune occasion de présenter sa requête à l'Ouest. Récipiendaire mercredi 5 juin du prix Nobel de la paix à Oslo, il met en balance le succès de la perestroïka et la stabilité mondiale. Invité selon toute vraisemblance à Londres lors du sommet des sept grands pays industrialisés, le mois prochain, il y exposera une nouvelle fois ses demandes. Les chefs d'Etat, embarrassés, ont finalement accepté de le recevoir. Ils seront sans doute amenés à lui faire quelques concessions. Mais ni lui ni eux ne seront en mesure de tirer véritablement profit de cette rencontre.

Le ministre des affaires étrangères de l'URSS, M. Alexandre Bessmertnykh, affirme qu'il ne s'agit pas de réclamer de l'argent, mais de faire participer les pays occidentaux à l'expérience grandiose de la transition de l'économie soviétique vers un autre système. Le menace grandissante d'une cessation des paiements de l'URSS rend cependant inévitables les requêtes financières. Une crise des paiements de Moscou pèserait lourdement sur les comptes des banques européennes, achèverait de décourager les investisseurs et imposerait une contrainte supplémentaire sur l'ancienne Europe socialiste. Les pays occidentaux en sont conscients.

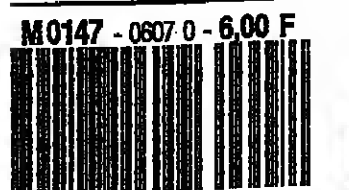
En un an, depuis le dernier sommet des Sept, à Houston, le débat sur l'aide à l'URSS n'a en fait pratiquement pas avancé. La crise économique et financière de l'URSS s'est considérablement aggravée, sa désintégration politique s'est poursuivie. Quant aux pays industrialisés, leur conjoncture s'est nettement détériorée.

Les Sept se contentent d'examiner les plans de réformes successifs, dont les plus récents ont été débattus avec l'aide de spécialistes de l'université américaine de Harvard. Tous savent que ces projets restent sans valeur tant que l'URSS n'aura pas trouvé de consensus politique. A qui bon proposer un dispositif de privatisations, lorsque la majorité du Parti communiste reste opposée à la propriété privée ?

Il était facile pour les Sept d'inviter M. Gorbatchev à participer à leur rencontre de sommet. Cela présente-t-il pourtant un intérêt, lorsque l'on sait qu'aucun d'entre eux n'est disposé ou n'a les moyens de fournir un large soutien financier ?

M. Gorbatchev a affirmé que si le groupe des Sept et la Communauté européenne refusent de collaborer avec son pays, l'URSS devra rechercher d'autres moyens de parvenir à ses fins. Ces moyens, est-on tenté de lui répondre, il n'y a qu'un chez lui qu'il pourra les trouver. La coopération économique viendra alors naturellement. Mais le temps manque pour que de tels mécanismes puissent s'enclencher. M. Gorbatchev risque donc de répéter à Londres son discours d'Oslo et de développer des arguments déjà utilisés sans résultat.

Lire page 27
l'article d'ÉRIC LE BOUCHER



La nomination de M. Ghazali et l'instauration de l'état de siège pour quatre mois

Le nouveau premier ministre algérien aura une marge de manœuvre limitée

Le couvre-feu a été instauré, jeudi 6 juin, à Alger et dans trois départements limitrophes, de 0 heure à 3 h 30. Chargées d'administrer l'état de siège - prévu pour quatre mois - et investies de larges pouvoirs de police, les autorités militaires ont interdit les rassemblements et manifestations sur la voie publique. Ces dispositions risquent de limiter sensiblement la marge de

manœuvre de M. Sid Ahmed Ghazali, ancien ministre des affaires étrangères dans le gouvernement démissionnaire, qui a été choisi, mercredi soir, par le président Chadli Bendjedid pour former un nouveau cabinet. Le Front islamique du salut (FIS) a maintenu son mot d'ordre de grève générale mais a recommandé à ses militants d'éviter tout heurt avec les forces de l'ordre.

La vigilance de l'armée

par Jacques de Barrin

Sur les directives de l'un des siens, le président Chadli Bendjedid, l'armée ne se l'est pas fait dire deux fois pour ramener le calme. En juin 1991 comme en octobre 1988, il y avait péril en la demeure. Les forces traditionnelles de maintien de l'ordre ne suffisaient plus à la tâche.

Depuis que l'Algérie a commencé, il y a deux ans, à se livrer à l'exercice démocratique, l'armée nationale populaire (ANP) - 125 000 hommes, au total, - qui, depuis l'indépendance, n'avait jamais vraiment

cessé de faire la pluie et le beau temps, s'est tenue à sa place, en état de veille. Un de ses porte-parole n'aurait-il pas, en mars 1989, qu'elle ne saurait, désormais, « s'impliquer dans le jeu complexe des tendances » car « elle se doit, en tant que force au service du seul pouvoir légal, de conserver intacte l'unité de ses rangs » ?

Plus de confusion des genres : ses chefs venaient alors de demander au président Chadli de décharger de leurs fonctions les représentants de la gérance militaire au comité central du FLN.

Lire la suite page 4

Lire également
■ Le nouveau premier ministre va devoir partager certains pouvoirs avec les militaires
par GEORGES MARION

■ M. Sid Ahmed Ghazali : l'ouverture au nom du pragmatisme
par JACQUES DE BARRIN

■ Les réactions des étudiants algériens de Paris
par PHILIPPE BERNARD

■ Le gouvernement tunisien face à l'activisme des intégristes
par MICHEL DEURÉ

pages 3 et 4

Les choix du gouvernement Cresson

La rigueur salariale pourrait être maintenue

M^{me} Edith Cresson devait poursuivre, jeudi 6 juin, ses entretiens avec les partenaires sociaux. Mercredi, elle avait indiqué au Sénat que des « mesures qui ne feront pas plaisir à tout le monde » seront prises pour réduire le déficit de la Sécurité sociale (23 milliards de francs en 1991). Avant la fin du mois, M^{me} Cresson doit prendre des décisions sur la revalorisation, au 1^{er} juillet, du SMIC et sur les salaires des fonctionnaires. Le gouvernement ne semble pas disposé à renoncer à la rigueur salariale.

Les fonctionnaires et les smicards

par Michel Noblecourt

Le nouveau premier ministre, M^{me} Edith Cresson, va être rapidement obligée de prendre des décisions sur la politique salariale qu'elle entend conduire. Deux dossiers tests sont déjà sur son bureau : la revalorisation du SMIC au 1^{er} juillet et l'évolution du traitement des fonctionnaires.

Confrontée à un climat social ombrageux dans les transports publics et à la grogne des professions de santé, le premier ministre devrait arrêter sa position à l'issue de la consultation des partenaires sociaux qu'elle a engagée.

M. Jean-Pierre Soisson recevant de son côté les fédérations de fonctionnaires. Cependant, tout indique que la progression des salaires restera à l'écart du nouvel élan souhaité par le président de la République. Les marges de manœuvre sont tellement étroites que la tentation de poursuivre la rigueur salariale est forte, priorité étant donnée plus que jamais à la lutte contre le chômage.

Au début de l'année, et même après la fin de la guerre du Golfe, la crainte restait forte, dans les milieux gouvernementaux et patronaux, d'un nouveau « dérapage » des salaires en 1991.

Lire la suite page 28

Francesco Cossiga le grand perturbateur

Une partie de la classe politique italienne, communistes en tête, dénonce l'interventionnisme croissant du président de la République

M. Francesco Cossiga, chef de l'Etat italien, préside cette semaine les cérémonies pour le 45^e anniversaire de la première République transalpine. Cette célébration a lieu dans un climat altéré par le grave conflit qui l'oppose à une partie de la classe politique.

ROME

de notre correspondant

« Mais si je viole la Constitution, comme ils disent, pourquoi ne déclenchent-ils pas contre moi la procédure de l'impeachment ? ». Lundi 20 mai, sur les antennes de la radio publique, GRI. La guerre des nerfs et des mots, qui met aux prises, depuis des mois, le chef de l'Etat, une partie de son gouvernement et une majorité de la classe politique, vient de franchir un nouveau degré sur l'échelle de Richter. Le séisme

institutionnel qui va inévitablement secouer l'Italie se rapproche vertigineusement. Epicentre, le palais du Quirinal, siège de la présidence de la République, occupé depuis cinq ans par un homme néguère tranquille M. Francesco Cossiga, métamorphosé depuis dix-huit mois en un véritable ouragan.

Les communistes, « anciens » du PDS et « nouveaux » marxistes « reconstructeurs », ont pris la tête de la campagne pour sa destitution. Ils sont soutenus par l'extrême gauche, une partie des Verts, de la gauche indépendante, et, beaucoup plus grave, ils ont l'appui discret d'une fraction de l'aile gauche démocrate-chrétienne, le propre parti du chef de l'Etat. « Mon ex-parti », précise, désabusé, le président, est actuellement dirigé par des malheureux. Motif de ce conflit inédit entre M. Cossiga, huitième président de la première République

italienne, et l'essentiel de la nomenclature politique qui l'a fait roi : celle-ci ne supporte plus l'interventionnisme croissant d'un homme, voué par ses fonctions et par tradition à l'inauguration des chrysanthèmes, qui se mêle soudainement de vouloir apparaître comme le véritable maître du jeu.

Il veut réformer les mœurs de l'administration publique, il sermonne les uns et les autres, multiplie les philippiques contre le système, les appels à l'ordre aux ministres et les vertes diatribes contre cette « partitocratie » dont il est issu et qui règne en maître depuis un demi-siècle sur la Péninsule. Justice, maintien de l'ordre, mafia, finances publiques, assurances sociales et, surtout, débat constitutionnel, aucun sujet n'échappe plus à ses remontrances, à ses « coups de gueule ».

PATRICE CLAUDE
Lire la suite page 6

Le rapprochement PC-PS

1972 : union de la gauche.



1991 : rencontre Marchais-Maurroy.



Lire page 9 les articles d'OLIVIER BIFFAUD et de JEAN-YVES LHOMEAU

LIVRES • IDÉES

■ Proust va gagner. ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : Dormir avec Marcel. ■ Histoires littéraires, par François Bott. ■ D'entre mondes, par Nicole Zand. ■ Bunuel l'amerdeur. ■ Enquête : Le lamento des traducteurs.
Lire pages 19 à 26

Le démantèlement de l'apartheid

Deux lois raciales abolies par le Parlement sud-africain page 5

Cagoule et Ligue arabe

La fin de notre dossier sur l'affrontement entre M. Dalé et M. Frydman page 14

« Sur le vif et le couteau complet se trouvent page 38

BOYD

William Boyd

BRAZZAVILLE PLAGE

roman

Seuil

120 F

Editions du Seuil

AFFAIRES

François Michelin est-il un bon patron ?

Depuis trente-deux ans à la tête de la Compagnie générale des Etablissements Michelin, « Monsieur François », comme l'appellent ses collaborateurs, a fait de l'entreprise clermontoise le numéro 1 mondial du pneumatique. Aujourd'hui, il annonce des pertes importantes et des licenciements massifs. A-t-il vu trop grand ? « Je suis parfaitement conscient que j'ai pris des risques fantaisistes », reconnaît ce patron acrobate dans l'entretien qu'il a accordé au Monde.

Lire l'entretien et l'enquête de FRANÇOIS RENARD.

Lire aussi : « Le portrait de M. Tristan Vigliani » ; « Les clubs de football anglais à la City » ; « Les femmes msngers ».

pages 29 à 31

DÉBATS

Europe

De la Communauté à la Confédération

par Maurice Duverger

La Communauté des Douze a décidé qu'elle n'adhérerait à aucun nouveau membre avant l'achèvement du grand marché, officiellement fixé au 31 décembre 1992. Au-delà, elle ne pourra pas résister au désir des peuples situés entre ses frontières et celles de l'Union soviétique. Les conférences intergouvernementales qui préparent actuellement une réforme en profondeur de ses institutions ne devraient pas seulement les renforcer, mais prévoir également l'extension progressive de leur champ. Il ne s'agit pas d'établir des autorités fédérales d'un type nouveau. Il faut aussi leur permettre de fonctionner un jour à l'échelle d'une grande Europe.

Certes, beaucoup de temps sera nécessaire pour que la Communauté s'élargisse du cap Nord à l'Équateur, de l'Atlantique aux bouches du Danube, en rassemblant ainsi près de 300 millions d'hommes et de femmes. Mais le moment approche où les six nations de l'Association européenne de libre-échange demanderont à s'inscrire dans la Communauté.

Trente pays au lieu de douze

L'Autriche insiste déjà, la Suède et la Suisse s'apprêtent à franchir le pas, malgré l'enracinement de leur neutralité; leurs monnaies ne sont-elles pas plus proches que celles du Portugal et de la Grèce sur la voie de l'unité de l'écu? On ne pourra pas les faire attendre longtemps après le 1^{er} janvier 1993. La Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie pourraient suivre avant l'an 2000. Pour la Roumanie, la Yougoslavie, la Bulgarie et les autres, le délai dépendra de la vitesse de leur transition vers la démocratie politique et l'efficacité économique.

Pour que la Communauté apparaisse clairement comme l'axe et le moteur de l'union paneuropéenne, qui se construira ainsi par étapes, il faut qu'elle soit dès maintenant préparée à encadrer plus de trente pays au lieu des douze actuels. Certaines réformes techniques seraient utiles immédiatement, par exemple dans la désignation des membres de la Commission et dans la multiplicité des langues officielles; ces vestiges d'une Communauté à six membres étant déjà gênants quand leur nombre est doublé. Une mesure plus essentielle est aussi urgente: généraliser le vote à la majorité, y compris pour la modification des traités.

Les étapes de la période intermédiaire

Parallèlement à ces règles restrictives, la Communauté pourrait ébaucher des étapes intermédiaires d'association. Elle dispose déjà d'une grande expérience et d'une panoplie de modalités à cet égard.

Mais le problème de la transition des ex-dictatures de l'Est vers la démocratie mériterait une analyse approfondie. Légitimement absorbés par la révision du traité de Rome et de l'Acte unique de 1986, le conseil, la Commission et le Parlement européen, peinent

peut-être par un excès d'intervention, en prêtant une attention insuffisante à l'Europe centrale et orientale, sinon sous forme d'aide économique. Elle a aussi besoin d'une aide institutionnelle et politique pour passer de la situation d'assisté à celle d'associé sur la route d'une adhésion future.

Les étapes de la période intermédiaire ne dépendent pas seulement des relations entre la Communauté et chaque Etat considéré isolément, mais aussi des liens entre la Communauté et la confédération de la grande Europe annoncée par François Mitterrand dans son message du 1^{er} janvier 1990.

Le président de la République française peut seul aujourd'hui conduire une telle construction, ses trois autres partenaires étant quasi paralysés: Kohl par l'unicité de l'Allemagne, Major par les remous de l'après-Thatcher, Andreotti par l'impuissance des institutions italiennes. Elle dépend d'abord d'un immense effort d'imagination créatrice. Celle de Jean Monnet voici quarante ans a lancé la Communauté économique. Sa transformation en union politique et son extension à l'Est impliquent un projet nouveau.

Dans plusieurs pays de la Communauté — et notamment dans le nôtre, — ses adversaires espèrent la dissolution dans une confédération paneuropéenne. Évidemment incapable d'antéceder aujourd'hui un degré suffisant d'intégration. A l'inverse, quelques-uns de ses plus farouches partisans la défendent et la transforment en citadelle enfermée dans des murs infranchissables.

Les deux perspectives sont également absurdes. La logique de l'évolution engagée depuis 1989 implique un développement simultané et coordonné d'une Communauté renforcée et d'une confédération qui l'élargisse d'abord et qui fusionne peu à peu avec elle, par étapes très progressives.

Une nouvelle doctrine Monroe

par Joseph Rovin

Le transfert continu à la Communauté européenne de compétences qui appartiennent auparavant aux Etats membres réduit sans cesse le domaine où s'exercent les prérogatives des Etats nationaux souverains. Malgré les résistances exacerbées des partisans attachés de l'Etat national, le démantèlement des structures centralisées dont la France révolutionnaire et post-révolutionnaire fut l'exemple le plus extrême se poursuit inéluctablement non seulement vers le haut, en direction d'un Etat fédéral européen, mais aussi vers le bas, par le renforcement des pouvoirs des régions qui gèrent les aspects de la vie publique qui sont suffisamment généraux pour dépasser le niveau des communes, tout en exigeant un traitement point trop éloigné des gens et du cadre de leur vie ordinaire.

On peut d'ailleurs imaginer que, à l'instar de ce qui se passe en Espagne et en Italie, les régions qui possèdent une personnalité historique, ethnique, linguistique, particulièrement marquée, puissent revendiquer un statut plus « riche », plus autonome, que les régions ordinaires. Ce serait, par exemple, le cas en France de la Corse, du Pays basque, du Roussillon catalan, de la Bretagne, de l'Alsace. A tous ces développements, à la fois positifs et négatifs, fait inégalement, s'ajoutent la résistance passiviste et rétrograde, qui a eu raison, provisoirement, de l'Europe, de la mention d'un « peuple corse », comme si l'existence d'un peuple basco-basque ou d'un peuple sicilien pouvait ombrager à l'existence et à la grandeur du peuple allemand ou du peuple italien.

En même temps que se poursuivent ces transferts qui connaîtront de nouveaux progrès lors de la conférence au sommet des Douze, qui se prendront les décisions finales sur l'union monétaire et sur l'union politique, la guerre du Golfe a enflé une légitimité internationale incontestable à ce que l'on désigne à présent par des termes tels que « droit d'ingérence » ou « droit d'intervention ».

L'affaire des Kurdes montre que, si les circonstances sont favorables, la protection d'une minorité peut même justifier l'envoi de troupes étrangères sur le territoire d'un Etat qui ne peut plus ou ne veut plus garantir les droits des minorités qui vivent sur son territoire, et cela contre la volonté de cet Etat. Dans le cas du Panama, les Etats-Unis, l'an dernier, s'étaient arrogés un droit d'intervention particulier en invoquant le caractère criminel du pouvoir établi sur ce pays.

L'intervention de l'Amérique du président Bush au Panama, comme celle — quelques années plus tôt — du président Reagan à la Grenade, correspondait assez bien à l'esprit de la doctrine Monroe de 1823, bien que celle-ci visât en premier lieu à écarter du continent américain des velléités d'intervention européenne en faveur de l'un ou de l'autre parti, dans une campagne politique ou un conflit militaire purement américains.

Défendre la démocratie

La doctrine Monroe a été aussi arbitrairement sollicitée pour couvrir des actions américaines qui, menées par des puissances européennes, auraient été non sans raison traitées d'actions impérialistes. Il s'empêche que, dans l'ensemble, la doctrine Monroe ou la politique de ceux qui la professent et l'appliquent avec modération a réussi à écarter du continent américain la plupart des conflits qui, après 1823, ont dressé les uns contre les autres les peuples de l'Europe.

Dans l'Europe libre ou délimitée du printemps 1991, la Communauté des Douze est la seule structure politique en état de marche, au-dessus du niveau de l'Etat national bien entendu. L'Association européenne de libre-échange (AEL) n'a pas de vocation politique, et les Etats libérés de l'Est

n'ont ni la vocation ni les moyens de former une communauté à part, une espèce de Sonderbund, comme les cantons suisses catholiques le firent en 1817. Ils ont cependant tous besoin d'être intégrés dans un plus grand ensemble qui assure leur sécurité au dedans comme au dehors. La force des uns et la relative faiblesse des autres exigent aujourd'hui que les Douze, sans doute dans le cadre du conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement, définissent une aire dans laquelle ils n'accepteront jamais le fait accompli d'une dictature se substituant à la démocratie ni l'emploi de la force ou de la violence d'Etat contre une contestation qui vise à remplacer un régime dictatorial par l'Etat de droit.

En d'autres termes, les Douze devraient à leur tour et avec précision proclamer leur détermination à utiliser dans des conditions précises et rendues publiques un droit d'intervention pour défendre les autres Etats d'Europe contre des menaces extérieures (par exemple, venant d'une URSS redevenue agressive); pour défendre la démocratie, là où elle existe déjà, contre la subversion totalitaire de droite ou de gauche; pour défendre les minorités contre des majorités qui refusent de leur accorder les droits qu'un statut européen leur aura attribués, comme les Hongrois de Roumanie ou les Albanais du Kosovo; ou encore pour empêcher une composante d'une fédération de faire obstacle à la volonté de sécession d'une autre composante, et nous sommes dans le cas de la Croatie et de la Slovénie.

Il va de soi que de telles actions ne peuvent être improvisées en ce qui concerne leur fondement juridique aussi bien que pour ce qui est des modalités pratiques d'intervention. C'est pourquoi la proclamation solennelle de la volonté des Douze de garantir chez eux et dans le reste de l'Europe l'Etat de droit et le refus de la violence comme moyen de l'action politique entre Etats et entre peuples, doit être faite le plus vite possible, et en dehors de toute actualité pressante. Les Douze devront également mettre au point d'avance les modalités de la prise de décision dans les cas concrets exigeant la mise en œuvre de la proclamation. Etant donné les liens d'alliance que la plupart d'entre eux ont tissés avec les Etats-Unis et la communauté de valeurs qui est à la base de cette alliance, la consultation des alliés (il faut naturellement aussi tenir compte du Canada) devra être prévue avec précision.

Des interventions rapides et préparées

En effet, si les colonels reprenaient le pouvoir en Grèce, pour donner un exemple, la procédure d'avertissement et la décision d'appliquer à la Grèce des sanctions, voire l'intervention militaire, devraient suivre une voie tracée d'avance. Peut-être faudrait-il dans certains cas pouvoir déléguer l'Etat violateur des droits de ses habitants ou agresseur d'un autre Etat ou d'un autre peuple devant une instance du type de la Cour européenne des droits de l'homme, qui aurait pour mission de constater les faits et de fournir ainsi le cadre à la fois juridique et moral pour l'application des sanctions et pour l'intervention directe, en cas d'urgence ou devant l'échec des sanctions. Mais il faudrait que cette Cour puisse se prononcer très rapidement.

Dans un tel contexte, une force d'intervention composée d'éléments fournis par ceux des Douze qui accepteraient d'y participer devra être mise sur pied dès que la proclamation aura été ratifiée ou approuvée par les Parlements nationaux et par le Parlement européen. Car, si un jour l'armée fédérale yougoslave attaquerait la Croatie ou la Slovénie, l'intervention, ou l'ultimatum précédant l'intervention, devront être lancés immédiatement.

Pour la première fois dans l'histoire, tous les peuples européens seraient ainsi protégés contre les agressions extérieures, contre les tentatives de minorités possédantes (des « nomenklatures ») de se maintenir au pouvoir malgré la volonté des peuples, et contre les subversions intérieures quand celles-ci menacent sérieusement un ordre démocratique existant. En instituant ainsi un ordre de droit permanent en Europe, les Douze donneraient l'exemple d'autres regroupements régionaux tout en fournissant une participation importante à l'élaboration d'un nouvel ordre mondial.

COURRIER

Service minimum

L'airme aller à man travail à l'autre bout de Paris quand le métro est en grève. Je suis sûr d'avoir un minimum de service à l'arrivée d'un autobus, mais quelle carabosse dans cette chaleur humaine

et estivale! Bien sûr, une vieille dame pleure et une femme enceinte s'évanouit, mais ce sont là des détails pittoresques. Si c'était grave il y aurait un service minimum comme à la télévision. C'est d'ailleurs dans ces moments que l'on comprend pourquoi la France est le seul pays au monde à avoir une mission de la culture: sans film américain un soir de grève à la télé, on arracherait les yeux à Cresson, les oreilles à Mitterrand et le nez à Krasucki.

Mais aujourd'hui tout va bien. Les conducteurs de métro sifflent leur Pastis au comptoir du bistrot, les dirigeants syndicaux comptent les cotisations sur leur Casio électronique, les cadres de la RATP roulent dans leur CX noire à air conditionné et les voyous, que l'on veut chasser du métro, regardent et ricangent.

DANIEL THOMIÈRES
Montreuil-sous-Bois

Cinq fautes

Nous qui jubilons en 1981 d'avoir vu fondre la chape de plomb glacée sans nous faire d'illusion sur le mitterrandisme, nous faisons aujourd'hui l'inventaire suivant des dix ans de pouvoir « socialiste ».

Première faute: l'indécence sommet de Versailles dans le faste royal sonnant déjà la condamnation à mort du socialisme à la française.

Deuxième faute: la poursuite des essais nucléaires dans le Pacifique et son corollaire de l'affaire Greenpeace.

Troisième faute: avoir quasiment fait exprès de ne pas gagner en majorité absolue les dernières élections législatives.

Quatrième faute: l'impardonnable guerre du Golfe et la soumission sans condition à l'impérialisme américain qui n'a fait qu'aggraver les problèmes du Moyen-Orient, sans ombre de réalisation des promesses faites en faveur des Palestiniens.

Cinquième faute: la mise au coin de Rocard, sans autre justification visible que l'humeur du Prince.

Désormais tout s'écroule. Logiquement le deuxième septennat finira dans la honte à moins d'un coup d'état comme ceux dont le maître de l'Élysée s'est déjà montré le grand spécialiste.

La France et l'Éthiopie

Il est étrange que notre gouvernement paraisse n'avoir aucune politique en ce qui concerne l'Éthiopie. Il serait cependant bon de se rappeler qu'en raison de nos responsabilités militaires dans la République de Djibouti nous sommes plus intéressés à ce qui se passe dans ce grand pays de l'Éthiopie que ne devraient l'être la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Le seul lien de l'Éthiopie avec l'extérieur a été longtemps le chemin de fer, dit alors « franco-éthiopien », de Djibouti à Addis-Abeba.

Je souhaite que le Monde puisse, sous une forme ou sous une autre, rappeler à ses lecteurs qu'avant 1937 (guerre italo-éthiopienne) le français était la langue administrative, à usage étranger, de l'Éthiopie. En 1959 encore, lors d'un séjour prolongé que j'ai fait dans ce pays, la quasi-totalité des ministres et des hauts fonctionnaires parlaient fort bien le français. Cela mérite de ne pas être oublié.

CHARLES DE DIANOUS
Paris

Massacre à Pékin

Deux jours après la tragédie, le 6 juin 1989, l'avis suivant était affiché à l'entrée de l'hôpital Fuxing, dans la partie ouest de la capitale: « Afin de ne pas entraver le bon fonctionnement de l'hôpital, et pour nous permettre d'évacuer les corps avant qu'ils soient décomposés par la chaleur, vous êtes priés d'identifier les cadavres et de procéder à leur enlèvement le plus rapidement possible ».

Le texte de cette affiche destinée aux familles des victimes est reproduit dans le recueil de photographies de Zeng Nian (Pékin, Studio Publications, Hongkong, 1990, p. 120). Même ceux qui n'étaient pas là ne peuvent oublier.

PAUL BADY
Paris

EBEL
BOUTIQUES

PARIS
2, place Vendôme

Bijoux Alessandra Gradi, en exclusivité dans les Boutiques EBEL. Montre Baloue.

LONDON MILANO NEW-YORK CRANS-SUR-SIÈRE ST-TROPEZ MONCHEN
177 New St. 2nd fl. 100 Madison Ave. 270 Madison Ave. 100 Madison Ave. 100 Madison Ave. 100 Madison Ave.

ALGERIE

Le nouveau p...
certains

« Ça devait

سكان الجزائر

ÉTRANGER

ALGÉRIE : M. Sid Ahmed Ghozali nommé à la tête du gouvernement

Les sanglantes émeutes d'Alger et la décision du président Chadli Bendjedid d'instaurer l'état de siège et de reporter les élections législatives prévues le 27 juin ont suscité, en Algérie, les réactions de plusieurs partis d'opposition. Ainsi, M. Hocine Ait Ahmed, secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS), s'est-il demandé si ces mesures « ne cachaient pas la volonté d'un putsch ». A son avis, « on ne peut pas régler les problèmes économiques et politiques par le retour de l'armée. Ce serait la plus grande catastrophe ». Ce chef « historique » de la lutte de libération nationale a souhaité que soit rédigée une autre Constitution. « Nous voulons », a-t-il dit, que l'Algérie, qui est presque en état d'anticonstitutionnalité avec elle-même, puisse trouver une stabilité constitutionnelle et institutionnelle. »

Pour M. Saïd Sadi, président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), l'ins-

tauration de l'état de siège est « une situation ultime mais quasiment inévitable. Nous étions dans un état de désobéissance civile. L'état légal était complètement débordé et il n'y avait quasiment plus d'autre ressource que celle-là ». A son avis, « dès lors que c'est l'institution légale qui a fait appel à l'armée pour protéger [le] public, cela peut encore se concevoir ».

Dans un communiqué rendu public mercredi, le Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS), l'ex-Parti communiste, a invité les Algériens à se remettre au travail, « dans la paix civile et la garantie des libertés individuelles et collectives ». Il a exigé, en outre, « l'interdiction de tous les partis totalitaires anticonstitutionnels qui ont mené le pays au bord de l'abîme et n'ont pas hésité à manipuler les sentiments de [la] jeunesse ».

Aux Etats-Unis, le porte-parole du département d'Etat a invité, mercredi, toutes les parties à

« faire preuve de retenue dans les prochains jours ». Il a regretté que « le processus démocratique prometteur commencé il y a deux ans ait été interrompu et que des pertes en vies humaines se soient produites » et a exprimé l'espoir que « les conditions pour tenir des élections seront rapidement restaurées ».

En France, M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, a rapporté, mercredi, les commentaires faits par M. Roland Dumas lors du conseil des ministres. « La France souhaite », a-t-il indiqué, que le calme revienne à Alger pour que le processus démocratique puisse reprendre son cours normal et que les consultations électorales prévues puissent avoir lieu. » Pour sa part, M. Jacques Chirac s'est déclaré « inquiet », estimant que « tous les intégristes, de quelque nature qu'ils soient, sont dangereux ». Il a dit persuadé que « la grande majorité des Algériens, régulièrement

installés en France, ne sont pas désireux d'importer les problèmes liés à l'intégrisme dans notre pays ».

Le porte-parole du RECOURS-France, fédération d'associations de rapatriés d'Algérie, M. Jacques Roseau, a demandé, mercredi, au gouvernement français de « prendre d'urgence », en relation avec le gouvernement algérien, « toutes les dispositions utiles pour que la sécurité des Français résidant toujours en Algérie soit parfaitement assurée ».

Quant à France-Plus, mouvement pour la défense des droits civiques animé par des jeunes d'origine maghrébine, il dénonce, dans un communiqué, la « terreur » imposée par les islamistes. Afin d'« éviter la guerre civile à tout prix », il estime que « l'armée doit absolument rester dans les casernes » et souhaite que les élections aient lieu comme prévu.

Le nouveau premier ministre va devoir partager certains pouvoirs avec les militaires

ALGER

de notre correspondant

Le choix de M. Sid Ahmed Ghozali n'est pas à proprement parler une surprise puisque son nom figurait en bonne place dans le groupe des premiers ministres potentiels les plus fréquemment cités pour remplacer M. Mouloud Hamrouche. Mais l'on n'attendait pas que cette nomination intervienne aussi rapidement, alors que la présidence de la République venait de faire connaître le décret organisant l'état de siège « pour une durée de quatre mois ».

Les observateurs se avaient déduit que le chef de l'Etat n'espérait pas une normalisation de la situation politique avant de longs mois. La nomination rapide d'un homme qui n'a pas la réputation d'un « libéral » tend à indiquer que M. Chadli Bendjedid, sans préjuger de la suite des événements, entend au moins favoriser un retour rapide à une vie démocratique, normale. M. Ghozali, cependant, est prisonnier de la situation. En prenant ses nouvelles responsabilités, il a accepté, indépendamment de ses idées personnelles, et au risque de passer pour le gérant de l'état de siège, d'appliquer les règles d'un jeu largement défini par l'armée. Même si, à son exemple, peu de responsables politiques algériens en ont contesté la nécessité, M. Ghozali a choisi de faire avec les treize articles d'un décret contraignant, qui risque de porter ombrage à sa réputation d'ouverture.

L'état de siège qui « vise à sauvegarder la stabilité des institutions de l'Etat démocratique et républicain » transfère, en effet, à l'autorité militaire « les pouvoirs dévolus à l'autorité civile en matière d'ordre public et de police ». Ainsi investie, l'autorité militaire peut prononcer des mesures d'internement administratif ou d'assignation à résidence « contre toute personne majeure dont l'activité s'avère dangereuse pour l'ordre public », après avis d'un comité de sauvegarde de

l'ordre public composé, dans chaque wilaya, du wali (préfet), du commissaire de sûreté, du commandant de groupement de la gendarmerie et, le cas échéant, du chef du secteur militaire. Deux personnalités « connues pour leur attachement à l'intérêt public » siègent aussi au sein du comité.

Dotée des pouvoirs de police, l'autorité militaire peut, notamment, « opérer ou faire opérer des perquisitions, de jour comme de nuit » ; elle peut interdire des publications et des réunions, restreindre ou interdire la circulation des personnes, interdire les grèves, prononcer des réquisitions de personnels, suspendre l'activité des partis et des organisations. Dispositions essentiellement dédiées au Front islamique du salut (FIS) dont les roaires n'avaient pas été les derniers à se lancer dans la grève, perturbant ainsi l'activité des services administratifs ; l'autorité militaire s'est aussi arrogée le droit de dissoudre les assemblées locales et communales « lorsque l'action légale des pouvoirs publics est mise en échec ou entravée par des attitudes d'obstruction avérée, ou d'opposition déclarée ». Dès jeudi, un couvre-feu sera instauré de 23 heures à 3 heures et demie du matin.

En finir avec le FIS ?

Ainsi corsetée, la politique du prochain gouvernement ne devrait pas connaître, sur le fond, de profonds changements. Dans le domaine économique, les réformes opérées par l'Algérie au cours des deux années précédentes sont trop radicales pour qu'il soit possible, à condition que M. Ghozali ait même le désir d'envisager autre chose que des retouches. Il n'y a de même aucune raison de modifier les axes d'une politique étrangère que M. Ghozali, ministre des affaires étrangères dans le précédent gouvernement, a contribué à définir.

C'est en politique intérieure que le nouveau premier ministre devra surtout déployer ses talents.

Il va notamment lui falloir définir sa position à l'égard du FIS dont la direction collective a appelé, mercredi soir, à la poursuite de la grève générale. Dans une large mesure, cet appel n'a pas d'autre poids que les quelques lignes qui le composent. Depuis le 25 mai, date du début de la grève lancée par le FIS, le mouvement était surtout symbolique et ce n'est pas aujourd'hui, alors que l'état de siège permet l'effacement des grévistes, qu'il risque de s'étendre.

Aucun bilan officiel

Le FIS ne l'ignore pas, mais apparemment, il tient à manifester la constance de son opposition. Une attitude qui n'est pas sans risques : plusieurs voix, au sein du pouvoir et du monde politique, ont suggéré d'en finir une bonne fois avec une organisation qui a montré qu'elle n'entendait pas jouer le jeu. Les outils pour le faire sont nombreux : l'état de siège permet de dissoudre tout mouvement « dont les dirigeants ou les membres se livrent à des actions contraires aux lois », tandis que le code pénal ne manque pas d'articles pour poursuivre les appels à la rébellion dont les dirigeants du FIS, depuis deux semaines, n'ont pas été avares.

Au-delà du problème spécifique posé par le FIS, le nouveau premier ministre aura cependant fort à faire pour « pacifier » un pays plus commotionné qu'on ne le dit par les récents événements. Même avec l'aide des personnalités d'origines politiques diverses, dont il recherche le concours, la tâche est délicate. Au soulagement de beaucoup qui craignaient une répétition des tristes événements d'octobre 1988, l'ordre est rétabli dans la rue — des heurts ont toutefois encore eu lieu dans la nuit de mercredi à jeudi en plusieurs endroits d'Alger — mais le trouble est profond dans les esprits. « En moins de trois ans nous avons connu trois premiers ministres, deux révolutions et pres-

que un régime militaire, constatant avec amertume une personnalité algérienne, il faudrait que cela cesse ».

A en juger par les dégâts constatés dans Alger et sa périphérie, il faudra du temps. Dans plusieurs quartiers dont l'accès était jusqu'à interdit par des barrières militaires, les destructions sont plus importantes que ne le laissent entendre les rares informations diffusées. Rues défoncées, barrages de poubelles et de débris, poteaux abattus, bâtiments publics dévastés, témoignent de la profondeur des ressentiments. Alors que les islamistes du FIS avaient conscience de ne pas s'attaquer aux édifices publics, directive dans l'ensemble respectée, des jeunes, hors de tout contrôle, ont partiellement réédité le scénario d'octobre 88 en s'attaquant aux symboles d'une autorité vécue par de larges couches de la jeunesse algérienne comme illégitime.

A Alger, dans la nuit de mardi à mercredi, le palais de justice a été bombardé de cocktails Molotov ; l'immeuble qui abrite les services du Trésor a été attaqué, comme le commissariat du 3^e arrondissement, non loin de la place des Martyrs, envahi par une troupe armée d'instrumentistes hétéroclites. Selon un policier présent sur les lieux, la riposte a failli tourner à l'irréparable.

Mardi soir, à Belcourt, chaque pâté d'HLM avait encore sa barricade, dérisoire obstacle face aux chars qui contrôlent les carrefours et qui ont pris pleine possession de la place du 1^{er} Mai et des quartiers environnants. Discrètement, des groupes de jeunes gens discutaient entre eux, jetant des regards sans amertume aux rares voitures qui passaient aux environs. Au centre d'Alger, dans le quartier Meissonnier, de jeunes garçons avaient fermé leur rue par des barrières faites de pneus et de voitures inconscientes et spontanément identifiées à celles du pouvoir. « Il faut comprendre, expliquait l'un d'eux qui n'avait rien d'un militant islamiste, il y a eu

des morts » FIS ou pas, les victimes étaient les leurs, et les assassins ceux « d'en face ».

Hormis quelques bribes d'information, aucun bilan officiel des victimes n'a encore été donné par les autorités. La direction de la gendarmerie a cependant reconnu la mort d'un officier, touché par un parapluie tombé des toits. Un autre gendarme a été blessé par balle. L'agence de presse officielle APS a, quant à elle, fait état de deux morts et de quatorze blessés, mercredi à Souk-Ahras, non loin de la frontière tunisienne.

GEORGES MARION

Les étudiants algériens de Paris

« Ça devait arriver »

L'état de siège décrété à Alger n'empêche pas les étudiants algériens de Paris de débattre en effaçant librement leurs opinions politiques. Mercredi 5 juin, dans le foyer de la Maison des étudiants algériens à Paris, se croisaient librement des analyses fort contradictoires des événements.

« C'est avec un marteau qu'on casse la glace, langui, dans une ellipse presque maotiste, un étudiant proche du Front islamique du salut (FIS), cherchant à justifier ses méthodes.

« Les élections ? Et alors ! »

Le peuple algérien ne veut plus se contenter de survivre avec le FIS ; il aspire à jouer un rôle sur la scène internationale. Récemment d'un panisme du pouvoir en place : « Avec leur grève, les ordres n'ont pas été ramassés à Alger depuis des semaines. Je

croyais que l'islam, c'était la propriété la Riposte immédiate et cinglante : « la pourriture, c'est depuis trente ans en Algérie ! »

L'intervention de l'armée et le report des élections ne semblent guère avoir surpris la petite communauté étudiante. La « ça devait arriver » apparaît même comme l'un de ses rares dénominateurs communs, avec l'attachement au « peuple algérien ». Au-delà, les avis divergent totalement. Pour les uns, le pouvoir s'est vu contraint de riposter à la provocation du FIS. « Les barbus savaient qu'ils allaient perdre les élections ; ils ont préféré jeter le pays dans la chaos. » Certains vont jusqu'à justifier la loi électorale anti-FIS préparée par le FIS : « Donner sans protection des sièges aux islamistes, c'était aller à la débâcle. Les élections du 27 juin devaient s'ouvrir la démocratie. Aujourd'hui, le pays a fait vingt pas en arrière. Mais, sans l'état de siège, on glissait

vers l'effacement, comme en 88. » Pour les autres, la provocation vient tout simplement du gouvernement algérien, qui aurait seisi le prétexte de la grève générale pour annuler des élections qu'il ne souhaitait pas et déclarer le FIS hors la loi. « Les élections ? Et alors ! Elles n'auraient rien changé. De toute façon, elles étaient truquées. A la malhonnêteté, on répond par la malhonnêteté », remarque un étudiant en médecine. Maintenant, le pouvoir va avoir plus de temps pour se préparer !

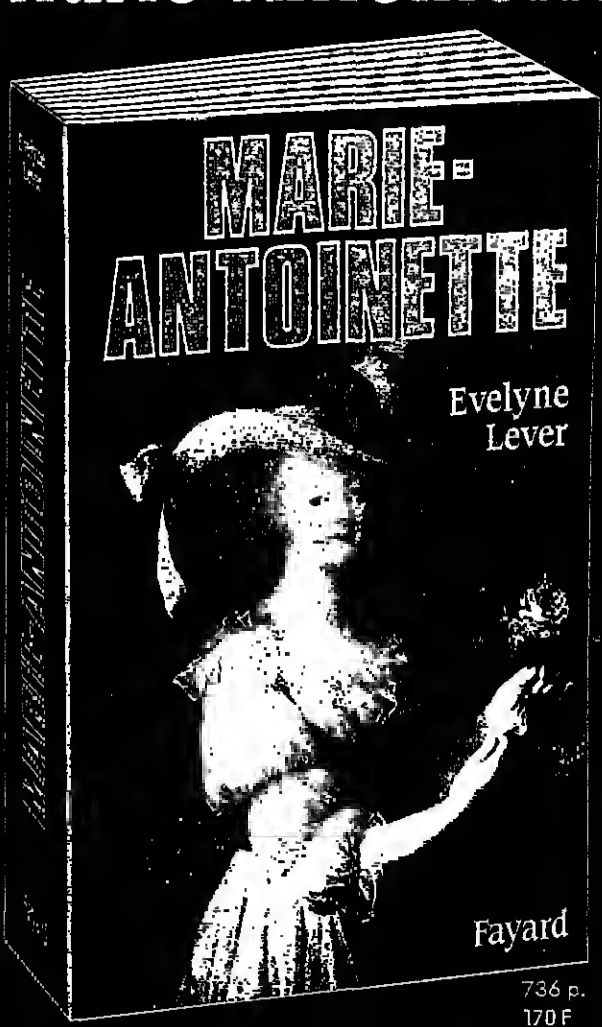
L'opposition marquée entre étudiants islamistes et étudiants laïques se retrouve jusqu'à dans la vie de cette résidence universitaire du quatorzième arrondissement, propriété de l'Etat algérien. La petite bibliothèque a été transformée récemment en salle de prière, au grand dam des résidents de gauche qui y voient un mauvais présage. La hantise d'un retour à la répression de

l'automne 1988 est constante. Pour Nabib, ex-étudiant rencontré au restaurant universitaire maghrébin du boulevard Saint-Michel, les événements actuels renvoient à une sombre époque de sa vie, celle de son service militaire au moment des émeutes de 1988, et de sa participation aux « opérations ». « Je pensais que les islamistes reculeraient devant l'armée, un se rappelant de la répression de 88. Peut-être ont-ils choisi de faire des martyrs car, pour le moment, ils n'ont que la violence pour prendre le pouvoir. »

Reste, dans plusieurs conversations, l'idée que le chemin vers la démocratie est par définition cahoteux, que « l'incandescence actuelle est peut-être une étape nécessaire ». Sauf pour ceux qui considèrent la démocratie comme « une illusion véhiculée par les Occidentaux ».

PHILIPPE BERNARD

Le destin manqué de Marie-Antoinette



Bien documenté, généralement impartial. Emmanuel Le Roy Ladurie, L'Express

Dans la biographie qu'elle consacre à Marie-Antoinette, Evelyn Lever analyse son rôle social et politique au sein d'une société en pleine mutation. Pas question de réhabiliter Marie-Antoinette... mais de démontrer comment l'épouse de Louis XVI a trompé les espérances de sa famille autrichienne (sa mère et son frère, l'empereur Joseph II) sans jamais remplir entièrement son rôle de reine de France.

Anne Muratori-Philip, Le Figaro

FAYARD

AFRIQUE

ALGÉRIE : nouveau premier ministre et instauration de l'état de siège pour quatre mois

La vigilance de l'armée

Suite de la première page

Il est vrai que la nouvelle Constitution, massivement approuvée par référendum quelques jours plus tôt, ne reconnaissait plus à l'armée le rôle de « bouclier de la révolution », chargée de participer au « développement du pays et à l'édification du socialisme ».

La consécration du multipartisme contraignait l'armée à faire vœu d'apollonisme, au moins pour sauver les apparences. Il n'empêche que le président Chadli avait commencé, bien avant les émeutes d'octobre 1988, à engager cette mutation. Ainsi avait-il créé un état-major, redécoupé les régions militaires et favorisé la promotion de jeunes officiers sans légitimité historique.

Autre innovation : le ministère de la défense, dont le chef de l'Etat se réservait le portefeuille, se voyait attribuer le portefeuille de l'armée. En juillet dernier, S'en voyait confier la responsabilité le général Khaled Nezzar, qui, avec dix mille hommes sous ses ordres, avait supervisé l'état de siège pendant les émeutes d'octobre 1988, dans l'Algérie. Dans la foulée, le commissaire politique de l'armée

avait été transformé en « direction de la communication », de l'information et de l'orientation. Ces réformes, avait-on alors expliqué en haut lieu, visaient à « ancrer l'armée à un niveau moderne ».

Ce difficile passage d'une armée d'anciens maquisards à une armée de métier a, bien évidemment, suscité des remous au sein de la nomenclature militaire, illustrés notamment, en septembre dernier, par la démission spectaculaire du général Mohammed Betchine, chef des services de renseignements, et le départ à la retraite du général Mohammed Attalla, inspecteur général de l'armée.

Dans un récent entretien accordé au Monde, M. Mouloud Hamrouche, l'ancien premier ministre, aujourd'hui évincé, reconnaissait l'existence de « deux générations » de militaires, celle qui est issue de la guerre de libération nationale, « qui a été politisée », et celle qui est née après l'indépendance du pays. « Qui a choisi l'armée comme un métier », il n'en concluait pas moins que les uns et les autres vivaient « très bien » ces changements.

«Dépassements»

Il n'empêche qu'à l'heure où l'Algérie s'engage, de manière hésitante et incertaine, sur les chemins semés d'embûches de la démocratie, cette « mise au pas » de l'armée a ses limites. Celle-ci ne représente-elle pas, en effet, la seule force capable, pour le moment, de contenir toutes les dérives contestataires, islamiques ou non ? Ses chefs le savent qui, aujourd'hui, n'hésitent pas, à l'occasion, à élever la voix pour signaler leur présence à ceux qui seraient tentés de les oublier.

Ainsi, en septembre dernier, dans un long entretien accordé à l'agence de presse AFP, qui fut alors grand bruit, le général Nezzar, tout en confirmant la « vocation politique » de l'armée, ne cachait pas son intention de faire intervenir la troupe « pour rétablir l'ordre » si « des dépassements » il y avait. Il envisageait même, « le maximum de scrupules », toutefois, l'idée de contribuer au bon déroulement des élections à venir. Il exprimait, enfin, la conviction que « le FLN sortira grand des élections », et qu'elles « lui ont été confiées ».

Comme en Tunisie, mais, semble-t-il, avec moins de succès, les islamistes s'emploient à nuyauter l'armée, des hommes de troupe aux officiers. Mais, pour l'heure, entre les intégristes et la plupart des grades, le courant ne passe pas vraiment. Il n'est pas significatif : il y a quelques mois, le directeur de l'hôpital militaire d'Aïn-Nadja, à Alger, avait refusé l'accès de son établissement à tous les patients qui portaient la barbe. Pour des raisons d'hygiène qui n'ont trompé personne.

Dans un violent réquisitoire, début avril, El Djelch, la revue de l'armée, s'en était pris aux « extrémistes religieux », accusés de participer à une « vaste conspiration visant la dislocation du monde algérien ». Il leur était aussi reproché leur « engagement tout symbolique aux côtés de l'Irak » pendant la guerre du Golfe et leur pratique du double langage. Si les islamistes continuent à jouer les provocateurs, finissent-ils par entraîner la patience des militaires ?

« Dans les démocraties naissantes, on a toujours des inquiétudes à propos de l'armée », déclarait au Monde M. Hamrouche. En fait, tout dépend de l'intelligence des hommes politiques, des partis, des majorités qui vont apparaître demain. Ancien coordinateur des affaires militaires, le président Chadli, qui a troqué, en septembre 1978, l'uniforme contre le costume de ville, sait mieux que quiconque, si danger il y a de voir l'Algérie en revenir au temps des colonels.

JACQUES DE BARRIN

M. Sid Ahmed Ghazali : l'ouverture au nom du pragmatisme

Ce n'est pas un inconnu que le président Chadli est allé chercher pour reprendre les choses en main, à la tête du gouvernement. En vingt-sept ans de carrière, il a su faire parler de lui en Algérie aussi bien qu'à l'étranger. D'autant plus - et peut-être d'autant mieux - que cet ingénieur, diplômé de l'Ecole des ponts et chaussées de Paris, rompu au jeu politique comme aux autres diplomatiques, n'est pas, loin s'en faut, un homme sans caractère.



Sid Ahmed Ghazali, l'homme au noué peignon, est né à Meghnia, dans l'ouest algérien, comme l'ancien président Ahmed Ben Bella qu'il servit, de 1964 à 1965, en tant que sous-secrétaire d'Etat aux travaux publics. Son démarrage dans la vie politique, il le doit à M. Belaid Abdesslem, le grand patron de l'économie à l'époque et le champion de l'industrialisation lourde de l'Algérie, dont il fut, plus tard, singulièrement déchanté.

M. Abdesslem avait appelé cet ingénieur à la direction des mines et des carburants avant de le pousser, en 1968, à la présidence de la Sonatrach, la toute puissante société d'Etat chargée des hydrocarbures, qui fait rentrer la grosse devise et aux commandes de laquelle il restera une dizaine d'années. Rien de surprenant donc à ce qu'en 1977 M. Ghazali soit

nommé ministre de l'énergie et des industries pétrochimiques. En mars 1979, le président Chadli lui confia ce portefeuille-clé pour lui confier, quelques mois comme il avait déjà procédé avec son maître à penser, M. Abdesslem. Placé en réserve de la République, M. Ghazali connaît alors une longue traversée du désert. Il rejoint le corps diplomatique et se retrouve, de 1984 à 1988, ambassadeur à Bruxelles, accrédité auprès de la Communauté économique européenne, où il noue de solides amitiés.

Une «vision ringarde»

C'est M. Kaddi Marbach, le premier ministre que s'est choisi le président Chadli au lendemain des émeutes d'octobre 1988, qui le tira de son « exil » bruxellois, pour lui confier le ministère des finances. Il y restera un an. Il défend ses dossiers, avec fougue et talent, auprès des instances financières internationales, obtient d'elles les crédits nécessaires dans le cadre d'une politique d'ouverture économique dont, par pragmatisme peut-être plus que par conviction, il se fait le défenseur. Il réussit même le tour de force d'éviter à son pays un redoutable longement de sa dette extérieure, méthode qu'il juge déshonorante. Lorsque M. Marbach abandonne, en septembre 1989, à M. Mouloud Hamrouche son fauteuil de premier ministre, M. Ghazali se voit confier le portefeuille des affaires étrangères, Ardent défenseur de la cause

palessienne, on l'entend, lors de la guerre du Golfe, regretter que « l'effacement de l'URSS » de la scène internationale, qui profite aux Etats-Unis, « n'ait pas été compensé par une montée en puissance de l'Europe ».

M. Ghazali n'est pas homme à dissimuler ses rapproches à l'égard de l'ancienne métropole avec laquelle son pays, il ne l'oublie pas, partage des intérêts communs. « Dans le choix qu'a fait la France à l'occasion de cette crise », son sentiment est que « les Maghrébins ont compté pour moins que rien ». Lors de la récente visite de M. Roland Dumas à Alger, il lui avait expliqué qu'il était maintenant temps d'abandonner une « vision ringarde » des relations bilatérales « qui exclurait toute divergence d'opinion ».

Rivalités politiques ou personnelles ? Ce n'était un secret pour personne que M. Ghazali ne portait pas M. Hamrouche dans son cœur. Il ne figurait pas au nombre des candidats que le FLN, sous la houlette réformatrice de l'ancien premier ministre, entendait présenter aux élections législatives du 27 juin. Le « drapage » du processus démocratique offrait, aujourd'hui, à cet « animal politique » une nouvelle occasion, de rebondir.

J. de B.

TUNISIE : après la découverte d'un « complot »

Le gouvernement est plus que jamais décidé à combattre l'activisme des intégristes

TUNIS

de notre correspondant

« Notre choix n'était pas aussi mauvais que certains ont voulu le croire. Cette fois-ci, la démonstration est faite que ces gens-là n'ont d'autre solution que le recours au terrorisme pour parvenir à leurs fins, c'est-à-dire à la prise du pouvoir. » Cette remarque, plutôt satisfaisante, entendue, à maintes reprises, mercredi 5 juin, dans les milieux politiques, après les incidents sanglants dont Alger avait été, la veille, le théâtre, ne masque pas complètement une nette inquiétude.

Les dirigeants tunisiens ont, eux aussi, à faire face à l'activisme croissant des islamistes. Mais, persuadés que ces derniers, contrairement à leurs homologues algériens, n'ont jamais envisagé sérieusement de se plier aux règles du jeu démocratique, ils ont toujours refusé de leur accorder droit de cité, quitte à les rejeter dans la clandestinité, ce qui n'est pas sans péril.

Si les événements actuels paraissent, du moins dans l'immédiat, leur donner raison, ils se gardent bien d'en tirer gloire et se disent conscients des dangereuses répercussions que l'évolution de la situation dans le pays voisin peut entraîner chez eux.

Ces craintes sont, toutefois, quelque peu tempérées par le succès relatif obtenu par le Front islamique du salut (FIS) au report des élections législatives. Les dirigeants tunisiens font, en effet, confiance aux militaires algériens pour rétablir une autorité dont ils déplorent souvent, en privé, la faiblesse, à propos, par exemple, de l'actuel bienveillant et des multiples facilités réservées à plusieurs des responsables du « complot islamiste », dénoncé

voici deux semaines par le ministre de l'intérieur.

Pour l'instant, la découverte de ce complot a resserré les rangs de « la société civile ». Tous les partis politiques sans exception, les diverses organisations et associations et même la Ligue tunisienne des droits de l'homme, ont fait front commun avec le pouvoir pour dénoncer le mouvement islamiste Ennahdha qui paraît être, aujourd'hui, sinon démantelé, du moins complètement isolé.

Comités de sauvegarde

Alors que l'on craignait que les étudiants islamistes, habitués, lors de la campagne de l'agitation, à profiter des examens de ces derniers jours pour créer des désordres, les épreuves du baccalauréat ont eu lieu dans le calme. Il est vrai que la police assurait la sécurité à l'extérieur des établissements et qu'à l'intérieur veillaient des comités de sauvegarde constitués par les autorités de tutelle, l'opposition et les associations de parents d'élèves.

La situation paraît donc s'être normalisée après les remous de ces derniers mois. Mais tout danger est-il pour autant écarté ? Redoutant des actes isolés, les autorités demeurent d'une extrême vigilance. La surveillance a été discrètement renforcée autour des bâtiments publics, les policiers en uniforme ou en civil sont plus nombreux à circuler dans les villes et, la nuit venue, les contrôles routiers sont fréquents. Parallèlement, l'enquête des services de la sûreté sur les ramifications du « complot » se poursuit. De nouvelles pistes sont explorées. On croit-on savoir - seraient venues grossir le nombre des personnes arrêtées, qui s'élevait, le 22 mai, selon le ministre de l'intérieur, à trois cents, dont cent militaires (1).

Les dirigeants tunisiens s'efforcent aussi de suivre, autant que possible, les activités des chefs islamistes réfugiés à l'étranger. Dans les milieux politiques, on a « retenu avec beaucoup d'intérêt et d'attention » les voyages fréquents à Téhéran du président d'Ennahdha, M. Rachid Ghannouchi qui, mardi encore, assistait aux cérémonies du deuxième anniversaire de la mort de l'ayatollah Khomeini. Coupé de ses anciens protecteurs du Golfe depuis la guerre, d'attendu plus rien de Saddam Hussein, son éphémère allié, étant moins bien reçu en Algérie, M. Ghannouchi cherche-t-il, en Iran, un nouvel appui, s'interroge-t-on dans les milieux qui, mezza voce, commencent à regretter le rétablissement, en septembre, des relations diplomatiques avec l'Iran,

qui avaient été rompues voici quatre ans, précisément pour cause de « complot ».

Plus inquiétant, aux yeux des Tunisiens, est l'activisme déployé en Europe par quelques personnes qui s'emploient, auprès des agences de voyages, à accréditer l'idée que la Tunisie connaît « une situation explosive » pour tenter de compromettre un peu plus la saison touristique. Les autorités locales ont d'autre part découvert une cassette, qui aurait été enregistrée à Paris et introduite pour reproduction en Tunisie, dans laquelle M. Salah Karkar, réfugié politique en France, se livre à une « diatribe d'une extrême violence, véritable appel au meurtre ».

Une cassette « explosive »

Depuis quelques semaines, des lettres de menaces de mort, postées à l'étranger ou en Tunisie, parviennent régulièrement aux personnalités au pouvoir, à des responsables de l'opposition et à des journalistes. M. Abdelkader Mourou, l'un des fondateurs d'Ennahdha, qui, avec quelques amis, a

quitté le mouvement, en mars, pour protester contre sa dérive violente, n'est pas le moins menacé.

M. Mourou n'en continue pas moins de préparer le programme du parti qu'il entend créer « dans le cadre de la loi » et qu'il espère voir, un jour, reconnu. Il admet que la conjoncture ne facilite pas son entreprise. « En ce moment, tout islamiste, même seulement sympathisant, est suspect, et je suis moi-même surveillé par la police, nous a-t-il déclaré. Des lors, cela ne facilite pas mes contacts ». Sa tentative pour s'intégrer à la vie politique est-elle pour autant vouée à l'échec ?

Quoi qu'il en soit, les arrestations et les procès à venir ne régleront certainement pas le problème posé par les islamistes. Il devra, un jour, trouver sa solution dans un cadre politique. Il est des voix, au sein même du pouvoir, pour l'admettre.

MICHEL DEURÉ

(1) Des familles ont contacté des journalistes étrangers pour se plaindre d'être tenues dans l'ignorance du sort de leurs proches, arrêtés depuis plusieurs semaines, et de n'avoir pu leur faire parvenir ni nourriture ni vêtements.

LE PRIX, LE DÉLAI !
Plus vite, moins cher
Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite.

NEUBAUER

4, rue de Châteaudun 75008 PARIS ☎42.85.54.34 • 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68 • 227, bd. Anatole-France 93200 ST-OENIS ☎48.21.60.21

MANIÈRE DE VOIR N° 12

ALLEMAGNE JAPON LES DEUX TITANS

100 pages
42 F

MODELES OU MENACES ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة الأنجلو

EUROPE

ETHIOPIE

Les dernières poches de résistance armée en passe d'être réduites

Les troupes tigréennes du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRE) semblent en passe de réduire les dernières poches de résistance armée, qui subsistaient dans l'est du pays. La radio nationale a annoncé, mercredi 5 juin au soir, que les forces du FDRE avaient contraint à la reddition « un petit nombre de sections » de l'ancienne armée gouvernementale, dans les villes de Harar et de Jijiga.

Ces soldats - dont le nombre n'a pas été précisé - avaient refusé de se rendre et «*ont résisté*», a ajouté la radio. La prise de Jijiga, située à la frontière avec la Somalie, a été confirmée par des employés d'organisations humanitaires. «*Nous sommes à présent plus optimistes en ce qui concerne l'acheminement des vivres dans les camps de réfugiés à l'est*», ont commenté ces sources.

Selon l'envoyé spécial de l'hebdomadaire VSD, la ville de Harar serait tombée aux mains du FDPRP, dans la soirée de dimanche, après de violents combats avec les troupes de l'ex-président Mengistu. Selon le journaliste, une trinité mise importante, Diré Dawa, située à une soixantaine de kms au nord de Harar, serait également passée sous le contrôle du FDPRP.

60 000 armes récupérées

Non sans mal, puisque « au moins cent personnes » seraient éliminées, affirme le journaliste, citant des sources médicales. Selon lui, l'entrée des armées maquisards aurait déclenchée des réactions extrêmement hostiles de la population, alors que l'ex-armée gouvernementale avait déposé les armes sans combattre.

« La population est folle furieuse contre la réarmement, elle crie : l'armée revient aux barbares », a-t-il ajouté.

capitale éthiopienne.

Selon un diplomate occidental, étant donné l'impopularité de l'ancien régime, seul un petit nombre d'opposants cherchent à stabiliser la situation.

« Les gens détestaient l'ancien gouvernement et ils se rendent compte que, sans le FDPRE, la capitale serait à la merci des pillards », a-t-il souligné. A en croire les autorités, plus de 100 personnes ont été réintégrées auprès de la population. — (AFP.)

AFRIQUE DU SUD

Le Parlement a voté l'abolition des lois raciales sur la propriété foncière et le logement.

Conformément à l'engagement pris par le président Frederick de Klerk, le 1^{er} février au Cap (*le Monde* des 2 et 3-4 février), le Parlement a aboli, mercredi 5 juin au Cap, deux des trois derniers fondements juridiques du système d'apartheid, à savoir la loi concernant la propriété de la terre et celle sur l'habitat séparé. Ces mesures d'abrogation devraient entrer en vigueur le 30 juin.

Selon les mouvements anti-apartheid, environ 3,5 millions de personnes (essentiellement des Ntiris) auraient été déplacées de force, au cours des quatre dernières décennies, les terres où elles résidaient, nu dont elles étaient propriétaires, étant réservées à un autre groupe racial. Quant à la loi sur l'habitat séparé, elle attribuait aux Snd-Africains un lieu de résidence en fonction de leur race. Initialement votée en 1950, puis plusieurs fois amendée, cette loi avait officiellement entraîné, jusqu'en 1982, l'expulsion de 1,8 million de 126 000 familles (66 % métisses, 32 % indiennes et 2 % blanches), qui résidaient dans un quartier attribué à un autre groupe racial. Cette loi était toutefois en violation de la bafouée depuis une bonne dizaine d'années dans les quatre des grandes métropoles du pays - de l'An et Durban.

Un troisième projet, visant à abolir la notion juridique d'appartenance à une classe des Sud-Africains, a été déposé en faveur duquel le gouvernement a déposé le même jour devant les trois chambres (blanche, indienne et métisse) du Parlement. Seul le Parti conservateur a voté contre le « projet de loi pour l'abolition des dispositions sur la terre basées sur la race », qui supprime de l'arsenal juridique les deux lois sur la terre (Land Acts de 1913 et 1936) et

bases » du FDPRE d'entrer en ville», a souligné le journaliste.

A Addis Abeba, on redoutait toujours, mercredi, la poursuite des troupes et, des attaques de partisans de l'ex-président Mengistu contre le nouveau pouvoir. La capitale vit encore sous le choc de la catastrophe, provoquée par l'explosion, mardi, d'un dépôt de munitions et qui a causé la mort d'au moins cent personnes. L'incendie qui a suivi l'explosion a ravagé près de la moitié de la ville. Un responsable du FDPR a estimé que ce drame avait pour origine une attaque à la grenade, jetée contre un camion gardé à proximité du dépôt.

Une version que démentent les militants du Parti révolutionnaire du peuple éthiopien (PRPE), un mouvement opposé au régime de l'ancien président Mengistu, mais également hostile aux ex-maquisards tigréens aujourd'hui au pouvoir. Selon le PRPE, l'explosion du dépôt, loin d'être un sabotage, serait survenue à la suite d'affrontements entre des hommes du FIDPRE et les gardiens chargés de protéger le dépôt.

Le feu n'était pas encore complètement éteint mercredi dans le sud d'Addis-Abeba et les équipes de la Croix Rouge locale faisaient toujours les décomptes, à la recherche de survivants. Tandis qu'à Gêzèbe, le Comité international de la Croix Rouge (CICR) annonçait qu'il allait renforcer ses effectifs à Addis-Abeba, des sources diplomatiques françaises à Djibouti indiquaient qu'un Transal avait déposé, mercredi matin, une antenne médicale dans la capitale éthiopienne.

Selon un diplomate occidental, étant donné l'impopularité de l'ancien régime, seul un petit nombre d'opposants cherchent à déstabiliser la nouvelle administration. « Les gens détestaient l'ancien gouvernement, et ils se rendent compte que, sans le FDPRE, la capitale serait à la merci des pillards », a-t-il souligné. A en croire les autorités, près de 80 000 armées auraient déjà été recrutées auprès de la population. — (AFP.)

celle sur l'habitat séparé (*Group Areas Act* de 1936). Au sein de l'assemblée métisse, le Parti travailliste s'est abstenu, alors que le texte a été adopté à l'unanimité par la chambre indienne.

Les dirigeants du Congrès national africain (ANC) ont favorablement réagi au vote des députés, le responsable des relations extérieures du mouvement nationaliste, M. Thabo Mbeki, estimant, mercredi soir à Abuja (Nigeria), que la décision du Parlement allait « créer un climat propice à la négociation ». M. Mbeki a par ailleurs confirmé que le vice-président de l'ANC, M. Nelson Mandela, en visite officielle en France du 6 au 8 juin, rencontrerait le président François Mitterrand, samedi. (AFP, Reuter, UPI.)

La fin du sommet de l'OUA

Les chefs d'Etat africains maintiennent provisoirement les sanctions contre Pretoria

L'Organisation de l'unité africaine (OUA) a adopté, mercredi 5 juin à Abuja, au Nigeria, une résolution réaffirmant le maintien de sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud, mais laissant entendre que l'isolement de ce pays par le rail n'est pas « la seule mesure que le gouvernement sud-africain adopte de mesures conduisant à un changement positif, profond et irréversible vers l'abolition de l'apartheid, nous nous engageons à réexaminer la question de la suspension des relations avec la communauté internationale », précise le texte de l'OUA. Un comité été mis en place afin d'examiner les différents candidats pour les élections présidentielles et législatives prévues en septembre 1984 par le régime d'apartheid. L'ONU a également condamné l'Afrique du Sud et l'Union de Cuello doit quitter le pays (Afp, Reuters).

IRLANDE DU NORD

Les pourparlers officiels entre catholiques et protestants commenceront le 17 juin

Où, comment et quand
allait-on se parler? Sous la pré-
sidence de quel « sage »? Après
avoir réglé les questions de
forme, on va désormais entrer
dans le vif du sujet. Les diri-
geants des quatre principaux
partis d'Irlande du Nord ont, en
effet, annoncé, mercredi 5 juin,
qu'ils se rencontreraient officiel-
lement à partir du lundi 17 juin
au château de Stormont près de
Belfast pour un premier
« round » de pourparlers destinés
à trouver une solution politique
à la guerre civile larvée que
connaît la province depuis vingt
et un ans.

BELFAST

de notre envoyé spécial

Ce résultat est à mettre au crédit de M. Peter Brooke, ministre chargé de l'Irlande du Nord, qui a aussi à convaincre ses interlocuteurs qu'ils avaient plutôt intérêt à accepter qu'à refuser le processus à trois étapes qu'il leur propose classiquement depuis des années. La première consiste à faire se

rencontrer dans la même salle (ce qui n'est pas une mince affaire) les responsables des deux communautés, catholiques et protestants. Dans la deuxième, des représentants de la République irlandaise se joindraient à eux. Dans la troisième, enfin, le gouvernement de Sa Gracieuse Majesté participerait officiellement à ce qui, de fait, devrait alors avoir cessé d'être une simple palabre pour devenir une véritable négociation.

L'idee paraît simple. Sa réalisation est en fait horriblement compliquée en raison des craintes et des préjugés des unanimes (protéants) qui ont parfois, non sans raison, l'obsession du danger des hutes. Les "peut-être" par Londres, les autres, les "pourquoi" par Genève, de leur côté, refusent à ne rien faire car la démographie joue en leur faveur. M. Brooke est parvenu à imposer sa formule grâce à un échantage habile en faisant croire que, pendant dix ans, il se verrait retirer des millions prétables, les autres, durant depuis six semaines, aurait fait figure de pousse-au-crime. Qui présidera ces "punparpar" officiels ? M. Branké, pour le premier, M. de la Roche, pour le second, inconnus pour le deuxième. Tout doit être très rapidement terminé.

avant le 12 juillet, jour anniversaire de la bataille de la Boyne (1690), victoire historique des protestants sur les catholiques. Il reste donc peu de temps. Mais M. Brooke a remporté un succès considérable qui devrait lui permettre, si la négociation a suffisamment progressé, de décider de reprendre celle-ci après la pause de l'été, probablement au début de septembre.

Les obsèques des membres de l'IRA reportées

Les acteurs sont connus depuis longtemps de tous les Irlandais du Nord. Le plus célèbre est le révérend Ian Paisley, chef du Parti unionniste démocratique. Le plus puissant et le moins actif est M. James Moynaux, leader du principal parti protestant (Parti unionniste d'Ulster). Les catholiques sont représentés par M. John Hume, ancien ministre du travailiste social-démocrate. Le quatrième protagoniste est M. John Alderdice, psychiatre de profession, qui dirige une petite formation centriste, « l'Alliance » (la seule qui compte dans ses rangs des catholiques et des protestants).

Il y a un grand absent, le Sinn Féin, le parti politique légal indissolublement lié à l'Armée républicaine irlandaise (IRA).

Tout le monde s'est mis d'accord pour exclure cette dernière des pourparlers. M. Brooke avait fait quelques ouvertures dans sa direction puis il a renoncé. L'IRA a donc redoublé ses activités depuis six semaines.

Dernier incident en date d'aujourd'hui, mercredi à Belfast d'un extrémiste protestant soupçonné d'avoir tué son attesté « l'exécutant » des catholiques et qui a été grièvement blessé. Les nobles des trinités membres de l'IRA tués, lundi 3 juin, par un commando des SAS de l'armée britannique à Cough. ont été d'autre part repoussés de quelques jours. Les trois ennemis n'avaient toujours pas été rendus aux familles jeudi matin. Il semble que les experts médico-légaux de la police protestante souhaitent accumuler des éléments à charge contre les militaires. Comme il est probable, une enquête judiciaire est ouverte sur les circonstances de la mort des trinités hommes.

DOMINIQUE DHOMBRES

Mais qu'est-ce qui peut rester caché,
tout en mobilisant
21 500 personnes (dont 4500 en France),
600 chercheurs (dont 120 en France)
et 70 unités de production
(dont 15 en France) ?



Indice : 21 milliards de FF de CA (dont plus de 20% en France)...

Longue pour quatre mois

Signature au nom du président

1. The first step in the process of the investigation is the identification of the problem. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must identify the problem and the scope of the investigation.

[illegible]

**plus que jamais décide
isme des intégristes**

[illegible]

1. The Commission has received information from the State of New York that the State has a large number of unclaimed assets, including real estate, personal property, and securities, which are being held in trust for the benefit of the State. The Commission is interested in the possibility of acquiring these assets for the benefit of the State of New York.



**MODÈLE
OU
MENACT**

AMÉRIQUES

MEXIQUE : après la mutinerie à la prison de Matamoros

Les fêtes du « tsar de la cocaïne »

SAN-JOSÉ

de notre correspondant en Amérique centrale

l'attente d'un ordre qui n'aurait pas été donné pour lancer l'assaut et désarmer les prisonniers.

Depuis son arrestation en septembre 1989, il avait été capturé une première fois en 1986 mais avait réussi à s'échapper un an plus tard. Oliverio Chavez régnait en maître sur la prison de Matamoros. Condamné à huit ans de prison pour possession de drogue, la « tsar de la cocaïne » continuait de diriger un important réseau de trafic de stupéfiants depuis sa cellule. Il serait même un des principaux relais des Colombiens du cartel de Medellín pour la réception de la cocaïne au Mexique et son acheminement vers les Etats-Unis, plus particulièrement le Texas voisin.

Complicité des autorités pénitentiaires

A trente ans, cet ancien mécanicien d'avion-lunettes noires et grande moustache dirigeait avec autorité un petit empire qui incluait plusieurs résidences, des terres, des stations d'essence et même un hebdomadaire de seize pages, « Tribune », imprimé au Texas. Selon la presse mexicaine, il disposait de téléphones cellulaires

pour gérer ses affaires et place ses revenus dans une « maison de change » de Matamoros qui s'occupe de la « blanchir » en les réinvestissant dans des activités légales.

Tout cela ne serait bien sûr pas possible sans la complicité des autorités pénitentiaires. Le ministre de la justice a annoncé l'ouverture d'une enquête sur trois dirigeants de la police et le directeur de la prison qui profitent des largesses de leur pensionnaire. C'est ainsi que « Don Oliverio » a couvert la totalité des frais de rénovation des sanitaires et du système électrique de la prison.

Il finance également une bonne partie de l'alimentation des quelque 1200 prisonniers et s'occupe de leurs loisirs en organisant des combats de boxe. Il a fait aménager plusieurs dizaines de cellules avec tout le confort correspondant à son statut social (air climatisé, télévision etc.) et reçoit ses amis ou les membres de sa famille qui passent souvent plusieurs jours avec lui.

L'espace pour ceux qui ne font pas partie de ses amis et de sa petite armée personnelle une cinquantaine de gardes du corps, dont certains sont armés de kalachnikovs et de revolvers en a été

d'autant plus réduit que la prison est prévue pour 250 personnes à peine. D'où peut-être le conflit qui a surgi avec la bande rivale, très minoritaire, dirigée par Elias Garcia, surnommé « le professeur », qui est mort au cours des violents affrontements du 17 mai.

Le « tsar de la cocaïne » est généreux avec ses amis mais sans pitié à l'égard de ses ennemis et surtout des traîtres. De sa cellule, il aurait fait assassiner plusieurs personnes, y compris sa femme. Il serait également responsable du meurtre d'un avocat et de ses deux clients colombiens, abattus le 9 mai à Brownsville (Texas), quelques heures à peine après leur libération de la prison de Matamoros.

Contre toute évidence, les autorités pénitentiaires ont nié jusqu'au dénouement de la mutinerie qu'Oliverio Chavez contrôlait la prison, mais poursuivaient discrètement les négociations avec lui. Elles voulaient éviter une répétition de la tragédie survenue lors d'incidents similaires dans la prison de Tepic (Etat de Nayarit), en décembre 1988, quelques semaines à peine après l'entrée en fonction du nouveau président de la République, M. Carlos

Salinas. Une vingtaine de personnes, dont le directeur du centre pénitentiaire et le chef de la police, avaient péri à cette occasion.

Cette fois-ci, la situation était d'autant plus délicate pour M. Salinas qu'il est sur la point d'engager des négociations très importantes sur la création d'une zone de libre échange avec les Etats-Unis et le Canada. Cela aurait fait très mauvais effet de noyer dans le sang la révolte de la prison de Matamoros, à quelque kilomètre à peine de la frontière des Etats-Unis. L'opposition de gauche mexicaine et certains commentateurs croient au contraire que cette affaire projette déjà une image très négative du pays dans la mesure où elle confirme la corruption des corps policiers et leurs liens avec les trafiquants de drogue. Comment expliquer en effet à l'opinion publique américaine que les réseaux de commercialisation des stupéfiants passent par les prisons mexicaines alors que M. Salinas annonce simultanément des saisies spectaculaires qui, est-il vrai, portent sur plus de cent tonnes de cocaïne en un peu plus de deux ans ?

BERTRAND DE LA GRANGE

CUBA

Dix intellectuels proches du régime demandent un « débat national »

Dix intellectuels cubains, pour la plupart membres de l'Union (officielle) des écrivains et artistes cubains (UNEAC), ont rendu public, mercredi 29 mai à Pinar del Rio, une déclaration dans laquelle ils préconisent un « débat national sans exclusions » et demandent à tous les citoyens de « contribuer à la recherche d'une solution qui nous évite de sombrer en tant qu'Etat civilisé ».

Les signataires, parmi lesquels les romanciers Manolo Garmas et José Lorenzo Fuentes, les poètes Raúl Rivero Castañeda et Manuel Díaz Martínez, se disent « éduqués à proposer une attitude raisonnable et modérée pour, tous ensemble, éviter la catastrophe économique, sociale, politique et culturelle qui menace le pays ».

Ces intellectuels proches du régime proposent cinq mesures pour promouvoir le débat : organisation d'élections directes à l'Assemblée nationale ; suppression des limitations à l'émigration ; instauration d'un marché agricole libre « pour éviter la famine qui nous guette » ; demande d'assistance aux organismes spécialisés des Nations unies ; amnistie de tous les prisonniers de conscience et de ceux qui ont essayé de quitter le pays de façon clandestine.

La présidence de l'UNEAC a condamné cet appel qui fait « le jeu de l'agression américaine » et qui touche à des questions devant être réglées à Cuba et non pas à partir d'une tribune étrangère, a indiqué l'AFP.

ARGENTINE

La révolte des « grands-pères »

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

Plusieurs milliers de personnes ont protesté, mercredi 5 juin, à Buenos-Aires, contre la politique économique du président Carlos Menem. Environ trois mille retraités, qui réclament l'augmentation de leur retraite, ne sont pas parvenus à unifier leur mouvement, et ont défilé séparément au sein de deux organisations.

Leurs marches ont coïncidé avec celles de deux importants syndicats péronistes « rebelles » : la Confédération générale du travail (CGT-Azopardo, hostile à M. Menem) et la Confédération des travailleurs de l'éducation (CTERA) de Mario Sanchez. Le même jour, les enseignants avaient lancé une grève générale de vingt-quatre heures dans toutes les écoles pour exiger des améliorations salariales.

« Corrompus, respectez les grands-pères ! Nous mourons de froid sur cette place. » La pancarte dans le dos ou enveloppée d'une drapeau argentin, ils se sont cinq cents retraités à se rassembler en plein centre-ville, en face du palais de justice. Depuis deux mois, ils ont transformé l'historique place Lavalle en un camp de boy-scouts : une dizaine de tentes où certains restent dormir, un jardin potager où ils ont planté des pommes de terre, des épinards et des laitues. Ils attendent même une vache dont on leur a fait cadeau et qu'ils ont déjà baptisée « Soupe populaire ».

Vers midi, et le soir à 20 heures, des odeurs de ragout enveloppent les statues et la

queue devient interminable devant l'énorme mermite où Pablo, le « chef », distribue les rations. Les commerçants du quartier les revendent et les « grands-pères », comme ils se désignent eux-mêmes, sont décidés à rester s'il le faut « jusqu'à l'an 2000 ».

120 dollars de retraite par mois

Ils sont trois millions à toucher des retraites de 120 dollars par mois alors que le panier de la ménagère modeste est estimé à plus de 400 dollars. Devant cette « révolution des grands-pères », le ministre de l'économie leur a accordé trente dollars d'augmentation, « il n'y a pas d'argent dans les caisses de l'Etat », affirme M. Cavallo, qui craint de voir son plan d'austérité mis en péril par de nouvelles poussées d'inflation.

Le 24 mai dernier, les retraités avaient déjà manifesté devant le palais du gouvernement. Mais, malgré des revendications communes, ils sont divisés. Certains accusent « les grands-pères de la place Lavalle » d'être manipulés par des nationalistes proches des « corralitos » (nom des milieux rebelles qui s'étaient soulevés contre l'ancien président Alfonsín).

Des incidents avec les forces de l'ordre et quelques députés se sont produits lorsque deux mille retraités ont voulu entrer dans le Congrès où, finalement, une délégation a été reçue par M. Cavallo.

CHRISTINE LEGRAND

BAISSE DU DOLLAR : ETUDES USA EN UNIVERSITE USA

En Californie, Floride, Nord-Est, un semestre logement et repas inclus 5 500 \$ environ. Départs encore possibles en septembre ou janvier. Etudes ou stages linguistiques.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.

French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.22.94.94 ou 47.45.08.19

ISTH ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DEPUIS 1954

SCIENCES PO PARIS

• Stages intensifs d'été du 24 juillet au 24 août

• Sessions annuelles et semestrielles

SUCCES CONFIRMES

Centre Italie 45 85 59 35

Centre Autouil 42 24 10 72

PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

Le revenu minimum garanti

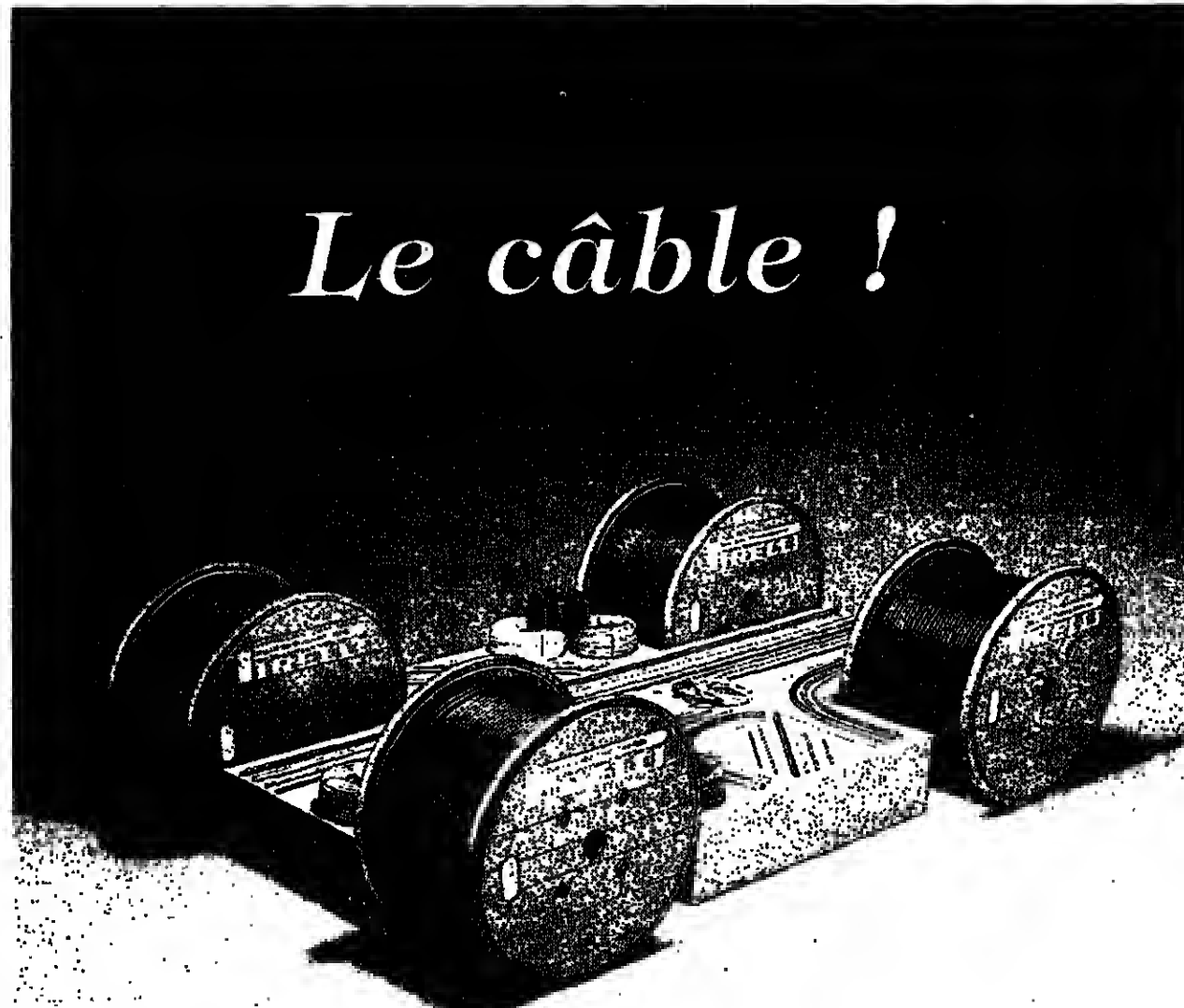
REPÈRES

La faim dans le monde

REPÈRES

128 p., 42 F., 100 titres

LA DECOUVERTE



Vous avez deviné ! Vous n'êtes pas de ceux qui se fient aux apparences... Pour vous, seuls les faits comptent :

Que Pirelli soit mondialement connu pour l'un de ses produits qui se voit le moins n'est pas un fait nouveau pour vous... Décidément on ne peut rien vous cacher.

Quand il navigue, quand il branche un magnétoscope ou quand il consulte les cours de Wall Street, quand il s'envole, quand il prend le train, quand il transplante un rein, et même parfois, quand il ne fait rien... Où qu'il soit dans le monde et quelle que soit son activité, l'homme d'aujourd'hui passe très souvent par la technologie des câbles Pirelli. Une technologie du câble qui se prolonge jusqu'à la maîtrise complète et précise des innovations dont il part, auxquelles il aboutit... Les câbles Pirelli sont le système nerveux qui donne aux hommes et à leurs projets leurs vraies dimensions...

cables

PIRELLI

6, Bd du Général Leclerc - 92115 Clichy-sous-Bois - Tél. 47 56 26 26

Téléc. 612 805 - Télex 42 70 87 85

Design/BRUD

PROCHE-ORIENT

Les bombardements israéliens au Liban du Sud

Washington « presse » le gouvernement de M. Shamir de faire preuve de « retenue »

Les Etats-Unis ont, mercredi 5 juin, instamment appelé Israël à la « retenue », après trois jours de bombardements au Liban sud.

« Nous sommes sensibles aux inquiétudes d'Israël concernant sa sécurité mais nous le pressons de faire preuve de retenue de manière à permettre au gouvernement du Liban d'appliquer ses plans de désarmement de toutes les milices », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher. « C'est un problème de sécurité qui affecte de la même manière Israéliens et Libanais », a-t-il dit, ajoutant aussitôt : « Si quelque chose doit être fait pour parvenir à une solution, nous pensons que le processus initié par le gouvernement libanais est un bon processus et qu'il devrait être soutenu et non brisé ».

Appuyant, le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, avait déclaré au Parlement que

son pays est déterminé à poursuivre ses attaques au Liban « contre tous ceux qui préparent des actions terroristes » anti-israéliennes. M. Arens a également affirmé la détermination de son pays à « maintenir le statu quo dans la zone de sécurité », c'est-à-dire occupée par Israël au Liban du Sud, ainsi que dans « le couloir de Jezzar », au nord de cette zone. « Les opérations israéliennes contre des terroristes au Liban du Sud, au cours des derniers jours, illustrent une politique qui n'a pas changé et ne changera pas », a-t-il déclaré à la tribune de la Knesset, lors d'un débat consacré au traité libano-syrien.

Un traité « honteux »

Ce traité « de fraternité, de coopération et de coordination », signé le 22 mai par les présidents libanais Elias Hraoui et syrien Hafez Al Assad, stipule une étroite coordination entre les deux pays

dans les domaines de la politique étrangère, de la sécurité et de l'économie. M. Arens a réaffirmé son opposition au traité libano-syrien qu'il a qualifié de « honteux », estimant qu'il transforme le Liban en « un satellite de la Syrie ». Le ministre de la défense a exprimé l'espoir qu'« en dépit des récents succès syriens, le jour viendra où le Liban recouvrira son indépendance et sa souveraineté nationale ». Cette étape, a-t-il dit, constitue une condition préalable à un accord avec Israël « garantissant la paix et la sécurité des deux côtés de la frontière ». En attendant, « l'objectif primordial d'Israël est de veiller à la sécurité de sa frontière nord », a souligné M. Arens.

Les raids aériens israéliens, qui se sont multipliés au cours des derniers jours au Liban du Sud, ont fait au total 18 tués et 71 blessés, dont de nombreux civils, détruit cinq bases palestiniennes à l'est de Safda, chef-lieu de la région. — (AFP)

ISRAËL

Un rapport met en cause le fonctionnement de l'ambassade à Paris

JÉRUSALEM

de notre correspondant

M. Ben Porat, le contrôleur de l'Etat d'Israël, a la réputation d'être intraitable et son rapport annuel, publié mercredi 5 juin, vient d'en apporter une nouvelle preuve. Ce volumineux document de près de mille pages souligne les inerties, faiblesses, voire corruptions relevées au cours de l'année dans l'administration israélienne.

Un long chapitre est consacré à l'ambassade d'Israël à Paris. M. Ben Porat met d'abord en cause la quasi-absence de coopération entre l'ambassadeur, M. Ovadia Sofer, et son ministère de tutelle à Jérusalem; trop peu de rapports sur les relations entre Israël et la France sont parvenus à Jérusalem durant la période contrôlée; sans compter les conséquences néfastes sur les relations entre les deux pays. Un lien que M. Ben Porat dément avoir suggéré. — (Aterim.)

Quelques heures après la publication du rapport, le ministère des affaires étrangères a diffusé un communiqué rejetant toute affirmation selon laquelle le mauvais fonctionnement de l'ambassade d'Israël en France aurait eu des conséquences néfastes sur les relations entre les deux pays. Un lien que M. Ben Porat dément avoir suggéré. — (Aterim.)

Jérusalem acceptera une représentation de la CEE à une conférence de paix

La décision du ministre israélien des affaires étrangères, M. David Levy, d'accepter une présence européenne à une éventuelle conférence de paix au Proche-Orient, à laquelle le gouvernement de Jérusalem était jusqu'à présent réticent, apparaît comme une concession permettant à Israël de demeurer intransigent sur son refus d'une participation de l'ONU à un tel forum. M. Levy s'est déclaré convaincu que son gouvernement accepterait la décision prise lors d'une réunion, à Paris, avec la «troïka» européenne (les présidents en exercice, passé et futur de la CEE). Appuyant, l'actuel président de la Communauté, M. Jacques Poos, chef de la diplomatie luxembourgeoise, a annoncé, mercredi 5 juin, qu'Israël avait admis une «participation» de la CEE à une conférence de paix, «aux côtés des Etats-Unis et de l'Union soviétique» (nos dernières éditions du 6 juin).

IRAQ : selon un dirigeant de la rébellion

Une guerre civile pourrait éclater faute d'accord entre les Kurdes et Bagdad

Les négociations entre le gouvernement de M. Saddam Hussein et la déléguée de rebelles kurdes sur l'avenir du Kurdistan s'éternisent à Bagdad. Tandis que le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) continue d'exiger que la ville de Kirkouk fasse partie de la future province autonome du Kurdistan, le gouverneur de la ville, qui n'est autre que le propre cousin de M. Saddam Hussein, s'est déclaré mercredi 5 juin opposé à cette revendication. Selon lui, les Kurdes ne représentent que 20 % de la population de la ville. Pendant ce temps, la tension monte à Kirkouk, attisée par l'armée irakienne, qui a rasé plusieurs centaines de maisons dans la partie kurde de l'agglomération, apparemment en représailles à l'insurrection de mars dernier.

Une guerre civile pourrait éclater s'il n'y a pas d'accord entre le Front du Kurdistan et Bagdad, a déclaré M. Necirwan Barzani, membre du bureau politique du PDK. Il a affirmé que le seul obstacle pour la conclusion d'un accord avec Bagdad était la «démilitarisation des frontières d'une région autonome», dont les Kurdes voudraient tracer les limites entre «les frontières syrienne, turque et iranienne, en comprenant Kirkouk au sud — mais sans inclure Mossoul».

Par ailleurs, les Etats-Unis ont accusé mercredi l'Irak de détourner «systématiquement» l'aide alimentaire des Nations unies aux réfugiés kurdes. Selon le porte-parole de la Maison Blanche, Bagdad a «détourné des quantités substantielles de nourriture fournies par le Programme alimentaire mondial vers le système de rationnement organisé par le ministère du commerce». Une partie de cette aide est stockée à Tikrit, ville natale de M. Saddam Hussein. «Il s'agit d'un nouvel exemple cynique du mépris de Saddam pour les groupes vulnérables de femmes et d'enfants», ajoute Washington. — (Reuters, AFP)

JACQUES ISNARD

« Guerre éclair dans le Golfe », Editions Jean-Claude Lattès et ADPIM, 216 pages, 240 F. « Opération Daguet », Presses de la Cité, 274 pages, 130 F.

DIPLOMATIE

Après le voyage à Djeddah en avril dernier de M. Velayati

La visite du chef de la diplomatie saoudienne en Iran consacre la normalisation entre Ryad et Téhéran

Répondant à la visite, « historique » a-t-il dit à son arrivée, du ministre iranien des affaires étrangères M. Ali Akbar Velayati, à Djeddah en avril dernier, le prince Saoud El Faycal, ministre des affaires étrangères saoudien, effectuée depuis mercredi 5 juin à Téhéran la première visite d'un chef de la diplomatie saoudienne en Iran depuis la reprise des relations entre les deux pays en mars, après trois ans de rupture.

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

Cette visite — à deux semaines du début officiel du pèlerinage à La Mecque auquel participent, après trois ans de boycottage, environ 115 000 pèlerins iraniens — devrait être aussi l'occasion pour le prince Saoud El Faycal, qui devait être reçu jeudi par le président Rafsanjani, d'évoquer le rôle de l'Iran dans d'éventuels arrangements de sécurité dans le Golfe et les futures relations de Téhéran avec le Conseil de coopération du Golfe (CCG) — Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Emirats arabes unis, Oman.

Alors qu'environ 60 000 pèlerins iraniens sont déjà à La Mecque, le problème du «rassemblement politique» que veulent toujours organiser les autorités iraniennes pendant le pèlerinage n'est pas tranché. Opposés par principe à toute manifestation de caractère politique pendant le hadj, les autorités saoudiennes auraient toutefois consenti à ce que les pèlerins iraniens puissent, à une occasion et dans un lieu déterminé à l'avance, exprimer — selon les termes du responsable iranien du pèlerinage, l'hodjatoleslam Mohammad Reychari — «leur

réprobation envers les «bâtisseurs» et leur ovation pour les «Etats-Unis et leurs volets du régime baasiste irakien». Un premier lieu proposé par Ryad aurait été refusé par Téhéran.

En fait, après avoir obtenu que le nombre de leurs pèlerins — limité depuis 1988 à 45 000 au lieu de 150 000 en 1987, dernière année de présence des iraniens — soit de 115 000, le gouvernement de Téhéran a, semble-t-il, pris toutes les mesures et donné de fortes garanties pour qu'aucun incident ne tienne le retour des pèlerins iraniens à La Mecque. Comme l'affirme un expert, «il n'y aura cette année que de vrais pèlerins, tous les casseurs ont été exclus».

Pour ce faire, les autorités iraniennes ont d'abord aboli tous les quotas attribués pendant la révolution aux organismes d'Etat — pasdarans, comités révolutionnaires, Parlement, etc. — et ont, dit-on, choisi soigneusement les honneurs émus dans une liste d'attente qui compte traditionnellement environ 700 000 personnes. Après le refus du président du Parlement, M. Kharroubi, un des «durs» du régime, et le désistement, officiellement pour raisons personnelles — la mauvaise santé de sa mère — du fils de l'imam, Ahmad Khomeiny, la direction du pèlerinage a été confiée à un proche de l'ayatollah Khomeiny, le guide de la révolution islamique, le s'agit de l'ancien ministre du renseignement, ancien procureur général, l'hodjatoleslam Mohammad Reychari.

Un rapprochement contesté

Le bon déroulement du hadj sera de toute façon un test pour les autorités saoudiennes de la bonne volonté iranienne, et tout le monde parle ici sur un pèlerinage sans histoire, de la part des Ira-

niens, même si Téhéran ne peut pas, pour des raisons de politique interne, renouer complètement à une quelconque forme de manifestation, même très dirigée.

La reprise des relations diplomatiques avec l'Arabie saoudite ne fait pas en effet l'unanimité en Iran, où les radicaux dénoncent cette «collusion avec un régime laïque des Etats-Unis». «Pour les gens qui se réclament de la ligne de l'imam cela n'est pas permis», nous a affirmé, ainsi mercredi l'hodjatoleslam Mohammad Reychari d'avouer : «Cela a été un grand choc pour moi quand j'ai appris que M. Velayati se rendait en Arabie saoudite. Je suis contre toute alliance avec l'Arabie saoudite, cela n'est pas autorisé par l'imam de faire la paix avec cette famille» (la famille des Saoud, violemment dénoncée et condamnée par l'imam Khomeiny).

Répondant aux attaques des durs, le Téhéran Times, proche du gouvernement, justifiait lundi ce rapprochement par des considérations politiques et économiques, et s'étonnait que les radicaux «critiquent ce rapprochement alors qu'ils louent le développement des relations avec la Turquie sans souligner les liens américano-turcs et le fait qu'Ankara abrite une ambassade israélienne».

Outre le pèlerinage, le prince Saoud devrait étudier avec son homologue l'avenir des relations régionales et la place de l'Iran dans l'après-guerre du Golfe. Réunis lundi à Khobar, dans l'est de l'Arabie saoudite, les ministres des affaires étrangères du CCG avaient affirmé qu'il «fallait trouver un terrain d'entente avec l'Iran pour amorcer une nouvelle base de coopération constructive susceptible de garantir la paix et la sécurité dans la région».

FRANÇOISE CHIPAUX

Le chef de l'Etat en Suisse vendredi

La presse s'interroge sur les raisons de la visite de M. Mitterrand

BERNE

de notre correspondant

Le président Mitterrand, qui est attendu vendredi 7 juin à Lugano, en Suisse italienne, pour la visite de quelques heures au Tessin, semble apprécier la Suisse. Rarement président de la République se sera rendu aussi souvent dans la Confédération. En 1983, il avait été le premier chef d'Etat français à visiter la Suisse, en 1990, à faire une visite officielle à Berne. Au cours de ces dernières années, il est retourné à plusieurs reprises en Suisse, à titre privé.

Un certain flou persiste quant à savoir qui a pris l'initiative de cette seconde visite officielle. En annonçant la nouvelle, le porte-parole du gouvernement helvétique avait déclaré que M. Mitterrand en avait exprimé le souhait fin janvier, en recevant le président en exercice de la Confédération,

JEAN-CLAUDE BUHRER

La réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN

M. Dumas devrait s'opposer aux projets américains de réforme de l'alliance

M. Roland Dumas a déclaré mercredi 5 juin qu'il se rendrait à Copenhague, où devait se tenir jeudi et vendredi la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN, «dans un esprit d'ouverture». La discussion s'annonçait cependant serrée en raison des divergences qui opposent la France aux Etats-Unis sur la réforme de

l'alliance atlantique et son rôle futur.

MM. Mitterrand et Dumas ont, ces derniers jours, exprimé publiquement leur désaccord avec les projets de réforme de l'OTAN, notamment ceux qui portent sur la restructuration du dispositif militaire et qui ont fait l'objet la semaine dernière d'un communiqué des ministres de la défense lors d'une réunion à laquelle la France ne participait pas.

Le projet de communiqué que souhaite faire endosser à Copenhague le secrétaire d'Etat américain fixe des limites au développement d'un «composant européen» au sein de l'organisation et stipule que l'OTAN «est la principale instance de consultation et la seule instance de décision».

La France s'oppose en particulier à ce que les compétences de l'OTAN soient étendues hors de sa zone actuelle. Elle est hostile aussi à l'idée américaine de faire jouer à l'alliance, en direction des pays d'Europe de l'Est, un rôle qui aille au-delà du simple dialogue, fonction qui revient selon elle à la CSCE et à la CEE.

Evoquant la candidature de la Turquie à la CEE

Le président Ozal met en garde les Européens contre la constitution d'un «club fermé et chrétien»

Evoquant la montée des intégrismes religieux dans les pays islamiques et le danger d'un affrontement Nord-Sud à connotation religieuse, le président turc, M. Turgut Ozal, a mis les Européens en garde, mercredi 5 juin à Paris, contre la tentation de constituer un «club fermé et chrétien», en refusant l'adhésion de la Turquie à la CEE et à l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

Devant l'Assemblée parlementaire de l'UEO, le chef de l'Etat turc a également déclaré que son pays, membre de l'OTAN, ne pouvait pas seulement accepter des «responsabilités pour la défense du continent sans une participation à la construction de la nouvelle Europe».

Le président turc a par ailleurs rencontré à l'Elysée le président Mitterrand, avec lequel il a fait le point sur la situation des réfugiés kurdes et sur les relations de la Turquie avec la CEE.

□ Prochaine réunion à Paris des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Cambodge. — La France et l'Indonésie, coprésidentes de la Conférence de Paris sur le Cambodge, vont réunir «prochainement» dans la capitale française les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies pour examiner les moyens de sortir de l'impasse dans le processus de paix au Cambodge, a annoncé mercredi 5 juin le porte-parole du Quai d'Orsay. Cette réunion aura lieu au niveau des experts, en présence du représentant spécial de M. Perez de Cuellar.

□ Le président béninois Soglo quitte la France. — Le président Nicéphore Soglo devait quitter la France, jeudi 6 juin, après un séjour médical de presque deux mois, a annoncé l'ambassadeur du Bénin à Paris. Avant son départ, M. Soglo comptait s'entretenir avec le président François Mitterrand et le ministre de la coopération et du développement, M. Edwige Avice. — (Reuters)

هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

La diplomatie saoudienne en transition entre Ryad et Téhéran

La diplomatie saoudienne est en transition entre Ryad et Téhéran. Le royaume saoudien, qui a longtemps été un allié fidèle des États-Unis, se trouve aujourd'hui dans une situation délicate. Les tensions entre l'Arabie saoudite et l'Iran ont conduit à une réévaluation de la politique étrangère de Riyad. Les diplomates saoudiens sont confrontés à des choix difficiles, entre maintenir une ligne traditionnelle de soutien à l'Occident ou adopter une posture plus équilibrée face aux deux superpuissances. Cette transition est marquée par des rencontres diplomatiques et des échanges de vues avec les partenaires régionaux et internationaux.

Le rapprochement

Le rapprochement entre les deux camps est devenu une réalité. Les relations diplomatiques se sont améliorées, et les échanges commerciaux ont repris. Cette évolution est le résultat d'une série de négociations et de compromis. Les dirigeants saoudiens ont cherché à apaiser les tensions et à créer un climat de confiance. Cette démarche est saluée par les observateurs internationaux, qui voient dans cette transition un signe de maturité politique du royaume saoudien.

Le rôle de la diplomatie

Le rôle de la diplomatie saoudienne est devenu plus complexe. Elle doit maintenant gérer des relations avec une multitude d'acteurs, y compris les États-Unis, l'Iran, l'Arabie saoudite elle-même, et les pays du Golfe. La diplomatie saoudienne est appelée à jouer un rôle de médiateur et de facilitateur dans les relations régionales. Elle doit également veiller à protéger les intérêts nationaux du royaume dans un environnement international de plus en plus compétitif.

Le dialogue

Le dialogue est devenu la clé de la réussite diplomatique. Les dirigeants saoudiens ont insisté sur l'importance de l'écoute et de la négociation. Ils ont cherché à établir des canaux de communication avec toutes les parties prenantes. Cette approche a permis de résoudre plusieurs différends et de créer une atmosphère de coopération. Le dialogue est considéré comme le meilleur moyen de maintenir la stabilité et la paix dans la région.

Le développement

Le développement économique est une priorité pour le royaume saoudien. La diplomatie joue un rôle crucial dans la mise en œuvre de cette stratégie. Elle cherche à attirer des investissements étrangers et à promouvoir le commerce international. Les relations diplomatiques sont donc étroitement liées au développement du pays. Les dirigeants saoudiens sont convaincus que la coopération internationale est essentielle pour atteindre les objectifs de développement.

Le rôle de la diplomatie

Le rôle de la diplomatie saoudienne est devenu plus complexe. Elle doit maintenant gérer des relations avec une multitude d'acteurs, y compris les États-Unis, l'Iran, l'Arabie saoudite elle-même, et les pays du Golfe. La diplomatie saoudienne est appelée à jouer un rôle de médiateur et de facilitateur dans les relations régionales. Elle doit également veiller à protéger les intérêts nationaux du royaume dans un environnement international de plus en plus compétitif.

Le dialogue

Le dialogue est devenu la clé de la réussite diplomatique. Les dirigeants saoudiens ont insisté sur l'importance de l'écoute et de la négociation. Ils ont cherché à établir des canaux de communication avec toutes les parties prenantes. Cette approche a permis de résoudre plusieurs différends et de créer une atmosphère de coopération. Le dialogue est considéré comme le meilleur moyen de maintenir la stabilité et la paix dans la région.

Le développement

Le développement économique est une priorité pour le royaume saoudien. La diplomatie joue un rôle crucial dans la mise en œuvre de cette stratégie. Elle cherche à attirer des investissements étrangers et à promouvoir le commerce international. Les relations diplomatiques sont donc étroitement liées au développement du pays. Les dirigeants saoudiens sont convaincus que la coopération internationale est essentielle pour atteindre les objectifs de développement.

Le rôle de la diplomatie

Le rôle de la diplomatie saoudienne est devenu plus complexe. Elle doit maintenant gérer des relations avec une multitude d'acteurs, y compris les États-Unis, l'Iran, l'Arabie saoudite elle-même, et les pays du Golfe. La diplomatie saoudienne est appelée à jouer un rôle de médiateur et de facilitateur dans les relations régionales. Elle doit également veiller à protéger les intérêts nationaux du royaume dans un environnement international de plus en plus compétitif.

Le dialogue

Le dialogue est devenu la clé de la réussite diplomatique. Les dirigeants saoudiens ont insisté sur l'importance de l'écoute et de la négociation. Ils ont cherché à établir des canaux de communication avec toutes les parties prenantes. Cette approche a permis de résoudre plusieurs différends et de créer une atmosphère de coopération. Le dialogue est considéré comme le meilleur moyen de maintenir la stabilité et la paix dans la région.

Le développement

Le développement économique est une priorité pour le royaume saoudien. La diplomatie joue un rôle crucial dans la mise en œuvre de cette stratégie. Elle cherche à attirer des investissements étrangers et à promouvoir le commerce international. Les relations diplomatiques sont donc étroitement liées au développement du pays. Les dirigeants saoudiens sont convaincus que la coopération internationale est essentielle pour atteindre les objectifs de développement.

Le rôle de la diplomatie

Le rôle de la diplomatie saoudienne est devenu plus complexe. Elle doit maintenant gérer des relations avec une multitude d'acteurs, y compris les États-Unis, l'Iran, l'Arabie saoudite elle-même, et les pays du Golfe. La diplomatie saoudienne est appelée à jouer un rôle de médiateur et de facilitateur dans les relations régionales. Elle doit également veiller à protéger les intérêts nationaux du royaume dans un environnement international de plus en plus compétitif.

Le dialogue

Le dialogue est devenu la clé de la réussite diplomatique. Les dirigeants saoudiens ont insisté sur l'importance de l'écoute et de la négociation. Ils ont cherché à établir des canaux de communication avec toutes les parties prenantes. Cette approche a permis de résoudre plusieurs différends et de créer une atmosphère de coopération. Le dialogue est considéré comme le meilleur moyen de maintenir la stabilité et la paix dans la région.

Le développement

Le développement économique est une priorité pour le royaume saoudien. La diplomatie joue un rôle crucial dans la mise en œuvre de cette stratégie. Elle cherche à attirer des investissements étrangers et à promouvoir le commerce international. Les relations diplomatiques sont donc étroitement liées au développement du pays. Les dirigeants saoudiens sont convaincus que la coopération internationale est essentielle pour atteindre les objectifs de développement.

Le rôle de la diplomatie

Le rôle de la diplomatie saoudienne est devenu plus complexe. Elle doit maintenant gérer des relations avec une multitude d'acteurs, y compris les États-Unis, l'Iran, l'Arabie saoudite elle-même, et les pays du Golfe. La diplomatie saoudienne est appelée à jouer un rôle de médiateur et de facilitateur dans les relations régionales. Elle doit également veiller à protéger les intérêts nationaux du royaume dans un environnement international de plus en plus compétitif.

POLITIQUE

M. Marchais annonce une rencontre prochaine avec M. Mauroy

La réunion du comité central du PCF

Au terme de la réunion du comité central du Parti communiste, mercredi 5 juin à Paris, M. Georges Marchais a annoncé un prochain tête-à-tête avec M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS. Aucune discussion ne s'est engagée au sein du « parlement communiste » sur cette rencontre du secrétaire général. Le rapport présenté par M. Francette Lazard a été adopté à l'unanimité des présents, moins une abstention, celle de M. Thérèse Hirsberg.

M. Georges Marchais a réservé le meilleur pour la fin. Avant que la réunion du comité central ne s'achève, mercredi 5 juin à l'heure du déjeuner, le secrétaire général a annoncé à ses « camarades » qu'il allait rencontrer M. Pierre Mauroy. Le premier secrétaire du PS était demandeur de cette entrevue qu'il aurait souhaité plus discrète, confirmant dans son entourage. Fidèle à ses automatismes, M. Marchais lui a fait savoir qu'il était « toujours disponible pour discuter avec tout le monde ». « C'est d'ailleurs dans cet esprit », a poursuivi le dirigeant communiste devant le comité central, qu'il y a quelques semaines j'ai rencontré, à sa demande, Antoine Woechler. Je vais donc voir Pierre Mauroy, et il ne faudra pas interpréter cette rencontre autrement que comme une rencontre d'information sur les positions du PS pour ce qui le concerne, et sur les positions de notre parti pour ce qui me concerne, telles que le congrès et le comité central les ont définies. »

Au PS, on se montre étonné par l'importance donnée à ce tête-à-tête qui se déroulera, selon le PCF, « dans les prochains jours ». M. Mauroy, lui-même, a paru surpris, lors de la réunion du bureau exécutif, mercredi après-midi, quand il a appris que les communistes avaient rendu la nouvelle publique. A l'évidence, M. Marchais veut donner du lustre à cette rencontre informelle au sommet, qui sera la première depuis les élections municipales de mars 1989.

Flottements sur la censure

Tout en faisant preuve d'une extrême prudence, les socialistes veulent connaître les intentions de l'équipe dirigeante de la place du Colonel-Fabien, dont tout donne à penser qu'elle vient de donner un nouveau coup de barre en direction du gouvernement. Constatant un opposant à M. Marchais confie qu'il a eu l'impression d'entendre « des gens parler d'un pays et d'un parti qui n'existent pas ». Un autre membre du comité central assure que « c'est le règne de la confusion ».

Ce flottement au sein de la direction du parti s'est cristallisé autour de la question de la censure de ce gouvernement, que le PCF, avec la complicité de M. Edith Cresson, veut « juger ou occire ». Un autre soudain souci d'ouverture cassant le sectarisme de ces dernières années. « Les pièges du double langage sont en train de se retourner sur ceux qui s'y embourbent », avait judicieusement indiqué, mardi, M. Lazard. Ainsi, recevant des journalistes, elle avait expliqué, sans ambiguïté, sa méfiance à l'égard d'une participation des députés communistes à un vote de censure forcé par le vote de la droite. « Sans progression du mouvement, et changement de rapport des forces, elle ne conduirait qu'à faciliter les opérations de la droite, avides de retourner au pouvoir, et de brusquer les échéances électorales dans un contexte qui lui est actuellement favorable », est-il, du reste, écrit dans son rapport à propos de la censure (le Monde du 6 juin).

La presse s'étant fait l'écho de cette donnée nouvelle, M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée, a tenu à préciser, le lendemain, qu'il n'excluait pas un tel vote, tout en ajoutant que « ce serait une illusion de penser que les problèmes vont se régler par le vote d'une motion de censure ». « Illusion » à laquelle le PCF avait cédé en votant, pour la première fois, la motion de censure anti-CSG contre le gouvernement de M. Michel Rocard.

Le désarroi des dirigeants

Devant la tournure des événements, M. Marchais lui-même est intervenu devant le comité central, pour affirmer que la direction ne modifierait « en aucune manière la ligne » du vingt-septième congrès, contrairement à ce que croyait comprendre M. Thérèse Hirsberg, « patronne » des fonctionnaires cégétistes, et pour assurer que les députés communistes ne s'interdisaient pas la censure, contrairement à ce que les journalistes avaient eu l'entendre de la bouche de M. Lazard.

Cette péripétie donne la mesure du désarroi du groupe dirigeant confronté à des revers électoraux, à des difficultés financières avec la presse et avec son principal bureau d'étude, le GIFCO, à des maires maintenant autonomes, à des cadres démobilisés et à une contestation devenue incontrôlable par son ampleur. A la veille de leur colloque, vendredi soir, à la Cité des sciences et des techniques à Paris, les « refondateurs » se sont même payés le luxe de voter, pour ceux qui étaient présents, le rapport Lazard, ce qui leur évite de tomber sous le coup d'une accusation d'opposition systématique.

Si, à l'intérieur du parti, l'expression « Morchoix court après Filerman » commence à faire florès, chez les socialistes, on observe que le secrétaire général cherche à concrétiser le mot d'ordre : « Nous avons changé ». M. Claude Barlonne, membre du bureau exécutif, chargé des relations extérieures, estime ainsi que « M. Marchais veut nous donner des signes intelligibles » de ce changement d'attitude. D'autant que le dirigeant communiste « a profondément interiorisé l'importance du calendrier électoral », lui, entre les régionales, les cantonales et même les municipales, laisse une étroite marge de manœuvre au PCF.

OLIVIER BIFFAUD

Alors que l'opposition exprime ses craintes Le premier secrétaire du Parti socialiste exclut l'hypothèse d'un retour à la proportionnelle intégrale pour les législatives

Devant le bureau exécutif du PS, mercredi 5 mai, M. Pierre Mauroy a été formel : en dépit des bruits qui courent, la proportionnelle intégrale ne sera pas le mode de scrutin en vigueur pour les élections législatives de 1993. Selon le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, qui rendait compte de cette réunion, le premier secrétaire du PS a affirmé « qu'aucun projet de cette nature n'est en préparation » et « que la proportionnelle intégrale ne fait pas partie de l'horizon des socialistes ».

Il a expliqué que toutes les interrogations sur cette éventuelle réforme du mode de scrutin étaient le fruit de « d'une auto-intoxication de la droite (...) qui cherche à se faire peur toute seule, ce qui témoigne d'une absence de sang-froid ».

M. Valéry Giscard d'Estaing et bien d'autres responsables de l'opposition, M. Jacques Chirac, en déplacement à Tours, s'est, une fois de plus, inquiété de cette éventualité. « Le scrutin actuel, a-t-il déclaré, crée un lien personnel et humain entre l'électeur et l'élu et il est conforme à une certaine idée de la démocratie, alors que le scrutin à la proportionnelle donne le pouvoir aux hommes politiques. J'espère que les socialistes ne changeront pas encore une fois le mode de scrutin, mais cela n'est pas exclu. Cela nous pousse à nous et nous ne pourrions rien faire (...) Mais cela s'appellerait tricher avec la démocratie ».

Dans un entretien à l'Express, M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (Rép. ind.) des Hauts-de-Seine, se montre encore plus catégorique. « En échange du soutien communiste, explique l'ancien ministre, François Mitterrand va refuser tout changement de mode de scrutin pour les régionales et rétablira une dose au moins de proportionnelle pour les législatives. Ce sont, à mon avis, les deux conditions nécessaires pour que Marchais puisse assurer Edith Cresson d'un soutien... provisoire ».

Appuyent les propos de M. Mauroy, M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national du PS, chargé des élections, et depuis le 28 mai dernier chargé au cabinet du premier ministre des études électorales, a également manifesté son souci, au cours de ce même bureau exécutif du PS, de « couper le cou à ce canard ».

De telles rumeurs étant, selon lui, « sans objet et sans actualité ». M. Le Gall a mis en garde ses amis contre le risque « d'une interiorisation de la défaite ». Chargé dans le cadre de la préparation du nouveau projet socialiste d'un rapport sur la démocratie politique et institutionnelle, M. Le Gall a indiqué qu'il plaiderait, dans ce document, en faveur du scrutin majoritaire pour les élections législatives « sans qu'on puisse écarter l'hypothèse d'un redécoupage des circonscriptions sur la base des évolutions démographiques constatées lors du dernier recensement, comme la loi nous y invite ».

Limiter la casse

par Jean-Yves Lhomet

M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, va annoncer, « dans les jours qui viennent », M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS. La belle affaire ! Si, soigneusement orchestrée par M. Marchais, elle fait quelque bruit dans le microcosme, c'est parce que socialistes et communistes n'ont pas eu de dialogue au sommet depuis la préparation des élections municipales de 1989, que M. Mauroy et quelques-uns de ses amis soulignent qu'il existe à l'Assemblée nationale une majorité de gauche « potentielle », que M. Cresson est une nostalgique de la période 1981-1983 (celle des grandes réformes, dites du gauchisme), du gouvernement Mauroy auquel les communistes ont participé jusqu'en juillet 1984, à que les dirigeants du PCF, qui se pincalent le nez d'un air dégoûté en évitant la regard de M. Michel Rocard, multiplient, à l'intention de M. Edith Cresson, risettes et courbettes.

En 1989, MM. Mauroy et Marchais préparèrent les élections municipales. Cette année, les deux mêmes se sont donné pour mission de limiter la casse aux élections cantonales et régionales de 1992, étant entendu que les communistes n'ont plus grand-chose à proposer. Aucun des deux n'a songé un instant à « da mander à M. Robert Fabre, ancien président du mouvement des radicaux de gauche, de reprendre du service pour les photos de famille, celles de la glorieuse union de la gauche de 1972 et de la rupture du programme commun de 1977. Ces temps-là ne sont pas près de revenir, et le dialogue Mauroy-Marchais des jours « fracsants », pour reprendre ce mot nouveau dans le vocabulaire du président de la République.

Bien que les impératifs électoraux expliquent l'attitude nouvelle de la direction du PCF à l'égard du gouvernement socialiste, il y a tout de même quelque chose d'étonnant dans leur changement de cap. Comment les communistes peuvent-ils l'expliquer, alors que M. Cresson n'a changé, pour l'instant, que les mots du discours socialiste, pratique la même politique, parce qu'il n'y a pas d'autre possibilité, et annonce chaque jour aux Français des lendemains douloureux. Puisque, pour combler le déficit de la Sécurité sociale, elle n'entend pas alléger les charges des entreprises, mais les salaires. Si l'on y ajoute l'augmentation généralisée de la contribution sociale généralisée, la contribution de l'augmentation du SMIC promise par M. Rocard, et la remise en chantier du système des retraites, il y a, dans ce programme, de quoi encourager l'opposition quel qu'elle soit, en pensée, le gouvernement. Non pas dans les actes, évidemment, puisque le PCF s'exposerait à des représailles électorales dont il ne veut pas.

Le dialogue fracsant

Les communistes se sont mis dans la situation d'être déborder par leur gauche par plus réformistes qu'eux. Ainsi, M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, remarque-t-il que M. Cresson « subit une forte pression économique », et commence à se demander pourquoi la France a changé de gouvernement à s'interroger sur l'identité réelle du premier ministre. Le vrai chef du gouvernement ne serait-il pas M. Pierre Bérégovoy, maître d'un énorme ministère au sein duquel l'industrie ne commande pas aux finances, comme la voulait M. Cresson, mais l'inverse, comme avant ? Dès lors, si M. Mitterrand veut vraiment un « dialogue fracsant », afin de « passionner les masses » et de « mobiliser la France », il faudra peut-être organiser un face-à-face sérieux entre lui et M. Bérégovoy. Faut de quoi, le dialogue ne sera « fracsant » que dans la rue où l'on défie pour les salaires et les retraites, et dans les banlieues où, faute d'emploi et par désespoir, on brûle et on casse.

Faudra-t-il alors se contenter d'un discours « volontariste », tenu par M. Cresson et relayé par le chef de l'Etat et qui, s'il se réduit à promettre du sang et des larmes, risque de ne pas passer la rampe très longtemps. M. Mitterrand, et M. Cresson s'efforcent, chacun dans son registre, de chauffer la fibre nationale des Français. Elle s'est réveillée pendant la guerre du Golfe et le premier ministre tente d'empêcher qu'elle ne retombe dans un profond sommeil en chantant les vertus de la compétition économique avec l'Allemagne et en désignant les lâchetés Japonais à la vindicte populaire.

Pour tenir un tel discours, il faut en tout cas donner le sentiment qu'il est celui de toute une équipe, de tout le gouvernement. M. Mitterrand fait tout ce qu'il peut pour y parvenir. Il s'est réjoui au conseil des ministres du 5 juin de l'« unité, l'homogénéité de l'équipe gouvernementale », ainsi que de sa « combativité ». Sans doute a-t-il décidé que le débat sur l'apprentissage entre le premier ministre et la ministre de l'éducation nationale et la discussion, entre M. Cresson et M. Bérégovoy, sur l'absence de marges de manœuvre suffisantes pour donner un contenu à « l'élan social » qu'il exige, n'existent pas.

L'élection législative partielle de Belfort

M. Lang souligne que M. Chevènement est « le candidat de toute la gauche »

BELFORT

de notre envoyé spécial

La campagne du second tour de l'élection législative partielle de Belfort s'est animée avec l'organisation de deux meetings, mercredi soir 5 juin, dans lesquels M. Jean Chevènement a été attendu pour vendredi. Sept cents personnes ont participé à la réunion organisée autour de M. Jean-Pierre Chevènement et de M. Jean-Jack Queyranne, député socialiste de la région. Les participants ont échangé sur les différences d'appréciation à un moment de la vie de notre pays, nous nous retrouvons sur l'essentiel », a déclaré M. Lang, pour qui M. Chevènement est « le candidat de toute la gauche, de toute la majorité présidentielle, de toutes les forces de progrès ».

Au même moment, dans un autre quartier de la ville, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, recommandait à quelque cinq cents personnes de se mobiliser en faveur du candidat de l'UMP, M. Michel Rocard. Le président du Parti républicain, M. Gérard Longuet, dont la venue avait été annoncée, s'est excusé pour raisons personnelles.

M. Juppé s'est réjoui de l'unité réalisée à droite pour cette élection partielle. Evoquant le programme de M. Cresson, l'ancien ministre délégué au budget a rappelé que l'ouverture de l'école sur l'entreprise était une idée ancienne de l'opposition, qui, lorsqu'elle était au pouvoir, s'est toujours heurtée sur ce point à l'hostilité de la gauche et des syndicats. « Il vaut mieux, a-t-il dit, faire confiance à ceux qui ont été fidèles à leurs convictions plutôt qu'à ceux qui se rendent au dernier moment pour sauver leur peau aux élections ».

PATRICK JARREAU

Le débat au sein du PS

M. Poperen veut enrayer « la mécanique des affrontements pré-présidentiels »

Les membres du courant de M. Jean Poperen, ministre socialiste des relations avec le Parlement, ont diffusé, mercredi 5 juin, une déclaration sur la « situation politique nouvelle et l'état du parti socialiste ».

Dans ce texte, les membres du courant de M. Poperen soulignent notamment la nécessité de faire reculer le décalage, en particulier celui des jeunes, par l'élaboration d'un « pacte social » qui précéderait la « déclaration » sur la « situation politique nouvelle et l'état du parti socialiste ».

Le courant poperéniste déplore que, dans un tel contexte, « la mécanique des affrontements pré-présidentiels » se poursuive, et qu'elle ne soit pas enrayer. « Si l'on n'y parvient pas, nous menaçons, sinon un cycle de violence qui risquerait de rompre notre équilibre démocratique ».

Le courant poperéniste déplore que, dans un tel contexte, « la mécanique des affrontements pré-présidentiels » se poursuive, et qu'elle ne soit pas enrayer. « Si l'on n'y parvient pas, nous menaçons, sinon un cycle de violence qui risquerait de rompre notre équilibre démocratique ».

Les amis de M. Poperen, qui refusent, pour le moment, de choisir entre ces deux « coalitions » présidentielles, se demandent si le PS ne va pas « se disjoindre, se perdre dans ce face-à-face destructeur ». « On ne sort pas de Rennes, on s'y enfonce », continuent les amis de M. Poperen, qui interviennent : « Il nous faudrait avancer le congrès si les règles du jeu n'étaient pas changées ? » C'est

A propos d'une première page sur l'OM

Carton rouge pour « l'Humanité »

Carton rouge ! Les lecteurs de l'Humanité sont furieux. L'organe central du Parti communiste publié, mardi 4 juin, une série de lettres de lecteurs militants qui dénoncent l'édition de leur journal fabriquée à l'occasion de la finale de la Coupe d'Europe de football, le 29 mai, entre l'Olympique de Marseille et l'Enfer rouge de Belgrade. Ce jour-là, l'Humanité avait remplacé le rouge de la « une » par un bleu modeste OM. Le quotidien communiste avait choisi un titre iconoclaste : « C'est la lutte finale ».

Révolution dans le parti. Six lecteurs de Paris envoient une lettre collective pour exprimer leur « indignation ». « Encore une fois, nous sommes la risée des médias », écrivent ces gardiens de l'orthodoxie. « Trop, c'est trop », tonne un autre, ajoutant : « La sport aurait-il remplacé la religion comme opium du peuple ? Est-ce l'alignement de l'Humanité à verser dans cette démagogie... » Un troisième lecteur s'étonne de ne pas avoir vu une grande photographie du Père la Victoire, Tapie, homme de gauche comme chacun sait. Un militant n'est pas encore remis de ce coup bas, car il a « encore mal la gorge » d'un colosse de travail goguenard se moquant de la « nouvelle lutte finale des cocos ».

Quelques lecteurs prennent cependant la défense de l'Humanité, dont ils saluent la réaction à « un authentique événement populaire », comme l'écrit l'un d'entre eux.

Journal Officiel

Est publié au Journal officiel du mercredi 5 juin 1991

UN DÉCRET

N° 91-516 du 23 mai 1991 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général de retraites.

Sont publiés au Journal officiel du 6 juin 1991 :

UN DÉCRET

N° 91-517 du 3 juin 1991 modifiant le décret n° 74-763 du 3 septembre 1974 portant aménagement du statut scolaire local en vigueur dans les établissements du premier degré des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

UN ARRÊTÉ

Du 14 mai 1991 fixant les modalités de rattachement par voie de fonds de concours des sommes versées par les gouvernements étrangers pour la fabrication de matériels militaires.

DES DÉCISIONS

Du 17 mai 1991 de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques portant agrément d'associations de financement d'un parti ou d'une organisation politique.

2000 SERVICES UTILES

Annuaire des Services Télématiques

80F chez les marchands de journaux 170 pages

VIENT DE PARAITRE

A JOUR

1 rue du Marché Saint-Marc 75001 Paris
Tel : (1) 42 96 45 22
Fax : (1) 40 20 87 75

POLITIQUE

Le financement des campagnes électorales

Deux députés font leurs comptes

Il est déjà looovenaot, eo France, de demander à quelqu'un le montant de son salaire. Alors, l'interrogatoire sur le prix de sa campagne électorale relève de la plus grande grossièreté... « Pourquoi moi, pourquoi maintenant ? », se sont exclamés avec la même spontanéité inquiète et agacée, les deux députés auxquels l'indécence question a été posée. Tout simplement parce que l'oo, M. Jean-François Deniau (UDF, Cher), est président de la commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, et que l'autre, M. Jean Le Garrec (PS, Nord), est le rapporteur de cette commission.

141 057,66 francs. Celui de M. Le Garrec, à 143 710 48 francs.

Pour le député du Cher, les deux principaux postes de dépenses sont coositués par les affiches (59 000 F) et les mailloings (65 000 F). « Mo circoscription courre les deux tiers de Bourges et quatre-vingts communes. Comme ficher, je ne dispose que de l'annuaire téléphonique. Lors de chaque campagne, je m'assure auprès de l'administration de la Poste que mes lettres-circulaires seront bien distribuées. Sinon, je les fais metre sous enveloppes timbrées. C'est parfois le seul moyen d'éviter qu'elles se retrouvent dans une décharge », précise M. Deniau.

demande, un jour, ce qu'ils gagnent là-dessus... »

Moins généreux, les partisans de M. Le Garrec ne contribuent que pour 80 000 francs aux dépenses du candidat. Mais le Parti socialiste est là, garantissant une avance de 36 667,50 francs. Dans la fédération PS du Nord, particulièrement bien organisée, chaque député verse 2 000 francs par mois pour constituer une réserve de fonds de campagne. Pendant la campagne de M. Le Garrec, les postes les plus gourmands ont également été les frais d'imprimerie (122 040,09 francs), répartis sur quatre sociétés, et une note de restaurant impressionnante - 11 780 francs - mais, précise M. Le Garrec, en règlement d'un déjeuner offert à une centaine de militants.

Généreux donateurs

Côté recettes, le compte de campagne de l'ancien ministre est encore plus simple : 100 040 francs de dons, le reste étant financé par M. Deniau lui-même. « Je reçois beaucoup de petites sommes, le plus souvent par chèques, pour qu'il reste une trace. En 1988, le plus gros était de 15 000 francs. Hors campagne et hors budget, M. Deniau, comme beaucoup de députés, édite un journal de circonscription, réalisé par une maison spécialisée et entièrement financé par la publicité. « Je ne vois pas un sou, dit-il. Il faudra d'ailleurs que je leur

puisse encore ressentir une telle gêne à rendre publics ses chiffres de campagne.

Rappelons que les deux lois de 1988 et de 1990 sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales ont fixé à 140 millions de francs le plafond des dépenses pour les candidats restant en lice au second tour de l'élection présidentielle et à 500 000 francs celui des candidats aux élections législatives (abaissé à 400 000 francs pour les circonscriptions de moins de quatre-vingt mille habitants).

Qui donc pourrait d'offusquer de découvrir que son député a dépensé une telle somme pour son élection, alors que la moindre campagne de promotion pour un produit de consommation se compte en millions de francs ? Qu'une page de quotidien national coûte environ 200 000 francs, ou 158 000 francs dans le Voix du Nord, ou qu'une simple campagne d'affichage dans le métro parisien pendant huit jours ne revient pas à moins de 700 000 francs ? La démocratie a un coût. C'est une lapalissade qu'il serait bon de voir assumée par ses principaux intéressés.

PASCALLE ROBERT-DIARD et JEAN-LOUIS SAUX

nationale s'interrogent sur du gouvernement

abstention par « un soutien aux lutes des peuples d'outre-mer ». Le titre II du DMOS concerne, en effet, les dispositions sociales applicables dans les départements d'outre-mer. Il prévoit notamment un relèvement progressif des allocations familiales, jusqu'à un alignement complet, à compter du 1^{er} janvier 1995, des prestations versées dans les DOM sur le régime actuellement en vigueur en métropole.

Au grand étonnement des députés de l'Hexagone, ce sont pourtant plusieurs représentants des DOM qui se sont élevés contre cette volonté d'égalité sociale proposée par le gouvernement. Comme elle l'avait fait la veille, dans la discussion générale, M^{me} Locette Michaux-Chevry (RPR, Guadeloupe) a ainsi vivement critiqué la démarche « assimilationniste » du texte. « Il y a un conflit entre la volonté générale du gouvernement et notre volonté de conserver les spécificités de la France, de la Réunion ou des Comores », a-t-elle déclaré. M. Jean-Paul Virapoulle (UDC, la Réunion),

notre fierté de gagner ce que nous méritons.

Etonné, presque ému par cette attitude courageuse, contraire aux « réflexes normaux d'un élu », M. Alfred Recours (PS, Eura) réclama aussitôt une suspension de séance, et l'on vit alors la petite troupe des députés socialistes sortir de l'hémicycle et suivre quelque peu piteusement dans un bureau M. Bianco et M. Louis Le Pen, ministre des départements et des territoires d'outre-mer.

A la reprise de la séance, ce dernier dut préciser que le DMOS ne concernait qu'une partie de la politique en faveur des DOM et qu'un débat sur le développement économique de l'outre-mer aurait lieu à l'automne. L'opposition en a profité pour mettre en lumière deux autres dispositions, moins favorables, qui accompagneront le relèvement des allocations familiales : la suppression de l'allocation au premier enfant et l'augmentation progressive de la participation des familles pour les cantines scolaires, qui sont actuellement très largement subventionnées par le fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire.

Cette dernière mesure, estimée-on outre-mer, risque de pénaliser les enfants qui o'oot souvent qu'un repas chaud dans la journée, celui de la cantine. M. Virapoulle a insisté sur le fait que la suppression de l'allocation au premier enfant interviendrait dès cette année, alors que le relèvement complet des allocations familiales n'est prévu qu'en 1995. Pour M^{me} Michaux-Chevry, enfin, il ne s'agit que d'une politique en trompe l'oeil : « Il est trop facile de faire croire aux gens qu'on leur donne de l'argent pour gagner les élections. »

JEAN-LOUIS SAUX

A l'initiative du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique

Des élus de la majorité et de l'opposition proposent une réforme du travail parlementaire

Le Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (CERAP), qui regroupe des personnalités politiques de droite et de gauche, a présenté, mercredi 5 juin à l'Assemblée nationale, un ensemble de propositions tendant à réformer le travail parlementaire et à renforcer le pouvoir du Parlement face à l'exécutif. Ces propositions ont recueilli le soutien de plusieurs députés, parmi lesquels MM. Jean-Pierre Balligand, François Hollande et Jean-Paul Planchou (PS), Jean Arthuis et Bernard Stasi (CDS), Roselyne Bachelot, Bruno Bourg-Broc et Jean-Yves Chamard (RPR).

Cent fois sur le métier... remettez vos réformes du travail parlementaire. La coexistence avec laquelle sont évoquées des propositions de revalorisation du rôle du Parlement ne semble avoir d'égalité que la difficulté à les voir, un jour, entrer en application. On voudrait pourtant croire que celles présentées mercredi 5 juin, par le président du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique, M. Nicolas Tezzer, ne tomberont pas, à leur tour, dans l'oubli. Parce que, si elles n'offrent pas de grande originalité, elles ont le mérite d'avoir été débattues et élaborées par des députés appartenant à des formations politiques différentes.

Comme les autres, les membres du CERAP se sont posés la question, existentielle, lancinante : « Quels sont les Français, à part les projecteurs de droit constitutionnel, leurs étudiants et quelques lobbies qui savent à quoi servent l'Assemblée nationale ? ». La toute puissance des administrations, la concurrence des médias, auxquels les ministres réservent la primeur de leurs projets et la décentralisation, ont incité les députés à désertir le Palais-Bourbon.

Réhabiliter le travail parlementaire, c'est donc d'abord, pour les membres du CERAP, inciter le député à revenir travailler dans l'hé-

micycle, en limitant strictement le cumul des mandats et en instituant une session continue (au lieu des deux sessions de trois mois), mais seulement trois jours par semaine. C'est ensuite réorganiser le travail législatif : accorder au Parlement la maîtrise d'au moins un tiers du temps de son ordre du jour, afin de pouvoir inscrire des propositions de loi ; limiter strictement l'article 49.3 de la Constitution (engagement de responsabilité du gouvernement) au vote des lois de finances, aux lois de ratifications de traités ou d'application de conventions internationales, et lorsque l'urgence, « dûment contrôlée par le juge constitutionnel », est demandée sur un texte ; restreindre le droit d'amendement du gouvernement, qui ne devrait pas pouvoir s'exercer lors de la dernière lecture d'un projet ou d'une proposition.

Les membres du CERAP souhaitent également développer le suivi du travail parlementaire, en permettant au rapporteur d'un texte de veiller à ce que le gouvernement prenne les décrets d'application nécessaires à l'entrée en vigueur de la loi dans un délai maximum d'un an. Plus autoritaire, est la proposition d'autoriser le Parlement à se voir communiquer toute note ou tout référent (sauf classement confidentiel ou secret) émanant de la Cour des comptes, ainsi que les avis du Conseil d'Etat sur les projets de loi (qui ne sont aujourd'hui communiqués qu'au gouvernement, et ne s'imposent pas à lui). Dans ce but, les membres du CERAP envisagent la création d'une cellule parlementaire de liaison avec le Conseil d'Etat, le secrétaire général du gouvernement et la Chancellerie.

Mais ni M. Tezzer, ni les deux députés qui participaient à cette réunion, MM. Jean-Paul Planchou (PS) et Bruno Bourg-Broc (RPR) n'ont apporté de réponse à une autre question, sur laquelle viendrait buter toutes les idées de réforme : comment fait-on pour trouver, à l'Assemblée nationale, puis au Sénat, la majorité nécessaire à l'adoption d'une modification de la Constitution ?

P. R.-D.



Aujourd'hui, on peut transférer 300 pages en 3 minutes pour moins de 15 Frs* Quel temps gagné!

"A la recherche du temps perdu" Marcel Proust

NUMERIS aujourd'hui.

Directement de micro à micro. L'un des avantages de Numéris, c'est la possibilité de faire dialoguer vos micros avec ceux de vos clients, sans intermédiaire, instantanément, en toute sécurité. Numéris aujourd'hui, c'est un seul et même réseau pour transmettre la voix, les données, les images, rapidement et avec la qualité numérique. Partout en France, quelle que soit la taille de votre entreprise, Numéris est disponible. Parce qu'il est un standard international, il vous garantit la pérennité de votre investissement. Pour découvrir tous les avantages de Numéris, consultez votre agence FRANCE TELECOM ou appelez le **NEUVENT QUINZE VINGT**.

* Prix de la transmission d'un fichier de 1 méga-octet sur une distance supérieure à 100 km, en 3 minutes, soit 11,07 francs H.T.

NUMERIS. TOUT COMMUNIQUER PLUS SIMPLEMENT.

FRANCE TELECOM



UN AVENIR D'AVANCE

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le projet de réforme du code pénal

La protection contre l'espionnage serait étendue aux domaines économique et scientifique

Le conseil des ministres du 5 juin a adopté le projet de réforme du livre IV du code pénal consacré aux crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique.

La réforme du code pénal engagée lors du passage de M. Robert Badinter place Vendôme est actuellement en voie d'adoption au Parlement: le livre I a fait l'objet d'un accord en commission mixte paritaire le 2 avril, le livre II, adopté en première lecture au Sénat, sera examiné par l'Assemblée nationale en juin, et le livre III devrait faire l'objet d'une première lecture au Sénat à l'automne. Restait le livre IV, dont la rédaction n'était pas achevée lors du départ de M. Badinter. Ce texte présenté mercredi au conseil des ministres répond à quatre soucis: la « simplification », la « clarification », la « modernisation », et « l'adaptation aux réalités contemporaines ».

● Espionnage et trahison. — Jusqu'aux réserves aux seuls intérêts de la défense nationale, la protection devrait être étendue à certains secteurs de l'économie, la recherche scientifique, et les innovations technologiques. Ces dispositions ont pour but de lutter contre de nouvelles formes d'espionnage (économique ou scientifique) ou de sabotage (atteintes aux systèmes informatiques). Ce titre comprend également une nouvelle infraction: les entreprises dites « de

désinformation », qui consistent à « fournir, en vue de servir les intérêts d'une puissance étrangère, aux autorités civiles et militaires de la France des informations fausses de nature à induire en erreur et à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation ».

● Terrorisme. — L'attentat, qui ne faisait l'objet d'aucune définition légale, sera défini comme « une entreprise délibérée tendant, par l'intimidation ou la violence, à renverser les institutions démocratiques ou à soustraire une partie du territoire à l'autorité de l'Etat ». Pour ces infractions, le texte prévoit un traitement particulier: il consacre l'autonomie des infractions terroristes, distinctes à la fois des infractions politiques et des infractions de droit commun. Dans ce cas, les peines encourues sont aggravées. Le texte met donc fin aux dispositions actuelles, qui punissent de la même peine l'auteur d'une prise d'otage n'ayant pas entraîné mort d'homme, que son acte s'inscrive dans le cadre d'une entreprise terroriste ou non. Le projet introduit également la notion de « terrorisme écologique », possible de quinze ans de réclusion criminelle s'il n'y a pas eu mort d'homme.

● Autorité de l'Etat. — Une infraction nouvelle est insérée par le projet au titre III: « l'organisation d'une formation paramilitaire présentant le caractère d'un groupe de combat ». Sont visés les groupements oisés ou racistes, dont les membres sont aujourd'hui aisément

à l'abri des poursuites: il faut attendre la dissolution administrative du groupe pour les poursuivre éventuellement de reconstitution de ligues dissoutes.

● Action de la justice. — Un chapitre nouveau est consacré aux atteintes à l'action de la justice. Le texte stipule que les personnes tenues au secret professionnel ne sont pas obligées de signaler crimes et délits aux autorités administratives ou judiciaires. Les médecins pourront donc désormais laisser à leur seule conscience le soin de décider s'ils doivent signaler des sévices à l'enfant dont ils ont eu connaissance. Le but est d'éviter que les auteurs de ces sévices cessent de faire soigner leurs enfants de peur d'être dénoncés.

Ce quatrième livre devrait venir en première lecture à l'Assemblée nationale au cours de la prochaine session, à l'automne. Le gouvernement souhaite que l'adoption définitive du nouveau code pénal ait lieu avant la fin de la législature, en 1993. Ce projet de réforme ne fait toutefois pas l'unanimité: le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France ont lancé il y a un mois une campagne pour le retrait du texte. Dénonçant le caractère « démagogique et archaïque » d'un texte axé « sur le tout-répressif » et le « tout-carcère », les deux syndicats demandaient alors l'abandon pur et simple du projet.

ANNE CHEMIN

ENVIRONNEMENT

Au conseil des ministres

Le gouvernement veut reprendre en main la défense du littoral

M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, et Brice Lalonde, ministre de l'environnement, ont présenté mercredi 5 juin une communication au conseil des ministres consacrée à la protection de la loi votée en 1986, car elle est trop souvent bafouée par les effets pervers de la décentralisation.

Paradoxe: cinq ans après le vote de la loi sur le littoral, censée remettre un peu d'ordre dans la réglementation protégeant les côtes de France, le gouvernement s'aperçoit que rien n'arrête plus les promoteurs, aménageurs et constructeurs de marines. De Dunkerque à Biarritz et de Perpignan à Bonifacio fleurissent les projets: ici un lotissement ou une ZAC (zone d'aménagement concerté), là un complexe de loisirs, ailleurs un port de plaisance ou un golf. Dans le seul département du Var, les autorisations de construire ont quadruplé en trois ans. Si l'on o'y prend garde, il ne restera pratiquement plus un pouce de rivage qui ne soit loti, bétonné ou doté d'équipements divers, en dehors de quelques sites privilégiés protégés par la loi ou le Conservatoire du littoral.

Deux phénomènes sont en effet venus contrarier l'application de la loi de 1986. D'une part, la reprise

économique qui a dopé les promoteurs après une dizaine d'années de crise. D'autre part, la décentralisation, qui a donné tous pouvoirs aux maires en matière d'urbanisme et de plan d'occupation des sols. Les promoteurs ont tout de suite vu le parti qu'il pouvaient tirer de la décentralisation en faisant le siège des communes littorales pour leur proposer des projets mirabolants.

L'administration, de son côté, a fermé les yeux sur les obstacles juridiques qui auraient pu s'y opposer. Dépouillés de leur toute-puissance arbitraire, les préfets ont gardé un profil bas face à l'impétuosité des élus et des promoteurs. Beaucoup ont préféré ne pas faire appliquer la loi plutôt que d'engager la bataille avec des élus du peuple. Et lorsque ces élus rencontrent des obstacles à leur « développement », ils ne manquent pas de crier à la loi sclérotique.

Appel à la vigilance des préfets

La loi sur le littoral prévoyait une expansion modérée de l'urbanisation, avec des coupures vertes qui évitent le bétonnage en continu des zones côtières. Mais elle n'a jamais empêché un maire de construire. Seuls les « sites remarquables », qui tombent sous le coup de l'article L. 146/6 du code de l'urbanisme, ne peuvent être construits. La loi de décentralisation a au contraire mis fin aux grands schémas d'aménagement comme la mission Languedoc ou la mission Aq-

taine, qui s'efforçaient de penser le développement cohérent du littoral à l'échelle d'une région. Quant au Conservatoire du littoral, qui a acquis, au nom de l'Etat, quelque 35 000 hectares d'espaces verts côtiers en quinze ans, il n'a plus les moyens financiers d'agrandir ce patrimoine ni même d'entretenir. S'il veut remplir sa mission, fixée à l'acquisition de 20 000 nouveaux hectares en dix ans, il lui faudra disposer de 45 millions de francs de plus par an — or son budget actuel plafonne à 75 millions de francs.

Que va donc faire le gouvernement pour remédier à ces carences? Dans un premier temps, il va réunir les préfets et les appeler à davantage de vigilance. Car la loi actuelle leur permet de faire modifier un POS (plan d'occupation des sols) ou un SDAU (schéma d'aménagement et d'urbanisme) s'il contrevient à la législation en vigueur. La construction des ports de plaisance, du fait qu'elle empêche forcément sur le domaine public maritime (qui appartient à l'Etat), relève bien de leur compétence. Même un projet de golf sans urbanisation devra présenter une étude d'impact, comme les autres grands équipements touristiques.

Ensuite, le gouvernement va charger le futur IFEN (Institut français de l'environnement) d'établir une banque de données sur l'évolution réelle du littoral, afin de disposer d'un instrument de décision objectif.

ROGER CANS

Dans son rapport annuel

La Cour de cassation suggère au Parlement de modifier certains textes

Juridiction suprême de l'ordre judiciaire, la Cour de cassation vient de publier son rapport d'activité pour l'année 1990 (1), un ouvrage particulièrement dense de 480 pages où figurent pour la première fois de manière explicite des suggestions ou propositions législatives afin que soient modifiés certains textes dont l'application a créé des difficultés.

En évoquant notre système judiciaire, la Cour européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales parle parfois du « droit écrit » constitué par la loi, et du « droit non écrit » résultant de la jurisprudence. Cette dernière forme de droit, sans atteindre le caractère fondamental que lui confèrent les systèmes anglo-saxons, représente en France la partie de règles progressivement dégagées par les juridictions et consacrées par la Cour de cassation, qui veille au respect de la loi. Ainsi, le hasard a voulu que quelques jours avant la publication de son rapport, la Cour prononce une décision de principe en déclarant illégitime le contrat liant un couple à une mère de substitution (le Monde daté 2-3 juin).

Il arrive cependant que les textes soient difficilement interprétables ou que leur application soulève des difficultés. Ils sont alors la source de nombreux pourvois — qui surchargent la Cour. Aussi le rapport présente treize modifications qui sont proposées aux parlementaires et qui touchent à des domaines extrêmement divers puisqu'ils concernent à la fois le code des assurances, le code rural, le livre des procédures fiscales, le code de la santé publique ou le code pénal.

Pourvois dilatoires

Mais les juges vont plus loin en notant dans leur rapport que ces suggestions « ne sont pas exclusives de réformes », avant de préciser: « Il en est ainsi notamment (...) du problème des écoutes téléphoniques (...) ou de ceux que posent tant la définition du médicament (...) que celle du service des pompes funèbres (...) ». Ces deux textes paraissent mal adaptés à une économie concurrentielle (...) et ne répondent sans doute pas aux normes communautaires ».

La surcharge de la Cour se résume en quelques chiffres. En 1990, 25 279 affaires nouvelles ont été reçues, soit 70 % de plus

qu'en 1980, et 25 951 affaires ont été jugées. Mais le chiffre le plus inquiétant coïncide avec le nombre d'affaires restant à juger, qui était de 33 858 au 31 décembre 1990 contre 32 530 au 31 décembre 1989, et le délai moyen d'une procédure est évalué à dix-sept mois. Aussi le rapport insiste sur la compétence réelle de la Cour, qui semble avoir été perdue de vue par certains justiciables, ce réaffirmant que le pourvoi en cassation n'est pas un troisième degré de juridiction. Pour combattre les pourvois dilatoires, l'article 1 009 du nouveau code de procédure civile impose, depuis le 20 juillet 1989, que les décisions des juges du fond soient exécutées avant que le pourvoi soit examiné et, parmi les nombreuses études publiées dans le rapport, M. Pascal Chauvot commente ces premiers effets positifs de cette disposition.

La troisième partie du rapport présente un large éventail des principaux arrêts rendus en 1990 en toutes matières, qu'elles soient sociales, économiques ou pénales. Formulées très clairement, ces analyses se fondent sur qu'aux juristes, mais aussi sur ceux qui dans un langage général accessible, mais pour ceux qui souhaiteraient lire le texte même des arrêts, M. André Perdreau, doyen honoraire de la Cour de cassation, donne une sorte de

mode d'emploi permettant de décrypter « les messages juridiques » de la Cour suprême.

Parmi les arrêts analysés figure celui rendu par l'Assemblée plénière le 31 mai 1990 et concernant la procédure à utiliser lorsqu'un maire, un préfet ou un officier de police judiciaire « est susceptible d'être inculqué » (le Monde du 5 juin 1990). L'auteur développe si abondamment les conditions d'application des textes sur « les personnes protégées » qu'il ne devrait plus être possible à un parquet distrait d'ignorer qu'il doit saisir « sans délai » la Cour de cassation pour qu'elle désigne une juridiction. A ce propos, le rapport souligne: « Il est regrettable qu'en raison de la présentation tardive d'une requête en désignation, des officiers parfois importunés donnent lieu à une ondulante presque complète. » Mais les magistrats, tout en constatant les inconvénients de cette procédure, observent qu'il ne leur appartient pas de déboulonner le sens de la loi et qu'il convient « de laisser au législateur le soin de modifier, s'il le juge utile, les textes régissant cette matière ».

MAURICE PEYROT

(1) La Documentation française. 115 francs.

REPÈRES

APPRENTISSAGE

Création d'une cellule de réflexion

Le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, a annoncé mercredi 5 juin à l'Assemblée nationale, la mise en place rapide d'une « cellule libre de réflexion et d'action » sur le développement de la formation en alternance et de l'apprentissage. Elle dépendra du ministère du travail, a précisé M. Jospin, « qui reste l'interlocuteur naturel de ceux qui gèrent l'apprentissage, les régions et les partenaires sociaux ». Le ministre de l'éducation nationale a, en outre, réaffirmé son intention de développer les filières professionnelles au sein de l'éducation nationale, avec la création de nouveaux baccalauréats professionnels et des nouveaux instituts universitaires professionnels (IUP). Le développement de l'enseignement

professionnel en alternance, a estimé le ministre, n'est possible que si les entreprises « s'engagent à accueillir davantage de stagiaires ».

BANLIEUES

Une MJC incendiée à Meaux

De violents incidents ont éclaté, mardi 4 juin, vers 22 heures, dans le quartier de la Pierre-Collinet à Meaux (Seine-et-Marne). Une vingtaine de jeunes, selon les forces de l'ordre, ont brisé les vitrines d'un magasin de soldes, d'un bureau de poste et d'une agence bancaire inoccupée avant d'incendier une voiture, un bureau de l'Office des HLM ainsi que la Maison des jeunes et de la culture.

Trois heures plus tard, alors qu'une cinquantaine de policiers avaient rétabli l'ordre, les pompiers maîtrisaient les différents

sinistres, mais l'équipement culturel était entièrement détruit.

La veille, un jeune habitant du quartier, âgé de dix-huit ans, était mort noyé alors qu'il tentait de traverser la Marne à la nage en compagnie de cinq camarades de police. Au cabinet du maire de Meaux on se refuse à établir un lien direct entre « ce dramatique accident » et les agissements de « casseurs parfaitement identifiés, au comportement pénal relativement éloquent, en état de désespérance totale ». — (Corresp.)

DEMAN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

PHILIPPE DELMAS LE MAÎTRE DES HORLOGES MODERNITÉ DE L'ACTION PUBLIQUE

«Un très beau livre, extrêmement riche, parfaitement lisible et d'ailleurs tout le monde le lit»
Jean-Pierre Elkabbach, Europe 1

«Philippe Delmas redécouvre l'Etat à partir du réel avec beaucoup de profondeur dans l'analyse et de talent dans l'expression»
Raymond Barre, Le Monde

«Un livre de lumière. La réplique la plus cinglante et la plus moderne aux apôtres du business tous azimuts»
Michel Albert, Le Nouvel Observateur

«Un livre foisonnant»
Erik Orsenna, L'Express

«Des pages qui devraient être lues par notre classe politique et nos dirigeants d'entreprises»
Jacques-Henry David, La Tribune de L'Expansion

PHILIPPE DELMAS

LE MAÎTRE DES HORLOGES

MODERNITÉ DE L'ACTION PUBLIQUE



EDITIONS
ODILE JACOB

EDITIONS
ODILE JACOB

LES IDEES QUI FONT AVANCER LES IDEES

Le Monde
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.608 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY
94652 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourme, écrivain.

Le Monde
PUBLICITE

Jacques Lesourme, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 et 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 266 136 F
Téléc. : 45-55-04-70. Société filiale
du journal Le Monde et Régie Presse SA

Impression :
12, r. M. Gumbourg
94852 IVRY CEDEX
(USA)

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57-437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et
le Monde sur 111 60-65-25-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tape LEMONDE
ou 36-15 - Tape LM

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEM- BURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS de monnaie différente C.C.E. 1990
3 mois	400 F	571 F	790 F
6 mois	800 F	1132 F	1580 F
1 an	1 600 F	2 264 F	3 160 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne tarif sur
demande.

Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN
D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____

Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.

111 MON 03

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourme, gérant
directeur de la publication
Bruno Frenet
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
adjoints au directeur
de la rédaction

Thomas Ferec
Philippe Hurel
Jacques-François Simon

Danièle Vernet
directrice
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Lemaire (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

DOSSIER

L'affrontement entre M. François Dalle, ancien PDG de L'Oréal, et M. Jean Frydman

Cagoule et Ligue arabe

Nous échouons aujourd'hui le récit du violent conflit qui oppose M. François Dalle, ancien PDG de L'Oréal, et M. Jean Frydman (le Monde du 6 juin). Après l'euphorie de la création de Paravision, les relations entre les deux hommes tournent à une querelle où se mêlent un différend financier, des accusations de discrimination raciale et de faux conseil d'administration. Il appartient maintenant à la justice de démêler cet imbroglio.

Dans leurs blazers bleus, les hommes du service de sécurité du siège de L'Oréal, à Clichy, ce matin du 28 mars, ont beau essayer de négocier avec leurs douze visiteurs en uniforme, rien n'y fait. Les gendarmes qui agissent sur commission rogatoire du juge Jean-Pierre Gotti refusent de déposer leurs armes au vestiaire. Les hommes en bleu s'inclinent.

Rejoins un quart d'heure plus tard par le juge d'instruction, les gendarmes finissent par accéder à l'étage du département juridique du groupe de cosmétiques. Là, ils saisissent sans difficulté l'ensemble du dossier qu'ils sont venus chercher : celui relatif aux principes du boycott imposé par la Ligue arabe aux entreprises qui entretenaient des relations avec Israël.

Au même moment, d'autres gendarmes perquisitionnent aux domiciles de MM. François Dalle, l'ancien PDG du groupe, Michel Pietrini, le PDG de Paravision, qui est aussi devenu le PDG de Lanvin, du très controversé Jacques Corréze, membre éminent du groupe aux

Etats-Unis, au siège de L'Oréal à Paris, à celui de Paravision et au cabinet Clavier, chargé de rédiger tous les actes administratifs et juridiques du groupe L'Oréal.

L'origine de ce déploiement de forces ? Une plainte contre X pour faux, usage de faux et discrimination raciale qu'avait fini par déposer quelques mois plus tôt M. Bernard Jouanneau, l'avocat de M. Jean Frydman.

Contre X, vraiment ? En fait les cibles de M. Jean Frydman, et le juge ne s'y est pas trompé, crévent les yeux. Et désormais, ainsi l'entendent les deux frères Frydman - Jean toujours fidèlement épaulé par David, l'homme d'ombre qui n'est pas le moins actif - rien dans ce dossier où s'entremêlent procédures et passion n'échappera au public.

Dans son appartement luxueux du bois de Boulogne, M. Jean Frydman a l'indignation agressive. Entouré des livres qu'il aime (Rouletabille, Fantomas, Simenon), il est sinon l'interprète, du moins l'acousticien, et supporte mal qu'on cherche à démêler le fil de son conflit financier avec M. François Dalle, et surtout qu'on s'interroge sur le temps mis (dix-huit mois) à déposer une plainte pénale pour faux, usage de faux et discrimination raciale. Il traite alors ses interlocuteurs de « terroristes » ou, pis encore à ses yeux, de « juges d'instruction ». Pour M. Jean Frydman, la cause devrait, à tout interlocuteur honnête, être entendue.

Alors que ses relations avec M. François Dalle et avec le groupe L'Oréal ne sont ombragées d'aucun différend au mois de juin 1989, M. Jean Frydman apprend, explique-t-il, qu'on a organisé dans son dos un conseil d'administration fictif pour entériner une démission du poste de vice-président de la société, démission qu'il n'aurait jamais donnée. Raison de cette éviction : au printemps 1989, L'Oréal aurait été en train de négocier avec la Ligue arabe son « déboycottage ». La présence dans une des filiales du groupe d'un résident israélien aussi connu que M. Jean Frydman serait vue d'un mauvais œil par le bureau du boycottage à Damas. Pis encore, l'homme qui a organisé la mise à l'écart de M. Jean Frydman, est le « chairman » de l'agent américain de L'Oréal, la société Cosmar. Il s'appelle Jacques Corréze et fut l'un des personnages les plus importants de la Cagoule, armée secrète d'extrême droite avant-guerre, et l'un des responsables de mouvements pro-arabes sous l'Occupation.

« Jean a aujourd'hui une obsession, raconte David, être confronté à son bourreau. » M. Jean Frydman affirme aussi que, outre M. Jacques Corréze, d'autres anciens cagouliers ou leurs descendants ont été « recyclés » chez L'Oréal. « J'ai compris que mes interlocuteurs avaient un double visage. Lorsque je découvre l'existence et le rôle de Jacques Corréze, je sais que je n'ai pas le droit de me taire », dit M. Jean Frydman.

Parole contre parole

La version de M. François Dalle est bien différente. Le seul point commun entre les deux hommes n'est plus désormais que leur capacité d'indignation, parole contre parole. Si l'on veut suivre M. François Dalle, il faut remonter au printemps précédent, précisément au week-end de Pâques 1989, l'un de ces longs week-ends qui sont l'occasion de prendre le soleil dans quelques lieux à la mode. Marbella, dans le sud de l'Espagne, fait partie de ces endroits qu'affectionne la jet-set. On s'y rencontre dans de belles demeures - en l'occurrence le « Byblos andalous » ou sur un terrain de golf. M. François Dalle est en tenue de golf lorsqu'il est détourné d'un chemin il tombe sur son ami Jean Frydman. « Pourquoi ne pas dîner ensemble avec nos femmes ? » Aussitôt dit, aussitôt fait.

« On n'a parlé de rien », dit aujourd'hui M. Jean Frydman. « J'ai évoqué avec Jean le fait que nous étions en pleine période de déboycottage, affirme au contraire M. François Dalle. Avant appris par hasard que Jean, qui je croyais résident canadien, était en fait résident israélien, nous avons évoqué l'idée de sa démission temporaire du conseil d'administration de Paravision, dont il serait évidemment resté membre du comité stratégique, son frère David restant au conseil d'administration. Jean m'a dit qu'évidemment cela ne lui paraissait pas être un problème. » Dès le retour de M. François Dalle à Paris, l'ordre est donc donné, conformément à l'accord verbal qu'aurait donné M. Jean Frydman, de rédiger les papiers nécessaires à l'enregistrement de cette démission, ils transiteront, comme c'est l'usage, entre les mains de M. Catherine Morisse, directeur juridique de Paravision, et le cabi-

net Clavier. Pour M. Jean Frydman, François Dalle - « Doctor Jekyll et Mister Hyde » - n'est en fait qu'un fétide menteur. Le conseil d'administration entérinant la démission de M. Frydman est un faux : ce conseil ne s'est jamais tenu. Ce point n'est d'ailleurs pas contesté : pas plus par les gens de L'Oréal que par M. Catherine Morisse, qui explique : « Les conseils d'administration se sont

tenus sur le papier. C'est usuel. Sinon les administrateurs auraient passé leur temps dans les conseils d'administration. »



toujours tenus sur le papier. C'est usuel. Sinon les administrateurs auraient passé leur temps dans les conseils d'administration. »

Formulaires de démission en blanc

En revanche une question reste posée : oui ou non, Jean Frydman avait-il accepté, pour « arranger » François Dalle, de se retirer provisoirement du conseil d'administration ? Les avocats de L'Oréal et de Paravision, M. Jean-Marie Deguelre et Jean Vell, font valoir que M. Catherine Morisse - une proche des frères Frydman qui travaillait déjà pour eux avant d'entrer à Paravision et qui travaille aujourd'hui à la société Arès dirigée par David Frydman - a apposé sur le projet de rédaction du PV litigieux du 30 mars son « OK ». Une note datée du 25 juillet 1988 montre d'ailleurs que M. Catherine Morisse avait coutume de faire conseil, non datées, des lettres de démission de différents administrateurs.

Est-il un instant vraisemblable que la jeune femme ait accepté de donner ordre au cabinet Clavier de rédiger les documents entérinant la démission de M. Jean Frydman, sans avoir auparavant vérifié auprès de lui, ou de son frère, que tout était en ordre ? Les défenseurs de L'Oréal ne le pensent pas. La jeune femme nous a expliqué qu'elle n'aurait jamais « osé » vérifier la régularité d'un ordre que lui avait donné personnellement le PDG de Paravision, M. Michel Pietrini.

M. François Dalle s'en étonne de colère : comment croire qu'après quarante-cinq ans de vie industrielle, et fort de sa formation de juriste, il ait pu vouloir démissionner un associé « en douce », alors qu'il suffisait, s'il avait voulu mettre M. Jean Frydman à l'écart, de réunir une assemblée générale ordinaire ? Les défenseurs de L'Oréal ne le pensent pas. La jeune femme nous a expliqué qu'elle n'aurait jamais « osé » vérifier la régularité d'un ordre que lui avait donné personnellement le PDG de Paravision, M. Michel Pietrini.

On est alors au printemps 1989. M. Jean Frydman affirme, sans souffrir d'être démenti, qu'au mois de juin M. Michel Pietrini, le PDG de Paravision, poussé dans ses retranchements, a fini par lui avouer que l'homme qui a provoqué sa mise à l'écart de Paravision est M. Jacques Corréze (ce que M. Michel Pietrini dément : il assure au contraire que c'est M. Jean Frydman qui, le premier, a mis en cause M. Jacques Corréze). M. Jean Frydman, malgré le choc, n'en continue pas moins de participer activement à la vie de Paravision. Au mois d'avril, après une réunion bousculée du comité stratégique de Paravision au cours de laquelle M. Jean Frydman aurait été interrogé sur ses intérêts en Israël, il se rend en Suisse avec M. François Dalle négocier un éventuel emprunt avec le président du Crédit suisse. « On est parti ensemble, en amis, en parfaite gaieté », se rappelle M. Dalle.

Tout l'été, M. Jean Frydman négocie le dossier Carolo (le Monde du 6 juin). Ce n'est en réalité qu'à l'automne, alors que M. David Frydman affirme avoir passé l'été à enquêter sur le sulfureux passé de M. Jacques Corréze, qu'éclate le 16 octobre, au cours d'un conseil d'administration agité, le coté de M. David Fryd-

man, qui dénonce « l'éviction pure et simple de son propre frère, au motif qu'il est citoyen français résidant en Israël ». Pour la première fois les mots de discrimination raciale sont prononcés.

Dès lors, le « divorce », comme dit M. David Frydman, est enclenché. Divorce financier : une procédure d'arbitrage, d'abord confiée à M. André Rousselet, démarre pour déterminer la valeur des 25 % de

la société détenus par les frères Frydman et que L'Oréal va racheter. En échange du protocole d'accord signé à ce sujet le 10 janvier 1990, M. Jean Frydman remet - enfin - sa fameuse lettre de démission prenant effet au « 1^{er} avril 1989 ». Le procédé, pour lequel un qui refusait qu'on lui extorque sa démission quelques mois plus tôt, peut surprendre.

M. Jacques Mayoux, inspecteur général des finances et ancien président du Crédit agricole, de Saurat, et de la Société générale, succède au mois de février à M. André Rousselet, qui ne s'estimait plus assez neutre pour mener l'arbitrage car l'une des sociétés dont il est administrateur envisageait de racheter des parts de Paravision. Le sang des Frydman ne fait qu'un tour lorsque l'un des leurs conseils, M. Michel Jobert, l'ancien ministre reconverti au barreau, lit la notice biographique de M. Jacques Mayoux dans le *Who's who in France* : de 1987 à 1989, l'arbitre a exercé des fonctions de conseiller auprès de L'Oréal Finances. Même si ces fonctions ont cessé, ce point déclenche une nouvelle tourmente.

Le rachat d'Hélène Rubinstein s'est fait en deux temps. En 1983, L'Oréal avait repris les activités Japon et Amérique du Sud de la société de produits de beauté. En 1986, le groupe français rachète à Colgate-Palmolive les filiales européennes. Dès ce moment, L'Oréal annonce son intention de concentrer toute la production en RFA. Seules les activités israéliennes d'Hélène Rubinstein resteront indépendantes, entre les mains d'un agent qui continuera d'assurer la fabrication des produits. Mais, faute de rentabilité, celui-ci jettera l'éponge en 1987. Dès lors, il ne sera plus qu'agent commercial.

Face aux menaces de boycottage, L'Oréal commence par feindre d'ignorer le problème et ne répond pas aux deux lettres envoyées par la Ligue arabe. « Pour nous, ce n'était pas une tragédie, nous réalisons seulement 1 % de notre chiffre d'affaires dans les pays arabes », explique un dirigeant de L'Oréal. En outre, le boycottage n'avait pas de raison d'être, puisque l'agent israélien n'avait ni lien financier ni lien juridique avec le groupe.

Cependant, M. Claude de Kamouf, ancien ambassadeur à l'ONU, chargé des problèmes

Pour la famille Frydman, l'arbitre est en réalité au service de leur puissant adversaire, L'Oréal. Plusieurs actions devant le tribunal civil sont déclenchées lorsque M. Mayoux rend sa sentence, en fixant la valeur de la société Paravision à 1,3 milliard de francs. Les frères Frydman estiment que la société vaut plus du double : les aurait-on esquivés après qu'un ancien cagoulier reconverti dans les cosmétiques eut obtenu l'éviction de Jean Frydman pour satisfaire aux exigences de la Ligue arabe ? C'est leur thèse.

Chez L'Oréal, on juge l'amalgame inadmissible. Il en va de l'honneur de M. François Dalle. Le climat va se tendre un peu plus encore lorsque, au mois de décembre 1990, dix-huit mois après avoir découvert les faits qu'il dénonce, M. Jean Frydman dépose une plainte pénale, celle-là même qui conduisit le juge Gotti à ses multiples perquisitions, mystérieusement ébruitées, et abondamment commentées par M. Jean Frydman.

Pourquoi avoir agi si tard et avoir tant attendu pour mettre leurs accusations sur la place publique ? M. Michel Pietrini estime : « Nous payons aujourd'hui le prix de la pression qu'a voulu exercer Jean Frydman sur L'Oréal. » En termes moins courtois, M. François Dalle estime « avoir été roulé ». En clair, M. Jean Frydman, s'il avait été satisfait du prix de ses actions fixé par l'arbitre, n'aurait jamais porté plainte. « Nous ne pouvions accepter, précise l'ancien patron de L'Oréal, que la négociation financière sur Paravision soit amalgamée de prix ou de loia à des faits qui remontent à un demi-siècle et n'ont rien à voir avec cette affaire. Il s'agissait là d'une menace : il n'était pas question pour L'Oréal de transiger. »

Du monde des affaires, classique, feutré, on est désormais passé à un autre univers, celui des débris des plus profonds. Plus prosaïquement, L'Oréal en est arrivé aujourd'hui à demander - et vient d'obtenir - la saisie des meubles de Jean Frydman au titre d'un contentieux annexé.

FRANÇOIS CHIROT
PIERRE-ANGEL GAY
et AGATHE LOGEART

Les menaces de boycottage auraient été écartées dès janvier 1989

C'est en 1988, après le rachat d'Hélène Rubinstein, que L'Oréal se trouve confronté à des menaces de boycottage de la part des pays arabes. Cette mesure discriminatoire, qui concerne toutes les sociétés ayant des liens organiques ou commerciaux, directs ou indirects, avec Israël, fait partie des armes utilisées par les pays arabes depuis la création de l'Etat hébreu.

Le rachat d'Hélène Rubinstein s'est fait en deux temps. En 1983, L'Oréal avait repris les activités Japon et Amérique du Sud de la société de produits de beauté. En 1986, le groupe français rachète à Colgate-Palmolive les filiales européennes. Dès ce moment, L'Oréal annonce son intention de concentrer toute la production en RFA. Seules les activités israéliennes d'Hélène Rubinstein resteront indépendantes, entre les mains d'un agent qui continuera d'assurer la fabrication des produits. Mais, faute de rentabilité, celui-ci jettera l'éponge en 1987. Dès lors, il ne sera plus qu'agent commercial.

Face aux menaces de boycottage, L'Oréal commence par feindre d'ignorer le problème et ne répond pas aux deux lettres envoyées par la Ligue arabe. « Pour nous, ce n'était pas une tragédie, nous réalisons seulement 1 % de notre chiffre d'affaires dans les pays arabes », explique un dirigeant de L'Oréal. En outre, le boycottage n'avait pas de raison d'être, puisque l'agent israélien n'avait ni lien financier ni lien juridique avec le groupe.

Cependant, M. Claude de Kamouf, ancien ambassadeur à l'ONU, chargé des problèmes

de boycottage auprès du gouvernement français, convainc les dirigeants de L'Oréal de prendre le problème au sérieux et il se rend à Damas pour leur compte. En novembre 1988, le dossier destiné à la Ligue arabe est prêt. Mais il doit être présenté en vingt-deux exemplaires, en anglais et en arabe, et être muni du poinçon de la Chambre de commerce franco-arabe, de l'ambassade de France à Damas et de quelques autres institutions. Du coup, le dossier n'est pas prêt pour la réunion de janvier 1989. Comme le bureau de boycottage de la Ligue arabe ne se réunit que deux fois par an, le cas de L'Oréal ne sera réglé, positivement, qu'en juillet 1989.

La démission de Jean Frydman était-elle nécessaire ? Assurément pas. Selon un responsable de L'Oréal, François Dalle a fait du zèle : dès janvier 1989, L'Oréal savait que la décision de la Ligue arabe lui serait favorable. Quel rôle Jacques Corréze eut-il joué dans l'affaire ? D'après Jean Frydman, il en était le véritable instigateur. Une chose est sûre, Jacques Corréze connaît bien la société Hélène Rubinstein. Il se targue même d'avoir bien connu sa fondatrice, et il entretient des relations privilégiées avec la plupart des filiales de cette société, ne tenant avec l'agent israélien auquel il e même rendu visite durant cette période. Son rôle n'est-il plus important ? Seule la publication des documents saisis au siège de L'Oréal permettra de l'établir. Mais les dirigeants de L'Oréal sont formels : « Jamais Jacques Corréze n'est intervenu dans l'affaire du boycottage. »

SPORTS

Such de

Les sportifs du monde entier ont suivi avec intérêt les événements sportifs qui se déroulent en Israël. Les athlètes israéliens ont obtenu de nombreux succès, notamment en judo et en karaté. Les sportifs arabes ont également obtenu de bons résultats, notamment en judo et en karaté. Les sportifs français ont également obtenu de bons résultats, notamment en judo et en karaté.

Les sportifs du monde entier ont suivi avec intérêt les événements sportifs qui se déroulent en Israël. Les athlètes israéliens ont obtenu de nombreux succès, notamment en judo et en karaté. Les sportifs arabes ont également obtenu de bons résultats, notamment en judo et en karaté. Les sportifs français ont également obtenu de bons résultats, notamment en judo et en karaté.

Les sportifs du monde entier ont suivi avec intérêt les événements sportifs qui se déroulent en Israël. Les athlètes israéliens ont obtenu de nombreux succès, notamment en judo et en karaté. Les sportifs arabes ont également obtenu de bons résultats, notamment en judo et en karaté. Les sportifs français ont également obtenu de bons résultats, notamment en judo et en karaté.

Les sportifs du monde entier ont suivi avec intérêt les événements sportifs qui se déroulent en Israël. Les athlètes israéliens ont obtenu de nombreux succès, notamment en judo et en karaté. Les sportifs arabes ont également obtenu de bons résultats, notamment en judo et en karaté. Les sportifs français ont également obtenu de bons résultats, notamment en judo et en karaté.

مكتبة الأمل

SPORTS

TENNIS : Les Internationaux de France à Roland-Garros



LIGNES

C'est pas d'jeu

Les décideurs qui monopolisent les loges de Roland-Garros ont rivaux à leurs privilèges. Artistes et champions, eux, remettent sans cesse leur titre en jeu et cèdent la place. C'est ce qui rend tellement plus attachants et fréquents les tournois.

Le match Courier-Edberg, mercredi 5 juin, illustre parfaitement comment se passent, en sport, les déformations. Premier joueur mondial, Edberg joue à la perfection. Il a des gestes à ravir tout professeur de tennis, est pliant à ras de terre quand il le faut, en extension si la situation l'exige. A la technique de premier de classe, il ajoute l'invention et la vaillance sans lesquelles aucun dépassement de soi n'est possible. On le jurerait irrattrapable. Seul l'âge, dirait-on, viendra à bout de sa domination...

Et voilà que surgit des profondeurs du tableau un challenger beaucoup moins au point, sur le papier, mais atypique, désarmant, de ces bousculeurs qui font dire aux champions mûnés, dans leur petto : « C'est pas d'jeu », ou, tels des amoureux trahis parant de leur rival : « Qu'est-ce que la chance leur trouve ? »

Chaque tournoi, c'est la gâche de la chose, voit monter une de ses étoiles seniors vaillantes, que le public, comme gendé de son inconstance, hésite à plébisciter, attendant de voir. En cet état de finales 1991, face à Edberg, l'Américain Jim Courier a rempli cette fonction tenue, il n'y a pas si longtemps, par Agassi.

L'homme n'est pas inconnu du circuit, on ne devient pas n° 7 sur des coups de veine, mais on ignore quel caractère se cache sous sa casquette à visière, ses bouclettes rouquines et son faciès plutôt buté. Ses gestes, à l'inverse de ceux d'Edberg, doivent faire hurler les pédagogues. Il ne prépare pas ses mouvements, il court gauchement. Il compense ces redevances par des cognements de base-ball. Il a le beau ne pas ahâner - leur silence, à Edberg et à lui, nous ramènait à l'époque smart des Moskoutzians - y a de la violence de bûcheron dans ses tours de poignets, et de l'imprévisible, de l'improbable, qui décourage le jeu de volée.

La barbarie contre l'académisme

Edberg a eu ses dépités, au deuxième set, de ces coups diaboliques masqués à force d'impréparation. Et puis non : Courier pratiquait un tennis tellement autre qu'il aurait fallu plus de quatre ou cinq sets pour le déjouer. Rien ne déconcentre comme l'étonnement devant ce que les philosophes et les historiens nous mentent un seul qualificatif, par opposition à une simple supériorité quantitative, de même nature.

C'est la barbarie à l'assaut de l'académisme. L'horlogerie Edberg grince. La service-volée perd de sa adroïté. Les doubles fautes succèdent aux aces. La suite, Shakespeare en perle mieux que quiconque. Cela s'appelle, pour les têtes de série comme pour les princes, la logique de la catastrophe.

Le public a la cruauté dans le sang. Sa sympathie, au fond, est à l'encair. Il trouve de l'humanité à un Edberg qu'il n'avait jamais vu déstabilisé à ce point. Ce combat terriblement nordique gagnés, par son revirement, une espèce de léninité d'honneur. Même le visage de Courier, que l'on croyait aussi impénétrable, à sa façon bien, que celui de Chang, était soudainement pétrifié par la concentration. Dès la balle de match, il s'écroule d'un sourire ingénu. Déjà, sa vie est offerte en pâture. Il aime le golf, la guitare, et les bananes. Il va n'être question que de Courier, au moins pendant quarante-huit heures. Quant à l'autre... Comment déjà ? Edberg, dites-vous ?

BERTRAND POIROIT-DELPECH

Stich dans le sillage de Becker

Pour la première fois dans l'histoire des Internationaux de France de tennis, les demi-finales du simple messieurs, programmées vendredi 7 juin au stade Roland-Garros, donneront lieu à des confrontations entre joueurs allemands et américains. Si le premier choc entre Boris Becker (n° 4) et André Agassi (n° 2) était attendu, le deuxième match opposera deux jeunes joueurs qui disputeront leur première demi-finale d'un tournoi du grand chelem. Jim Courier, formé comme André Agassi par l'entraîneur américain Nick Bollettieri, a éliminé, mercredi 5 juin, le Suédois Stefan Edberg (n° 1), tandis que Michael Stich, partenaire de Boris Becker en Coupe Davis, s'est imposé contre le modeste Argentin Franco Davin.

Des seize joueurs classés têtes de série des Internationaux de France, Michael Stich (n° 12) était assurément le plus inconnu. Cet ancien champion d'Allemagne juniors 1986 a dû attendre, l'an dernier, le tournoi de Memphis pour signer son premier et unique succès à ce jour sur le circuit professionnel.

Depuis le début de l'année, trois qualifications pour les finales des tournois d'Adelade (battu par Nicklas Kulti), de Sydney (battu par Guy Forget) et de Memphis (battu par Ivan Lendl), lui ont permis d'accéder au deuxième rang mondial à vingt-deux ans. Mais le plus dur pour ce jeune toulousain allemand qui aspire à une place au soleil est de sortir de l'ombre de Boris Becker.

« En Allemagne, les comparaisons avec Boris Becker sont inévitables, raconte-t-il. Depuis deux ans que je suis dans l'équipe de Coupe Davis, Boris m'a aidé à mieux rester concentré dans un match, mais il n'a jamais influencé mon jeu. » Aussi grand (1,92 mètre) que son aîné, Michael Stich est beaucoup plus longiligne (79 kilos contre 85) et joue moins en puissance.

Son meilleur atout n'en est pas moins le service, où il utilise sa taille et de gros effets pour mettre les receveurs en difficulté, particulièrement ceux de stature moyenne. Ainsi l'Argentin Franco Davin (1,73 mètre), son adversaire ce quart de finale, a coécédé quelques aces sur des deuxième balles.

Un champion de culturisme inculpé à Lyon

Les remèdes de cheval d'un « M. Muscle »

Champion du monde de culturisme en 1988 et devenu depuis « professionnel du body-building », Mohamed Benaziza, trente-deux ans, a été inculpé, le 29 mai, par M. Gilles Raguin, premier juge d'instruction à Lyon, d'infraction à la législation sur les substances vénéneuses et d'administration, utilisation, incitation à l'usage de substances pouvant modifier artificiellement les capacités (en application de la loi Barnuck) du 28 juin 1989).

LYON

de notre bureau régional

« Avec ce qu'on a découvert chez lui, on pourrait ouvrir une pharmacie », ironise un enquêteur. Mais « Momo » Benaziza n'a pas envie de rire. Il se fait un sang d'encre. Cette histoire de produits interdits qui vient de tomber sur ses (fort larges) épaules risque de l'empêcher de défendre ses chances lors du concours « M. Olympia 1991 », organisé ce septembre en Floride. Et celui que des Américains ont, parait-il, surnommé « the Giant killer » - mal nommé à petite taille qui s'écroule encore sous une exceptionnelle carrure et ses 52 cm de tour de biceps - espérait bien ajouter ce titre à son déjà long palmarès.

Pas plus qu'au tour précédent où il avait éliminé Fabrice Santoro (1,77 mètre) - dimoué il est vrai par un intoxicant alimentaire - le match contre Franco Davin n'a pas permis de déterminer le potentiel du joueur allemand sur terre battue. Du fait des forfaits dans son quart de tableau du Suédois Jonas Svensson et du Tchécoslovaque Ivan Lendl, Michael Stich se retrouve en demi-finale de Roland-Garros sans avoir eu à rencontrer un joueur classé dans les cinquante premiers mondiaux.

Fausse note

Franco Davin disputait il y a peu de temps encore les tournois de plage où longent les côtes françaises dans un minibus en compagnie de son copain Guillermo Perez-Roldan. Pour sa première apparition sur le Central de Roland-Garros, alors qu'il occupe désormais la cinquantième place mondiale, l'Argentin paraissait aussi dépaycé que paralysé. Repoussé le plus souvent loin derrière sa ligne de fond, il a rarement été en mesure de passer son adversaire, à l'envergure impressionnante au filet.

L'Allemand, qui n'a pas eu la moindre balle de break contre lui dans les deuxième et troisième sets, a pu se livrer à une révision générale de ses coups en vue des demi-finales. Un tournoi classique, complet, solide, avec peu de fautes, qui suscitait quelques applaudissements polis d'un public qui avait reporté ses espoirs d'assister à un match plus goliardisant sur Stefan Edberg et Jim Courier.

Pour Michael Stich, la seule fausse note de la journée a d'ailleurs été la qualification de Jim Courier, dont il redoute la puissance au fond de court. Cette année, les deux joueurs se sont partagés les victoires dans leurs deux rencontres alors que l'Allemand restait sur une belle victoire contre Stefan Edberg, obtenu il y a un mois sur la terre battue de Hambourg.

GERARD ALBOUY

Les résultats du mercredi 5 juin

SIMPLE MESSIEURS

(Quarts de finale)

Haut du tableau

COURIER (EU, n° 9) b. EDGERG (Sué, n° 1) 6-4, 3-6, 6-3, 6-4; STICH (All, n° 12) b. Davin (Arg) 6-4, 6-4, 6-4.

(En lettres capitales les noms des têtes de série.)

COMMUNICATION

Après un an d'enquête

Le Conseil de la concurrence va juger les pratiques commerciales de la publicité

Deux cent pages d'analyse, environ dix mille feuillets d'annexes ou de documents glanés au cours de plus d'un an d'investigation : la direction nationale des enquêtes de concurrence va remettre avant le 1^{er} juillet au Conseil de la concurrence un panorama complet du marché publicitaire français, demandé par ce dernier, qui s'était auto-saisi du dossier (Le Monde des 18-19 février 1990).

Le passage des limites du ministère des finances a déjà fait frissonner les entreprises du secteur, invitées à montrer leurs factures, expliquer leurs résultats, détailler leurs méthodes. Les enquêteurs ont épluché les emplacements des agences, des régies, des médias, et des entreprises d'achat d'espaces, pour reconstituer les pratiques d'un secteur qui brasse près de 70 milliards de francs chaque année. Jetant un regard sans complaisance sur ces pratiques, ils confrontent le rôle réel et le discours simplifié des intermédiaires de la publicité, centrales ou agences.

Trois cas théoriques peuvent se présenter, dans la chaîne de relations qui lie annonceurs, agences, centrales, régies et médias. Soit l'acheteur d'espaces publicitaires est commissionnaire du média (journal, télévision ou autre), qui le rémunère par un pourcentage sur les affaires apportées. Soit il est mandataire de l'annonceur. Il doit alors rendre compte à cet annonceur de toutes les conditions et des dépenses engagées, et les restituer de façon transparente. Dans les deux cas, la prestation de service de l'intermédiaire devrait être tarifiée et faire l'objet de barèmes. Enfin, certaines centrales d'achat se présentent comme négociant en gros de l'espace publicitaire, qu'elles revendent ensuite au

détail aux annonceurs. Mais, pour justifier ce titre, ces centrales devraient acheter réellement l'espace publicitaire avant de le revendre au détail, alors qu'elle se contentent le plus souvent de négocier des conditions tarifaires avec les médias.

Les pratiques publicitaires éprouvent donc quelque mal à respecter les normes commerciales. Le règlement de la concurrence prévoit par exemple (article 33) des barèmes écrits de remises quantitatives, qui doivent être appliqués sans discrimination (article 36). Si tel était le cas dans l'achat d'espaces, l'opacité qui prévaut actuellement n'aurait plus cours.

Confusion des genres

Au-delà de ces entorses ponctuelles, l'enquête risque de mettre en lumière la confusion des genres pratiquée à grande échelle, instituée par l'habitude et « stabilisée » par des fictions juridiques. Ainsi, telle centrale qui se comporte à l'évidence comme un acheteur d'espaces en gros n'hésite pas à délivrer aux régies qui les demandent des contrats de mandataire. Le rapport ne se contente pas de relier les fragments d'un discours ambigu qui permettent à un même groupe de réponses à géométrie variable, selon qu'il agit comme régie publicitaire, comme agence ou comme centrale. Il examine aussi les possibles ententes ou abus de position dominante réprimés par les articles 7 et 8 du code de la concurrence.

Autant dire que ce document agit depuis longtemps le microcosme publicitaire, et qu'avant même sa rédaction, il a déjà eu des conséquences : les entreprises

du secteur ont créé ou renforcé leurs services juridiques... Cette précaution est nouvelle. Il y a quatre ans, un précédent avis du Conseil de la concurrence (le Monde du 24 décembre 1987), déjà fort élogieux, n'avait eu aucune traduction concrète : le ministère des finances n'avait pas donné suite. Depuis, la concentration des entreprises du secteur s'est poursuivie de plus belle. Mais, cette fois, le Conseil s'est auto-saisi et peut agir directement.

Lors de leur travail actuel, les enquêteurs n'ont pas transmis à la justice d'infractions pénales caractérisées avec procès-verbal. Mais la clôture de l'enquête administrative ne préjuge nullement des suites de la procédure en matière économique. L'un des deux rapporteurs désignés par le Conseil de la concurrence, M. Jean-Pierre Lehman, consigne déjà bien le secteur. C'est lui qui a instruit l'avis - négatif, mais pas complètement suivi par le gouvernement - donné par le Conseil lors du projet de fusion des activités d'achat d'espaces entre deux « poids lourds » de la publicité, les groupes Carat et Eurocom (Le Monde du 6 septembre 1990). Les deux rapporteurs, MM. Lehman et Louette, devront maintenant vérifier ou compléter le travail accompli. Il peuvent ensuite modifier des griefs aux parties concernées, qui ont alors accès au dossier pour se justifier par écrit, avant la rédaction définitive du rapport. Une procédure contradictoire est enfin prévue avant que le Conseil ne rende son verdict. L'état, période de vaches maigres publicitaires, sera peut-être studieux entre l'Etiole, Neully et les-lyens-Moulineaux, dans le triangle d'or parisien de la publicité.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

RMC cherche à s'allier à un groupe de communication

Radio-Monte-Carlo (RMC) poursuit sa politique de réduction des coûts. Après une longue phase de restructuration et 58 suppressions d'emplois (sur 525), le groupe de communication franco-montégasque envisage cette année une trentaine de nouveaux départs ou préretraites (Le Monde du 28 mars). Ce plan drastique s'accompagne de grandes manœuvres préparant le développement ultérieur de la société en Europe du Sud. En Italie et en Espagne, principalement. « Je ne crois pas qu'il faille exclure une politique d'alliance entre RMC et un groupe de médias », a déclaré récemment le directeur général, M. Jean-Noël Tassez, dans un entretien à l'Express. Nous avons d'ailleurs déjà l'expérience de ce type de relations avec des opérateurs privés ou travers de Nostalgia, que nous contrôlons à 51 %.

Convenu qu'un groupe de communication doit aujourd'hui être une « île critique », RMC souhaite nouer des liens - capitalistiques, publicitaires ou encore par le biais de filiales communes - avec des sociétés capables de l'aider à sortir de la situation figée où l'a placée l'échec de sa privatisation en 1987. Bouygues (TF1), la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT-RTL), Haebette-Europe 1 et Havas, notamment, sont sur les rangs.

Le Crédit lyonnais et la MGM. Le Crédit lyonnais, mis en cause depuis quelques semaines à propos de crédits accordés à M. Giancarlo Parretti pour la prise de contrôle du studio hollywoodien MGM, organise sa défense. Qualifiant de « fous-furieux » les estimations de la presse internationale sur le montant des créances du Crédit lyonnais, M. Jean-Yves Hsberer, président de la banque nationalisée, affirme dans un entretien à l'Expansion être « garanti par la valeur de la Metro Goldwyn Mayer, qui dispose d'un énorme fonds de commerce ». Commentant l'éviction de l'homme d'affaires italien, le président du Crédit lyonnais ajoute : « Il y avait un équilibre à trouver entre la qualité du management qui ne nous satisfaisait pas et l'ampleur du risque ». Par ailleurs, la Bourse d'Amsterdam vient de se déclarer satisfaite des explications données, à sa demande, par la filiale de Rotterdam du Crédit lyonnais sur les lignes de crédit accordées à MGM.

ROBERT BELLERET

Havas menace de rompre ses alliances avec la CLT et Carat

Daos un entente accordé à l'Express, le patron de Havas menace de rompre ses liens avec la CLT (Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion) et avec le groupe Carat. M. Pierre Dauzier constate que le principal actionnaire de la CLT, M. Albert Frère (groupe Bruxelles Lambert), « n'est pas satisfait de ses relations avec Havas. Il en profite pour remettre en question notre influence au sein de la CLT ». Son groupe vient ainsi d'annoncer notre contrat de régisseur (Le Monde du 27 avril).

Attendant la procédure d'arbitrage, M. Dauzier exclut toute diminution de la part d'Havas dans la CLT. Mais il menace, si la bataille d'actionnaires s'ternisse, d'adopter une « stratégie de rechange » dans l'audiovisuel : « le développement audiovisuel du groupe Havas peut se faire, dès demain, sans la CLT ».

Du côté des centrales d'achat d'espaces publicitaires, dont il défend la vocation, M. Dauzier avoue néanmoins le partenaire de sa filiale Eurocom, le groupe Carat, qu'en cas de changement de cap, Eurocom réexaminerait « attentivement ses rapports avec la centrale de Gilbert Grosz ».

Enfin, M. Dauzier indique que la presse quotidienne régionale est le seul secteur où son groupe envisage d'investir en France, notamment pour « s'opposer à l'emprise qu'exercent un certain nombre de groupes sur ce marché (...). Je pense en particulier au groupe Hiersant ».

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte Bleue. Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun souscrit à payer pour que vous soyez déjà abonné à l'abonnement vacances. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voir normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	185 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	550 F	52
3 mois	460 F	790 F	78

TARIF PAR AVION. NOUS CONTACTER AU 111 49-60-32-90
« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine
Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____ du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES : NOM _____ PRÉNOM _____ N° _____ RUE _____ CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE ☐ N° CB _____

Expire à fin _____ Signature _____

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

111 MON 04

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

CULTURE

CINÉMA

Les mélos de la « Vipère »

Sous le titre « Une star cherche son destin » Ciné-Classic offre huit films rares de Bette Davis

Une rétrospective Bette Davis débute, à Paris, au Récine Odéon (8^e) et au Troie Belzac (8^e), avec *Jezabel*.

En 1935, Bette Davis, âgée de vingt-sept ans, avait tourné presque autant de films qu'elle comptait d'années sans parvenir à s'imposer, malgré l'Oscar décroché pour son rôle dans *L'Intruse*, d'Alfred E. Green. La Warner Bros, qui l'avait sous contrat depuis trois ans, s'obstinait à lui donner des personnages qui ne lui plaisaient pas. Elle avait des yeux bleus à fleur de tête, un front trop bombé sous la chevelure blonde platine. Bref, elle n'était pas belle au sens hollywoodien. Et petite, avec cela. Elle se jura de devenir une grande.

Kid Galahad (*Le Dernier Combat*, 1937) donne une idée précise de l'image qu'en lui imposait Michael Curtiz à beau être aux commandes de la mise en scène, dans cette histoire de gangsters de la boxe. Bette Davis est surtout le faire-valoir de ses partenaires masculins, Edward G. Robinson et Humphrey Bogart. À cette époque, comme elle ne manque pas de toupet, elle déclare qu'elle quitte la firme, si on ne lui propose pas de meilleurs rôles. Jack Warner lui fait un procès. Elle le perd.

Mais sa résistance lui a valu la considération du patron. Elle reste à la Warner. David O. Selznick prépare le film *Autant en emporte le vent* et Bette Davis, soutenue par l'opinion publique, se « voit » en Scarlett O'Hara. Jack Warner veut bien la « prêter » à Selznick, à condition qu'Errol Flynn soit engagé pour être Rhett Butler. Pas question. La Bette perd le rôle de sa vie, mais comme les choses traînent en longueur, elle réussit à tourner, en 1938, un film « suicide » sous la direction de William Wyler.

C'est *Jezabel* (*L'Intruse*) où elle est, coquette, autoritaire, capricieuse et, finalement « rachetée », une sorte de Scarlett de la Louisiane, amoureuse de Henry Fonda, qui en a



Bette Davis et Miriam Hopkins dans « L'impossible amour » de Vincent Sherman

épousé une autre. Surprenant film en noir et blanc où le style psychologique de Wyler se feutre de romantisme, de passion, de lyrisme. Bette Davis remporte un Oscar d'interprétation. À partir de ce moment, elle est non seulement l'une des grandes vedettes féminines de la Warner, mais une star suscitant pas mal de jalousies. Une « laide » arrivée jusqu'ici, c'est un défi.

Actrice de composition, elle entre, en 1939, dans l'ère des mélodrames sentimentaux — qui forment l'essentiel de cette rétrospective. *Dark Victory* (*Victoire sur la nuit*), d'Edmund Goulding, en fait une

insupportable héritière de Long-Island, à laquelle on découvre une tumeur au cerveau. Opérée avec succès, elle va épouser le chirurgien qui l'a sauvée. Elle ne sait pas que c'est une rémission. Le chirurgien, c'est George Brent, et Bogart tient le second rôle, celui d'un entraîneur de chevaux, ami et conseiller de la jeune femme, qui vivra son bonheur jusqu'à l'instant fatal. Scène d'une sobriété bouleversante où Bette Davis tire les larmes aux spectateurs. Tout de suite après, elle interprète, dans *Juarez*, de William Dieterle, la malheureuse Charlotte de Belgique, épouse de Maximilien de Habsbourg (Brian Aherne) placée

par Napoléon III sur le trône impérial du Mexique, renversé et fusillé. Dans ce film progressiste où notre Second Empire n'est pas flatté, Paul Muni est le démocrate président mexicain, Benito Juarez.

Des œuvres à redécouvrir

Elle enchaine sur un autre film avec Edmund Goulding, *The Old Maid* (*La Vieille fille*), chef-d'œuvre du mélo à costumes. Elle s'appelle encore Charlotte. Elle appartient à la bonne société de Philadelphie. Elle aime le fiancé repoussé de sa cousine Déla et se donne à lui au moment où il part pour la guerre de Sécession. Il y meurt. Charlotte, enceinte, accouche d'une petite fille qu'elle élève en secret. Mais Déla (Miriam Hopkins) perçoit le secret et, jalouse, s'empare de la fillette, qui grandit en détestant la trop sévère « tante Charlotte ». Amour brisé, sentiment maternel étouffé. Des années 1860 aux années 1890, Bette Davis se transforme en vieille fille au sein douloureux, se grandit par le sacrifice.

La trentaine juste passée, Bette Davis est au sommet d'une carrière dramatique dans laquelle on accordera surtout de l'importance aux films avec William Wyler : *Le Livre et la Vipère*. Alors que les mélos...

Now Voyager (*Une femme cherche son destin*, 1942), d'Irving Rapper, passe inaperçu en France après la guerre et devient, plus tard, un film culte. C'est, d'après un roman d'Olive Higgins Prouty, auteur de *Stella Dallas*, l'histoire de la fille mal aimée d'une riche veuve de Boston. Elle est grosse, mal habillée, enlaidie par la tristesse. Elle porte des lunettes. Un psychiatre lui redonne confiance en elle. Elle se transforme, moralement et physiquement. Et, au cours d'une croisière, elle rencontre un homme marié. Coup de foudre. Mais il ne pourra jamais divorcer. Il se passe encore bien des choses romanesques, jusqu'à la phase finale que tous les cinéastes connaissent par cœur : « Ne demandons pas la lune alors que nous avons les étoiles. » Robert Mulligan, trente ans plus tard, place cette scène dans son film *Un été 42*.

Pour Bette Davis, il y avait Edmund Goulding, Irving Rapper et Vincent Sherman, excellents réalisateurs de genre chez Warner. De Sherman, voici *Old Acquaintance*, (*L'impossible amour*, 1943). Bette et Miriam Hopkins, amies d'enfance, se retrouvent après bien des années. Leurs vies ont été différentes. Miriam Hopkins interprète une chipie vaniteuse, distillant du fiel sous ses sourires et dont le mari (John Loder) s'prend de Bette Davis, qui ne veut pas être infidèle à l'amitié. Voilà bien des œuvres à redécouvrir. On regretterait que Mr. Skeffington (*Femme aimée est toujours folle*) de Vincent Sherman (1944) ne figure pas ici, si l'on n'y trouvait la dernière comédie de Frank Capra, *Pocketful of Miracles* (*Mille milliards pour un jour*), tournée en 1961, conte de fées moderne, où Bette Davis, devenue pour de bon monstre sacré, passe de l'état de docteur vendant des pommes dans la rue à celui d'éblouissante vieille dame riche.

JACQUES SIGUIER

Distribution Ciné-Classic. Tél. : 43-34-75-74.

Bouillie pianistique

Une reconstitution plus hystérique qu'historique du couple Chopin-Sand et de son brillant entourage

LA NOTE BLEUE
d'Andrzej Zulawski

Les affres de la création d'un artiste polonais installé en France, un tourbillon de personnalités culturelles et de jolies femmes : on voit bien ce qui a pu attirer Zulawski. Mais s'il possède plus de santé que son compatriote musicien, le réalisateur de *L'Amour braque* montre un autre point commun avec Chopin : « La campagne rend Frédéric hystérique », annonce Marie-France Pisier, dont le générique nous a appris qu'elle interprète George Sand. Il n'y a pas que lui.

Ce n'est pas un dimanche à la campagne de la bonne société cultivée, c'est une visite au pavillon des aliénés que propose Andrzej Zulawski. Chopin toussote et Sand balète, les comparses supposés figurer Delacroix, Pauline Viardot, Dumas fils et quelques autres notables confinent sur tous les modes le verbe « se vautrer ». Dans la nourriture, le gazon, les jupons, dans l'abjection ou l'infantilisme. Aux rondeurs offertes de Solange Sand/Sophie Marceau, Chopin préfère la régurgitation de quelques décilitres d'hémoglobine sur le clavier de son Pleyel. Ensuite, il parle un peu de religion, entre deux suées. Pour mettre de l'animation, un rat mord quelqu'un.

La Note bleue ressemble à un tableau peint par un Arcimboldo ivre, qui emplirait tout et n'im-

porte qu'un, en espérant qu'en visage finira par naître de ce capharnaüm de dentelles tressées, de victuailles répandues, de divinités multicolores batifolant dans les arbres (le Berry-terre des esprits surmaturels), de fantômes épluchant les patates. Zulawski n'est, bien sûr, ni un ignorant ni un inconscient, et son film est parsemé de notations historiques exactes, parfois peu connues. De même se ménage-t-il un gage d'authenticité en faisant interpréter Chopin par un véritable pianiste vraiment polonais, Jansz Oleniczak, qui joue « en direct » (*lire l'encadré*). Mais on ne l'entend qu'à peine dans le tumulte sonore et visuel, tout comme les indices d'époque sont broyés par la caméra-monitrice du metteur en scène, plus fasciné par son propre génie que par ses personnages (1).

La « note bleue » désigne, selon les dialogues, l'ultime son d'un morceau : elle mettra cent trente-deux longues minutes à se faire entendre. La véritable « note bleue », surnom donné aux moments de grâce qui illuminent les improvisations de Chopin, on ne l'entendra jamais.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Même s'il était aussi inutile que de pleurer d'entendre un effet contre la Note bleue, comme ont cru devoir le faire M^{rs} Smetana-Duchamp-Sand et l'Association pour la fondation-académie George-Sand, le réalisateur a imposé une mention au générique de fin précisant que le film n'était pas un document historique.

Moi, Chopin

Si Liszt, qui n'était pas manchot, a déjà été incarné à l'écran par Sviatoslav Richter, si l'on murmure que Cziffra a tourné dans un film hongrois inaccessibles, si des pianistes comme Claudio Arrau et George Bolet lui ont prêté ses mains, c'est la première fois, à notre connaissance, qu'un pianiste prête ses traits et ses mains à Frédéric Chopin.

Janusz Olejniczak a osé. Il est pianiste, polonais, lauréat du Concours Chopin de Varsovie. Ressemble-t-il à Chopin ? Peu importe. Joue-t-il comme Chopin ? Olejniczak est un bon interprète de Chopin, ainsi qu'on l'apprécie fugitivement dans la Note bleue et pleinement dans la bande originale du film (1). Sur un Pleyel d'époque, aux sonorités chantantes, aux basses légères, aux aigus qui tintent comme de la porcelaine chinoise, il se recrée une atmosphère intime, d'une violence assez incroyable parfois (*Étude révolutionnaire*), d'un lyrisme, d'une vocalité rêveuse émue (*Marche*) du Second Concerto, avec l'Ensemble Musicales de Christophe Colin.

Mais ce jeune pianiste n'évoque pas davantage que ses confrères l'émotion du jeu de Chopin sur ses auditeurs. Le compositeur endormait la conscience d'auditeurs triés sur le volet, avec lesquels il communiquait d'âme à âme : le contraire de Liszt, dont les interprétations étaient pensées

en terme d'exhibition de masse et dont les exploits techniques techniques (par la plus visible de son art) ont été égalés par une légion de prestidigitateurs.

L'esprit de Chopin ne souffle fugitivement que sur quelques enregistrements de Vladimir Horowitz (CBS), d'Igor Stravinsky (Pearl), de Nelson Fraire (Telefunken), de Cortot (EMI), de Rubinstein (RCA), de Joseph Hoffman (Dante), de Perlemuter (Nimbus), de Reoul Kozalski (Pearl), de Vladimir Sofronitski (Melodya) et sur tous les enregistrements publics de Guiomar Novak (1895-1879), qui pourrait bien être la seule pianiste digne d'être comparée à ce que l'on devine du jeu de Chopin, à travers les témoignages de ses contemporains. Hélas ! ni RCA ni CBS n'ont songé à exhumier les 78-tours de cette Brésilienne, formée à Paris (qui eut, pendant cinquante ans, l'Amérique à ses pieds et dont la carrière fut lancée par une lettre extasiée de Debussy), ou à publier les bandes de ses concerts publics (2).

ALAIN LOMPECH

(1) 1 CD Opus 111. Distribué par Média 7. Il est curieux de constater que les polonaises et les mazurkas qu'il a enregistrées sur Steinway pour le même éditeur témoignent d'un curieux laisser-aller.

(2) Après la guerre, elle a aussi beaucoup enregistré pour VPO, un éditeur dont elle a fait la fortune. Depuis, il l'a oubliée. Une réédition des valses et des mazurkas serait bienvenue.

On a colloque sur les festivals de cinéma. — Les festivals de cinéma jouent aujourd'hui le rôle jadis dévolu aux ciné-clubs : lieux de découverte de cinématographies et d'entres mal connus, de recherches historiques ou thématiques, de rencontres et de débats entre professionnels et cinéastes. Ils font aussi partie de la politique de très nombreuses villes et de

nombreuses entreprises intéressées par le médium. Le colloque « Un festival ? pour qui ? pourquoi ? comment ? » se propose d'étudier à la fois les modalités pratiques et les finalités artistiques et commerciales de ces manifestations qui ne cessent de se multiplier à travers la France et le monde.

Les 7 et 8 juin, au Palais de Tokyo. Tél. : 30-42-22-57.

HENRI DÈS
NOUVEAU SPECTACLE À
L'OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX
du 18 décembre au 5 janvier
LOCATION 47 42 25 49
Nouvel album septembre 91
"Les Betises" distribution MUSIDISC
JERZEES

L'ART AGRESSE

Disparités scandaleuses
des taux de T.V.A. en Europe

FRANCE	18,6%
(Décision unilatérale du Ministère des Finances)	
ALLEMAGNE	7%
BELGIQUE	6%
PAYS BAS	6%
SUISSE (tcha)	6%

Où ira le marché ?
Où iront les
créateurs et
leurs œuvres ?

COMITÉ
DES
GALERIES
D'ART

مكتبة الفن

Don Juan chez Al

Un contemplatif

DICTIONNAIRE
DU THEATRE

Bordeaux

CULTURE

MUSIQUES

Don Juan chez Al Capone

Mozart, mis en scène par Richard Foreman, c'est d'abord du cinéma

DON GIOVANNI à l'Opéra de Lille

Foreman a horreur du vide. Il ne fallait pas attendre du New-Yorkais volubile et électrique, fondateur d'un théâtre qualifié d'«anthologique et hystérique», qu'il calme le jeu pour *Don Giovanni*. La production que l'on peut voir actuellement à Lille est donc du Foreman énervé, du Foreman péremptoire, qui se soucie comme d'une guigne d'étouffer Mozart sous des vieilles ficelles, sous des obsessions personnelles. On peut penser que cet égotisme est l'apanage du metteur en scène au même son devoir. On ne peut pas ne pas remarquer que Mozart a besoin d'air.

Se seront succédé, au gré du bicentenaire mozartien, le *Don Giovanni* vampirique de Ronconi à Bologne, l'éternel Espagnol de Jacques Rosner à Toulouse, le voyou dégingandé de Louis Erle à Nice, le rocker flamboyant de Matthias Langhoff à Genève. Vain le fauve polyvalent invité chez Al Capone. Revêtu de la veste d'intérieur en soie carmin des mafiosos. Parrain rétro,

embarrassé en la personne de Leporello du «bon oï» gesticulant et empressé d'*Hallelujah*.

Donna Anna est une veuve de cinéma muet, larmoyante sous un monumental chapeau. Elvire est passée par l'Hollywood des années 50, blanche colombe aux seins barrés d'une croix. Le brave Ottavio, en son uniforme, pourrait être l'ancien au Bengale. Quant à Zerline et Masetto, ils courent en tous sens, mais sur une autre cauche de ce spectacle mille-feuille : celle de la comédie musicale façon *Catman Club*, robe à perles charleston et veston croisé.

Couche à laquelle n'appartient pas tout à fait une escouade de figurants, diaboliques moustés sur ressorts, voyeurs insupportables, visiblement préposés à moucher les «creux» de l'action. Quand apparaît un Commandeur ressemblant vaguement à Garibaldi ou à Victor-Emmanuel, le rôles, franchement, vous tombe des mains.

On comprend que les chanteurs aient du mal à assurer leur emploi vocal sous ces défrayures de cinéma. Jean-Claude Casadesu — formidable de sang-froid — et son Orchestre national de Lille, violoncelles et bassons épatants, — ont plusieurs fois sauvé la situation et

imposé de bout en bout une certaine finesse de style.

Mais l'Ottavio presque idéal de Donald Kaasch (un retrouvera cet Américain dans *Wozzeck* au Châtelet) ne pouvait racheter l'extrême vulnérabilité technique du *Don Giovanni* de Boris Martinovic dans les réitratifs et au second acte (il lui arriva même d'oublier de chanter), ni le Leporello caricatural de Mark Doss, ni l'attribution discutable des rôles de Donna Anna et d'Elvire à Mary Sbecker et à Frances Ginsberg, deux voix finalement sans intérêt dramatique.

On a entendu Anne-Sophie Schmidt dans la Barberine des *Nozze* à la Bastille : sa Zerline a fait des progrès inespérés. Masetto (André Cognet) était Lessau dans la *Manon* d'Aubert à l'Opéra-Comique. La voix reste agréable. Mais, la dixième fois où ce jeune homme jait des coulisses comme d'un revolver à bouchon, on craque.

ANNE REY

Prochaines représentations : la jeudi 6 et le samedi 8, à 20 h 30. Tél. : (16) 20-30-81-00.

Le son du «Faust» de Bercy

Reconstituer un opéra français du dix-neuvième siècle avec une totale vraisemblance acoustique, cela pour un auditoire de 12 000 personnes et dans une salle conçue pour de grandes compétitions sportives : c'est la performance que nous relevons (le Monde du 28 mai) à propos du *Faust* de Gounod, dont les représentations se poursuivent jusqu'au 7 juin à Bercy.

Cette performance — celle des micros et de l'amplification — est à mettre au crédit d'un ingénieur du son de la radio, Philippe Pélissier. Ce musicien metteur en ondes supervise en particulier (comme le ferait un producteur de variétés) les prises de son de l'Orchestre national. C'est lui que l'on voit actuellement à l'extrémité de la travée centrale de Bercy, guidant le mixage en direct de deux acolytes, face à la partition.

Avant leur intervention, le son était à Bercy celui d'une installation de plein air ou d'une chambre anecoïde géante : détimbré, petit, sans couleurs, sans réverbération. Ce fut le son d'*Aïda*, premier opéra représenté au Palais des sports, expérience que l'on crut sans lendemain.

Plus tard, pour *Turandot*, des haut-parleurs avaient été installés dans le plafond pour tenter de recréer une atmosphère de concert. Mais l'amélioration,

modeste, restait top secret : pas de son à Bercy...

Nabucco fut le premier spectacle à bénéficier des merveilles techniques dant l'auditoire de *Faust* apprécie les derniers perfectionnements. On fixe dans les cheveux des solistes des micros de 3 mm de diamètre, reliés par un fil invisible à un émetteur-boîtier porté à la ceinture. Ces micros ont une courbe de réponse irréprochable, un respect jaloux des timbres. Un technicien anglais vient tout exprès surveiller leur installation et la bonne implantation de leurs récepteurs.

Une récréation artificielle

La prise de chaque micro soliste (dans *Faust*, il y en a six) est en effet réalisée par un récepteur aérien individualisé, équipé d'un compresseur intégré : un système de balance programmé (le système *diversity*) trie automatiquement la meilleure des deux prises stéréo, celle qui a le plus d'intensité.

Les charlatans ne sont pas oubliés : dix micros de même sorte sont répartis parmi leurs rangs. Quatre capteurs supplémentaires, installés sur la rampe, achèvent de rattraper le son. L'orchestre, lui, est traité par

58 micros — un par pupitre — raccordés à une table de mixage autonome (confiée à Eric Alvergnat). Car si les timbres orchestraux restent stables et n'ont guère baissé, seul acidant, d'être mixés en direct, les voix des solistes et des charlatans subissent en revanche des déplacements continus : un mixeur attitré (Claude Jaquet) assure leur «suivi» réaliste dans l'espace quadruphonique de la sonorisation, leur garantit une émission stable quelle que soit leur position, court-circuite les interférences, veille à couper le contact à la fin des airs pour éviter les souffles et les bruits de plateau.

Entendre sans parasites ce qui se passe sur une scène d'opéra, exactement où ça se passe, n'est pas l'on soit assis, et dans une salle de 12 000 places : cela peut paraître évident quand on est habitué aux acoustiques naturelles (bancs ou mezzaines) des grandes salles actuelles (4 000 places maximum). Mais la performance laisse rêveur quand on mesure qu'il s'agit d'une récréation entièrement artificielle.

A. R.

ARTS

Un contemplatif

Hors mode, et presque hors temps, Henri Hayden peignait, dans les années 60, des paysages puissants

HENRI HAYDEN à la galerie Marwan Hoss

Histoire ordinaire du début de ce siècle : un peintre venu de Pologne s'installe à Paris en 1907 et côtoie un moment les grands hommes de l'époque, fondateurs et explorateurs du cubisme. Pendant la guerre, il se lie avec Gris et Lipchitz et c'est pas loin d'être à la mode. Histoire singulière, ensuite : ce même peintre, Hayden, quand sa position semble établie, délibérément, par crainte de tomber dans la commodité d'un style, la gâche et change sa manière. Il se détache du modernisme post-cubiste et se convertit à l'étude d'après nature, pratique déjà presque anachronique aux yeux des avant-gardistes, ses contemporains. Léonce Rosenberg, son marchand, refuse de le défendre plus longtemps. Commence ce que les biographes dénomment discrètement une «période creuse», qui a duré quelques décennies.

Comme il se doit, Hayden n'a pu reconquérir de son vivant la faveur publique qu'il avait si imprudemment négligée. Dans les années 50 et 60 encore, en dépit de l'amitié déclarée de Bocklès et de quelques expositions — plusieurs à Londres en particulier —, son œuvre ne suscite guère de passion. Il n'en poursuit pas moins son travail et, le plus souvent qu'il peut, s'en va sur le motif près de La Ferté-sous-Jouarre.

Ce sont pour l'essentiel des buies et des gouaches de cette période qu'a réunies Marwan

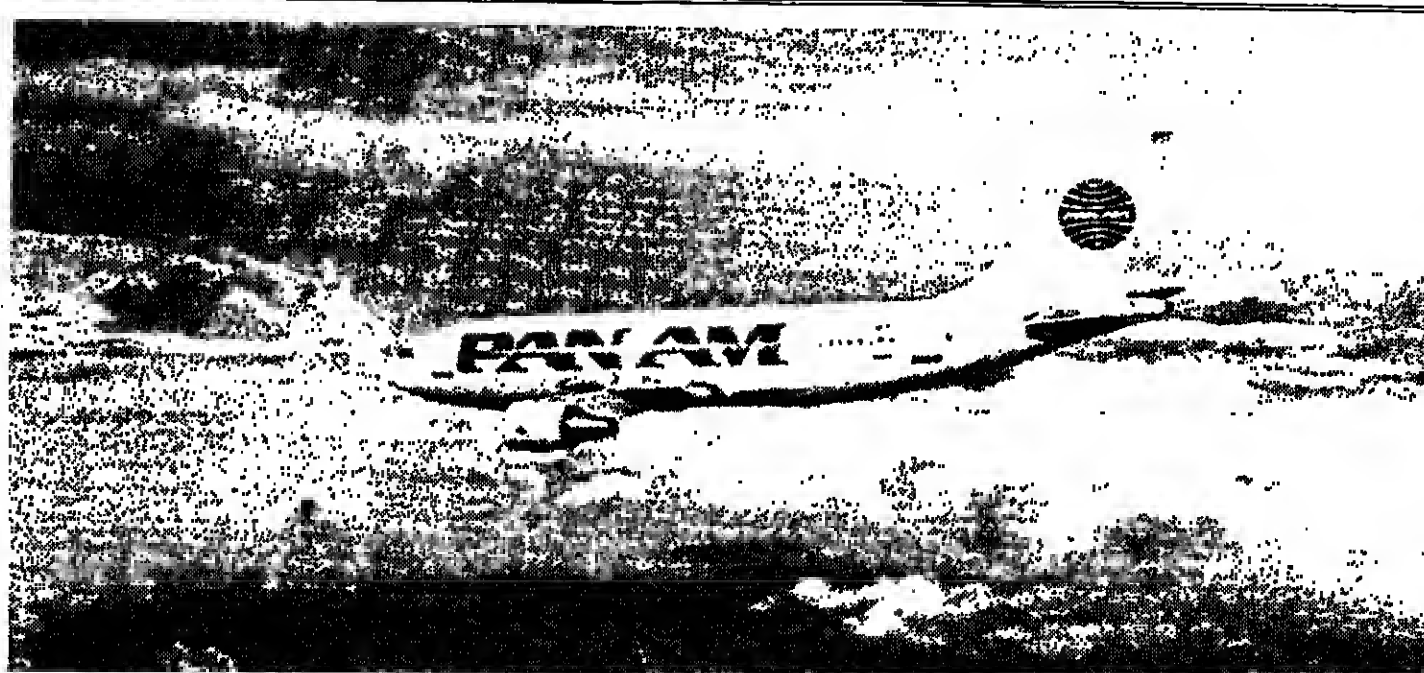
Hoss, toutes fortement construites par bandes de couleurs et formes compactes. Bico plus qu'au cubisme, dont il s'est détaché progressivement, plus même qu'à Cézanne, qui fut son saint patron, ces compositions font songer à Gauguin, qui avait été le premier maître de Hayden à son arrivée en France.

En 1908 et 1909, il villégiaturait à Poot-Aven, et en Poulidu en 1912. Il composait alors par rubans de nuances chromatiques on peu grises séparés par des contours courbes. Un demi-siècle plus tard, étrangement fidèle à ses débuts, il compose par aplats juxtaposés de formes synthétiques et ramassées. Les champs se réduisent à des polygones aux angles arrondis, une vache à un ovale, la rivière à une sinuosité régulière. Tout cela tient grâce à la couleur, passée par touches épaisses et disposée en assombrissements assurés, des bleus anémiques avec des rouges indiens éteints, des verts glissant en noir avec des jaunes ocre.

Comme la matière picturale est dense et luisante, les harmonies très adroitement calculées, Hayden atteint une belle majesté silencieuse. Il arrive que l'on songe à Bonnard, mais à un Bonnard plus sobre et tendreux, tant est forte la puissance de séduction de ces paysages hors du temps.

PHILIPPE DAGEN

Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, 75001 Paris. Tél. : 42-98-37-86. Jusqu'au 20 juillet.



Numéro un sur l'Atlantique.

Un plus grand nombre de vols directs d'Europe vers les Etats-Unis qu'aucune autre compagnie aérienne au monde.

En effet, aucune autre compagnie aérienne ne décolle d'autant de villes européennes vers les Etats-Unis que PAN AM, et n'offre de meilleures correspondances vers le monde. Il faut s'appeler PAN AM pour voler vers 6 plaques tournantes américaines à partir de 125 destinations réparties dans 51 pays.

En Europe, PAN AM continue sa croissance. Cet été et pour la première fois dans son histoire, PAN AM multiplie ses vols directs au départ de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe de l'Est vers les Etats-Unis. Ce sont les nouveaux vols directs de Hambourg, Oslo, Amsterdam, Zagreb, Lisbonne et Barcelone à destination de New-York J.F. Kennedy.

19 vols directs chaque semaine de France vers les Amériques.

Dix-neuf occasions d'arriver vite aux Etats-Unis.

De New-York et Miami - nos deux plus grandes portes d'entrées américaines - PAN AM offre un formidable dispositif de

19 vols directs chaque semaine de France vers les Etats-Unis.

Départs	Arrivées
Paris 13h10 quotidien	J.F.K. New-York 15h15
11h00 Lu-Me-Ve-Sa-Di	13h20
Paris 12h05 Ve-Sa-Di	Miami 15h40
Nice 13h15 Lu-Ma-Je-Sa	J.F.K. New-York 15h10

* Fréquence accrue à partir du 16 Juin.

correspondances vers plus de 40 grandes villes américaines et 35 destinations vers les Caraïbes et l'Amérique Latine.

First Class et Clipper Class* : un service de grande classe.

Avec la Clipper Class de PAN AM, une seule chose fait défaut : le siège du milieu.

Non, vous ne serez jamais «coincé» au milieu. Oui, vous bénéficierez toujours d'un siège côté hublot ou côté couloir. Et mieux encore, en First Class, vous découvrirez l'extrême confort, le pur luxe des fauteuils Sleepette, des sièges absolument uniques en leur genre.

Sur réservation, PAN AM met à la disposition de ses passagers First ou Clipper Class munis d'un billet plein tarif un service d'exception : une limousine avec chauffeur, sans frais, pour les conduire à l'aéroport ou les en ramener, et ce dans un rayon de 35 km.

Ce service est valable pour les villes suivantes : Paris, Nice, New-York, Washington DC, Miami, Los Angeles et San Francisco.

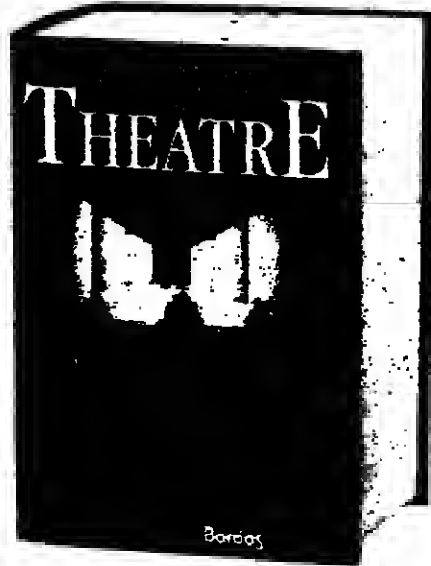
A New-York, la limousine peut être remplacée par l'hélicoptère pour vous rendre au cœur de Manhattan ou en repartir.

Comme vous pouvez le constater, PAN AM offre des correspondances uniques et des services d'une qualité extrême : exactement ce qu'il est convenu d'attendre de la compagnie aérienne numéro un sur l'Atlantique.

Pour de plus amples informations, contactez PAN AM au 42 66 45 45 ou votre agent de voyage.

PAN AM
Mieux que Jamais

LE PREMIER DICTIONNAIRE ENCYCLOPEDIQUE DU THEATRE



Le Théâtre sous tous ses aspects, et tous les artisans de la fabrique théâtrale.

1024 pages

480 F

Bordas

SPECTACLES

JEUDI 6 JUIN

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et dim. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

ANDRÉ BRETON

Grande galerie - 5^e étage. Jusqu'au 26 août.

FEUILLES. Atelier des enfants. Jusqu'au 2 novembre. FRANK O. GEHRY. Projets en Europe. Galerie de dessins d'architecture. Jusqu'au 10 juin.

MOUVEMENT X 2. Galeries contemporaines. Jusqu'au 16 juin.

LE MYTHIE. EUGÈNE SMITH. Bibliothèque publique d'information. Jusqu'au 17 juin.

NOUVEL ACCROCHAGE DES COLLECTIONS D'ART CONTEMPORAIN. Musée - 3^e et 4^e étages. Jusqu'au 1^{er} septembre.

OBSERVATOIRE. Centre d'information Cci. Jusqu'au 23 juin.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France (40-49-48-14). Ven. et sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

AFRICAINE. Exposition d'œuvres d'art africain. Jusqu'au 7 juillet.

DESSEINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 juillet.

DESSEINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHES OES FRÈRES LUMIERE. Espace naissance du cinématographe. Jusqu'au 27 juillet.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.J. et dim. de 10 h à 22 h, sam. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

AFRICAINE. Exposition d'œuvres d'art africain. Jusqu'au 7 juillet.

DESSEINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 juillet.

DESSEINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHES OES FRÈRES LUMIERE. Espace naissance du cinématographe. Jusqu'au 27 juillet.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-01-27). T.J. et dim. de 10 h à 22 h, sam. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

AFRICAINE. Exposition d'œuvres d'art africain. Jusqu'au 7 juillet.

DESSEINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 juillet.

DESSEINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHES OES FRÈRES LUMIERE. Espace naissance du cinématographe. Jusqu'au 27 juillet.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower. GALERIE D'ART IMPRESSIONNISTE. DONATIONS MOREAU-NÉLATON. (42-89-23-13). T.J. et dim. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 19 h, dim. de 10 h à 18 h. Fermé le lundi.

AFRICAINE. Exposition d'œuvres d'art africain. Jusqu'au 7 juillet.

DESSEINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 juillet.

DESSEINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHES OES FRÈRES LUMIERE. Espace naissance du cinématographe. Jusqu'au 27 juillet.

MUSÉES

APPEL AUX JEUNES ARCHITECTES. 2^e BISSON. Pavillon de l'Arsenal, galerie d'actualité - mezzanine sud, 21, boulevard Morland (42-76-28-59). T.J. et dim. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 19 h, dim. de 10 h à 18 h. Fermé le lundi.

AFRICAINE. Exposition d'œuvres d'art africain. Jusqu'au 7 juillet.

DESSEINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 juillet.

DESSEINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHES OES FRÈRES LUMIERE. Espace naissance du cinématographe. Jusqu'au 27 juillet.

BERNARD DUDUR. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petites-Écoles, 2, rue Vivienne (47-03-61-28). T.J. et dim. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 13 juillet.

LA FAIENCE MAROCAINE DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES. Musée national des arts africains et océaniques, 283, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.J. et dim. de 10 h à 17 h 30, sam. dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 juin.

FOUJITA ET L'ÉCOLE DE PARIS. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (46-08-81-11). T.J. et dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 16 juin.

NORBERT GHISLAIN. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et dim. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 17 juin.

MOUVEMENT X 2. Galeries contemporaines. Jusqu'au 16 juin.

LE MYTHIE. EUGÈNE SMITH. Bibliothèque publique d'information. Jusqu'au 17 juin.

NOUVEL ACCROCHAGE DES COLLECTIONS D'ART CONTEMPORAIN. Musée - 3^e et 4^e étages. Jusqu'au 1^{er} septembre.

OBSERVATOIRE. Centre d'information Cci. Jusqu'au 23 juin.

AFRICAINE. Exposition d'œuvres d'art africain. Jusqu'au 7 juillet.

DESSEINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 juillet.

DESSEINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHES OES FRÈRES LUMIERE. Espace naissance du cinématographe. Jusqu'au 27 juillet.

AFRICAINE. Exposition d'œuvres d'art africain. Jusqu'au 7 juillet.

DESSEINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 juillet.

DESSEINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHES OES FRÈRES LUMIERE. Espace naissance du cinématographe. Jusqu'au 27 juillet.

AFRICAINE. Exposition d'œuvres d'art africain. Jusqu'au 7 juillet.

DESSEINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 juillet.

DESSEINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHES OES FRÈRES LUMIERE. Espace naissance du cinématographe. Jusqu'au 27 juillet.

AFRICAINE. Exposition d'œuvres d'art africain. Jusqu'au 7 juillet.

DESSEINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 juillet.

DESSEINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHES OES FRÈRES LUMIERE. Espace naissance du cinématographe. Jusqu'au 27 juillet.

AFRICAINE. Exposition d'œuvres d'art africain. Jusqu'au 7 juillet.

DESSEINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 juillet.

DESSEINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHES OES FRÈRES LUMIERE. Espace naissance du cinématographe. Jusqu'au 27 juillet.

AFRICAINE. Exposition d'œuvres d'art africain. Jusqu'au 7 juillet.

DESSEINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 juillet.

DESSEINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHES OES FRÈRES LUMIERE. Espace naissance du cinématographe. Jusqu'au 27 juillet.

AFRICAINE. Exposition d'œuvres d'art africain. Jusqu'au 7 juillet.

DESSEINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 juillet.

DESSEINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Jusqu'au 7 juillet.

UNE PASSION POUR LA CÉRAMIQUE. LA COLLECTION FINA GOMEZ. Et le grand prix Metal Gomez à Bernard Passy. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et dim. de 10 h à 30 h 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 23 juin.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (42-80-32-14). T.J. et dim. de 10 h à 30 h 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 23 juin.

FOUJITA ET L'ÉCOLE DE PARIS. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (46-08-81-11). T.J. et dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 16 juin.

NORBERT GHISLAIN. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et dim. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 17 juin.

MOUVEMENT X 2. Galeries contemporaines. Jusqu'au 16 juin.

LE MYTHIE. EUGÈNE SMITH. Bibliothèque publique d'information. Jusqu'au 17 juin.

NOUVEL ACCROCHAGE DES COLLECTIONS D'ART CONTEMPORAIN. Musée - 3^e et 4^e étages. Jusqu'au 1^{er} septembre.

OBSERVATOIRE. Centre d'information Cci. Jusqu'au 23 juin.

AFRICAINE. Exposition d'œuvres d'art africain. Jusqu'au 7 juillet.

DESSEINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 juillet.

DESSEINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHES OES FRÈRES LUMIERE. Espace naissance du cinématographe. Jusqu'au 27 juillet.

AFRICAINE. Exposition d'œuvres d'art africain. Jusqu'au 7 juillet.

DESSEINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 juillet.

DESSEINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHES OES FRÈRES LUMIERE. Espace naissance du cinématographe. Jusqu'au 27 juillet.

AFRICAINE. Exposition d'œuvres d'art africain. Jusqu'au 7 juillet.

DESSEINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 juillet.

DESSEINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHES OES FRÈRES LUMIERE. Espace naissance du cinématographe. Jusqu'au 27 juillet.

AFRICAINE. Exposition d'œuvres d'art africain. Jusqu'au 7 juillet.

DESSEINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 juillet.

DESSEINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHES OES FRÈRES LUMIERE. Espace naissance du cinématographe. Jusqu'au 27 juillet.

AFRICAINE. Exposition d'œuvres d'art africain. Jusqu'au 7 juillet.

DESSEINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 juillet.

DESSEINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHES OES FRÈRES LUMIERE. Espace naissance du cinématographe. Jusqu'au 27 juillet.

AFRICAINE. Exposition d'œuvres d'art africain. Jusqu'au 7 juillet.

DESSEINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 juillet.

DESSEINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHES OES FRÈRES LUMIERE. Espace naissance du cinématographe. Jusqu'au 27 juillet.

AFRICAINE. Exposition d'œuvres d'art africain. Jusqu'au 7 juillet.

DESSEINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 juillet.

DESSEINS NEO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Jusqu'au 7 juillet.

FABRICE BERGER-REMOND. Galerie Thorigny, 13, rue de Thorigny (48-87-60-65). Jusqu'au 12 juillet.

GIANNI BERTINI. Galerie la Pochade, 54, rue de Valenciennes (42-81-19-07). Jusqu'au 29 juin.

PIERRE BONNARD. Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts (43-26-97-07). Jusqu'au 20 juillet.

HENRI BOUCHARD. (1875-1980). Galerie Pierre M. Dumont, 38, rue de l'Université (42-81-23-38). Jusqu'au 30 juin.

PETER BRANDS. Galerie Ariel, 140, bd Haussmann (45-82-13-05). Jusqu'au 21 juin.

PIERRE BURGLIO. Galerie Jean Fourrier, 44, rue Quincampoix (42-77-32-31). Jusqu'au 8 juillet.

NANCY BURSON. Galerie Michèle Chomier, 24, rue Beaubourg (42-78-08-82). Jusqu'au 22 juin.

LOUIS CANE. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 15 juin.

JOHN CHAMBERLAIN. Galerie Karzen Grob, 5, rue Obélisque (42-77-19-37). Jusqu'au 28 juin.

THIERRY CHEVERNEY. Galerie Prad Delavallée, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-80). Jusqu'au 22 juin.

CHEVOLLÉAU. Galerie J.-P. Vilain, 29, rue de Miromesnil (42-85-37-19). Du 6 juin au 12 juillet.

CLANCY. Maison Mansart, 5, rue Payenne (48-87-41-03). Du 11 juin au 20 juillet.

ROLAND COGNET. Galerie Jorge Aylavsky, 14, rue des Tullandiers (48-06-59-23). Jusqu'au 25 juin.

RUSSELL CONNOR. Galerie Nodé Dina Marquardt, 3, place des Vosges (42-78-71-00). Jusqu'au 15 juin.

THOMAS D'ALCANTARA. Galerie Hédier, 38, rue de la Harpe (42-76-03-10). Jusqu'au 22 juin.

FABIO DE SANCTIS. OU VOYAGE. SCULPTURES RÉCÉPES. Galerie de la Harpe, 19, rue du Dragon (45-48-24-19). Jusqu'au 6 juillet.

JEAN DUBUFFET. Galerie Jeanne Bucher, 83, rue de Seine (43-26-22-32). Jusqu'au 12 juillet.

BERNARD DUDUR. Galerie Jacques Barthe, Caroline Bely, 7-8, rue Pacquoy (42-78-44-14). Jusqu'au 22 juin.

RAOUL DUFFY. Galerie Fanny Guilford-Laffitte, 4, avenue de Messine (45-63-02-00). Jusqu'au 12 juillet.

CHRISTOPHE DUBOIS. Galerie Darthe Spry, 6, rue Jacques-Cadot (43-54-78-41). Jusqu'au 30 juin.

JEAN EDELMANN. Galerie d'art internationale, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-84-28). Jusqu'au 30 août.

EDMOND ELSA. Galerie Bouquet-Lafont, 66, rue de Turin (40-27-92-12). Jusqu'au 13 juillet.

FRANZ ERHARD WALTHER. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 8, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 30 juillet.

FERDINAND LÉONARD. Galerie de la Biennale-Montparnasse (42-77-18-51). Jusqu'au 29 juin.

FERNANDO GARCIA CORREA. Galerie d'art du club voyageurs, 53, rue Saint-Anne (42-86-17-17). Jusqu'au 28 juin.

MICHEL OPPENHEIM. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-00). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 7 juillet.

RYGMEES. PEINTURES SUR ÉCORCE. BATTUE OES MIBUTI (HAUT-VOLTA). Fondation Guep, 50, rue Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 juin.

GREGORY RYAN. Hôpital éphémère, 3, rue Carpeaux (42-77-52-52). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 7 juillet.

MICHEL OPPENHEIM. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-00). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 7 juillet.

RYGMEES. PEINTURES SUR ÉCORCE. BATTUE OES MIBUTI (HAUT-VOLTA). Fondation Guep, 50, rue Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 juin.

GREGORY RYAN. Hôpital éphémère, 3, rue Carpeaux (42-77-52-52). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 7 juillet.

MICHEL OPPENHEIM. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-00). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 7 juillet.

RYGMEES. PEINTURES SUR ÉCORCE. BATTUE OES MIBUTI (HAUT-VOLTA). Fondation Guep, 50, rue Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 juin.

GREGORY RYAN. Hôpital éphémère, 3, rue Carpeaux (42-77-52-52). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 7 juillet.

MICHEL OPPENHEIM. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-00). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 7 juillet.

MAGRITTE ET DELVAUX. Galerie Icy Brachon, 35, rue Guénégaud (43-54-22-40). Jusqu'au 12 juillet.

GILLES MAHE. Galerie Samy Kings, 54, rue de Valenciennes (42-81-19-07). Jusqu'au 29 juin.

BENOÎT MARC. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (46-33-90-86). Du 11 juin au 13 juillet.

MAITRES FRANÇAIS OES XIX^e ET XX^e SIÈCLES. Galerie Schmitt, 396, rue Saint-Honoré (42-80-36-38). Jusqu'au 16 juillet.

JOHN MCCracken. Galerie Fromont et Puzos, 33, rue Charlot (42-76-03-50). Jusqu'au 12 juillet.

MINDSZENTL. Galerie d'art de la place Beauvau, 84, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-85-86-88). Du 11 juin au 8 juillet.

MINGOIS CHINOIS. Galerie Jacques Barthe, 35, rue Mazarine (43-26-57-81). Jusqu'au 30 juin.

PIERRE MINOLLET. Galerie Jacqueline Selman Bastide, 6, rue Pommeau (47-00-87-71). Jusqu'au 29 juin.

NOUVEL ESPACE. Galerie Durand-Dessart, 28, rue de Lappe (48-06-92-23). Du 6 juin au 20 juillet.

CLAS OLBENBURG. Galerie Crouzet-Robert, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 30 juin.

PAPIERS BLESSÉS. Jeanne Coppel, Ide Karasaya, Christian Jaccard, Jacques Villégia, Galerie Véronique Groussard, 24, rue Charlot (42-77-82-40). Jusqu'au 29 juin.

ANNE-MARIE PECHER. ALAIN CLÉMENT. LARRY SELL. Galerie Montmarcy, 31, rue Mazarine (43-54-85-30). Du 8 juin au 22 juin.

PHOTOS. Galerie Mathias Fels & Cie, 138, bd Haussmann (45-62-21-34). Jusqu'au 29 juin.

PLAQUES ÉMAILLÉES PUBLI-CAIRES 1895-1935. Galerie Massine-Thomas, 1, rue de Messine (45-62-25-04). Jusqu'au 6 juillet.

ALFRED RETH. Galerie Marie-Jane Garoch, 33, rue de Saine (43-26-83-82). Jusqu'au 28 juin.

SYLVIE REYMOND-LÉPINE propose « des œuvres et images au pays des plantes » et de Miro Solario, photographes. Galerie Catherine Engner, 26, rue de Charonne (40-21-87-85). Les 8 et 10 juin.

GENIS RIVIÈRE. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-et-Martin (42-77-37-82). Jusqu'au 29 juin.

LAMBERT ROCCOUR. Galerie Arnaud, 31, rue Guénégaud (43-26-92-43). Du 8 juin au 13 juillet.

MICHEL ROY. Galerie d'art internationale, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-84-28). Jusqu'au 30 août.

MICHEL ROY. Galerie d'art internationale, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-84-28). Jusqu'au 30 août.

ALAIN ROY. Galerie Labarthe-Toba, 12, av. Franklin-Roosevelt (45-61-01-82). Jusqu'au 30 juin.

MICHEL ROY. Galerie d'art internationale, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-84-28). Jusqu'au 30 août.

MICHEL ROY. Galerie d'art internationale, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-84-28). Jusqu'au 30 août.

LIVRES • IDÉES

Proust va gagner

1920 : l'écrivain vient d'obtenir le Goncourt. Le Côté de Guermantes sort chez Gallimard. Il lui reste deux ans à vivre et il le sait. Il est sûr de lui et de son triomphe

CORRESPONDANCE
de Marcel Proust.
Tome XIX (1920).
texte établi par Philip Kolb.
Plon, 857 p., 350 F.

Apparemment, Proust, en 1920, a déjà obtenu le Goncourt (qui ira, cette fois, à Ernest Péronchon) ; il va être décoré de la Légion d'honneur ; il pense à l'Académie française (mais il faut faire vite car Sodome et Gomorrah, non encore publié, est « d'une inconvenance inouïe ») ; il multiplie les messages et les invitations pour retourner ou séduire les critiques littéraires ; il confie, grâce à l'inlassable Jacques Rivière, sa position à la NRF ; il peut espérer que les résistances conservatrices ou socialistes à son œuvre vont finir par céder.

En réalité, il n'a plus que deux ans à vivre et il le sait ; il existe dans « une espèce de mort coupée de brefs réveils » ; il use et abuse, jusqu'à s'empoisonner, de la caféine et du veronal ; il se tue littéralement au travail, corrigeant et recarrant ses épreuves ; il est sûr de lui et de son triomphe de fond, le disant ouvertement dans ses articles sur Flaubert et sur Baudelaire ; il sent de partout qu'il est le seul grand vivant d'une république ultra-plaie dont les présidents s'appellent, dans la même année, Paul Deschanel (qui tombe d'un train en marche) et Alexandre Millerand, Lionel Hauser, son vieil ami banquier avec lequel il est sur le point de se briser, lui écrit ce mot lumineux, condensé de vérité humaine : « C'est seulement depuis que mon personnel t'a cru ruiné qu'il a éprouvé pour toi une réelle admiration. Le comptable, Roger Lévy, a acheté Du côté de chez Swann 7 F 50. Si le comptable a payé un exemplaire chez le libraire, en effet, tous les espoirs sont permis. La guerre est-elle



« Tout le monde fuit la réalité dans des vérités usuelles obscures. On ne trouve la lumière réelle que dans l'écriture en profondeur. »

gagnée pour autant ? Pas sûr, jamais sûr.

« On dit que dans mes livres, je parle de tout au hasard, que c'est une salade. Or ce n'est pas vrai. Il n'y a pas un détail qui n'annonce un autre dans le même volume ou dans les volumes suivants. » Cela pour répondre à la critique incessante (par exemple

Vandérem) qui trouve son style « diffus, désordonné, quasiment informe ». L'autre attaque contre lui, ce qu'il n'écrit pas un vrai roman, mais seulement des mémoires d'avant-guerre, des souvenirs mondains. C'est avec une sorte de stupeur qu'on lit la lettre que lui envoie Jacques Rivière : « Si j'eusse conservé quelque doute

sur l'importance d'A la recherche du temps perdu, il m'eût été enlevé par la petite émeute à laquelle nous venons d'assister. Seuls les chefs-d'œuvre ont le privilège de se concilier la mort sans effroi, il plane au-dessus des pauvres créatures contemporaines qu'il métamorphose, à leurs dépens, dans la durée. Proust, ou le tribunal métaphysique à travers l'écrit. A Morand : « La littérature a pour but de découvrir la Réalité en énonçant des choses contraires aux vérités usuelles. » A Paul Souday : « Vous êtes trop gentil de dire que je suis très raisonnable. Au fond, je crois que c'est vrai. Je ne cherche qu'une chose, c'est à éclaircir. »

En revanche, s'il est un lieu où se joue une paradoxale défense du roman, et plus généralement de la littérature, c'est bien le livre de Giorgio Manganelli, la Littérature comme mensonge, ce qui veut dire deux choses : et qu'elle ne dit pas la vérité, et qu'elle est immorale. Non seulement, on s'en doute, Manganelli ne le déplore pas, mais il s'en félicite. Ce qui devrait indigner nos modernes censeurs et puritains d'aujourd'hui : quel est cela que vous donnez, dans les écoles, à nos enfants ? (Qu'on se rassure : de moins en moins.) Et en même temps les réjouir : ils l'avaient bien dit ! Cela ne confirme-t-il pas une thèse aujourd'hui régnante ?

Qu'est-ce en effet, pour Tzvetan Todorov (Nous et les autres, Morales de l'Histoire, Face à l'extrême), qu'une œuvre littéraire ? De Sade à Céline, de Sénèque à Pierre Loti : une violation constante des droits de l'homme. Qu'est-ce pour Bernard-Henri Lévy (Les Aventures de la liberté) qu'un écrivain ? Un pétitionnaire qui s'est trompé. Dans les deux cas, qu'est-ce qu'un intellectuel ? Un coupable. Une œuvre ? Une mauvaise excuse. Lecteur, prends garde ! Chaque fois d'un crime. Eh bien oui, dit Giorgio Manganelli, c'est vrai : l'écrivain est un déserteur ; un bouffon ; un anarchiste ; un pervers. La littérature est mensonge et immoralité : et c'est tant mieux.

Danièle Sallenave
Lire la suite page 23

trouvés les équations de base qui me permettent de déchiffrer et d'intégrer n'importe quel événement ou comportement évanoui ou futur ! N'est-ce pas fou ? Non. Le Temps est vraiment retrouvé et la mort vaincue ? Oui. A Jean Pierrefeu : « Ne comptez pas trop sur ma mort qui vous semblait, dans votre article des Débats, la seule terminaison possible de mon ouvrage. Le dernier mot en était écrit en 1914. Donc tout est dit. »

Le Livre existe en dehors du flux historique et biologique, il s'en finira pas d'être le sens de ce qui a lieu, a eu lieu et aura lieu de nouveau, sous une autre forme. Le mot qui revient sans cesse, maintenant, sous la plume de Proust, celui qu'il martèle à tous ses correspondants est : classique. Le novateur imprévu, contesté, méconnu mais inévitable, parce qu'il est novateur, est classique. « Une vérité ne s'impose pas du dehors à des esprits qu'elle doit préalablement rendre semblables à celui où elle est née. Manet avait beau soutenir que son Olympia était classique [...], le public ne voyait là qu'une dérision. » Comment, ce « petit Marcel » que nous avons connu et touché du doigt, avec ses manies, ses tics, ses complications, ses extravagances, c'était Racine ? Lui-même ? Ça alors !

Proust, une fois de plus, vient de dîner seul au Ritz. Il se demande si quelqu'un a remarqué les légers troubles de parole dont il est atteint. Il rentre dans sa chambre capitonnée, dans le lit aux draps tachés d'encre. La nuit va être terrible. Le souffle brûle, les yeux s'y voient plus qu'à peine, seuls les petits signes graphiques au bout de la main moutrent la voie. Pour ceux qui veulent comprendre — mais qui ? — il pense faire jouer à son chevet un quatour de Beethoven. Il rolit les pièces condamnées des Fleurs du mal (« Comme c'est plus audacieux que tout ce qu'on trouve audacieux ») Il peut sans doute, à travers la douleur, se répéter en parlant de lui-même la phrase formidable et étrangement poétique de Baudelaire : « J'ai mis longtemps à devenir infatigable. »

Philippe Sollers

Lire également le feuilleton de Michel Braudeau : « Dormir avec Marcel » page 20

* Signalez également la biographie de la Comtesse Greffulhe, qui fut l'un des modèles de la duchesse de Guermantes, par l'arrière-arrière-petite-fille de la comtesse Anne de Coëss Brissac (Perrin, 284 p., 130 F) et le Proust d'Elisabeth de Gramont (Christian de Baurillet, 352 p., 150 F).

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le voyageur du Paris-Brest

Un recueil de chroniques de Léon Werth, qu'on redécouvre un peu tardivement. Ami de Mirbeau et de Saint-Exupéry, il avait deux occupations : aimer l'existence et écrire, il s'efforçait tous les jours d'être un « flâneur du dimanche ». Raoul Vaneigem consacre un volume à un autre méconnu, Louis Scutenaire, un des champions de l'art bref.

Page 20

ENQUÊTE

Le lamento des traducteurs

Ils travaillent dans l'ombre des auteurs, ne sont pas toujours reconnus et sont souvent mal rémunérés. Indispensables à la découverte des littératures d'ailleurs, ils réclament davantage de considération.

Page 24

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Bunuel l'emmerdeur

Les conversations entre Luis Bunuel et l'écrivain catalan Max Aub, deux complices qui appartenaient à la même génération, qui s'étaient tous les deux exilés au Mexique et qui partageaient un même humour dévastateur. Le cinéaste évoque notamment sa jeunesse en Espagne et son amitié avec Federico Garcia Lorca et Salvador Dalí. On retrouve l'insolence et la provocation d'un des derniers surréalistes : « Le principal, c'est d'emmerder les autres sans qu'ils sachent pourquoi. »

Page 26

Les fins dernières de la littérature

NAISSANCE DU ROMAN
de Massimo Fusillo.
Traduit de l'italien
par Marielle Abrioux.
Seuil, 374 p., 145 F.

LA LITTÉRATURE COMME MENSONGE
de Giorgio Manganelli.
Traduit de l'italien
par Philippe Di Meo.
Gallimard, « L'Arpenteur »,
350 p., 135 F.

Si la question de savoir quand est né le roman revient si souvent et avec tant d'insistance, ce n'est peut-être que pour une seule raison : parce que nous craignons qu'il ne soit né, qu'il ne soit apparu. Car ce qui apparaît finit toujours par disparaître, car ce qui est né finit toujours par mourir. Voyez le thème de Milan Kundera, peu différents de celui du « jeune Lukase » : le roman est né à la Renaissance, quand l'homme moderne s'est défini par la quête individuelle du sens de son existence.

Le roman mourra donc s'il ne trouve plus le sol qui l'a fait pousser ; si nous rentrons de nouveau dans l'ère de la Vérité unique (cf. l'affaire Rushdie) ou dans celle de l'assouvissement post-démocratique. L'homme unidimensionnel, le fanatique ou l'homme comblé par les formes planétaires du divertissement, cet homme « moderne » (et cette fois non plus au sens de la Renaissance) n'a plus besoin du roman.

A quoi on serait heureux de répondre que le roman n'est jamais né, et donc ne mourra jamais ; que le roman n'est pas un genre fixe, comme la tragédie classique, mais qu'il est coextensif de l'existence

d'un individu singulier jeté dans le monde à qui les certitudes héritées ne suffisent pas. L'essence du roman, si elle existe, on la trouvera dans la catégorie du récit, à quel les travaux de Paul Ricoeur ont donné un si éloquent et si complet développement. Tant que l'homme souffrira de l'impossibilité de saisir le présent comme tel, il aura recours aux variations imaginaires que les récits successifs montent et présentent de sa situation dans le temps. Solutions toujours inchoées, quoique chacune parfaite en son genre et dans ses limites.

Rien n'interdirait cependant de doubler cette démarche transhistorique par des études qui attesteraient que le recours aux fictions romanesques est plus ancien que nous ne le pensons. On aurait cru être aidé en cela par le livre de Massimo Fusillo au seul vu de son titre : Naissance du roman. Les 11 n'en est rien, et ce n'est pas la faute de l'auteur, mais celle de son éditeur français qui, sans doute pour mieux en assurer la vente, a substitué ce titre alléchant au titre italien, plus sage et plus justifié, de *Roman grec*.

Faussement intitulé donc *Naissance du roman*, l'ouvrage n'en parle à peu près pas, sauf à dire que les variations sur Eros et Thanatos, les happy ends et les reconnaissances ont « de tout temps » fait partie du bonheur de lire des romans. Il s'agit d'un ouvrage de narratologie, souvent, érudite, c'est-à-dire un de ces livres que dans un premier temps on qualifie d'utiles bien qu'un peu ennuyeux, avant d'oser s'avouer, dans un deuxième temps, que l'ennui en la matière est la chose du monde la moins supportable.

Il est quelqu'un, chez nous, qui saurait sans doute nous dire pourquoi le roman n'est pas né avec

Cervantès, et comment il est déjà là, tout entier, chez les Grecs et les Romains. En attendant que Pascal Oignard nous donne ce livre indispensable, relisons donc Lukács, Ricoeur et Kundera — mais non pas Fusillo, malgré les grandes qualités académiques de son livre.

En revanche, s'il est un lieu où se joue une paradoxale défense du roman, et plus généralement de la littérature, c'est bien le livre de Giorgio Manganelli, la Littérature comme mensonge, ce qui veut dire deux choses : et qu'elle ne dit pas la vérité, et qu'elle est immorale. Non seulement, on s'en doute, Manganelli ne le déplore pas, mais il s'en félicite. Ce qui devrait indigner nos modernes censeurs et puritains d'aujourd'hui : quel est cela que vous donnez, dans les écoles, à nos enfants ? (Qu'on se rassure : de moins en moins.) Et en même temps les réjouir : ils l'avaient bien dit ! Cela ne confirme-t-il pas une thèse aujourd'hui régnante ?

Qu'est-ce en effet, pour Tzvetan Todorov (Nous et les autres, Morales de l'Histoire, Face à l'extrême), qu'une œuvre littéraire ? De Sade à Céline, de Sénèque à Pierre Loti : une violation constante des droits de l'homme. Qu'est-ce pour Bernard-Henri Lévy (Les Aventures de la liberté) qu'un écrivain ? Un pétitionnaire qui s'est trompé. Dans les deux cas, qu'est-ce qu'un intellectuel ? Un coupable. Une œuvre ? Une mauvaise excuse. Lecteur, prends garde ! Chaque fois d'un crime. Eh bien oui, dit Giorgio Manganelli, c'est vrai : l'écrivain est un déserteur ; un bouffon ; un anarchiste ; un pervers. La littérature est mensonge et immoralité : et c'est tant mieux.

Danièle Sallenave
Lire la suite page 23

Une grande biographie

André Chouraqui

Un visionnaire
nommé
HERZL

La résurrection d'Israël

ANDRÉ CHOURAQUI



Collection « Les Hommes et l'Histoire »

ROBERT LAFFONT

LE FEUILLETON
de Michel BraudeauPROUST
de Ghislain de Diesbach.
Perrin, 774 p., 165 F.

MONSIEUR de Diesbach, en entreprenant une nouvelle biographie de Marcel Proust, ne s'est certes pas attaqué au plus facile obstacle de sa carrière de *littérateur* : les haies, barrières et rivières déjà présentes sur cet éminent parcours en auraient découragé plus d'un. Le travail monumental de George Painter, comme celui de Jean Delay sur la jeunesse d'André Gide, semblaient imposer aux candidats à leur succession, sinon le silence, du moins un temps de deuil admiratif et embarrassé après lequel leur humble besogne aurait pu émettre un bourdonnement modeste.

Monsieur de Diesbach, à qui nous devons d'autres portraits illustres, ceux de Necker, de M^{me} de Staël, de la princesse Bibesco, a considéré que le défilé de courtoisie était écoulé et il eut raison. D'abord parce qu'il a bien lu ses prédécesseurs : Painter, évidemment, auquel il a recouru au besoin, Philip Kolb, le très dévoué et subtil éditeur de la « Correspondance » générale de Proust, et de nombreux autres proustologues avertis. Et surtout parce qu'il a choisi de s'intéresser moins à la genèse de la névrose proustienne qu'aux vivants intercesseurs sur lesquels celle-ci a pris son appui, fait son miel et dont, par sa naissance ou son habileté, de Diesbach a été troué à même de recueillir la confiance ou tel détail encore inconnu de nous.

« Écrire la vie de Proust est sans doute la plus meuvaise service que l'on puisse rendre à son œuvre. Il la présentait lui qui, dès 1907, s'élevait contre la méthode Sainte-Beuve, reprochant avec véhémence à celui-ci de juger les livres en fonction du caractère de leurs auteurs, ou de leur position sociale, ce qui lui faisait préférer le comte Molé à Baudelaire. » Cela dit en tête d'un aussi fort volume, de Diesbach ne s'interdit pas d'examiner divers aspects de la vie privée et du caractère de Proust, bien entendu. Il le fait avec beaucoup de verve et de clarté, une intelligence gaie et lucide, sans idolâtrer son sujet, si complexe, si détourné, éblouissant, monstrueux, admirable que ses contemporains ne surent qu'en penser. A Cocteau déclarant : « Marcel n'a aucun cœur. Les gens qu'il aime il les oublie en cinq minutes », Lucien Daudet, qui fut l'ami de Proust, sinon plus, répondit : « Non, non, mon petit Jean, Marcel est génial mais c'est un insecte atroce. Vous le comprendrez un jour. »

L'INSECTE atroce fut d'abord un petit garçon fragile qui ne pouvait s'endormir sans le baiser de maman et protestait quand elle le lui refusait, ce qui n'est pas une anecdote mièvre mais une des clés de sa vocation d'écrivain, comme le formule bien de Diesbach : « En triomphant de la volonté de ses parents, il a consacré en même temps la défaite de la sienne en renonçant ainsi à dominer ses passions. » Si Proust avait accepté de vivre comme tout le monde, le jour plutôt que la nuit, avec une femme plutôt qu'avec son chauffeur, etc., nous n'aurions pas la *Recherche*, cet océan insaisissable, illimité qui nous permet de voir avec Marcel, de vivre, comprendre, dormir avec Marcel, et qui reste la dernière chose intéressante qu'on ait écrite en français, à deux ou trois exceptions près, sur lesquelles nous raviendrons un jour peut-être.



Robert de Montesquiou, modèle du baron de Charlus.

Dormir
avec Marcel

Heureusement Proust avait une névrose solide qu'il se garde de exposer, pas plus que son esthète, si utile, si nécessaire à son œuvre. On le voit donc élire à Condorcet, feignant de courtoisie une jolie crémère, amoureux de son condisciple Daniel Halévy, lui écrivant d'interminables lettres (de Diesbach : « Rien n'est plus insistant qu'une virginité qui cherche à se perdre. ») pour lui jurer que jamais, au grand jamais, l'île de la pédérastie n'est venue essommer sa candide émité, se portant volontaire pour son service militaire, étourdissant ses camarades de chambre par une conversation qui eût bientôt sa meilleure arme pour entrer dans le monde, c'est-à-dire le faubourg Saint-Germain, une planète aujourd'hui absorbée par un trou noir.

Ce monde, Ghislain de Diesbach le connaît bien et en donne une peinture des plus vives qu'on n'aura pas la témérité de vouloir résumer ici. Il excelle dans les portraits, certains obligés et attendus, comme celui de Robert de Montesquiou, l'énigmatique « Chef des odeurs suaves », Hortensiou pour les ex-intimes, ou de Charles Haas, dandy parfait, seul juif admis au Jockey Club qui ne le méritait sûrement pas, d'autres moins connus et passionnants : celui de Léontine de Caillavet par exemple, maîtresse d'Anatole France, avide, ambitieuse, bourrant son salon comme un hall de gare et qui allait devenir la M^{me} Verdun de la Recherche ; celui de la princesse Mathilde, nièce de Napoléon I^{er}, chez qui la cuisine était pire que mauvaise, dangereuse, et décourageait les plus courtoisants d'y manger plusieurs jours d'affilée sous peine d'empoisonnement ; celui de M^{me} Straus, spirituelle et féroce (d'une ancienne jolie femme devenue grosse : « Ce n'est plus une statue, c'est un groupe ! ») ou de M^{me} Auberson, entre autres. Il faudrait citer tout le chapitre 7 consacré aux salons, d'une érudition fervente et amusée.

Il est également intéressant de voir les efforts de Proust pour se faire accepter, adopter, puis porter par ce monde ; d'abord en demandant une préface à Anatole France pour les *Plaisirs et les Jours*, ce qui n'empêche pas une mévente cuisante (329 exemplaires en vingt-deux ans) ; plus tard, une fois lancé dans l'œuvre majeure, en harcelant Gaston Gallimard de lettres, exigeant plus de publicité, des tirages plus étoffés, etc. (la correspondance des deux hommes est plaisante, un duel épicure entre deux châtiments de même calibre), un monde dont toute la Recherche dit la longue et amère désillusion : « La sagesse serait de remplacer toutes les relations mondaines et beaucoup de voyages par la lecture de l'Almanach de Gotha et de l'Indicateur des chemins de fer... »

D'une lecture agréable et fluide, le gros ouvrage de Ghislain de Diesbach éboulé en aphorismes de bon ton : « Comme toutes les personnes entrent en scène, Proust juge insuffisant le pied sur lequel on le fait vivre », ou : « La mort d'un proche est toujours un moment difficile à passer, surtout lorsqu'on n'est pas soutenu par un vrai chagrin. » D'autres tournures sont moins heureuses : « Ces lettres, dont la longueur effrayante, sont comme des massifs, fleuris de compliments, mais autour desquels voltigent les noirs papillons du soupçon tandis que grouillent à leur base les serpents de l'intrigue et de la jalousie », qui rappellent un certain sabre plus beau-jour-de-ma-vie, ou : « Comme beaucoup d'Espagnols, M^{me} d'Audiffert rachetait par une ardente piété ses écarts de conduite », qui fait poindre, ou « ces visages auxquels le sang d'Israël ajoute quelque chose d'exotique et de ténébreux », « un demi-Levant superbe et inquiétant », qui sentent le détail. Enfin, à l'occasion d'une des prochaines rééditions de cette biographie, désormais indispensable, on verra, entre autres menues erreurs de composition, à rétablir page 410 le « s » qui figure normalement dans le nom du char Marcel. Parce que sans ce « s », cela fait « Proust » et dans cette cathédrale qu'est la Recherche, c'est une coquille un peu retentissante.

VOYAGES AVEC MA PIPE

de Léon Werth.
Ed. Viviane Hamy,
220 p., 109 F.

LOUIS SCUTENAIRE

de Raoul Vaneigem.
Seghers, coll.
« Poètes d'aujourd'hui »,
186 p., 85 F.

ON redécouvre Léon Werth. Tant mieux. Mais la République des lettres mérite un zéro de conduite pour s'être souvenue de lui si tardivement. Il était né à Remiremont, dans les Vosges, le 17 février 1878. Il appartenait à une famille juive de la petite bourgeoisie française. Il fumait le pipe et il aimait les dimanches d'Avignon qui croient qu'« être russe », c'est « boire beaucoup de thé » et se coucher au petit matin. C'était le genre d'homme qui, dans une ville étrangère, se souciait des « institutrices en exil », contraintes de dispenser leur enseignement aux derniers des « princes héritiers ».

Léon Werth semblait être sur le planète afin d'éprouver cette « pitié » qui « naît seulement de notre force de comprendre et d'imaginer », mais il rendait tout magique avec son humour et sa façon très équilibrée d'observer et de s'émouvoir. Il ferait divers « petits métiers ». Il serait entomologiste et anticolonialiste. Et il n'entendrait pas une éternité pour dénoncer le stalinisme. Mais sa principale occupation, c'était d'aimer l'existence et d'écrire. Il s'efforçait d'être tous les jours « un flâneur du dimanche ».

Il eut des émités littéraires. Il provoqua l'intérêt d'Octave Mirbeau, l'étonnement de Valéry Larbaud et l'effection de Saint-Exupéry. Ce dernier dédia le *Petit Prince* à Léon Werth et lui adressa, de New-York, en 1943, la *Lettre à un otage*. L'administrateur des institutrices en exil se cachait alors

dans le Jura. Il était lui-même exilé dans son propre pays. L'en passé, Viviane Hamy a réédité l'un de ses romans, la *Maison blanche*, qui datait de 1913. Elle exhume à présent les chroniques réunies sous le titre *Voyages avec ma pipe*. On ne saurait trop la remercier de nous faire connaître cet écrivain tellement séduisant. Le plaisir que procurent les œuvres méconnues se mêle toujours de quelque rancune. On se reproche d'avoir failli les ignorer jusqu'au bout.

LÉON WERTH savait ceptre le mystère des personnes d'un seul regard et d'un seul trait : « De très petite taille, elle portait les robes que lui avaient laissées deux Américaines avant de traverser la mer. » Écrire, c'est surprendre des secrets ; et voyager, c'est ressembler, rêver et s'emplir l'âme ou l'esprit avec toutes les choses du dehors. Léon Werth commençait par voyager dès qu'il traversait sa rue.

Dans ce livre, il se promène en Bretagne et rue du Faubourg-Saint-Denis ; il visite Cherenton, Suresnes, Robinson ; il s'aventure à Montellier pour se renseigner sur ces petites villes qui ignorent à la fois « l'inquiétude des grandes villes » et « le ségisme des campagnes » ; il se familiarise avec Anvers et se rend aux Pays-Bas afin de vérifier que les instituteurs hollandais sont amoureux de la France ; il cherche le fantôme de Nietzsche à Weimar et se souvient au rêve de la Russie, de l'Angleterre et du Guatemala... Léon Werth avait une direction particulière pour les

HISTOIRES LITTÉRAIRES
par François Bott

Le voyageur du Paris-Brest



Léon Werth.

androte délaissés par le mode. Il corrigeait l'injustice freppent les provinces ou les benéiques qui ne provoquent pas le revirement universel. Il est recommandé de s'éprouver de Venise ou de Florence et de savoir en parler avec une légère fatigue dans la voix. Mais admettre Cherenton, c'est une autre affaire. Pourtant, on y voit passer des femmes en

peignoir rouge à l'arrière des péniches. Et l'on se demande quelle obscure fâcherie sépare ces passantes et le reste du monde.

Léon Werth aimait aussi les trains, comme Valéry Larbaud, Blaise Cendrars et Maurice Dekobra. On ne dira jamais assez les chemins de la littérature ferroviaire. Les médones des sleepings et les inconnues

du Nord-Express ont sauvé de la morosité les rêveries de plusieurs générations. Dans le Paris-Brest, Léon Werth rencontra ces femmes qui font des « entrées de théâtre » quand elles tirent la porte des compartiments. Elles avouent très vite n'être pas « de nature cossière » et se déplacent « pour le plaisir des hommes ». Mais leur obligation leur attire souvent une défaveur imméritée. Elles mesurent alors les progrès de l'ingratitude.

Bien qu'il les trouvât aussi tristes que « les cérémonies des religions auxquelles personne ne croit plus », Léon Werth appréciait les « plaisanteries » des commies-voyageurs. Il éprouvait de l'atténuation pour cette espèce humaine. « Je pense, disait-il, à la destinée d'un communiste-voyageur qui aurait du génie, c'est-à-dire un sentiment puissant et délicat de la vie et des hommes. Il ferait sa journée, et le soir il irait à l'éventuelle par les villes. » Sans le vouloir, Léon Werth faisait un portrait de lui-même. Pour donner encore une idée de cet auteur, on ajoutera qu'il reprochait aux montagnards de « ne pas ressembler à la mer ». Il les voyait comme « d'énormes athlètes réunis pour une fête commémorative et racontant leurs records d'altitude ».

PEUT-ÊTRE Léon Werth et Louis Scutenaire se sont-ils rencontrés en Belgique, ou peut-être pas. Avec son allure de vieux-grand-maître moine bouddhiste et sa bienveillance de misanthrope, Louis Scut-

nair aurait sûrement gagné l'estime de M. Werth. Il est mort à Concreux le 15 août 1987, et Raoul Vaneigem lui consacre un essai dans la collection « Poètes d'aujourd'hui ». Très jeune, Louis Scutenaire rêvait d'être boxeur ou coureur cycliste, mais sa mauvaise santé le contraignit à modérer ses ambitions. Il fit seulement de la littérature. Et nous avons de la chance. Car il n'eût peut-être pas évincé dans les cols du Tour de France autant que dans le genre littéraire qu'il a inventé pour lui-même, et qu'il appelait *Mes inscriptions* (1).

C'est un mélange d'aphorismes, de notes intimes et de pensées indolentes ou rêveuses. « Bien sûr qu'il est parfois de grands signes dans le ciel », déclarait Louis Scutenaire en parlant des nuages. L'ancien surréaliste belge a rejoint les meilleurs champions de l'art bref. Ses revirements se mêlaient d'ironie, et ses colères ou ses désespoirs se transformaient en chagrin d'humour. Il avait une manière très judicieuse de résoudre les problèmes de l'immigration : « Que chacun reste chez soi, disait-il. Les Maoris au Groenland, les Basques en Ethiopie, les Peaux-Rouges en Nouvelle-Guinée, les Picards à Samos, les Esquimaux à Bratislava, les Papous en Wallonie, les Celtes en Sibérie, les Kalmouks en Provence... »

Raoul Vaneigem évoque la « luminosité » de Scutenaire. Il donne l'envie de le lire ou de le relire, et de suivre ses sautons de géographie. Elles sont, en effet, limpides.

(1) Le cinquième volume des *Inscriptions* de Louis Scutenaire (1980-1987) a été publié, l'année dernière, à Bruxelles. Editions Bressa, avenue Louise, 62A. Le premier volume (1943-1949) a été réédité à Bruxelles également, dans la collection de poche des éditions Labor, préface d'André Thérion.

Signalez que Raoul Vaneigem préface *Joey d'Azil* (1949-1951), premier volume de l'œuvre principale de l'écrivain libertaire Ernest Courandier (1925-1962). Notice biographique de Max Nédélec. Casterman éditeur (diffusion SEDES-CDU), 480 p.

L'inflexibilité

de Ghislain de Diesbach.

Perrin, 774 p., 165 F.



Ghislain de Diesbach.

« Écrire la vie de Proust est sans doute la plus meuvaise service que l'on puisse rendre à son œuvre. Il la présentait lui qui, dès 1907, s'élevait contre la méthode Sainte-Beuve, reprochant avec véhémence à celui-ci de juger les livres en fonction du caractère de leurs auteurs, ou de leur position sociale, ce qui lui faisait préférer le comte Molé à Baudelaire. » Cela dit en tête d'un aussi fort volume, de Diesbach ne s'interdit pas d'examiner divers aspects de la vie privée et du caractère de Proust, bien entendu. Il le fait avec beaucoup de verve et de clarté, une intelligence gaie et lucide, sans idolâtrer son sujet, si complexe, si détourné, éblouissant, monstrueux, admirable que ses contemporains ne surent qu'en penser. A Cocteau déclarant : « Marcel n'a aucun cœur. Les gens qu'il aime il les oublie en cinq minutes », Lucien Daudet, qui fut l'ami de Proust, sinon plus, répondit : « Non, non, mon petit Jean, Marcel est génial mais c'est un insecte atroce. Vous le comprendrez un jour. »

Sagesse du

de Louis Scutenaire.

Seghers, coll. « Poètes d'aujourd'hui », 186 p., 85 F.

« Écrire la vie de Proust est sans doute la plus meuvaise service que l'on puisse rendre à son œuvre. Il la présentait lui qui, dès 1907, s'élevait contre la méthode Sainte-Beuve, reprochant avec véhémence à celui-ci de juger les livres en fonction du caractère de leurs auteurs, ou de leur position sociale, ce qui lui faisait préférer le comte Molé à Baudelaire. » Cela dit en tête d'un aussi fort volume, de Diesbach ne s'interdit pas d'examiner divers aspects de la vie privée et du caractère de Proust, bien entendu. Il le fait avec beaucoup de verve et de clarté, une intelligence gaie et lucide, sans idolâtrer son sujet, si complexe, si détourné, éblouissant, monstrueux, admirable que ses contemporains ne surent qu'en penser. A Cocteau déclarant : « Marcel n'a aucun cœur. Les gens qu'il aime il les oublie en cinq minutes », Lucien Daudet, qui fut l'ami de Proust, sinon plus, répondit : « Non, non, mon petit Jean, Marcel est génial mais c'est un insecte atroce. Vous le comprendrez un jour. »

L'UTOPIE

de Louis Scutenaire.

Seghers, coll. « Poètes d'aujourd'hui », 186 p., 85 F.

« Écrire la vie de Proust est sans doute la plus meuvaise service que l'on puisse rendre à son œuvre. Il la présentait lui qui, dès 1907, s'élevait contre la méthode Sainte-Beuve, reprochant avec véhémence à celui-ci de juger les livres en fonction du caractère de leurs auteurs, ou de leur position sociale, ce qui lui faisait préférer le comte Molé à Baudelaire. » Cela dit en tête d'un aussi fort volume, de Diesbach ne s'interdit pas d'examiner divers aspects de la vie privée et du caractère de Proust, bien entendu. Il le fait avec beaucoup de verve et de clarté, une intelligence gaie et lucide, sans idolâtrer son sujet, si complexe, si détourné, éblouissant, monstrueux, admirable que ses contemporains ne surent qu'en penser. A Cocteau déclarant : « Marcel n'a aucun cœur. Les gens qu'il aime il les oublie en cinq minutes », Lucien Daudet, qui fut l'ami de Proust, sinon plus, répondit : « Non, non, mon petit Jean, Marcel est génial mais c'est un insecte atroce. Vous le comprendrez un jour. »

LIVRES • IDÉES

LITTÉRATURE FRANÇAISE

L'inflexible témoin

En décrivant un combat solitaire pendant la « drôle de guerre », Yves Amiot approfondit son interrogation sur la prédestination

LE CAVALIER RAMPIN
d'Yves Amiot.
Flammarion, 238 p., 99 F.

Yves Amiot aime les personnages qui ont le sens du panache et qui, refusant tout compromis, faisant fi des trahisons et des infortunes de l'Histoire, restent – tel le janséniste du *Solitaire* (1) – fidèles à leur exigence éthique. Avec une rigueur brillante, une intrépidité inquiète – qui étaient déjà la marque de son talent dans les *Diamants de l'Argonne* ou la *Rivière salée* (2) –, Yves Amiot évoque le cavalier Rampin.

Fascinant les autres par son rayonnement moral, ce pouvoir magique de juste et de visionnaire qui le « met à l'écart du commun des mortels », habité par « le sentiment intime et fondé d'avoir reçu une mission et de devoir assumer un destin », Rampin place l'honneur au-dessus de toutes les valeurs.

Dans l'atmosphère de dérive ahurie qui règne en mai 1940 sur les bords de la Meuse, où il est affecté à un régiment d'infanterie, Rampin s'indigne de la « résignation morose » à laquelle succombent ses supérieurs aussi bien que ses subordonnés ; il accuse « la carence et la passivité de l'état-major » et s'insurge contre cette « sorte de complicité, de connivence générale » qui s'est installée pour « prolonger la paix la plus longtemps possible ».

La chronique de cette guerre fantôme qui suit, heure par heure, les efforts déployés par Rampin pour imposer sa stratégie



Yves Amiot : une intransigence inquiète.

personnelle, pourrait devenir ardue à force d'observation scrupuleuse des faits : Yves Amiot nous la rend passionnante grâce au stoïcisme exalté de Rampin, à sa ferveur archaïque qui l'amène à faire corps avec la terre qu'il aime.

Dans la poursuite du combat solitaire qu'il mène avec une volonté sauvage – après que son régiment a été décimé, dans l'héroïsme clandestin qu'il manifeste pour échapper à l'encerclement des voltigeurs ennemis, Rampin obéit à cet instinct qui, « venu du fond de l'Histoire, arrache le combattant à lui-même ; c'est-à-dire à l'amour de la vie ».

A travers une région naufragée, dans un automne 1940 doré par « la lumière douce des déclin », Rampin s'emploie – par sa simple apparition dans le silence des villages qui commencent à s'assourdir dans l'ombre de la défaite – à remobiliser les esprits, à les « arracher à la résignation et à la servitude ».

Mise en scène
d'une éthique

Dans un acte isolé de résistance avant la lettre, Rampin tue un capitaine de gendarmerie qui, par son loertie, incarne, à ses

yeux, la bonté d'une collaboration rampante.

Même si Rampin entre peu à peu dans la légende, Yves Amiot n'a pas voulu faire de son personnage un héros intraitable et glacé, soucieux – en sacrifiant ses sentiments et ses amours – de construire une image mythique de lui-même.

Rampin est traversé par des doutes, des paniques soudaines, et il se laisse parfois envahir par la lassitude que l'on éprouve quand on sait qu'on a raison trop tôt : il était convaincu d'être vainqueur, mais trop vainqueur, peut-être, et, donc, d'une certaine façon, vaincu, car il gagnait en solitaire. Aussi, après s'être illustré, c'est avec une « tristesse hautaine » qu'il prend congé de la guerre.

Une sorte de désenchantement gagne la dernière partie du récit lorsque, dans les feux éteints de la vie civile, Rampin redevient un clandestin, lui, l'éternel dissident que la société finira par punir car elle ne supporte pas qu'il reste « l'inflexible témoin, celui dont la présence muette brise tous les silences, ceux de l'ignorance, ceux du mensonge ».

Avec ce beau roman, à la fois austère et fiévreux, Yves Amiot approfondit son interrogation sur la prédestination, affine cette mise en scène d'une éthique qui singularise son œuvre.

Jean-Noël Pancrazi

(1) José Corti, 1986.
(2) Flammarion, 1988 et 1989.

Sagesse du nihilisme

L'art de l'esquive selon Roland Jaccard
ou comment échapper à l'ennui ordinaire des jours

FLIRT EN HIVER
de Roland Jaccard.
Flon, collection « Carnets »,
120 p., 100 F.

A Demonax, un cynique du temps des Césars, quelqu'on demanda un jour quelle serait, selon lui, une boisson définitive du bonheur. « Seul un homme libre est heureux », répondit-il. « Mais il y a beaucoup de gens libres », rétorqua le questionneur. « Je crois au contraire que seul est libre celui qui n'a rien à espérer ni rien à craindre. Et si tu considères l'ensemble des choses humaines, tu découvriras que pas une d'entre elles n'est digne d'espérer ni de craindre », conclut alors Demonax.

Je ne sais si Roland Jaccard a eu connaissance de ces mots du cynique ; en tout cas, il aurait pu les placer en exergue de son nou-

vel ouvrage, *Flirt en hiver*. Un texte destiné à tous les rescapés de la déprime qui, après avoir tété la mamelle nietzschéenne, biberonné dans les bras de Schopenhauer et dégusté les froids aphorismes de Cioran, voudraient maintenant vérifier qu'ils sont bien immunisés.

Comme à ceux encore qui aimeraient se convaincre que le nihilisme d'aujourd'hui n'est guère plus corrosif ni plus destructeur que celui d'hier. Ce dont Roland Jaccard donne, à sa manière, une preuve exemplaire, puisqu'il est toujours là pour en vanter les charmes et en brosser quelques-unes des images éternelles, avec élégance.

Dès la quatrième de couverture du volume, Jaccard annonce la couleur. Ce que l'on va lire, affirme-t-il, n'est pas un livre. Tout juste des notes : « Notes sur

des rencontres, des lectures, des fragments de vie – rêvés ou défaits ». Mais quelles « notes » ! Un pétillement de culture, un feu d'artifice de formules lapidaires dont chacune, prise séparément, pourrait devenir un sujet de dissertation philosophique.

En fait, il nous offre un montage de séquences brèves, tirées de ses errances quotidiennes d'intellectuel désœuvré, où il distille, avec la désinvolte insolence de celui qui aurait tout compris des pièges de l'existence, la quintessence d'une réflexion que l'on croyait l'apanage de sages au moins nonagénaires. Preuve, d'ailleurs, que l'exercice nihiliste, plutôt qu'une entreprise de sape et de démolition du capital confiance spontanément attribué à la vie, est en réalité une gymnastique favorisant la précoce maturation des neurones – notez, je vous prie, que je ne parle pas de vieillissement, mais de maturation.

C'est pourquoi il conviendrait de ne plus perdre un instant et de prescrire la lecture de *Flirt en hiver* à tous les adolescents qui fréquentent nos établissements scolaires. Ils possèdent assez de fraîcheur d'âme pour échapper à la menace d'une déstabilisation intérieure et suffisamment d'intuition pour faire la part de l'ironie dans les propos tenus : deux vertus qui ouvrent l'esprit à toutes les subtilités d'un enseignement inavouable et inavoué, dont ils tireront le profit adéquat, c'est-à-dire le souci de sagesse que tout bon professeur rêve de leur voir acquiescer.

Qu'y apprendront-ils ? D'abord, l'art de l'esquive. Ou comment échapper à l'ennui de l'ordinaire des jours, au ronron-

nement des idées toutes faites, aux pesanteurs du convenu. Roland Jaccard excelle dans le retournement méthodique du lieu commun. Sa manière à lui de fuir hors des sentiers battus. Il manie l'humour et cisele la formule assassine avec la légèreté du métaphysicien persifleur.

Ultime
comédie

Parle-t-il d'amour, aussitôt il rappelle les inévitables déconvenues qu'un tel sentiment apporte à ceux qui le cultivent. Aborde-t-il la séduction ? Ce n'est alors qu'un soupçon désabusé pour avouer qu'il s'agit de l'ultime comédie qu'il se joue. Quant à la mort, il rumine jusqu'à plus soif la sombre formule de Ladislav Klíma : « L'homme qui se respecte quitte la vie quand il veut : les braves gens attendent tous, comme au bistrot, qu'on les mette à la porte ».

Ils y apprendront aussi que, si l'on sait y faire, l'existence apporte à ses victimes quelques menus plaisirs. Ne serait-ce que la maladie. Ainsi, Roland Jaccard, grand hypochondriaque devant l'éternel, s'y complait des heures et des jours entiers, se vautrant dans tous les maux imaginables et o'hésite pas, s'il le faut, à s'inventer quelques compléments de fièvres ou de douleurs afin de pallier les négligences d'une nature qui, parfois, oublie de le martyriser. Souffrir, finalement, est peut-être la plus belle occupation qui soit donnée à l'homme.

Je vous l'avais annoncé : *Flirt en hiver* est un manuel de sagesse. Dominique-Antoine Grisoni

les éditions du cerf

présentent leurs collections "JUDAÏSME"
à la Librairie Bibliophane

26, rue des Rosiers, 75004 PARIS
et vous invitent à rencontrer leurs auteurs de 18h à 20h

le 6 Juin : Moshe Idel

le 9 Juin : Maurice-Ruben Hayoun

le 10 Juin : Jean-Christophe Attias

le 11 Juin : Mireille Hadas-Lebel

le 12 Juin : René-Samuel Sirat

le 13 Juin : Gilbert Dahan, Josy Eisenberg

Editeur

Les EDITIONS DU CHENE sont spécialisées dans le domaine des "beaux livres illustrés".

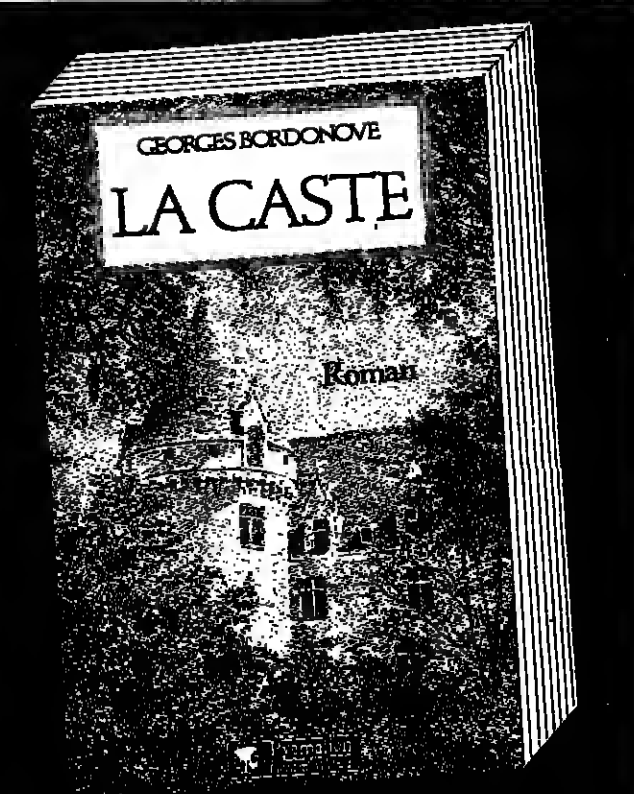
De formation supérieure, vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans de la fonction dans le secteur des beaux livres et justifiez ainsi d'une solide expertise de la codition.

Au sein de notre petite équipe, vous mènerez à bien l'ensemble des projets éditoriaux qui vous seront confiés, de l'étude du projet à sa réalisation, notamment dans le secteur de l'art de vivre et de l'histoire de l'art.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence, 91030/ML à la Gestion des Cadres du Groupe Livre HACHETTE 24 Boulevard Saint Michel - 75006 Paris.

HACHETTE GROUPE LIVRE

Bordonove



Après et fougueuse, cruelle et sereine, l'histoire d'une impérieuse passion par l'auteur du « Bûcher » et des « Rois qui ont fait la France ».

PYGMALION GERARD WATELET

UNE CHARTE POUR L'EUROPE

L'UTOPIE

DE THOMAS MORE, LE "MONTESQUIEU ANGLAIS".
TEXTE INTÉGRAL, érudité, commenté, traduit par André Prévost
Docteur ès lettres, lauréat de l'Académie.

L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres. Le Remède : L'Instrument utopique : les finalités, urbanisme, économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations internationales : Fédérations.

UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI

UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original : titres or, illustrations par Holbein, signets. Custode relevée de portraits. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.

LE LIVRE A OFFRIIR : 250 F francs.

Bégédis Paris et chez l'auteur. Par poste, commandes par C.C.P. A. Prévost 1462.61 Z LILLE ou par chèque ou eurochèque libellé en Francs Français à l'ordre de A. Prévost, 16 avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F. Tél 20.55.29.16. Dédicacé sur demande.

L'autocrate et le prolétaire dans les camps

Les témoignages de deux rescapés du goulag

LES TÉNÉBREUX

de Oleg Volkov.
Traduit du russe
par Michel Niquet.
J.-C. Lattès, 592 p., 160 F.

LA VIE SANS LENDEMAINS

de Lev Razgon.
Traduit du russe
par Anne Collet-Faurand
et Luba Jurkewitch.
Horay, 217 p., 130 F.

Quatre-vingt-onze ans. Cinq arrestations, pour réunir, après vingt-huit années de camp, de prison, de déportation, cinq attestations de non-lieu. Et pourtant, le corps solide, la tête d'une lucidité qui a résisté à toutes les épreuves : on dirait que la malignité des hommes et l'usure du temps n'ont pas eu prise sur cette force de la nature appelée Oleg Volkov.

Il fut accusé des crimes les plus divers, les plus imaginaires, qui lui auraient valu la mort si, comme tant d'autres, il avait tiré le plus mauvais des numéros à la loterie du stalinisme. Il ne reconnaît qu'une « faute », et il en est plutôt fier. Anticommuniste, il l'était quand ses malheurs ont commencé. Il est naturellement resté. Comme beaucoup de ceux qui ont quitté l'enfer, « en comparaison duquel la faim ou le froid des mirages est une punition divine », il raconte ce qu'il a vécu.

Est-il donc encore possible d'ajouter quoi que ce soit à Soljenitsyne ? D'enrichir, de renouveler cette littérature engendrée dans les camps ? Oui, parce que chacun traverse à son pas ce monde-là, le regard à la fois ébloui et étonné, grand magnat des chemises de fer Mamonov, arrière-petit-fils du décambriste Troukotski, Volkov est des pieds à la tête un homme d'ancien régime tendance libérale et, tout naturellement, ce sont les dévotions de cette gauche sociale, et il ne manquait pas dans les camps, qu'il a fréquentés. Avec eux, il a retrouvé, dans les pires conditions qui soient, un peu de l'univers perdu et, au bout du compte, il a survécu à nombre de ses bourreaux. Il a alors entrepris de raconter « le destin des intellectuels surpris par la révolution dès son adolescence », de « dresser un tableau aussi véridique que possible des épreuves qui ont été le lot des couches cultivées de la société russe à partir de 1917 ».

Il y avait quand même des périodes de très relatif bonheur. Comme d'autres, Volkov montre que, dans ces camps-là, on peut



Un condamné politique inconnu, photographié par un Polonais anonyme en 1955.

échapper à l'enfermement, à condition qu'on n'y soit pas au mitard. Le supplice ordinaire est d'une autre nature. C'est le traitement perpétuel entre la faim et le travail forcé, l'humiliation, le spectacle révoltant d'un univers absurde.

Volkov était de ceux qui n'avaient rien à espérer des géliers. Il était catalogué « socialisme dangereux » et cela suffisait. Lors d'une de ses interpellations, le juge eut le cran de lui dire « almallement » : « Je veux d'emblée vous avertir que nous n'avons rien à vous reprocher. Mais nous ne pouvons vous laisser en liberté. Vous resterez et nous sommes obligés de vous isoler ».

Détenu, Volkov a ressenti les contrecoups de la collectivisation agricole. C'est alors que « le camp russe subit un dommage irréparable avec l'extermination du noyau de notre paysannerie ». Son diagnostic sur le mal dont souffrait toute la société n'est guère plus optimiste. Il renonce, par exemple, à s'évader si c'est pour rester en Russie. A quel bon puisque « les mécontents du camp avaient envahi tout le nord de la Russie, et même tout le pays ».

Quant à la peur inoculée, elle n'est pas près de disparaître. Pour inoculée par Staline ? Volkov vise plus haut. Pour lui, le premier, le grand coupable, c'est Lénine, celui qui a imposé la terreur : « Ici les directives que Lénine adressait aux autorités locales. Il exigeait que l'on

fût impitoyable. Il enseignait le terrorisme de manière telle que l'on s'en souvient en tremblant au bout de cinquante ans ».

Que dire après Volkov ? Le témoignage que donne à son tour, et publié en France au même moment, Lev Razgon, autre rescapé des camps, ne va-t-il pas avoir le goût de réchauffé ? En bien non. Lui aussi fit un séjour prolongé (dix-sept ans) dans l'univers du goulag. En analysant ce qu'il éprouve, il confirme naturellement le diagnostic de l'auteur des *Ténébreux*. Volkov relevait les traces durables de la terreur dans les mentalités soviétiques. Razgon précise : « Il est hallucinant de voir que la peur servile de Staline vit encore dans les os et les veines de gens qui ne l'ont pas connue et à qui elle fut transmise presque génétiquement ».

Volkov dénoie l'incroyable gabegie d'un système qui anéantissait les cadres. Razgon illustre ce réquisitoire de témoignages de détenus qu'il a fréquentés. Lisovski, général de talent, qui prévoyait la guerre avec l'Allemagne, et à partir de juin 1941, décrivait à l'avance les opérations comme s'il y assistait. Mais il ne servait à rien. Il coupait du bois dans le camp alors que son armée recevait une rafale. Zdrovski, fameux épistémologue : Staline s'aperçut qu'il était enfermé alors qu'une maladie ravageait le cheptel. Il le fit libérer. Le savant s'acquitta merveilleusement de sa tâche. L'épidémie jugulée en quel-

ques mois, il fut ramené en détention.

Le monde familial de Razgon n'est pas celui de Volkov. Écrivain renommé, il avait jusqu'à sa première arrestation travaillé dans et pour le régime sans se poser de problème. Dans le territoire du goulag, ce sont donc plutôt les rejetés du bolchevisme qu'il a fréquentés. Nos deux auteurs n'auraient guère pu avoir qu'une relation commune : Kalinine (chef de l'Etat soviétique), qui avait connu la famille Volkov avant la révolution. C'est à l'interdiction de ce Kalinine, appelé par lui le Staroste parusse, que Volkov attribue la clémente très relative dont il bénéficia dans ses malheurs. Razgon était détenu non loin de l'épouse du chef de l'Etat, condamnée, elle, à de très lourdes peines alors que son mari devait continuer à faire de la figuration au Kremlin.

« Juif, internationaliste communiste »

Étrange époque, où la femme de Molotov était internée, où un frère de Kaganovitch était exécuté, un autre se suicidait. A l'exception de Kalinine, ces hauts dignitaires avaient l'air de trouver tout cela normal. Étrange époque, où un tout jeune garpoo qui, ce compagnon d'un camarade, avait chapardé une poule khoklozienne était condamné à dix ans pour pillage en bande de la propriété socialiste. Le vol d'une poule était pas prévu dans le code. Le juge avait alors appliqué l'épouvantable principe d'analogie : so l'occurrence, la poule avait été assimilée à un cheval. Étrange époque, système constructif, où un détenu en cavale engagé dans l'armée alors qu'il s'approchait du front s'était conduit d'une façon héroïque qui lui avait valu grade et décoration. Mais il avait été de nouveau arrêté dès le 9 mai 1945, astreint à finir sa peine, plus la durée de son passage à l'armée : « Écoutez pas un homme « libre » pendant qu'il se battait ».

Pour Razgon, le mal vient donc de Staline, ce en quoi il se différencie de Volkov. Au cours de longues conversations avec un codétenu réactionnaire, il s'étonne alors de constater que lui, « juif, internationaliste, communiste », éprouve une telle admiration pour son contraire. Il a peine, quand il se définit, à couper complètement le cordon. Mais qu'il est encore de commun avec un croyant ou un simple pratiquant du marxisme-léninisme ?

Bernard Féron

Une leçon de liberté

LA PENSÉE EMPÊCHÉE

de Merab Mamardachvili.
Entretiens avec Annie Epelboin.
Éditions de l'Aube.
coll. « Regards croisés ».
75 p., 69 F.

« Je voulais avoir la liberté intérieure, et la philosophie était un instrument de cette liberté intérieure. » En ces quelques mots se définit peut-être le mieux la personnalité de Merab Mamardachvili, philosophe géorgien, né en 1930 et mort à la fin de l'en prison (le Monde du 28 novembre 1990). Un homme dont toute l'éducation s'est donc faite durant les pires années du stalinisme, mais qui aura juste essé vécu pour porter un regard critique — et prophétique — sur les bouleversements qu'ont traversés l'URSS et la Géorgie ces dernières années.

Aujourd'hui édités, ces entretiens avec Annie Epelboin furent initialement diffusés, en mars 1990, par France-Culture. Le passage à l'écrit leur donne une tout autre densité que celle du langage parlé, sans que perde rien en spontanéité une réflexion à la fois sur la philosophie et sur l'histoire — passée et présente, — non seulement sans l'ombre de la moindre complaisance pour quiconque mais volontiers iconoclaste (toute idée de « cause » est traitée avec une irrépressible méfiance) et d'une totale indépendance de jugement.

Grand amateur de culture française, l'auteur évoque ainsi Descartes comme l'un de ses points de référence essentiels... mais pour ajouter qu'aujourd'hui « Descartes est complètement recouvert par les cendres du cartésianisme ».

Très tôt, et de plus en plus éloigné du marxisme en tant que « système », Merab Mamardachvili a donc dû bâtir sa propre culture, faire ses propres choix — cela aussi c'est la liberté — pour aboutir à une vision de

l'humanité où se juxtaposent paradoxalement une immense confiance en l'homme et une sévérité extrême pour ce que celui-ci a su faire de son destin.

On imagine aisément vers quels jugements cette approche peut conduire pour parler des totalitarismes de tous acabit : « Vous n'imaginez pas comme la simplification de la pensée totalitaire est attirante et convaincante. Elle est comme un poison liquide agissant beaucoup plus efficacement qu'une censure ou une persécution de ses auteurs. » Mais viennent les lendemains du totalitarisme institutionnel et leurs désillusions.

« La transparence est acquise »

De l'expérience Gorbatchev, Merab Mamardachvili observe que « la transparence est acquise, en partie au moins ». « C'est peut-être le seul acquis de l'ère perestroïka, prévient-il, mais c'est un acquis important que je crois irréversible. (...) En URSS, le problème est de savoir quelle prise aura la parole libre sur la réalité ? La réalité peut, pendant très longtemps (...) rester telle quelle, sans être changée ».

Même en Géorgie, dont ce fils ne cesse de célébrer la « joie de vivre », la convivialité, l'originalité par rapport à la culture russe ? Là, c'est presque pis, et Merab Mamardachvili aura eu le temps de mesurer la gravité des « tentations » que peut engendrer le « problème national ou des nationalités ».

Ultime déception, ultime choix pour cet homme dont les racines personnelles, familiales, plongent en plus profond de cette terre caucasienne : « Je m'oppose à ceux qui aujourd'hui promettent un nouvel esclavage. Mon combat n'est pas pour la langue géorgienne, mais pour ce qui se dit dans cette langue. Je ne veux pas de la foi, je veux la liberté de conscience. » Il arrive que l'on meure d'une si rigoureuse exigence.

Alain Jacob

Autres parutions

● Nina Bachkatov et Andrew Wilson : *Les Nouveaux Soviétiques de A à Z*. — Un ouvrage présenté comme « un vaste abécédaire qui plonge au cœur de la société soviétique dans tous ses aspects ». Les auteurs reconnaissent eux-mêmes toutefois qu'il s'agit de la mise en forme de « bribes d'informations factuelles » soigneusement recueillies en vue d'un autre projet, abandonné parce que dépassé par les événements. Cela se sent un peu, même si, au hasard des 784 articles rassemblés, se recroisent quelques observations pointues et rectifiées heureusement quelques idées trop généralement reçues et acceptées. Un reproche malgré tout : comment avoir omis une chronologie qui aurait heureusement complété cet inventaire ? (Calmann-Lévy, 335 p., 130 F.)

● Tatiana de Metternich : *les Stroganoff, une histoire de la Rus-*

sie à travers une chronique familiale. — Tant l'auteur que Hélène Carrère d'Encausse, dans sa préface, voient dans les Stroganoff l'une des rares familles de la grande noblesse russe qui ne chercha pas uniquement à tirer profit de son rang, mais servit au contraire le régime et la nation grâce aux talents de ses membres et à une immense fortune accumulée à travers les siècles. Une contribution, sans doute, à la « reconquête d'un passé » aujourd'hui encouragée par la glasnost et le gorbatchevisme. (V et O édit., 294 p., 180 F.)

Ne pas oublier Panine

THÉORIE DES DENSITÉS

de Dimitri Panine.
Traduit du russe
par Issa Panine.
Préface de Michel Casanuve.
Éditions Présence,
448 p., 180 F.

Les lecteurs de Soljenitsyne connaissent, sans toujours le savoir, Dimitri Panine, qui devint l'un des héros du *Premier Cercle* sous le nom de Sologdine (1). Prisonniers politiques l'un et l'autre, les deux auteurs se sont liés d'une amitié spirituelle intense.

La vie et l'œuvre du « vrai » Panine sont toutefois plus denses que les plus fortes fictions. Né en 1911 à Moscou d'un père officier et d'une mère noble, il est de ceux qui demeurèrent en URSS tout en se vivant russe et jamais soviétique. Ingénieur, il est arrêté en 1940, alors qu'il allait soutenir sa thèse. Motif extraordinaire, et banal sous Staline, de sa

condamnation : « conversations contre le régime soviétique ». Relâché après seize ans de détention, feute de... « charges étalées », Panine s'installa en France en 1972, où il peut enfin écrire et publier jusqu'à sa mort en 1988.

Cette *Théorie des densités*, sous-titrée *Essai de philosophie de la fin du vingtième siècle*, qui est sans aucun doute son œuvre la plus ambitieuse, est un livre étonnant où la physique quantique est interprétée à la lumière d'une foi ardente dans la création divine et dans les mystères de la Trinité. Animé d'un projet philosophique de compréhension totale de l'homme et du monde comme on n'en rencontre plus guère, ce texte déconcertant peut aussi être lu comme l'indice d'un type de pensée qui risque fort de se développer dans la Russie d'après le marxisme.

R.-P. D.

(1) Dimitri Panine a publié des *Mémoires de Soljenitsyne* (Flammarion, 1975).

La faucille et le croissant

ISLAM-URSS

d'Amir Taheri.
Traduit de l'anglais
par Jacqueline Lahana.
Ed. Tsuru, 335 p., 120 F.

Savez-vous que la fameuse cathédrale moscovite Saint-Basile, construite place Rouge par Ivan le Terrible, commémore une victoire russe sur les musulmans ? Les huit bulbes colorés de l'édifice symbolisent les têtes enturbannées des huit chefs musulmans coupés par « les soldats du Christ et du tsar ».

Du massacre des musulmans de Kazan en 1552 au retour de l'armée soviétique d'Afghanistan en 1989, l'empire tsariste puis communiste a mené sans discontinuer, sous diverses formes, une guerre de conquête ou d'usure contre les populations islamiques bordant son flanc sud. En un demi-millénaire le seul grand recul russe face à l'Islam s'est opéré en Afghanistan.

Aujourd'hui les Républiques musulmanes de l'URSS sont presque toutes en effervescence et souffrent — dans une assez grande indifférence occidentale — de la dépression politique ou militaire soviétique. Les envahisseurs venus du nord n'ont jamais été acceptés par les peuples méridionaux occupés, y compris dans une région comme le Dagestan, annexée par Pierre le Grand et qui fait partie de la République de Russie depuis Staline.

Amir Taheri, journaliste et essayiste iranien exilé en Europe, auteur d'un mémorable *Khomeiny* (Balland), brosse cette fois une fresque historique, religieuse et politique du face-à-face russo-musulman, dont un nouvel acte, sans doute capital, est en train de commencer sous nos yeux. S'appuyant sur des sources inédites et sur sa connaissance des langues locales, Amir Taheri présente dans le détail le point de vue des musulmans d'Asie à l'égard de ce nouvel épisode de l'histoire continentale.

J.-P. P.-H.

Tout savoir sur les juifs d'Éthiopie :

LES FALASHAS

Collection Fils d'Abraham

« Une série de mini-encyclopédies sur les religions, qui n'a pas son équivalent en France, que ce soit en matière d'érudition, de neutralité et de sérieux scientifique. »

le Monde, 5 avril 1991.

Également parus : les Coptes, les Syriens orthodoxes, les Éthiopiens, les Hassidim.

Éditions BREPOLS

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE

récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées :

Romans - Nouvelles - Essais - Poésies - Théâtre

sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias :

Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraire

Les manuscrits sont à adresser à : L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR 17, rue de Gallie - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

Livres anciens sur les

PROVINCES DE FRANCE

2 catalogues par an

Librairie GUÉNÉGAUD

10, rue de l'Odéon

75006 Paris

Tél. : 43-26-07-91

100.000 LIVRES

EN STOCK

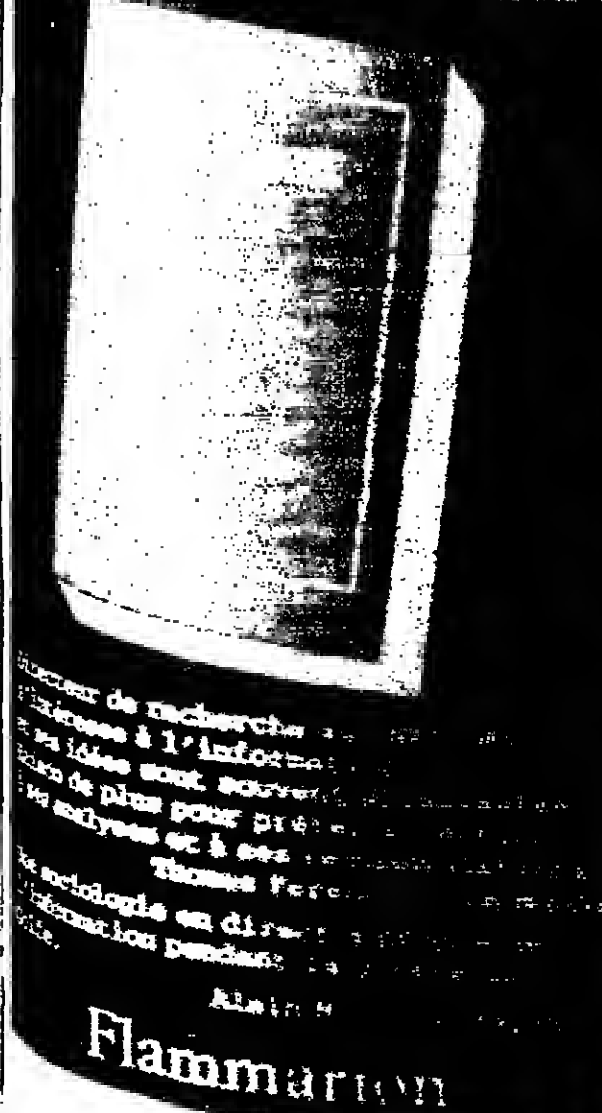
5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

42 88 58 26

9 RUE DE LA POMPE PARIS

L'INFORMATION ET LA GUERRE. WOLTON DONNE L'ALERTE.



مكتبة الأمل

Une leçon de liberté

Le monde de la liberté, c'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien.

Le monde de la liberté, c'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien.

Le monde de la liberté, c'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien.

Le monde de la liberté, c'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien.

Le monde de la liberté, c'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien.

Le monde de la liberté, c'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien.

Le monde de la liberté, c'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien.

Le monde de la liberté, c'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien.

Le monde de la liberté, c'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien.

Le monde de la liberté, c'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien.

Le monde de la liberté, c'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien.

Le monde de la liberté, c'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien.

Le monde de la liberté, c'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien.

Le monde de la liberté, c'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien.

Le monde de la liberté, c'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien.

Le monde de la liberté, c'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien.

Le monde de la liberté, c'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien.

Le monde de la liberté, c'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien.

Le monde de la liberté, c'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien.

Le monde de la liberté, c'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien.

Le monde de la liberté, c'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien. C'est un monde où l'on peut vivre sans être obligé de rien.

NUL n'est censé ignorer les ébats de Madonna; pas plus que la récente visite du pape à Fatima. Mais dans le délicieux récit d'Henri Tincq, «Le pape à Fatima», (le Monde du 14 mai), les lecteurs de bonne foi auront été surpris au premier chef par les variations subtiles d'un syntagme (ou groupe) nominal: le pape.

Apparemment — si l'on ose dire pour une terre d'apparitions — rien de suspect: le pape dont on nous entretient fait référence à Jean-Paul II, uniquement. Même la Sacrée Congrégation pour le salut des enfants de Marie ne demandera aucune sanction. Ainsi le nom propre Jean-Paul II et le syntagme le pape s'emploient-ils l'un pour l'autre, ou l'un à la suite de l'autre, sans la moindre hésitation: «LE PAPE est arrivé, dimanche soir 12 mai, au sanctuaire Maria de Fatima». Déjà soulevé d'admiration pour les trois kilomètres et demi parcourus à genoux par un torero miraculé, on est alors plongé dans la béatitude d'un pique-nique: «En attendant le crépuscule et l'arrivée de JEAN-PAUL II, on a prié et saucissonné».

Tous les manuels scolaires affirment, l'article définit le pape comme un individu déterminé, et déjà connu. Si bien que le groupe le président de la République devient pour nous l'équivalent d'un nom propre: François Mitterrand. Et s'il fallait éclaircir des ignorances, il serait tout à fait recommandé d'en appeler à l'apostrophe: «Le président de la République, François Mitterrand, a fait son pèlerinage annuel».

Ainsi quand on apprend que «des anges bouffis venaient avec LE PAPE et LA MERE TERESA au fond de cendriers et d'assiettes de pacotille», on sait tout de suite que le pape désigne Jean-Paul II. Et, comme il apparaît encore, un syntagme défini (le pape) peut être coordonné, étant de même nature, à un nom propre (Seur Teresa), sans honte ni difficulté.

Mais, attention, voici que le trouble surgit alors que s'organisent les nuits blanches de Fatima: «Dans la nuit du 12 au 13 mai à Fatima, celle des apparitions de 1917, on ne dort pas. Sur tout quand LE PAPE est là, même si c'est la troisième fois». A cet endroit, une note précise, inquiétante: «Avant Jean-Paul II venu une première fois en 1982 à Fatima, Paul VI fut le premier pape pèlerin au Portugal en 1961». Autrement dit le même pape n'est pas venu trois fois à Fatima.

Dans la phrase: «On ne dort pas, surtout quand LE PAPE est là»,

même si c'est pour la troisième fois, il est alors exclu d'apposer un nom propre au syntagme le pape qui, ici, ne vise pas un individu particulier (Paul VI ou Jean-Paul II); mais un individu quelconque: le pape, quel qu'il soit, ou qui que ce soit. Sous le prétexte qu'il est absent des manuels scolaires, on aurait tort de penser que cet emploi de l'article défini LE est rare en français, ou tiré par les cheveux.

NE pas reconnaître les deux emplois de l'article LE peut conduire à d'effrayantes méprises, propres à chagriner le prochain. Que l'on examine cet exemple dû à Georges Kleiber (1), qui a joliment travaillé la question: «Le président de la République change tous les sept ans». Seul un pervers polymorphe pourrait songer à utiliser ici François Mitterrand comme apposition au groupe sujet — ce qui donnerait une affirmation curieuse: «Le président de la République, François Mitterrand, change tous les sept ans». Dans la formule il ne s'agit pas de mentionner le président de la République en tant que François Mitterrand; on vise le président de la République, quel qu'il soit ou en tant que tel (et «pas autrement»): «En tant que tel, le président de la République change tous les sept ans». Il arrive que le même soit réélu.

Les deux emplois de l'article peuvent même cohabiter dans la même phrase. Voici un exemple de Léon-Paul Fargue (Haute solitude), pour rester dans l'atmosphère de Fatima: «LE PATRON avait un ail à partager son saucisson avec LE PREMIER VENU». Le syntagme sujet le patron fait référence à un individu déterminé: «le patron d'un café louchon», à l'identité bien connue au moins de la police: «LE PATRON, M. Ernest, avait l'ail vague». En revanche, le premier venu, qui pourrait entrer, ne vise personne en particulier: c'est le premier venu, quel qu'il soit; ou encore c'est, dirait Fargue, «l'homme commun du Larousse».

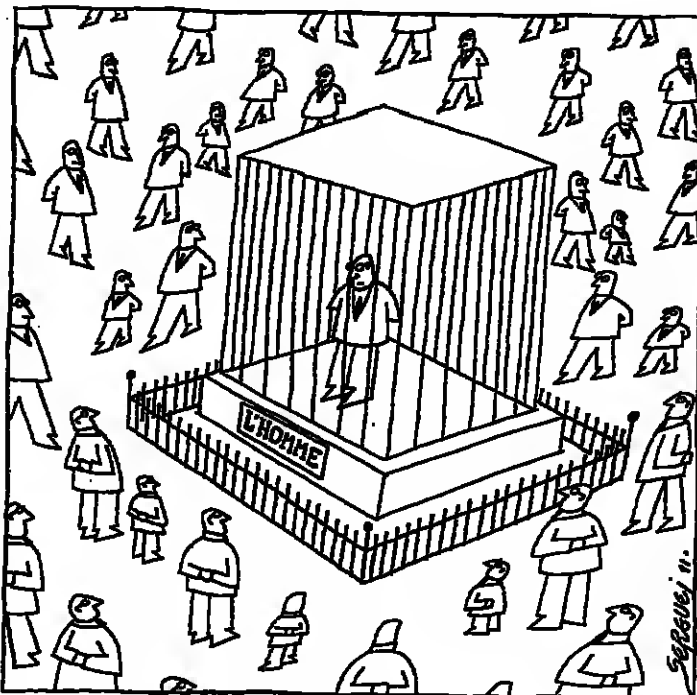
Quelle est donc la nature de la différence entre les deux emplois de LE?

Dans un livre au titre séduisant (2), et qui vient d'être réédité, Introduction à la philosophie mathématique, Bertrand Russell commence ainsi la section consacrée aux descriptions, indéfinies (un pape) et définies (le pape): «Il peut paraître excessif de consacrer deux chapitres à un mot (LE); mais pour le mathématicien philosophe ce mot a une importance capitale». Et pour le grammairien? Pour l'honnête homme?

Dans un superbe «poème dramatique», les Funérailles d'un

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta



Le pape et le patron de café

grammairien (3), Robert Browning rapporte les derniers moments du héros anonyme: «Luttant contre la Mort qui l'étranglait / Il s'acharna sur la grammaire / Dans ses râles mêmes, les parties du discours foisonnaient». Mieux encore, il donna la théorie des particules et des enclitiques, alors qu'il était mort déjà «depuis la ceinture jusqu'en bas». (Dead from the waist down). Et Bertrand Russell conduit son introduction: «Comme le grammairien de Browning pour l'enclitique, je donnerais la théorie du mot LE, non pas seulement si

j'étais en prison, mais même si j'étais mort de la ceinture jusques en bas». Dieu merci, rien n'oblige d'attendre ces tristes extrémités.

DE fait la théorie construite par Russell s'imposait durant un demi-siècle: elle repose sur la distinction entre nom propre (Walter Scott) et description définie (L'auteur de Waverley). En effet, dire «Scott est l'auteur de Waverley», ce n'est pas dire «Scott est Scott»: la première proposition «énonce un fait de l'histoire littéraire; la seconde n'est qu'un truisme trivial».

Russell explicite ensuite la signification de «l'auteur de Waverley était écossais» à l'aide de trois propositions implicites. La première établit l'existence d'un individu: «Au moins une personne écrivit Waverley». La seconde: «Au plus une personne écrivit Waverley», marque la singularité ou l'unicité. Quand la jeune voisine déclare: «Le petit chat est mort», il est clair qu'elle ne possédait qu'un seul et unique chat. Quant à la troisième proposition, elle assure simplement: «Qui que ce fut qui écrivit Waverley était écossais».

Autrement dit, pour Bertrand Russell, la proposition à expliquer signifie seulement: l'auteur de Waverley, quel qu'il soit, était écossais. La théorie est donc incomplète, puisqu'elle ignore l'autre interprétation: l'auteur de Waverley, Walter Scott, était écossais.

Cette belle découverte de l'Américain Keith Donnellan (4) date maintenant de vingt-cinq ans; et les travaux de ce philosophe du langage sont largement ignorés en France: les articles ne sont pas traduits; les grammaires ordinaires restent muettes.

A la différence de Russell, Keith Donnellan distingue deux emplois de l'article défini: l'emploi attributif qui peut se combiner avec en tant que tel ou quel qu'il soit: «L'ami ne baise pas l'ennemi du front. Il cherche des parties plus molles, élastiques et confortables. L'ami s'adresse d'abord à la bouche» (Remy de Gourmont, & sonnet en prose); et l'emploi référentiel qui autorise d'apposer un nom propre: «Le patron du Fat-mo's, M. Jean, a offert le porto». Outre qu'elle assure la dénotation d'un individu singulier et quelconque: L'assassin du pape, quel qu'il soit, est fou, une description définie permet de faire référence à un individu particulier, déterminé ou identifiable: L'assassin du pape, Ali Agpa, est fou.

Considérons, disait un jour Oswald Ducrot (5), cet énoncé ambigu; et attristant: Jacques n'aime pas sa femme, il aime la fille du patron. On numémera l'épouse Justine; et la fille du patron, Juliette. Une première interprétation, référentielle, sélectionne les particuliers, et nous comprendrons: Jacques n'aime pas sa femme, Justine, il aime la fille du patron, à savoir Juliette. Plus horrible encore, la seconde interprétation affirme que Jacques aime sa

femme seulement en tant qu'elle est la fille unique du patron; peu importe qu'elle soit Justine, Juliette, Madonna ou Fatima: l'individu particulier est indifférent, dirait le philosophe Giorgio Agamben (6), ou encore: «La singularité quelconque n'a pas d'identité» et «va pour tous».

TOUT bien pesé, les emplois de LE sont assez simples à résumer. Dans son emploi générique, l'article défini dirige le regard vers une classe, en l'opposant à d'autres, ou à une autre: «En amour, selon les psychologues, LA FEMME est, L'HOMME pleure». «LA FEMME est le genre», ajoute Gourmont.

L'emploi attributif de l'article revient à extraire de la classe un individu singulier, quelconque; dont l'identité n'est pas en jeu au moment de l'énonciation: «LE MEILLEUR ELEVE DE LA CLASSE (en tant que tel, quel qu'il soit) gagna un pèlerinage à Solu-tré».

Enfin, l'article défini permet de faire référence à un individu singulier (unique) et particulier (doté d'une identité): «L'AMIE DE FARGUE, M^{me} de Saint-Croix, a gagné un voyage en Grande Carabagne».

- (1) Georges Kleiber: Problèmes de référence. Descriptions définies et noms propres. Klincksieck, Paris.
- (2) Bertrand Russell: Introduction à la philosophie mathématique, traduction nouvelle de François Rivière, Payot, 334 p., 190 F.
- (3) Robert Browning: Hommes et Femmes (1855), traduction de Louis Cazamian, collection bilingue, Aubier.
- (4) Keith Donnellan: «Reference and Generality» (1966) in Readings in the philosophy of language. Prentice-Hall.
- (5) Oswald Ducrot: Dire et ne pas dire. Principes de sémantique linguistique, Hermann.
- (6) Giorgio Agamben: La communauté qui vient. Théorie de la singularité quelconque. Le Seuil, 118 p., 69 F.

* A SIGNALER: Théorie du gouvernement et du langage. Les conférences de Pils, de Noam Chomsky. Passionnant et discutables comme toujours, le dernier état de la théorie chomskyenne (traduit de l'anglais (Rats-Unis) par Pierre Pica, avec Viriane Digne et A. Aronow-Vicente, Le Seuil, 591 p., 280 F.). Un nouvel «Unel du Robert»: Dictionnaire des citations et jugements (Personnages et lieux célèbres évoqués par les grands auteurs), d'Agnes Pierrot. Instructif, drôle et impertinent. Utile aussi pour connaître et éviter «les idées reçues». 173 F.

Les fins dernières de la littérature

Suite de la page 19

Nous sommes tellement empoisonnés aujourd'hui de bon sens, de bonne volonté et de moralisme qu'il ne semble pas y avoir d'autre ressource que la provocation ou le paradoxe. Là est la seule réponse: ironique, dissolvante. Et s'il y a une urgence dans la tâche culturelle (pour ne pas parler de la vie politique et sociale) que nous menons, c'est bien de retrouver la ton, le style, la variété du paradoxe. Le paradoxe suppose un esprit joueur et une société équilibrée, face à un consensus épais, une ironie frodeuse. Celle d'un esprit libre, qui n'attend nulle reconnaissance: le paradoxe doit demeurer une exception. Voyez Stendhal dans la pesante dix-neuvième siècle. L'homme à paradoxes est un styliste, un excentrique.

Du reste, sans trop d'effort, France qu'il faut en dédier un nombre bien plus important que la France prétendument voltairienne? Pour ne citer qu'eux, Gide, Proust et Manganelli en sont le type achevé, à coloration nettement un modèle de Manganelli pour la pensée et la forme, c'est bien Nabokov, à une certaine légèreté près: un fond de rhétorique latine et de préciosité baroque écarte souvent Manganelli de la pureté des épigrammes nabokoviennes.

Telles sont en même temps les limites de la pensée paradoxale. L'homme à paradoxes sait qu'il va heurter: ce qui signifie qu'il lui importe moins d'affirmer une vérité que d'attaquer une évidence.

Plutôt le paradoxe que le préjugé! Sans doute: mais c'est parfois aux dépens du vrai. On pourrait donc dire, parodiant un mot célèbre, que paradoxe marque une force d'esprit, mais jusqu'à un certain point seulement. Un paradoxe n'est pas une réfutation. Ce qui fait que l'accusation selon laquelle la littérature n'est qu'un tissu de mauvaises pensées et

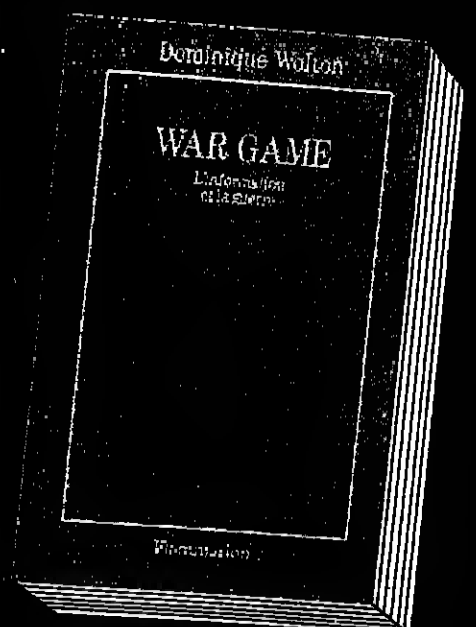
d'actions coupables, lui survit très bien. Sinon pour trancher, du moins pour déplacer un peu le débat, je suggérerais bien au lecteur de relire quelques-uns des essais de Broch, ce grand penseur de la littérature, et notamment son Holmansthal et son temps. Il y verrait que la question de l'éthique est au cœur de sa réflexion sur la littérature — et je ne dis pas «éthique» pour ne pas dire «morale»; je dis «éthique» pour rappeler que la question des valeurs ne peut jamais être exclue du projet littéraire.

Il y verrait que toute l'entreprise théorique de Broch vise à montrer qu'un lien énigmatique mais essentiel relie l'esthétique à l'éthique. Ce qui ne signifie pas que la littérature soit le lieu des bons sentiments, mais que toute littérature se joue la lutte contre le temps et l'angoisse de la mort. C'est dire que, si la littérature relève des trois catégories que sont le beau, le vrai et le bien, leur articulation ne peut se faire que sous la domination de l'éthique, qui est un horizon absolu et non une méthode pour séparer les bons des méchants et distribuer des blâmes et des récompenses.

Ce qui fait qu'une œuvre d'art est «bonne» n'est évidemment pas qu'elle applique platement les préceptes d'une morale puérile et honnête. Une œuvre qui ne cherche que le beau sombre dans le kitsch. C'est donc son rapport au vrai qui va régler la nature de l'engagement éthique: une œuvre doit concevoir, jusque dans la création et l'agencement de formes, que son but est la quête d'une vérité qui «permette à la volonté éthique de jeter sa lumière». La visée éthique, qui n'est pas un précepte moralisateur, participe d'une cosmogonie future; elle se réalise quand la littérature, brûlant les étapes par la connaissance, parvient à assurer le triomphe des forces de vie sur les forces de mort.

Danièle Sallenave

L'INFORMATION ET LA GUERRE. WOLTON DONNE L'ALERTE.



Directeur de recherche au CNRS, Wolton s'intéresse à l'information et ses idées sont souvent stimulantes. Raison de plus pour prêter attention à ses analyses et à ses recommandations. Thomas Ferenzi - Le Monde

Une sociologie en direct à propos de l'information pendant la guerre du Golfe. Alain Minc - L'Express

Flammarion

MISSION SECRÈTE À LONDRES...



Septembre 1940. Entre Vichy, Madrid et Londres, l'histoire d'un homme qui aurait pu changer le cours de la guerre...

139 F

J. Clotès

528 p.

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE (service 18)
LE MONDE DU LIVRE
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
(1) 43.25.77.04
Code Minitel : 3615 MDL

Un chef-d'œuvre subtil
traverse discrètement notre
siècle.
Daria Galateria
(Il Manifesto, Rome)

Georges Roditi
**L'esprit
de
perfection**

10^e édition
4 traductions (Italie, Pays-Bas,
Grande-Bretagne, Allemagne), 70 F
Stock

**magazine
littéraire**

Tous les
mois, un dossier
consacré à un auteur
ou à un mouvement
d'idées ;
et l'actualité littéraire
en France et à l'étranger

JUIN 1991 - N° 290

PASSAGES DE RIMBAUD

Bio-chronologie. Un
entretien avec Alain Borer.
La modernité de l'œuvre.
L'affaire de la chasse
spirituelle. Le poète latin.
Les « fautes » de Rimbaud.
Le regard de la postérité :
Mallarmé, Claudel, les
surréalistes, Bonnefoy.
Rimbaud revu par Ernest
Pignon-Ernest.

Entretien :
PHILIPPE JACQUOTET

Chez votre marchand
de journaux : 28 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 108 F.
Cocher sur la liste ci-après
les numéros que vous souhaitez :

- ☐ Italia aujourd'hui
- ☐ Voltaire
- ☐ Idéologies :
- ☐ le grand chambardement
- ☐ Littérature chinoise
- ☐ Georges Bataille
- ☐ Littérature et mélancolie
- ☐ Stefan Zweig
- ☐ 50 ans de poésie française
- ☐ La rôle des intellectuels
- ☐ Federico Garcia Lorca
- ☐ Flaubert et ses héritiers
- ☐ Écrivains arabes aujourd'hui
- ☐ Écrits intimes
- ☐ André Breton
- ☐ Les écrivains de Prague
- ☐ Les suicides de la littérature
- ☐ Gilles Deleuze
- ☐ La Révolution française, histoire et idéologie
- ☐ Jorge Luis Borges
- ☐ Francis Ponge
- ☐ Albert Cohen
- ☐ Umberto Eco
- ☐ URSS la péroratoire dans les lettres
- ☐ L'individualisme
- ☐ Littératures allemandes d'aujourd'hui
- ☐ Collette
- ☐ Les passions fatales
- ☐ Les frères Goncourt
- ☐ Boris Vian

Nom :
Adresse :
Réglement joint par chèque bancaire
ou postal

**magazine
littéraire**

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris. Tél. : 45-44-14-51

LIVRES • IDÉES ENQUÊTE

Le lamento des traducteurs

Travailleurs précaires d'une industrie fragile, ils réclament davantage de considération



imposées aux traducteurs pinto
qu'à leur incompétence. S'il ne
veut pas mourir de faim, un tra-
ducteur doit enchaîner contrat
sur contrat et travailler vite, très
vite, tous en témoignent.

Le ministère de la culture a
pris conscience de cette situation,
qu'il a essayé de corriger aux
début des années 80. Traducteur
lui-même (Lewis Carroll, Oscar
Wilde...), Jean Gattégno, à l'épo-
que directeur du livre et de la lec-
ture, est l'initiateur d'une politi-
que qui consiste, pour le Centre
national des lettres (CNL), à ne
subventionner que les bonnes tra-
ductions, à la condition - « tout
est lié » - qu'elles soient conven-
ablement rémunérées.

Sur les quelque trente-six mille
titres paraissant chaque année,
un peu plus de 6 % sont des tra-
ductions. Deux cent neuf ont été
aidées en 1990 par le CNL, pour
un montant global, en forte aug-
mentation ces dernières années,
de 4,4 millions de francs. L'es-
tampille « Publié avec le
concours du Centre national des
lettres » garantit la valeur des
ouvrages sélectionnés en même
temps que la qualité de leur tra-
duction. Par exemple, le CNL a
récemment attribué « environ
80 000 francs » à l'Embaras des
richesses de l'historien anglo-
américain Simon Schama, un
gros ouvrage (880 pages) promis
à une diffusion inévitablement
restreinte mais qu'il était essen-
tiel de faire connaître en France
(« Bibliothèque illustrée des his-
toires », Gallimard).

Bourses et subventions

En outre, le CNL accorde cha-
que année quatre bourses de
140 000 francs à des traducteurs,
huit de 70 000 francs et huit de
50 000 francs. Ces bourses vont
généralement à des professionnels
confirmés, soit pour les récom-
penser de leur peine, soit pour
leur permettre de se lancer dans
un travail présumé non rentable.
Traducteur, entre autres, de
Kerouac et de John Fante, Brice
Matthiessent a reçu récemment
l'une de ces bourses : « Elle va me
permettre d'entreprendre l'essai
sur Paul Bowles que j'ai en tête
depuis longtemps ».

Bénéficiaire, il y a quelques
années, d'une autre de ces
bourses, Alice Raillard a
également reçu, en 1990, le
Grand Prix de la traduction
(50 000 francs), créé récemment
par le ministère de la culture avec
le même souci : venir en aide aux
traducteurs et valoriser leur sta-
tus. Traductrice depuis vingt ans
de Jorge Amado et d'autres
auteurs brésiliens plus confiden-
tiels, ces coups de pouce n'ont
pas été de trop pour elle :
« Quand vous remettez dix fois
sur le métier la traduction d'un
poème difficile... »

Ces aides atténuent à peine le
lamento des traducteurs, qui
aspirent à davantage de considé-
ration. « Beaucoup a été fait, mais
beaucoup reste à faire », admet
Evelyn Pissier, qui a succédé à
Jean Gattégno à la direction du
livre. Pour autant, les traducteurs
ne doivent pas s'illusionner : tra-
vailleurs précaires d'une industrie
fragile, l'amour de l'art risque
d'être longtemps encore leur
consolation, tant que l'économie
de l'édition ne permettra pas
de les rémunérer comme ils
devraient l'être.

Bertrand Le Gendre

Ils exercent leur talent dans
l'ombre des auteurs, poursuivis par
l'opprobre d'un aphorisme assas-
sin : traducteur, traductrice (traduc-
teur, traductrice). Et pourtant, sans les
traducteurs, point de ces décou-
vertes qui abolissent les frontières
de la littérature, tirant de l'anony-
mat un romancier africain ou un
poète tchouvache. On leur doit
beaucoup, mais on l'oublie sou-
vent. Interprètes d'une partition
écrite par d'autres, ils ne viendraient
jamais à personne l'idée de les
encenser comme un Menuhin ou
un Brendel.

Tel est le sort des traducteurs,
que la loi de 1957 sur la propriété
littéraire assimile à des auteurs.
Depuis 1981, le ministère de la
culture s'est efforcé d'améliorer
leur condition, mais celle-ci
demeure peu enviable. Il reste
beaucoup à faire pour valoriser
une profession que les éditeurs
tiennent rarement en considéra-
tion, malgré un code des usages
qui est censé avoir mis de l'ordre,
en 1984, dans leurs rapports.

L'après-guerre a vu un aimable
passage de temps devenir un métier.
Les traducteurs de ces années-là
étaient généralement gens aisés, ils
étaient peu regardants sur leur
rémunération. Moyennant quoi,
les éditeurs ne l'étaient pas non
plus sur la qualité de leur travail.
Héritage de cette époque, beau-
coup d'amateurs prétendent,
aujourd'hui encore, exercer cette
activité, mais sans en avoir le
talent. Et trop de maisons d'édi-
tion mettent sur le marché des tra-
ductions bâclées parce que rémuné-
rées à bas prix.

Si les années récentes ont vu la
profession s'autodiscipliner, ses
contours restent flous. Jacqueline
Labana, présidente de l'Associa-
tion des traducteurs littéraires de
France (ATLF), évalue à « mille à
mille cinq cents » les personnes
relevant de cette définition. Parmi
celles-ci, il y aurait autant de
femmes que d'hommes et « envi-
ron sept cents traducteurs exerçant
à plein temps ou presque
à plein temps ».

« Trois mille pages par an »

Ceux-là pâtissent de la pré-
sence, sur un marché saturé, de
trop nombreux traducteurs qui en
ont fait une activité d'appoint.
« Le problème avec eux, observe
Jacqueline Labana, c'est que,
généralement, ils se moquent des
tarifs. » Ne vivant pas de traduc-
tions, ces « occasionnels », ensei-
gnants ou autres, pratiqueraient
un dumping dont les « plein-
temps » feraient les frais.

Principale association de tra-
ducteurs littéraires - elle revendique
cinq cents adhérents environ -
l'ATLF s'est efforcée, ces der-
nières années, d'obtenir des édi-
teurs une rémunération digne de
ce nom. Les tarifs qu'elle tente
d'imposer vont de 90 francs à
180 francs la page de mille cinq
cents signes (lettres et intervalles)
pour les langues « faciles » telles
que l'anglais ou l'espagnol. La
fourchette atteint 95 francs-190 francs pour l'alle-
mand ou le norvégien et grimpe à
107 francs-214 francs pour les
langues « difficiles », comme
l'arabe ou le japonais.

Dans les faits, ces tarifs ne sont
pas appliqués. Quelles que soient
la langue et les subtilités d'un
ouvrage, un traducteur est géné-
ralement rémunéré autour de
100 francs la page. Ce n'est pas
ce que revendique l'ATLF, mais
c'est mieux que ce qu'un traduc-
teur pouvait espérer il n'y a pas si
longtemps encore : environ

50 francs. C'est davantage sur-
tout que ce dont une minorité est
toujours obligée de se contenter.
Comme le remarque Jean-Luc
Pinard-Legry, directeur adjoint
du service littéraire étranger chez
Albin Michel, « tout ce que les
auteurs n'acceptent pas d'aban-
donner une partie de leurs droits à
ceux qui les font connaître, la
situation restera en l'état ».

Aux prix actuels, on rencontre
davantage de « smicards » dans le
métier que de nababs. Un traduc-
teur, s'il a la chance de ne pas
manquer de travail, peut espérer
gagner 10 000 francs par mois.
C'est ce que rapporte, par exem-
ple, « bon on, mal on », à Jean
Pavans la traduction des pre-
miers volumes des œuvres com-
plètes d'Henry James que lui ont
confiées les Éditions de La Diffé-
rence.

Par contraste, « l'un des traduc-
teurs français les mieux payés » -
c'est lui qui le dit - a vu un
revenu d'environ 30 000 francs
par mois. Aguerri, apprécié des
éditeurs pour la sûreté de son tra-
vail et sa ponctualité, William
Desmond s'impose une discipline
rigoureuse qui fait de lui l'un des
recordmen de la profession. Il
traduit « jusqu'à trois mille pages
par an », parmi lesquelles un bon
nombre de Stephen King, l'un
des gros calibres de la littérature
populaire américaine, éditée en
France par Albin Michel.

Par comparaison, le sort
d'Anne Colin du Terrail paraît
beaucoup moins enviable... et
beaucoup plus typique. Elle est
l'auteur de deux traductions
d'Arto Paasilinna - « la troisième
est en route » - un romancier fin-
landais, auteur, entre autres, du
Livre de Vatanen, qu'elle a fait
découvrir à Denoël. Ayant touché
45 000 francs au total pour les
deux livres déjà parus, elle vit,
pour le reste, de traductions
techniques qui lui rapportent le
double (« 200 à 250 francs la
page ») : « Je préférerais me
consacrer entièrement à la litté-
rature plutôt que d'ovoier à traduire
des brevets pour catalyseurs,
mais... »

Certains, qui ne peuvent com-
pter comme elle sur un « extra-
job », courent le contrat, accep-
tant tout, de peur du chômage,
même s'ils savent ne pas pouvoir
mener à bien la traduction qu'on
leur confie, qui n'est pas dans
leurs cordes. Pour l'éditeur, c'est
une calamité. Arlette Stroumza,
conseiller littéraire aux Presses de
la Renaissance, raconte : « Il y en
a même, qui, pour n'obtenir pas à
refuser, sous-traitent à moins
compétents qu'eux. On voit alors
arriver un travail ni fait ni à faire,
signé d'un traducteur auquel on
avait pourtant l'habitude de faire
confiance... »

Sans doute les traducteurs
mériteraient-ils d'être mieux
rémunérés mais, pour une nais-
son d'édition, un livre n'est pas
seulement une œuvre de l'esprit.
Il a aussi un compte d'exploitation.
C'est ce qu'explique Ber-
trand P., directeur éditorial
d'Actes Sud : « Si nous donnions
5 francs de plus par page aux tra-
ducteurs, cela représenterait pour
nous une dépense supplémentaire
de 150 000 francs dans l'année,
soit l'équivalent de cinq traduc-
tions, auxquelles nous devrions
renoncer. Vous voyez le
dilemme... »

Pots de terre

La traduction d'un livre promis
à une faible diffusion alourdit,
parfois jusqu'au déséquilibre, son
prix de revient. Pour cette raison,
le monde de l'édition est généra-
lement indulgent à l'endroit de
certaines maisons qui, dans l'im-
possibilité de boucler leur budget,
ne paient pas, ou avec retard,
leurs créanciers. Le fait d'avoir
pour la littérature aborderait ces
artisans méritants. Souvent vic-
times de ces manières de faire,
les traducteurs sont beaucoup
moins tendres avec les coupables.

Un travail non rémunéré ou
rémunéré partiellement constitue,
dans leur cas, une catastrophe.
Sans doute hésitent-ils, comme
tout un chacun, à engager un pro-
cès pour 20 000 francs ou
40 000 francs. Une telle somme
équivalait cependant, pour un tra-
ducteur, à plusieurs mois de reve-
nus.

**LE PLAISIR
D'ÉCRIRE
LE DROIT
D'ÊTRE LU**

Si pour vous écrire
est une passion, déve-
lopez. Nous éditons et illustrons
vos ESSAIS, MÉMOIRES, RECITS,
ROMANS, POÈMES en LIBRAIRIES,
LANCÉMENT PUBLICITAIRE par
PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION,
LIBRAIRIES. Envoyez dès main-
tenant vos manuscrits à

LA PENSÉE UNIVERSELLE

115 boulevard R. H. HARD LENOIR
75200 PARIS CEDEX 11
Tél. (1) 43 37 74 74
Un seul décalage par fax, avec la boîte
1105 51 sur la page de la boîte

Gulliver

REVUE UNIVERSITÉ

DES ÉCRIVAINS
REDÉCOUVRENT LE MONDE

du monde d'aujourd'hui

ÉCRIRE LE SPORT

REVUE ILLUSTRÉE
Thomas Mann, Louis Aragon,
Léon Chénier, Robert Pinget,
Graham Greene, Paul Valéry,
Alphonse Douville, Guy de Maupassant

ABONNEMENT
4 numéros par an : 200 F
à l'adresse : Gulliver, 10 rue de la Harpe,
75005 Paris

Club du Livre Secret

Le Club du Livre Secret offre au
diffuse des livres érotiques originaux
et rares. C'est le cas de TENDRES
ESCLAVES (photographies de Robert
Chouquet, où s'allient perversité et
refinement), 64 pages sur papier
grand luxe, format 21 x 30. Prix
225 F, port recommandé inclus.

LE MAGASIN UNIVERSEL
B.P. 17 - 20110 NYONS

NOM :

ADRESSE :

☐ Certifie être majeur
et désire recevoir :

☐ TENDRES ESCLAVES

☐ Votre catalogue de luxe (50 F)
à joindre un chèque de :

DATE : SIGNATURE :

Prix de la nouvelle
de l'Académie
française

مكتبة الأنجلو

ACTUALITÉS

Le prix François-Mauriac à Florence Delay

Le sixième prix François-Mauriac doté de 50 000 F a été remis lundi 3 juin à Florence Delay par M. Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux et président du jury, en présence de plusieurs membres de la famille Mauriac.

La cérémonie avait lieu pour la première fois à Malagar, la propriété de François Mauriac, devenue le Centre d'études François-Mauriac. Le dernier roman de Florence Delay (elle-même née à Bayonne) *Et cernant* (Gallimard, Le Monde du 28 septembre 1990) a au centre de son intrigue la question basque.

Le Centre François-Mauriac, que l'on peut désormais visiter, existe depuis cinq ans, depuis le don qu'en a fait la famille Mauriac au Conseil régional. Les documents qu'on y a trouvés sont en cours de classement et seront bientôt mis à la disposition des chercheurs, qui pourront être accueillis dans le Centre.

Jo. S.

La « conspiration » d'Amnesty

Novembre 1980 : indigné d'apprendre que deux étudiants portugais avaient été jetés en prison pour avoir osé, en pleine dictature salazarienne, porter un toast à la liberté, un avocat britannique, Peter Benenson, a l'idée d'une campagne en faveur des « prisonniers oubliés ». Six mois plus tard commençait dans la presse britannique l'aventure d'Amnesty International, devenue depuis la multinationale des droits de l'homme que l'on sait.

Cela fait, en effet, trente ans – trente ans déjà, ou seulement ? – que le flamme tenue mais têtue de la bougie d'Amnesty jette une lueur d'espoir au fond des cachots du monde entier, errant les victimes à l'oubli, réveillant les débris de justice, exposant les salles de torture et le nom des bourreaux. Trente ans qu'Amnesty et ses milliers de militants entretiennent, au nom de la justice et des libertés, la conspiration de l'espoir contre les abus du pouvoir et de la raison d'Etat. Trente ans que cette croisade pour la liberté de conscience est devenue, peu

ou prou, notre conscience. (Voir dans le Monde du 28 mai : « Le combat de Peter Benenson »).

En recontant les trente ans de cette « conspiration de l'espoir », le journaliste Jean-Paul Besset, éclaire « la face cachée de l'histoire de cette fin de siècle, pour y découvrir que plus de la moitié des Etats du monde vivent encore au Moyen Age, dans une version des ténébreux ». A travers l'histoire d'Amnesty, de ses combats, de ses militants, de ses détracteurs, ce n'est pas seulement la radiographie, passionnante, d'une « puissance » pes comme les autres que l'auteur nous convie. C'est aussi à redécouvrir le passé, et à réfléchir à l'avenir, du point de vue des victimes.

R.-P. P.

► Amnesty International : la conspiration de l'espoir. Trente ans au service des droits de l'homme, de Jean-Paul Besset. Félin, 198 p., 98 F.

Lionel Ray prix Antonin-Artaud

Depuis quarante ans, la ville de Rodez (Aveyron) rend hommage aux poètes, grâce aux efforts de Jean Digo (1) qui, avec sa femme, Simone, anime l'Association des écrivains du Rouergue. Cette année, les « Journées-poésie » débutaient, centenaire obligé, par l'inauguration, au musée Denys-Puech, de l'exposition « La malle de Rimbaud ». Le poète Jean Métellus, habitant en exil à Paris, évoqua les lites de son pays et la création littéraire. Il mit en évidence l'influence de la politique sur l'évolution de la langue, et la création de néologismes, tel le verbe « linguère », surgi de la répression et des bains de sang.

Lionel Ray a obtenu le prix Antonin-Artaud 1991 pour *Une Sorde de ciel* (Gallimard). Le prix Marie-Vernon est allé au recueil des *Œuvres de Jean*, de Josette Ségura, qui sera édité par Jacques Bérmond. Le prix Claude-Sernet, récompensant une œuvre écrite en langue française, a été attribué au Suisse Jean-Raymond Tschumi. Et c'est la Linouine Marcela Delpeste qui a obtenu le prix Jean-Boudou, réservé à la littérature occitane.

Dominique Frétyard

(1) Jean Digo vient de publier aux Editions du Rouergue : *Que dire, que faut-il dire aux hommes ?*, 320 p., 140 F.

□ La France et l'Italie. – L'Institut culturel italien de Paris organise à l'hôtel Gallifet, 50 rue de Varenne, un colloque sur le thème : « 1980-1993, France, Italie et Europe ». De très nombreuses personnalités participeront à ce colloque, du 10 au 14 juin, parmi lesquelles M^{me} et M^{lle} Curien, Pandolfi, Abirached, Cotta, Cremisi, Feltrinelli, Laterza, Delfino, Eco, Duverger, Touraine, Vattimo, Sellaceva.

Le programme de Cerisy-la-Salle

Voici le programme des prochains colloques de Cerisy-la-Salle.

Jusqu'au 11 juin : *Culture et Institutions culturelles* (sous la direction de R. Bordaz, P. Rebeyrol, S. Lewisch). Du 13 au 20 juin : *Esthétique baroque et imagination créatrice* (M. Krognegge, J.-Cl. Vuillemin). Du 22 au 29 juin : *La nouvelle entreprise : troisième Ecole d'été sur l'organisation* (M. Batten, J.-C. Moisson). Du 2 au 9 juillet : *Traditions et post-modernisme : à partir de l'œuvre de Gilbert Durand* (M. Maffesoli). Du 11 au 18 juillet : *Structuration du social et modernité : autour des travaux d'Anthony Giddens* (M. Audet, H. Bouchikhi). Du 19 au 26 juillet : *Trois regards sur le Moyen Age : Histoire, théologie, cinéma* (J. Le Goff, G. Lobrichon). Du 1^{er} au 8 août : *La problématique du merveilleux* (R. Baudry, C. Letellier). Du 10 au 20 août : *Raymond Roussel : version moderne* (P. Bazantay, P. Benoit). Du 21 au 28 août : *Principes, problèmes* (J. Ricardou). Du 24 au 31 août : *Julien Gracq* (M. Murat). Du 2 au 9 septembre : *Les mathématiques et l'art* (M. Loi). Du 4 au 6 octobre : *Comment parlent les Normands ?* (R. Lepelley).

► Renseignements : CCIC, 27, rue de Boulaivillers, 75016 Paris. Tél. : (1) 45-20-42-03.

□ Livres anciens. – La cinquième Foire internationale du livre ancien se tiendra à la Conciergerie du 14 au 16 juin. Cette manifestation bibliophilique de haut niveau accueillera cette année quatre-vingt libraires français et étrangers.

Mort de l'abbé Englebert

L'abbé Omer Englebert est mort le mercredi 29 mai au cimetière du Père à Jérusalem. Il était âgé de quatre-vingt-dix-huit ans. L'abbé Englebert était depuis plus d'un demi-siècle une figure de la vie littéraire. Né le 31 mars 1893 dans les Ardennes, ordonné prêtre à treize ans, après, selon ses dires, une jeunesse turbulente de mauvais élève, il avait conservé dans ses activités d'écrivain et d'écrivain une verve, un anticléricalisme, une manière joyeuse de proclamer sa foi.

L'âge venant, cette pétulance, jointe à une grande érudition, avait fait de lui une manière de vedette dans le domaine de la littérature religieuse.

Mais les succès du Père Englebert à « Apostrophes » ne doivent pas faire oublier son activité d'éditeur des collections « Pages catholiques » et « Les grands spirituels » d'Albin Michel. Parmi ses nombreux ouvrages parmi lesquels *La Vie de saint François d'Assise*, sa biographie d'Eve de Lavallière (*Du moins je suis aimé*), le *Curé Pequet*, le Père Damien, *apôtre des lépreux* (tous édités par Albin Michel).

EN POCHE
Eloge d'Erasmus

Après les belles réussites que sont les *Vies des douze Césars*, de Suétone, dans la traduction de Klossowski, les *Traité de poétique et de rhétorique de la Renaissance*, de Sébillot, Anseau, Pelatier, Fouquelin et Ronsard, ou la correspondance choisie de Voltaire, voici encore un superbe volume du Livre de poche « classique », qui met à la disposition d'un large public une œuvre capitale de l'histoire de la pensée occidentale.

D'Erasmus (1467-1536), on a pris le parti de ne connaître que l'*Eloge de la folie*, ce chef-d'œuvre d'ironie noire sur le sort des hommes, la chute du spirituel dans le temporel, les grimaces de l'ambition et les ravages de l'égoïsme. Pour le reste, on se contente généralement de l'image de ce petit bêtard hollandais, fils d'un prêtre et d'une veuve, se hissant par la puissance de son intelligence, et l'habileté de sa conduite jusqu'à une manière de royauté intellectuelle qui s'étendait sur toute l'Europe.

Reste à connaître l'essentiel des textes qui lui valurent cette réputation unique de figura rayonnante de ce qu'on a appelé l'humanisme chrétien de la Renaissance. Remarquablement présentés et annotés à bon escient par Jacques Chomarat, voici, outre l'*Eloge de la folie*, des écrits pédagogiques, les *Adages* qui dessinent le territoire d'une nouvelle sagesse et les annotations et paraphrases sur le Nouveau Testament dans la version qu'ose en présenter Erasmus, onze siècles après la traduction de saint Jérôme. La manifestation d'une eudésie de la pensée, la mise au premier plan de la charité comme fondement de la « philosophie de Jésus-Christ », l'élaboration d'une religion pragmatique qui considère comme impies toutes les formes de la piété charnelle, mais aussi une écriture toute d'élégance et de clarté, de légèreté et de bonheur.

► Œuvres choisies, d'Erasmus. Le Livre de poche « classique », 1 030 p.

• La *Monodologie* de Leibniz est l'un de ces textes fondamentaux de la pensée occidentale qu'on aime à citer sans oser les lire. L'édition qu'en présente Le Livre de poche date de la fin du dix-neuvième siècle. Elle est complétée par une excellente préface de Jacques Rivelaygue. (N° 4806, 318 p.)

• L'Art de la guerre, de Machiavel, est un des textes les plus curieux de l'auteur du *Prince*. Publié en 1521, ce texte paisible cherche à civiliser la guerre et, non pas à belliger la politique. (GF Flammarion, n° 615, 280 p.)

• Benjamin Stora présente

dans la collection « Repères » de La Découverte une rapide *Histoire de l'Algérie coloniale (1830-1954)*. Des balises indispensables pour comprendre comment l'aventure coloniale de la France en Algérie diffère de celle qui la guide dans d'autres pays ; et comment cette aventure différente transforme le drame de la décolonisation en tragédie. (N° 102, 130 p.)

• Dans la collection « Folio essais », *Notes et contre-notes*, d'Eugène Ionesco, est composé de ses divers jugements sur l'artiste, le théâtre et les critiques. (N° 163, 371 p.)

SCIENCE-FICTION

Dragons et autres fléaux

FENDRAGON

de Barbara Hambly. Traduit de l'anglais par Michel Demuth. Presses de la Cité, 272 p., 130 F.

BELGARIAD

T 1 : Le Pion blanc des présages. T 2 : la Reine des sortilèges. T 3 : le Gambit du magicien. de David Eddings. Traduit de l'anglais par Dominique Haas. Presses Pocket, respectivement 348 p., 414 p., 357 p.

MIDNIGHT

de Dean Koontz. Traduit de l'anglais (Eras-Units) par William Desmond. Albin Michel, 463 p., 140 F.

UN RIEN DE MUSCADE

de John Collier. Traduit de l'anglais par Marc Chadourne, Julliard, 115 F.

gon. Mais elle lui fait subir un savoureux traitement. Un jeune chevalier, la tête farcie de ballades héroïques, chevauche jusqu'aux terres du Nord pour y rencontrer le dernier tueur de dragon vivant : John Aversin, dit Fendragon. Barbara Hambly a choisi de nous conter l'histoire du point de vue de Jenny Waynest, une magicienne qui partage la vie du rêveur lord Aversin et qui ne dispose que de pouvoirs limités, trop distraite des arcanes de son art par le poids des amours terrestres. En adoptant ce point de vue, en faisant du dragon bien autre chose qu'une bête tyrannique et en modifiant de fort intelligente façon la fin du récit légendaire, Barbara Hambly a signé un joli et fascinant roman.

C'est à Tolkien (2) que l'on pense à la lecture des trois premiers tomes de la *Belgariade* de David Eddings, puisqu'on y retrouve les deux thèmes principaux du *Seigneur des anneaux* : la lutte manichéenne entre magiciens « blancs » et magiciens « noirs » pour le contrôle du pouvoir cristallisé en un objet, le long périple à travers les territoires et les peuples. Mais à un Tolkien matiné d'Alexandre Dumas, car il y a dans le déroulement de cette épopée un côté « roman de cape et d'épée » fort allègrement trépassé. La *Belgariade* est une décalogie : on ne sait si Eddings parviendra à renouveler les péripéties de la quête et à structurer l'apprentissage du jeune Belgarion pour maintenir l'intérêt du lecteur tout au long des

dix volumes de son cycle : le pari est difficile. Sur trois volumes, il est fort bien tenu.

Du côté du roman d'horreur, l'événement est bien évidemment la parution du nouveau Dean Koontz : *Midnight* (encore, ça se trouve chez Lattès) de la version intégrale du roman de Stephen King *Le Fléau* – 1183 pages – pourrait lui disputer le titre). Dans une petite ville de Californie, une série de meurtres étranges a attiré l'attention de l'FBI, qui vient d'y envoyer secrètement un agent, Sam Booker. Ce dernier débarque dans la phase terminale du projet Faucon-Lune conduit par une sorte de nouveau docteur Moreau : Thomas Shaddock. Presque tous les habitants de la ville appartiennent à la suite d'une transformation induite par une technologie sophistiquée, à ce qu'il appelle une « nouvelle race ». Ce thriller apocalyptique conduit avec un sens prodigieux du suspense est une réussite que vient ternir un dernier chapitre un peu trop psycho-bazar.

John Collier fut un génie de la nouvelle sophistiquée relevant de l'étrange, du bizarre et de l'humour noir, Julliard vicia de rééditer son recueil *Un rien de muscade*. Ne le ratez pas : c'est un enchantement !

Jacques Randon

(1) Les Editions de l'Atlantique viennent avec le *Programme final* d'entamer la réédition de ses œuvres : « new wave ».

(2) Savez-vous qu'il existe une Tolkien Society française ? La FEE (se renseigner auprès d'Edmond Klossowski, 22, rue Victor-Hugo, 78800 Houilles).

Fiction & Cie


Pierre Mertens
Les phoques
de San Francisco



Prix de la nouvelle
de l'Académie
française

Collection
Fiction
& Cie
dirigée par
Denis Roche.
79 F

Editions du Seuil



Eric Fottorino
ROCHELLE
roman

Fayard 288 p.
89 F

Avec une jubilation, une aisance d'écriture et une imagination qui sont la marque d'un authentique écrivain, Eric Fottorino emmène les fils, crée, bâtit un univers de pierre et de chair qui emprunte à la réalité pour mieux la détourner. Une œuvre vraie sur le théâtre de ses illusions et qui annonce un romancier qui campera ces prochaines années.

Daniel Gamier, Sud-Ouest

A vélo, encore junior, il gagnait des courses de seniors. On peut parier qu'avec Rochelle Fottorino fera de même : gagner chez les seniors, en grillant les étopes, car il le mérite. Avant de retenir son nom tout de suite, on reparlera de lui.

Monique Geller, L'Événement du Jeudi

J'ai adoré ce livre qui m'a fait fondre de plus en plus à mesure que je le lisais. (...) Voilà un écrivain. Il y a un style absolument admirable. C'est sensuel, c'est tendre, c'est drôle.

Bernard Thomas, Le Canard Enchaîné

Je trouve ce écrit de façon éblouissante. Il y a une gaieté...

Alain Rico, Le Nouvel Observateur

Alors, tout le monde est d'accord sur Fottorino...

Christine Bravo

FAYARD

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Bunuel

CONVERSATIONS
AVEC LUIS BUNUEL
Entretiens avec Max Aub
Traduit de l'espagnol
par Lucien Mercier.
Préface de Jean-Claude Carrière.
Belfond, 372 p., 145 F.

ATTENTION! Ceci n'est pas un livre sur le cinéma. Pas un livre de plus sur le cinéma de Luis Bunuel. C'est une rencontre avec un révolté, on peut même dire un révolutionnaire, un génial « faiseur de scandales », qui avait trouvé dans la réalisation de films le meilleur moyen d'exprimer sa passion de la liberté, sa rage contre le monde bourgeois qui était le sien. Et qu'il avait su rejeter.

« Ce n'est pas le travail qui me fait peur, c'est le temps. Nous ne sommes plus jeunes. Je veux chercher, et je veux trouver. Avant de tomber sur ce qu'on cherche, souvent on s'égare. Quand on écrit un roman, on mène ses personnages

où l'on veut, personne ne proteste. Toi, tu vas protester et tu auras peut-être raison... » D'entrée, Max Aub prévient : ses entretiens à la fin des années 60 avec le réalisateur de l'Age d'or sont une approche tout à fait passionnante de la vie d'un des grands créateurs, des plus insolents profaneurs de notre siècle. Malgré une édition posthume tronquée dans la version française, sans véritable index, avec un abrégé des films propres trop partiel pour être vraiment satisfaisant et qui laisse dans l'inconnu nombre de personnages.

Cependant, la complicité qui lie les deux hommes, âgés tous deux de près de soixante-dix ans, fait surgir dans une suite de conversations en apparence à bâtons rompus des personnages de l'intelligentsia madrilène des années 20 et 30 trop méconnus et les racines de l'œuvre du cinéaste, resté toujours extrêmement discret sur sa vie personnelle. Des conversations dans lesquelles celui qui interroge n'hésite pas,



l'emmerdeur

so cultivant la connivence, à fouailler, à malmener celui qui est interrogé, à le pousser dans ses retranchements, à exiger des anecdotes, des détails qui parfois se contredisent, qui ne paraissent pas forcément essentiels, qui irritent mais qui s'accroissent comme pour recréer la richesse d'une personnalité romanesque.

Ce livre a été publié en Espagne en 1984 par les héritiers de Max Aub, plus de dix ans après la mort de son auteur. Un an après la mort de Bunuel. Et « avec le concours du ministère de la culture espagnol »! Max Aub (1903-1972), en effet, n'a pas eu le temps de terminer et d'élaborer la construction d'une immense documentation rassemblée pendant de nombreuses

Luis Bunuel et Salvador Dali au temps du Chien andalou et de l'Age d'or.

années. Son père, qui avait vécu trente ans à La Havane en vendant des armes, était rentré en Espagne en 1898 pour se marier avec une femme de vingt-cinq ans plus jeune élevée dans l'amour de la Très Sainte Vierge Marie, d'une famille très catholique, avec un grand-oncle évêque de Pamplune, un autre qui lui enseignait le latin, un oncle chanoine et des quantités de bonnes sœurs. Tous ses films sont en germe dans les souvenirs de son jeune âge.

Étudiant à Madrid, à la résidence universitaire, il se lie avec Federico Garcia Lorca, mais surtout avec Salvador Dali, avec qui il réalise son premier film, *Un chien andalou*, avec l'argent de sa maman très catholique. Il affirme avoir tourné « par esprit de sacrifice » la scène de l'œil : « Un œil de veau mort. On s'y est mal pris. On lui a mis du rimmel sur les cils. Mais on aurait pu le faire avec un veau vivant ! » Une longue et profonde amitié brisée par Gala, « la femme que je déteste le plus au monde. Je n'ai jamais vu personne d'aussi néfaste. Elle l'a complètement perverti. (...) J'ai vraiment voulu la tuer, sur la plage, la noyer. Et Dali qui s'accrochait à mes jambes, au désespoir, me suppliait de ne pas le faire. »

Il y a toujours eu de l'insolence, une formidable charge de violence chez ce cinéaste nihiliste, anarchiste, passionné d'entomologie, qui se dit « vierge de Proust » mais toujours grand admirateur de Perez Galdos, le Dickens espagnol, et qui affirme qu'il continue à faire du cinéma pour faire quelque chose. « Par inertie. » Qui reste fidèle au surréalisme, tout en prenant ses distances avec le groupe. Qui scandalise André Breton parce qu'il ne veut pas se contenter d'un simple anticléricalisme, et propose de « brûler le Prado » et de brûler, sur la place du Tertre, le négatif de l'Age d'or : « Mais voyons ! Nos œuvres, vous n'y pensez pas ! Que resterait-il ? Ils étaient comme ça. Aujourd'hui, on me proposerait de brûler tous mes films, je le ferais sans hésiter. »

CE communiste, qui affirme qu'il n'a jamais été membre du parti, se veut stalinien ; cet athée farouche (« Grâce à Dieu, je suis athée », aimait-il répéter) ne craint pas les contradictions : il se réclame de Sade, mais considérant l'acte sexuel comme diabolique (« Toute ma vie, le col et le péché ont été une seule et même chose. Même ayant perdu la foi ») il revendique le christianisme sans lequel disparaît le sentiment du péché (« L'Érotisme mêlé au christianisme crée le sentiment du péché ») et proclame que « tout ce qui n'est pas chrétien nous est étranger : j'inclus là-dedans tout, à commencer par le Parthénon. L'art nègre me répugne, l'art japonais me répugne, l'art aztèque me répugne. L'art arabe à l'état pur : allez, ouste ! pire que l'art-que ! L'art hindou, n'en parlons pas. Pour moi, tout ça, ce n'est pas de l'art. »

L'art, pour Bunuel, cet homme délibérément si secret, consistera à élever sur la pellicule, à mettre en scène ses obsessions sadomaso — l'aiguille qui recoud les chairs on les effroie sanglantes, la lame de rasoir, la ceinture de chasteté — en même temps que ses rêves les plus fréquents, soigneusement répertoriés à l'intention de Max Aub — le train qu'on rate en partant sans savoir lequel, les araignées, la rencontre avec l'ami mort, le taureau qui s'échappe et le poursuit, etc. Un des derniers vrais surréalistes qui, à soixante-dix ans, continue, fidèle à lui-même : « Le principal, c'est d'emmerder les autres, sans qu'ils sachent pourquoi. » Merci à Bunuel.

Collection de printemps 91

La Pléiade étonne à plus d'un titre!

Dickens
L'ami commun
Edwin Drood

Ionesco
Théâtre complet

Flaubert
Correspondance
tome III

La Fontaine
Œuvres complètes
tome I

La Pléiade
ou la volupté de lire
GALLIMARD

Les Occid
sur l'aideLe sor
à la réusSignature d'un accord fran
de coopération scienti

28 Philips et la TVHD
Etats-Unis : nouvelle plainte contre Airbus

29 à 31 Le Monde-Affaires
34. Mériem prépare son entrée en Bourse

34 Marchés financiers
35 Bourse de Paris

BILLET

L'argent des vacances

A quelques semaines des grandes transhumances vacancières, la Commission de Bruxelles s'inquiète pour ceux qui auront choisi de se promener en Europe. Certaines pratiques (dans le calcul des taux de change, des commissions et frais divers) touchent directement les particuliers qui désirent troquer une monnaie contre une autre. Informé de divers abus, M. Karel Van Miert, commissaire européen responsable de la politique des consommateurs, avait chargé le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC) de procéder à une enquête sur le coût d'utilisation des différents moyens de paiement pour le voyageur et le touriste : espèces, chèques bancaires, eurochèques, cartes de crédit.

Le résultat est clair : il y a une perte conséquente de pouvoir d'achat pour le client forcé des organismes pratiquant les opérations de change.

Le rapport fait état de différences notables et peu explicables, suivant les opérateurs et les lieux d'opération. Ainsi on a constaté des écarts de 10 % entre différents bureaux de change bruxellois pour une conversion de pesetas en francs belges ; ou encore une variation du même ordre entre l'Allemagne et le Portugal pour le change d'euros en marks. « La concurrence est faible et le système est peu transparent, note encore le rapport. Ainsi est-il pratiquement impossible pour un consommateur de savoir combien lui coûtera une transaction et s'il a intérêt à retirer des espèces dans un distributeur ou à régler ses achats avec une carte de crédit ou à changer des espèces dans une banque. »

M. Van Miert a donc demandé à un comité spécial, composé de représentants des consommateurs et d'organismes financiers concernés, de proposer des mesures pratiques. Il a en outre prié différents émetteurs de moyens de paiement internationaux (Visa, Eurocard, etc.) de lui « expliquer les différences entre les règles générales et les pratiques constatées ». Il affirme par ailleurs que, « dans la perspective de l'union économique et monétaire, l'usage de l'euro par le consommateur européen résoudrait une grande partie des problèmes ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Les conclusions de la réunion annuelle de l'OCDE

Les Occidentaux restent réservés sur l'aide économique à l'URSS

Les pays occidentaux ont exprimé, à l'issue de la conférence des ministres des finances des pays membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) leur accord pour accroître l'aide technique et l'assistance économique à l'URSS, mais ils restent réticents à lui apporter les considérables injections d'argent que réclame M. Gorbatchev.

Le document de conclusion publié à Paris mercredi 5 juin à l'issue de la conférence annuelle de l'OCDE réaffirme clairement : « une réforme en profondeur est le seul moyen de répondre aux problèmes structurels fondamentaux dont souffre l'économie soviétique ».

Les 24 ministres des finances ou du commerce extérieurs réunis ont déclaré préoccupés par les évolutions économiques en Union soviétique et leurs conséquences négatives pour le commerce mondial, en particulier les échanges entre les

pays d'Europe centrale et orientale ». Mais ils espèrent que « l'URSS et les républiques procédant sans tarder à toutes les réformes macro et micro-économiques nécessaires pour passer à l'économie de marché ».

Le GATT : résultats avant la fin de l'année

Cette déclaration devrait décevoir le numéro un soviétique, qui a rappelé à Oslo le même jour, à l'occasion de la réception de son prix Nobel, que l'Occident devait empêcher « une explosion sociale et politique » de son pays (lire ci-dessus). Même si des dissensions « avec toutes les institutions concernées », de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) au BIT (Bureau international du travail), doivent se poursuivre, ont souligné les ministres de l'OCDE - laissant entendre que la porte n'est pas fermée pour l'avenir - M. Gorbatchev ne repartira pas du Sommet des Sept à Londres en juillet avec un gros chèque.

En dehors de l'URSS, la déclai-

ration finale des ministres de l'OCDE concerne les négociations du GATT. « Il est de la plus haute importance (...) de trouver sans tarder un accord pour que les négociations commerciales d'Uruguay débouchent sur de résultats substantiels (...) Les ministres réaffirment leur détermination à combattre le protectionnisme sous toutes ses formes ». « Ces négociations doivent aboutir au plus tôt, de préférence avant la fin de l'année ».

Ces négociations opposent les Etats-Unis et l'Europe sur les aides à l'agriculture (le Mande du 6 juin). Mais pour avancer des cet été, comme le demande M. Carla Hills, ambassadrice des Etats-Unis, un ordre du jour a été fixé. Les membres « sont convenus de mener des négociations de haut niveau à des engagements spécifiques contraignants dans chacun des domaines suivants : le soutien interne, l'accès aux marchés et la concurrence à l'exportation, ainsi que d'arriver à un accord sur les questions sanitaires et phytosanitaires ».

ÉRIC LE BOUCHER

Le sort de la paix est lié à la réussite de la perestroïka

affirme M. Gorbatchev, venu à Oslo pour recevoir le prix Nobel

OSLO

de notre envoyée spéciale

« Si la perestroïka réussit, les chances de construire un nouvel ordre mondial seront réelles. Si elle échoue, la perspective d'entrer dans une nouvelle période de paix de l'histoire s'efface, au moins dans un avenir prévisible. » Venu à Oslo, mercredi 5 juin pour y prononcer son discours de Prix Nobel de la paix (nos dernières éditions du 6 juin), M. Gorbatchev a enjoint les pays du groupe des sept et de la CEE de comprendre qu'ils ont tout à gagner eux aussi en apportant leur « soutien massif » à la réussite de la perestroïka, une « entreprise monumentale », « entrée maintenant dans sa phase la plus dramatique ». M. Gorbatchev attend de ces pays une « solidarité concrète » et a demandé à ses collègues du G7, « qui vont se réunir en juillet prochain à Londres », d'avoir « la sagesse de ne pas perdre de vue les perspectives à long terme ».

Le président soviétique n'a pas manqué de rappeler les acquis de plus de cinq ans de perestroïka, tout en estimant que les problèmes rencontrés ne pouvaient pas être jugés seulement selon des critères occidentaux. « Appliquer un raisonnement conventionnel sur la perestroïka serait improductif »,

de même qu'il serait « futile et dangereux de poser des conditions en disant : « Nous vous reconnaitrons et nous vous croirons dès que vous parviendrez à nous ressembler complètement ». Penser que la perestroïka sera « une copie de quelque chose », a-t-il ajouté, serait une illusion.

Pour s'adapter toutefois au monde de l'économie de marché dans lequel il veut faire entrer son pays, M. Gorbatchev a défini trois tâches : stabilisation du processus démocratique avec l'instauration d'une nouvelle structure constitutionnelle, intensification des réformes économiques avec une ouverture du pays à l'économie mondiale et, enfin, adhésion à la Banque mondiale et au FMI.

Rien de dramatique...

« La vie d'un homme politique n'a rien d'enviable. Elle est pesante et difficile. Le tapis rouge déroulé à Oslo ne figure pas dans son décor quotidien », a dit plus tard M. Gorbatchev lors d'une conférence de presse. Ses épaules se sont vivement redressées lorsqu'il a dénoncé « la nouvelle vague de nationalisme » dans les Républiques séparatistes. Si ces Républiques - Pays baltes et Géorgie - persistent à refuser la voie constitutionnelle, « on en arrivera, a-t-il

dit, à une situation qui aura des conséquences très douloureuses pour tout le monde ».

Quant au regain de tension à Vilnius, en Lituanie, lundi 3 juin, M. Gorbatchev estime qu'il n'avait « rien de dramatique ». « Les militaires patrouillaient, ils remplissaient leur mission. Ce qui en revanche était dramatique, c'était l'insurrection en Lettonie au sein de la garde de postes-frontières, car, là, il y a eu des victimes des deux côtés ».

Dans la même veine, M. Gorbatchev a critiqué la presse occidentale, qui exagère, selon lui, l'importance des activités militaires soviétiques dans ces régions, mais oublie de parler des Ukrainiens, des Polonais et des Biélorusses qui s'y trouvent et ne sont pas mieux traités que les Tadjiks, les Turcs et les Russes arrivés en Europe occidentale.

FRANÇOISE NIÉTO

Pour freiner les excès salariaux

Une proposition de loi vise à limiter la rémunération des PDG américains

Des parlementaires démocrates américains ont déposé mardi 4 juin au Congrès une proposition de loi visant à limiter les rémunérations des dirigeants d'entreprise.

NEW-YORK

de notre correspondant

« Les patrons sont-ils trop payés ? », s'interrogeait récemment l'hebdomadaire *Business Week* en consacrant son sujet central à la rémunération des PDG américains. Il faut croire que certains membres du Congrès ont lu avec beaucoup d'attention l'article du magazine économique. Et en ont tiré quelques enseignements, enaffaiblis par leurs propres enquêtes.

Le 4 juin, à l'initiative du sénateur Carl Levin (Michigan) et de son collègue de la Chambre des représentants, également démocrate, M. John Bryant (Texas), une proposition de loi a été déposée sur le bureau de l'une et l'autre chambre du Congrès visant à limiter les rémunérations offertes aux PDG (chief Executive Officer au CE) ainsi qu'à d'autres dirigeants des entreprises américaines. Cette disposition nouvelle permettrait aux actionnaires d'une société de se prononcer sur la rémunération des dirigeants, ce qui était jusqu'à présent laissé à l'appréciation du conseil d'administration.

Cette proposition de loi prévoit aussi une disposition qui demande à la commission de contrôle boursier américaine (Securities and Exchange Commission) de trouver le moyen de porter à la connaissance des actionnaires, via les documents financiers obligatoires, non seulement le salaire des dirigeants de l'entreprise mais également la totalité de leurs dividendes et des profits tirés du portefeuille d'actions de la société qu'ils détiennent sous forme de stock options, une formule visant à stimuler un état-major directement intéressé aux bénéfices de la société.

110 fois plus que les employés

Pour justifier cette proposition de loi, M. Levin a repris les statistiques évoquées lors de la récente audition d'un expert de la rémunération des dirigeants américains, M. Graef Crystal, lequel avait indiqué devant une commission du Sénat que le patron d'une grande entreprise américaine gagnait en moyenne 110 fois plus que la moyenne de ses employés. Un écart qui, au Japon n'est que de 17, et de 23 en Allemagne, devait-il préciser, ajoutant que les

revenus moyens d'un CEO américain, placé à la tête d'une entreprise générant 1 milliard de dollars au plus d'actifs, atteignent 2,8 millions de dollars (18 millions de francs environ) en 1989.

Des montants qui, en période de croissance, ne semblaient choquer personne mais qui, récession aidant, sont actuellement jugés parfois excessifs. Ne serait-ce que par comparaison avec l'évolution des rémunérations des autres salariés de l'entreprise. Ainsi, de 1980 à 1990, les revenus des PDG américains ont augmenté de 212 %, tandis que ceux des ouvriers croissaient de 53 % et que les profits des entreprises des employant n'augmentaient que de 78 %. Au cours de la seule année 1990, les rémunérations des dirigeants des 200 principales entreprises industrielles et de services recensées par le mensuel économique *Fortune* ont augmenté de 94 %, indemnités diverses comprises. Dans le même temps, la valeur des actions de leurs sociétés avait chuté de près de 8 %.

Des opérations fructueuses

Au classement des plus forts salaires annuels en 1990, Stephen Wolf, le PDG d'UAL (aviation) occupe la plus haute marche du podium avec 18,3 millions de dollars, suivi par John Sculley, le patron d'Apple Computer (16,7 millions) et par Paul Fireman, le responsable des chaussures de sport Reebok (14,8 millions de dollars).

Les véritables revenus de certains CEO ont imploré à la suite d'opérations diverses concernant leur société. Ainsi, Steven Ross, le patron de Time Warner Inc. a vu son salaire annuel (3 millions de dollars) régresser légèrement l'année dernière. Mais il a heureusement su trouver 74,9 millions de dollars de compensation grâce au profit retiré de la fusion de Time et de Warner Communications. Un record battu par Donald Pels, le patron de Lin Broadcasting, qui a empoché 186 millions de dollars après le rapprochement intervenu entre sa firme et McCaw Cellular Communications. Juste revanche, Craig McCaw, patron de cette dernière entreprise, spécialisée dans le téléphone cellulaire, figurait en 1989 au tête des PDG américains les mieux payés. Pas en raison de son salaire annuel, plutôt minable (près de 300 000 dollars) mais grâce aux revenus annexes tirés de ses plus-values en capital au sein de sa propre entreprise.

SERGE MARTI

A l'occasion de la visite à Paris du ministre des affaires étrangères nippon

Signature d'un accord franco-japonais de coopération scientifique

Les ministres français et japonais des affaires étrangères ont signé, mercredi 5 juin à Paris, un nouvel accord de coopération scientifique et technique, en présence de M. Hubert Curien, ministre de la recherche. Cet accord, dont la négociation a été longue et délicate, dit-on du côté français, remplace celui de 1974 ; il est le seul accord de ce type conclu par le Japon avec un pays étranger, Etats-Unis excepté.

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, qui a reçu casuellement son homologue M. Taro Nakayama, a exprimé « son désir profond et sincère de voir se développer dans tous les domaines une coopération bilatérale, soulignant que l'accord « traduit une volonté de coopération amplifiée ». M. Nakayama a répondu que « cet accord est d'une grande importance pour le Japon également ». Selon un communiqué commun, ce texte prévoit le développement d'une coopération « mutuellement privilégiée », et inclut « des dispositions

détaillées, la protection de la propriété intellectuelle et industrielle » qui donneront une « sécurité juridique » aux échanges, ainsi que la « mise en place d'une structure à haut niveau » pour définir les « grandes orientations ».

Cette signature intervient alors que les relations franco-japonaises subissent le contrecoup des déclarations élogieuses à l'égard du Japon de M. Cresson.

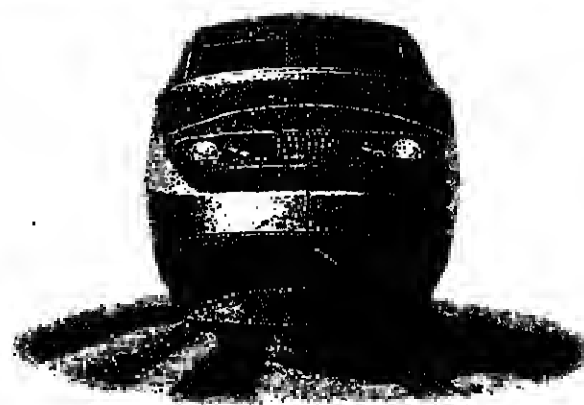
« Calomnie irresponsable »

Dans un éditorial publié mercredi, le quotidien *Asahi* s'est déclaré « surpris et, à vrai dire, blessé », par ces propos, écrit notre correspondant à Tokyo, Philippe Pons. « Rien n'est plus éloigné de nos intentions qu'une prétendue idée de domination » du monde, ajoute le journal, selon lequel « chacun peut nourrir les sentiments qu'il veut à l'égard des autres. Mais qu'un premier ministre formule, en public, des critiques

dénuées de fondement à l'encontre d'un autre Etat relève de la calomnie irresponsable ».

Pour sa part, le quotidien économique *Nihon Keizai* souligne le contraste au sein des Douze : « La France et l'Italie sont hostiles, l'Espagne et la Grande-Bretagne favorables aux investissements nippons, et l'Allemagne et les Pays-Bas acceptent la concurrence tout en restant sur leurs gardes ». Et le journal de dire que les industriels nippons sont de plus en plus réticents à s'implanter dans l'Hexagone.

Enfin, alors que la CEE vient d'imposer une amende de 2 millions d'eus à Toshiba pour pratiques anticoncurrentielles (voir page 28), et que le premier ministre espagnol - en visite à Tokyo - a demandé au Japon d'ouvrir son marché, une rencontre est prévue vendredi entre ministres des affaires étrangères de la triade des Douze et du Japon pour relancer le projet de déclaration commune fixant le cadre de leurs relations politiques et économiques.



On sait maintenant ce qui fait baisser radicalement le prix du m² high-tech en région parisienne.

Une heure suffit pour réduire radicalement les coûts de votre entreprise. Et ce, dans un jardin de 45 hectares en cœur de ville, où figurent déjà l'Ecole d'ingénieurs et le Centre de production, avec TGV et autoroute à 5 min. A Tours, l'environnement, le climat, le patrimoine culturel et éducatif, les infrastructures sportives, permettent une vie riche, saine et active.

Prenez le TGV, en 55 min vous serez avec Monsieur Biard pour visiter Tours Technopôle et découvrir les ressources technologiques de la Touraine. Ou envoyez-lui votre carte de visite. Vous recevrez un comparatif des coûts Touraine vs Région Parisienne. Voici son adresse: Tours Technopôle - 1, avenue du Général Niessel 37200 TOURS. Tél : 16.47.48.27.00. Fax : 16.47.27.80.09.

A Tours, la matière grise prend des couleurs.

هكذا من الأهل

Le Monde
AFFAIRES

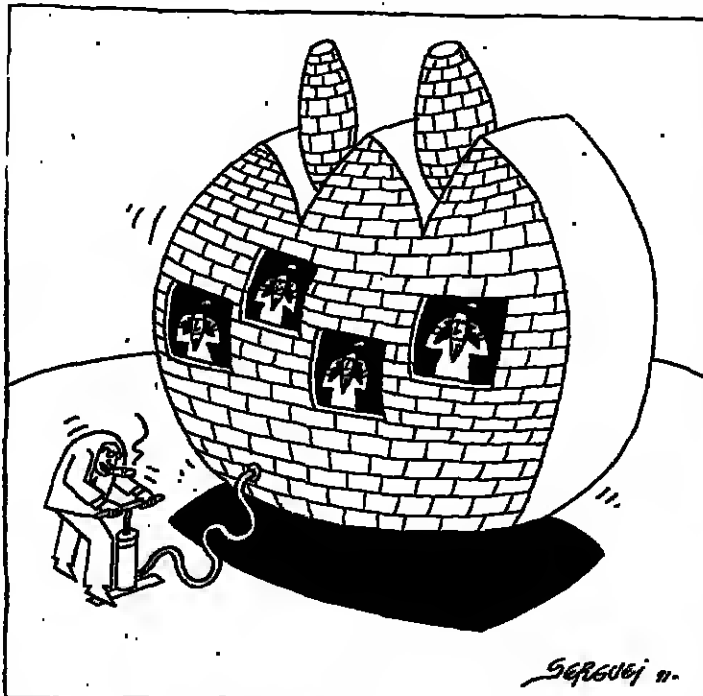
François Michelin est-il un bon patron ?

Il a fait de son entreprise le numéro un mondial du pneumatique. Le Bibendum clermontois a-t-il eu les yeux plus gros que le ventre ?

FRANÇOIS MICHELIN est-il un bon patron ? Descendant des fondateurs du numéro un mondial du pneumatique et puissant géant commandant, le seul de l'espèce dans toute l'industrie française, muni d'un secret et, disent les mauvaises langues, dans son orgueil de patron solitaire, François Michelin est aujourd'hui vivement mis en cause non seulement par les analystes financiers, mais aussi par certains de ses pairs, qui parlent d'*"erreurs de gestion"*.

Le tableau chiffré n'est, effectivement, guère réjouissant. Le groupe a enregistré en 1990 une perte de 5 milliards de francs. Son endettement dépasse largement 40 % du chiffre d'affaires. Ses fonds propres ont été laminés. Un plan brutal de suppression de 16 000 emplois dans le monde, dont 4 900 en France, vient d'être annoncé (*le Monde* du 11 avril). Le tout sur un fond d'une impitoyable guerre des prix du pneumatique. La volée de mauvaises nouvelles distillées depuis l'été 1989 par Michelin avec pour point d'orgue l'annonce des résultats et des mesures, en avril, a fait l'effet d'une douche froide. Les critiques, d'un seul coup, sont devenues acerbées sur la politique de Bibendum, dont la prodigieuse expansion depuis 1983, beaucoup posent donc désormais le questionnement : M. Michelin est-il un bon patron ?

C'est oublier, d'abord, que sur le front du pneumatique se livre depuis dix ans et davantage une guerre de titans (*le Monde* du 1^{er} octobre 1982), avec des morts et des blessés sur le champ de bataille. Des dix manufacturiers présents il y a dix ans, cinq restent en piste : aux États-Unis, où le seul à résister, avec douleur, est l'ancien numéro



mondiaux ? Evoquant le plan social, le quatrième pour Clermont-Ferrand depuis 1983, beaucoup posent donc désormais le questionnement : M. Michelin est-il un bon patron ?

un, Goodyear, Firestone est tombé entre les mains de la puissance montante, le japonais Bridgestone, et Uniroyal-Goodrich a été racheté récemment par Michelin, qui avait déjà absorbé le français Kléber au début des années 80. Le britannique Dunlop est tombé dans le giron d'un autre japonais, Sumitomo, après un mariage blanc avec l'italien Pirelli, qui est en passe de s'unir à l'allemand Continental. Entre les survivants s'est engagée, à l'échelle mondiale, une gigantesque partie de go, ce jeu d'origine chinoise où les deux partenaires

s'efforcent, par de savantes manœuvres d'encerclement, de débordement par les ailes ou des percées foudroyantes, de conquérir le maximum de « territoires » en déplaçant des pions sur un damier.

Outre l'emploi de longs chemins et d'initiatives tactiques et stratégiques, un point commun existe entre le jeu chinois et le jeu du pneumatique : les acquisitions et les occasions doivent être mises à profit pour sauter dessus immédiatement, car elles ne se représentent jamais, ni presque. La situation est la même dans de nombreux autres secteurs. Pour les gaz industriels, par exemple. En France, l'Air liquide, qui joue sa partie de go depuis près de quatre-vingt-dix ans sur le damier mondial et a mis trente ans pour revenir aux États-Unis après son effacement en 1940, a longtemps et patiemment attendu la possibilité d'acheter Sig Three, le numéro cinq américain, pour porter à 21 %, masse critique, sa part de marché américain. En Europe, son PDG, Edouard de Royère, annonçait, il y a peu, que son groupe entrait en Allemagne, d'où il était absent en vertu d'accords remontant à 1910, en passant par l'Ex-RDA.

Dans l'agroalimentaire, Antoine Riboud, PDG de BSN, autre joueur de go, fit, en juin 1989, un chèque de 2,5 milliards de dollars (17 milliards de francs à l'époque), après un marathon d'un mois, pour acheter la filiale européenne de Nabisco, et prit, la même année, le contrôle de l'italien Galbani, numéro un du fromage et numéro deux de l'agroalimentaire de la Péninsule, grâce à son associé, le groupe Agnelli. Dans tous ces cas, les « crocodiles » étaient nombreux, et il fallait aller vite, quitte à s'endetter lourdement.

F. R.
Lire la suite page 30



Ce qu'il en pense, ce qu'il en dit...

François Michelin, soixante-cinq ans, « M. François » pour ses collaborateurs, gère depuis trente-deux ans de la Compagnie générale des Établissements Michelin, numéro un mondial du pneumatique avec 120 000 employés dans 80 pays et 62 milliards de francs de chiffre d'affaires, est le plus atypique des patrons de ce pays, le seul à l'abri d'une révocation et des humeurs d'un conseil d'administration, à la tête de l'unique groupe industriel français d'importance majeure dont le siège et le cœur sient été maintenus en province. Qui plus est, il vient de se donner le luxe de désigner comme successeur l'un de ses fils, Edouard.

Plongé dans une tourmente qui fait trembler sur ses bases centenaires une maison euren-dette, ses comptes lourdement déficitaires, il devient plus vulnérable aux critiques de ses détracteurs. Ces derniers supportent mal son côté donneur de leçons et moralisateur, se trouvent égarés par son splendide isolement au centre de l'Auvergne, loin du gouvernement et du CNPF, se gaussent de son autocratie familiale, dénoncent son paternalisme démodé comme son goût psychotique du secret et ne manquent pas de brocarder son sens de l'économie, qu'ils baptisent peu éblouissant. Surtout, ils lui posent cette question lancinante : pourquoi avoir dangereusement surinvesti et tant tardé à décider cette autochirurgie, cette suppression de 16 000 emplois qui va faire si mal ?

M. Michelin fait face : « Cela fait trois ou quatre ans que nous savons qu'il y avait un problème de sur-effectif, admet-il, mais dans ce pays, il est difficile de faire du préventif. On parle toujours de la liberté des patrons : ce n'est pas vrai. En Allemagne, en Italie, on peut prendre des mesures, mais ici on est dans un carcan. Surtout, le regrette profondément que les entreprises n'aient pas suffisamment de fonds propres pour amortir les chocs sociaux sans traumatisme. Si nous avions pu étaler, en ne supprimant que 4 000 emplois par an, cela aurait été moins dur. Qui va souffrir ? C'est le personnel, les gens qui sont derrière les machines, et cela me rend malade. » Et « M. François » de soupçonner : « La France n'a jamais compris le problème des fonds propres, elle n'est pas un pays libéral et n'aime pas ses entreprises. »

La surinvestissement ? « En 1984-1985 (après le second choc pétrolier), nous avions pris un retard considérable pour certaines machines à certaines productions, il fallait donc le rattraper. Quand on perd un client, faut de pouvoir lui livrer, c'est fichu. Alors, pour ne pas céder le terrain, nous avons investi dans de nouvelles machines et nous allons les faire marcher. »

La commande qui lui donne tous pouvoirs ? M. Michelin assume : « Elle permet de gagner un temps considérable, de prendre des décisions à l'abri des pressions extérieures » (lire, d'un conseil d'administration). Et de lancer une fièvre professionnelle de fait : « On m'a confié quelque chose et c'est ce qui justifie mon pouvoir. Je suis parfaitement conscient que j'ai pris des risques fantastiques, pour ne pas être coiffé par un autre concurrent. Même si les banquiers me font des déhors, la maison resterait debout parce qu'elle est devenue suffisamment forte pour s'en sortir toute seule. Savez-vous que le Japon n'est qu'une immense commandite, par les banques ? Cela permet de penser à long terme. »

Le secret épée dans lequel se mure Bibendum ? « Toute fuite serait un suicide. Il nous faut des années pour sortir un nouveau pneu ou mettre au point de nouvelles machines. Mais en cinq minutes un concurrent pourrait avoir une idée de l'innovation technologique et la copier. »

Le secret épée dans lequel se mure Bibendum ? « Toute fuite serait un suicide. Il nous faut des années pour sortir un nouveau pneu ou mettre au point de nouvelles machines. Mais en cinq minutes un concurrent pourrait avoir une idée de l'innovation technologique et la copier. »

La politique Je n'y connais rien

Quant à ses relations avec les pouvoirs publics, souvent conflictuelles dans le passé : « La politique, je n'y connais rien, j'ai toujours estimé que mon devoir était de dire à l'importe quel gouvernement ce que je pense être la vérité et rien d'autre, indépendamment de ce qu'ils peuvent penser. » Il a bien accepté sa nomination, en 1989, de conseiller d'Etat en service extraordinaire, à la surprise générale : « Je n'avais pas le droit de refuser alors que je pouvais faire passer un message. » En 1994, M. Michelin avait cru bon également de ne pas refuser de se présenter à la présidence de la République pour consolider un lourd endettement à court terme. Mais l'intérêt de la maison passait avant tout.

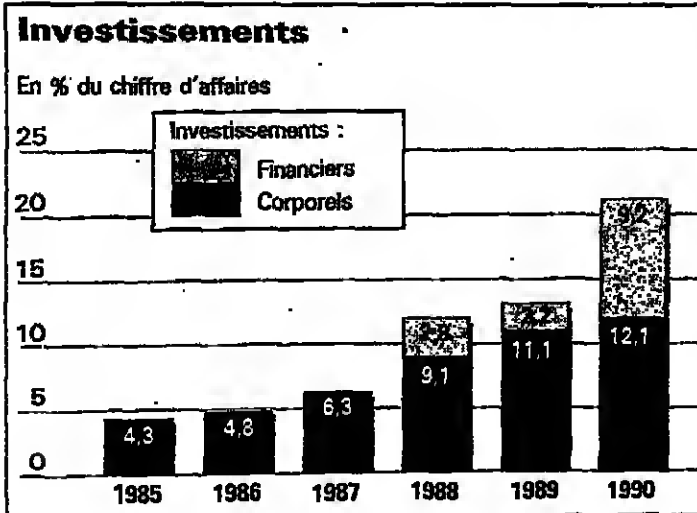
La maison ! « Ma seule justification est de servir les actionnaires et le personnel tout en servant, avant tout, les clients. » Exemple très rare en France, M. Michelin a passé quatre ou cinq ans comme nuancier, pratiquant tous les métiers, y compris celui de vendeur des pneus sous un faux nom. Et de justifier ainsi le choix de son successeur : « M. François désigné (Edouard, entré dans la trentaine) a fait tout cela et c'est parce qu'il l'a fait qu'il a été choisi. Il est exceptionnel : au nom de quoi désigner un incapable ? »

Ainsi va « M. François », avec ses certitudes inébranlables et aussi ses doutes, son humilité vis-à-vis du client-roi. « Je ne me plains jamais des constructeurs de voitures : on va faire les économies nécessaires pour baisser nos prix, comme ils le demandent. »

Des économies ? Chez Michelin, c'est entendu, on est redin. Le grand patron a bien voulu quitter sa 2 CV légendaire, mais seulement pour une 8X sans chauffeur, qu'il utilise, le cas échéant, pour conduire à l'aéroport le signataire de ces lignes. Avec cette boutade : « Cela économisera un taxi. » Mais pour la recherche, les ingénieurs, les machines, rien n'est trop cher, rien n'est trop beau, même si les banquiers râlent parfois.

La technique, la durée, la qualité : une véritable obsession cultivée chez Michelin, qui rejoint celle qu'entretenaient les concurrents au Japon, où Bibendum a pu prendre pied, détenant 10 % de la première marque automobile, sans installer d'usine bien entendu. Les Japonais (M. Cresson, qui les aime si fort, en tient un, Auvergnat de naissance, et elle pourrait bien lui demander comment on devient numéro un mondial depuis Clermont-Ferrand, Puy-de-Dôme, en France.

Propos recueillis par FRANÇOIS RENARD



Le japonais Bridgestone, l'ennemi

« Notre seul adversaire véritable, c'est Bridgestone », admet François Michelin. On pourrait ajouter « parce qu'il lui ressemble » : caractère familial, goût de la recherche et de l'innovation, forte productivité, bonne technologie et, surtout, une ambition sans bornes.

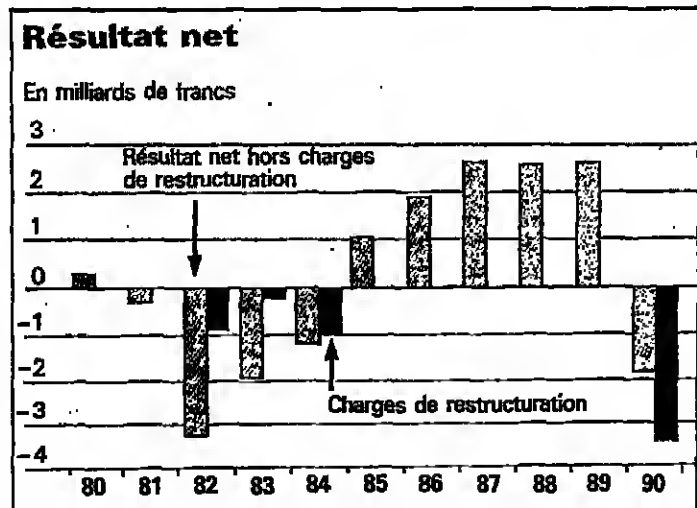
Fondée en 1931 par Shojiro Ishibashi (« pont de pierre » en japonais), « Bridgestone » en anglais (à Kurume, dans le préfecture de Kyushu, la firme s'est développée rapidement après la guerre, face à ses concurrents locaux, Sumitomo, Yokohama et Toyo, pour couvrir 50 % du marché domestique nippon, où les prix sont plus élevés qu'ailleurs, de sorte que le groupe en tire au moins les deux tiers – si ce n'est les trois quarts – de ses bénéfices, gros avantage sur Michelin. Installé dans cent vingt pays, essentiellement en Asie où il est allé jusqu'en Thaïlande, en Australie, à Taiwan, Bridgestone s'est implanté très tôt aux États-Unis, le principal marché mondial, achetant une usine à Firestone dès 1963, avant d'acquiescer au groupe américain tout entier au printemps 1988, pour 2,6 milliards de dollars (15 milliards de francs) au nez et à la barbe de l'italien Pirelli, assisté de Michelin.

Bien que la famille Ishibashi ne détienne plus que 10 % du capital et ne soit plus à la tête de la firme, la gestion garde un caractère familial, avec une particu-

rité, celle d'accentuer la diversification qui représente plus de 25 % du chiffre d'affaires, ce que Michelin n'a jamais voulu faire. Le président actuel, Akira Yairi, affiche clairement les ambitions du groupe : devenir le numéro un mondial. Il est déjà, pratiquement, numéro deux avec 8,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires (50 milliards de francs), passant de 10 % à 20 % des marchés de la planète après l'achat de Firestone, et couvre 8 % du marché européen avec une part de 2 % en France, où il pousse les feux en rachetant des distributeurs.

La crise actuelle a frappé Bridgestone comme tout le monde : ses bénéfices ont lourdement chuté en 1990 ; il a éprouvé d'amères surprises avec l'acquisition de Firestone, dans lequel il doit injecter 1 milliard de dollars supplémentaires et de nombreux cadres. General Motors, par mesure de réduction, ne lui achète plus de pneumatiques ; son endettement a lui aussi bondi, atteignant « que » 25 % de son chiffre d'affaires. Mais le « pont de pierre » appuyé à la fois sur son solide marché intérieur, sur les exportations de voitures japonaises et sur l'approvisionnement des voitures nippones fabriquées aux États-Unis, a une vision de l'avenir longue, longue, très longue...

F. R.



Le second choc financier

Dans sa conquête du marché mondial, Michelin a connu deux « accidents » financiers, le premier en 1981-1985, le second en 1990-1991, liés, tous deux, à la dégradation de la conjoncture dans l'industrie automobile.

Paradoxalement, le premier choc pétrolier de 1973-1975, malgré sa brutalité, n'affecta guère Bibendum, qui profita alors de son avance technologique avec l'invention du pneu à carcasse radiale, pour conquérir des marchés, notamment aux États-Unis. En outre, l'endettement du groupe est encore relativement récent.

Les choses se gâtent avec le deuxième choc pétrolier, provoqué par la révolution iranienne qui déclenche une crise mondiale. L'événement technologique de Michelin s'est réduite, car tous ses concurrents se sont mis au « radiale » et, surtout, l'endettement du groupe dépasse 40 % du chiffre d'affaires dès 1980. Il va monter à 70 % en 1982, 1983 et 1984, plus de 30 milliards de francs de l'époque, soit plus de 40 milliards de francs 1991, autant et même plus qu'aujourd'hui, après quatre exercices déficitaires qui vont cumuler 9 milliards de francs de pertes, dont 4 milliards (5,8 milliards 1991) pour « l'année noire » de 1982.

A partir de 1985, le redressement de l'économie mondiale et le boom de l'automobile permettant à Michelin de renouer avec les bénéfices. Dès le milieu de 1989, néanmoins, l'horizon mondial s'assombrit, et

c'est le deuxième choc. Le compte d'exploitation replonge dans le rouge, avec une perte de 1,5 milliard de francs auquel s'ajoutent 3,5 milliards pour la restructuration.

Pas d'équilibre avant 1993

Certes, le puits d'exploitation est trois fois inférieur à 1982, mais l'endettement s'est alourdi avec l'acquisition d'Uniroyal Goodrich aux États-Unis (8 milliards de francs au total). Il va remonter au-dessus de 50 % du chiffre d'affaires, à 52 ou 55 milliards de francs, sans compter 5 milliards de francs de dette subordonnée assimilable à des fonds propres jusqu'au remboursement dans quinze ans.

Résultat : les frais financiers dépassent 3 milliards de francs par an, les fonds propres reviennent de 17,7 milliards de francs à moins de dix milliards de francs, et le « grand équilibre » des comptes ne sera guère acquis qu'à partir de 1993. Le plan social doit économiser 3,5 milliards de francs par an, et les investissements corporels, qui étaient passés de 4,8 milliards de francs en 1988 à 18 milliards de francs en 1990, plus 14 milliards de francs d'investissements financiers (dont 9,2 milliards de francs en 1990) vont retomber à 3 milliards de francs en 1990.

F. R.

AFFAIRES

François Michelin
est-il un bon patron ?

Suite de la page 29

Alors, Michelin devait-il, lui aussi, alourdir sa baraque de 9 milliards de francs pour l'acquisition d'Unimyl-Goodrich, qui lui a permis de porter de 10 à 25 % (tous jours la fameuse taille critique) sa part du marché américain du pneu de tourisme, et notamment celui de deuxième monte sous les noms de distributeurs indépendants, secteur où il était absent ?

A l'horizon de deux ans, certainement non. Sur quinze ans, absolument oui. Son grand rival japonais Bridgestone a surpayé Firestone, qui lui cause beaucoup d'ennuis actuellement, pour être présent sur le premier marché mondial (40 % de pneumatiques vendus).

Une équation complexe

Reste à savoir comment Bibendum va se sortir de ce mauvais pas ? A ses banquiers, François Michelin a dû promettre de diminuer les investissements, et cela a été facile : le gros de l'effort a été fourni, et le groupe va revenir à un régime de croisière de 3 milliards de francs par an. De plus, les 16 000 suppressions d'emplois économiseront 3,5 milliards de francs en année pleine, et une gestion informatisée des stocks, énumérés à 25 % des ventes (il faut pouvoir satisfaire les clients sous vingt-quatre heures) permettra de les réduire. Enfin et surtout, la mise en service de nouvelles machines dans les deux à trois mois qui viennent devrait mettre Michelin en position de gagner sa vie sur la première monte, auprès des constructeurs d'automobiles. Ces derniers, pris à la gorge par la concurrence mondiale, serreront les prix de tous leurs sous-traitants, déclenchant même des guerres de tarifs.

Il y a deux ans, l'américano-allemand Opel obtint de Goodyear une diminution de 12 %, et d'encaire 12 % l'année suivante. Bibendum refusa, perdit la vente de deux millions de pneus et dut s'aligner sur Goodyear et les autres en Allemagne, avec, naturellement, extension à la France. A Clermont-Ferrand, François Michelin se plaint, discrètement, des constructeurs

d'automobiles. Certes, Citroën reste chassée gardée, en vertu des anciens accords, mais Peugeot est plus vaillant et dur sur les prix : le bruit court que la prochaine 105 sera équipée de pneus Sumitomo. Un lap, bien que plusieurs «ebous» soient choisis pour un même véhicule, notamment pour les diverses variantes.

De plus, ces mêmes constructeurs demandent des pneumatiques sur mesure pour chaque modèle de leur gamme, ce qui enlève à de «petites» séries de six cent mille pneumatiques, ou 3 millions auparavant. Pour les fournisseurs, notamment Michelin, l'avance technologique s'est réduite du fait de la généralisation de la carcasse radiale, il s'agit, maintenant, de fabriquer des modèles plus nombreux, en plus petite quantité, de la qualité la meilleure et au prix le moins élevé possible. Cette équation complexe conduit à des machines «flexibles» et très fortement automatisées.

A Clermont-Ferrand, les matériaux de fabrication ont toujours été conçus et usinés sur place, avec les machines-outils les plus modernes, et des secrets maison, comme celui de la bonne liaison entre fils métalliques et gomme, obtenu dès 1937 pour les pneumatiques poids lourds. L'intégration y est plus poussée qu'ailleurs, le groupe ayant toujours possédé ses propres tréfileries. Aujourd'hui, avec l'aide de laboratoires hyperéquipés, notamment d'un superordinateur Cray de 20 millions de francs, on y achève la mise au point de ces super-machines, véritable boîte de Nevers pour écraser les prix et les concurrents. Ces derniers ne sous-estiment pas la menace. A Akron, chez Goodyear, le numéro un américain, on reconnaît sportivement : «Michelin, en technologie, c'est vraiment un bon exemple».

C'est un formidable pari que la Bourse et les analystes financiers, si sévères pour Bibendum depuis un an, sont tentés de prendre, puisque le cours de l'action, retombé de 330 francs à 60 francs il y a un an, vient de repasser le seuil des 100 francs.

FRANÇOIS RENARD

Un pneu pour la vie

Une révolution majeure, mais silencieuse et lourde de conséquences pour les fabricants de pneumatiques, est en cours sous nos yeux : l'allongement inexorable de la durée de vie du produit. Autrefois, un pneu «faisait» 20 000 kilomètres, parcourus qui a été porté à 40 000 kilomètres, puis 50 000, 60 000 kilomètres et davantage. L'inventeur, per Michelin, en 1946, désormais universellement répandu, du pneu à carcasse radiale (et non plus circulaire) avec une bande de roulement armée d'une nappe de fils d'acier, s'est permis, outre une meilleure tenue de route, une réduction de la consommation de carburant et un confort amélioré, et de diminuer fortement l'usure. Résultat, le ratio de remplacement, auparavant de 1 à 3 (un pneu neuf de première monte et trois de deuxième monte sur 100 000 kilomètres) est devenu 1 à 2, puis 1 à 1 (un pneu et un de remplacement).

Aujourd'hui, un véhicule garde ses pneus de première monte jusqu'à sa revente, entre 60 000 kilomètres et 70 000 kilomètres, en attendant de les conserver pour sa vie entière. Aux Etats-Unis, où l'on roule moins vite, avec moins d'usure, Michelin proposait dans le pneu «pour 66 000 miles» (100 000 kilo-

mètres). Aujourd'hui, c'est 100 000 miles (160 000 kilomètres).

Jusqu'à maintenant, les fabricants génaient leur vie sur la deuxième monte (60 % des ventes), leurs marges sur la première monte chez les constructeurs d'automobiles étant la plus souvent nulle, voire négative.

Des coréens à moitié prix

La raison de ce sacrifice : pour Michelin, par exemple, plus de la moitié des conducteurs résistants à la même marque de pneumatiques (c'est l'effet prescription). La même politique est suivie par les fabricants de bougies pour les moteurs et d'ampoules.

On s'aperçoit donc que l'allongement de la durée de vie des pneumatiques pousse les constructeurs d'automobiles font la loi, tandis que la concurrence se décline sur la deuxième monte, n'a, là, encore, «l'effet prix» joué à plein. On voit des pneus carénés à 200 francs, la moitié des prix européens, qui peuvent, pour les qualités supérieures, atteindre 1 000 à 1 500 francs.

F. R.

L'honneur d'un capitaine

La prise de contrôle de l'armateur Delmas-Vieljeux par le groupe Bolloré se double d'une histoire d'hommes. Portrait de Tristan, le partant

L A chute de Tristan Vieljeux, en définitive, dans le chronique sans pitié des affaires, à une simple histoire de trahison. Mais une histoire «effrayante», car si l'on en croit l'armateur illustre, le forfait s'est commis par celui dont il croyait l'amitié indéfectible. Ah ! Brutus...

«L'ambition et le pugnace Vincent Bolloré ait pu, avec patience et détermination, forcer Tristan Vieljeux à se rendre, voilà qui au fond ne choque pas outre mesure celui qui depuis 1967 présidait aux destinées d'un groupe familial maritime de tout premier rang en Europe. Bien que la «culture» du jeune Breton et celle du protestant rochelais fussent totalement opposées, le premier était presque devenu fréquentable, voire sympathique, aux yeux du second. Et l'armateur avisé savait bien qu'un jour ou l'autre, il lui faudrait composer, tant Vincent «en voulait».

Tristan, moi après moi, s'isolait. Le péril que l'armateur, du dix-septième étage de l'immeuble de Puteaux, n'avait pas vu venir était un assureur tenant le haut du pavé à la tête d'un groupe du nom d'Axa. Son président, Claude Béhéar, avait depuis deux ans arrangé un pacte secret avec Vincent Bolloré, en mettant le temps nécessaire pour prendre le contrôle de l'entreprise maritime. L'empire Bolloré chaque année était devenu plus complexe avec une cascade de sociétés se contrôlant mutuellement. L'une d'elles, Fin Fran Line, permettait en fait à l'assureur de surveiller tout le dispositif.

«Aux manœuvres qui se tramèrent de longue date dans mon dos, se sont ajoutés ensuite des trahisons et des jeux de passe-passe», Tristan Vieljeux accuse mal le choc. Jamais son ami fidèle Bernard Pagey, président de la Compagnie du Midi jusqu'à ce qu'elle soit reprise par Axa, il y a quatre ans, n'aurait agi de la sorte.

Des fureurs, des jalousies dans le groupe familial des actionnaires ? Elles existent certainement, cachées ou exprimées. A 4 000 francs l'action, succède enragement, qui résisterait à la tentation de vendre ? Des hésitations de stratégie, des démarches trop tardives auprès des grandes institutions pour mieux verrouiller le capital ? Elles ont aussi joué un rôle destabilisateur, alors que Vincent Bolloré, sage et discret, attendait son heure. «J'ai pourtant tout tenté», raconte Tristan Vieljeux, en allant voir successivement le patron de Suez, puis Jean Peyrelevade à l'UAP et même Marc Fournier, président de la Mide. Michel Delebarre et Tony Dreyfus, un confident de Michel Rocard, connaissent parfaitement le dossier et les enjeux. «Rien n'y fit».

Il a échoué mais n'a pas failli

Cet homme de soixante-huit ans, qui porte le blazer avec une rare élégance, parle d'une voix grave et un peu cotonneuse. Il sait qu'il a échoué mais n'a pas failli. Depuis la mort, en février 1990, de Francis Fabre, son vieux rival et éternel ami, il reste le dernier armateur français au sens authentique du terme. En 1970, lorsque Delmas-Vieljeux acquiert le florissant fonds de commerce des Chargeurs réunis en Afrique, l'affaire est réglée en quelques heures entre les deux hommes, face à face. «Francis avait voulu que nous nous retrouvions au Ritz où il n'y a guère que des Anglais et des Américains très riches, mais pas de regards ni d'oreilles indiscret. Nous avons écrit notre accord au recto du menu. Au café, c'était fait».

Dans les relations d'affaires entre armateurs, seule compte la Parole donnée, avec un grand P. Les

contrats, télex, lettres officielles sont un peu des fadaïes. Sir Yue Kang Pao à Hongkong, M. Bergesen, en Norvège, ne le plus vaillant des derniers armateurs vivants, le Dancois Mærsk Mac Kinsey Moller, le savent. Le pouvoir en soi, vaut moins que l'estime et l'honneur, le calcul ou les bilans moins que le flair ou le fair play.

Aussi, quand, il y a huit jours, ses rivaux ont exigé qu'il rédige sur-le-champ une lettre de démission, Tristan Vieljeux y a-t-il vu, non seulement un manque de considération, mais une grossièreté et surtout un mauvais présage pour les futurs dirigeants. Il y a des traditions qu'on ne transgresse pas impunément, fût-on le plus habile expert en Monopoly financier ou le plus machiavélique des stratèges. Tristan Vieljeux ne démissionne pas sous la contrainte, il choisit son moment, et pour que tout soit respecté selon ses vœux, il aura réuni avant l'heure funeste ses cadres et le comité d'entreprise.

Des cadres traumatisés, pour la plupart, qui mettent maintenant leur confiance en Alain Wils, bras droit depuis quelques années de l'armateur. «C'est lui qui porte désormais les valeurs historiques de l'entreprise et Vincent Bolloré aura un impérieux besoin de lui. Avant d'accepter le poste de président de la Navale Delmas, filiale opérationnelle de la Compagnie financière, il a d'ailleurs dit ses conditions : pas de démantèlement du groupe».

Tristan Vieljeux incarne la cinquième génération d'un groupe dont l'origine remonte à 1867. A l'époque, un pasteur de La Rochelle achète un navire, le Jean-Guillon qui fait la descente de l'île de Ré. La maquette du bateau – plus exactement le «développement de bordée» en bois d'origine – ornait encore il y a deux jours le bureau du président.

C'est le début d'une belle aventure, d'une expansion continue. Tristan Vieljeux, qui se dit armateur «depuis l'âge de six mois», succède à son père à la présidence de la Compagnie financière en 1967. «Depuis près de cent trente ans, nous avons, pour chaque exercice, versé un dividende à nos actionnaires», se rejouit le président dans une vaste rétrospective. Et les hommes, les marins, dont 80 % sont originaires du Morbihan ? «Ce sont des hommes à part, loyaux, fidèles, passionnés. Je n'ai eu à licencier personne chez mes cadres, depuis que je suis président, pour manipulation financière douteuse».

Peu à peu le groupe maritime, dont les navires arborescent sur la cheminée la roue de Mulhouse sur fond bleu ciel, avait tissé sa toile de lignes régulières un peu partout dans le monde, en Afrique bien sûr, mais par rachats successifs, dans le Pacifique sud, en Australie, en Extrême-Orient. En février dernier, le rapprochement avec la société multinationale de transport en vrac Louis Dreyfus était à deux doigts d'aboutir pour former une flotte de plus de cent navires. Axa n'a pas donné son accord ; un autre plan se concocitait...

Dimanche dernier, au moment où il démissionnait son bureau et enfouissait dans des caisses ses documents personnels, Tristan Vieljeux vit la porte s'ouvrir. Un délégué syndical venait lui proposer un coup de main pour porter les cartons. «Il voulait aussi m'offrir un témoignage d'amitié et m'a tendu une lettre manuscrite originale de Lamartine à laquelle il tenait beaucoup. C'est cette qualité incomparable des hommes de la mer qu'il faut à tout prix préserver».

FRANÇOIS GROSCHARD

A TRAVERS LES REVUES

Femmes gestionnaires et managers androgynes

L'INSTAR de M^{me} Edith Cresson chez Schneider, les femmes dirigeantes ou cadres supérieures seraient-elles la fantasme de jeunesse des entreprises d'aujourd'hui et surtout de demain ?

A n'en point douter, les effectifs de jeunes femmes diplômées s'élèvent depuis une bonne décennie. De facto, «supernuméraires» ou non, les femmes occupent de plus en plus de postes de cadres supérieurs ou de dirigeants.

Certes, Mais, cette perspective «souriante» (river) risque, corrige Fortune, de masquer les réalités de la vie quotidienne (1). Aujourd'hui, les femmes représentent moins de 0,5 % des dirigeants des grandes entreprises américaines. Malgré les efforts de certaines firmes, les responsabilités familiales et les conflits de carrière avec les époux gênent les promesses. De son côté, Business Week, n'oublie pas de relever sur l'ampleur du «harcelement sexuel» (2). N'ayant pas la volonté de laisser la bride sur le cou aux entreprises, l'administration Reagan, furtive du soutien d'une décision de la Cour suprême, en 1986, promulgué les règlements pour l'interdire et elle accroît la sévérité des sanctions pénales.

Ce contexte juridique encourage tout à la fois le dépôt de plaintes (25 % de plus entre 1986 et 1990) et le dynamisme d'avocats spécialisés ou de juges novateurs tandis que les firmes s'empressent de rédiger de nouveaux règlements inté-



B.A.T.

rieurs. Non sans difficulté. Ciment, par exemple, interdit l'affichage dans les ateliers ou dans les bureaux de pin-up, considéré par un juge fédéral de Floride comme «une violence visuelle atteignant les sensibilités des femmes».

Afin de surmonter tous ces obstacles et handicaps, des entreprises ou des établissements d'enseignement supérieur mettent en place des politiques de promotion et de formation réservées aux femmes. La London Business School promeut un «portfolio for the woman manager» – fût-ce au prix d'être accusée comme le remarque le Financial Times, de «discrimination sexuelle» ou de marginaliser plus encore le monde féminin (3).

Toutes ces mesures visent à concrétiser le principe de l'égalité professionnelle. Ces activités tentent aussi de déjouer le piège familial, sinon stéréotypé, suivant lequel les femmes devraient sacrifier leurs qualités distinctives sur l'autel de la réussite et devenir hyperconformes au modèle masculin de commandement.

Les nouveaux Japonais de la gestion

Erreur ! s'exclament universitaires et consultants dans des numéros récents de la Harvard Business Review et dans une revue de prospective, Futures (4). Les spécificités féminines constituent un véritable ferment de transformation des firmes – par suite notamment de leur expérience de mères de famille. Selon ces auteurs, les femmes gestionnaires possèderaient, en particulier, des qualités de leadership supérieures à celles de leurs collègues masculins. Citons, pêle-mêle : l'attention aux autres, la

recherche du consensus, le partage du pouvoir et de l'information, la valorisation du plaisir dans le travail, l'enthousiasme.

Or, à bien y regarder, ces attributs ne correspondent-ils pas aux exigences du management des «entreprises du troisième type» ? Cette concomitance permet à Sally Helgesen, auteur d'un best-seller récent au titre significatif The Female Advantage, d'annoncer que les femmes managers pourraient être «les nouveaux Japonais de la gestion». De son côté, Tom Peters avertit ses lecteurs masculins de «une époque est révolue, celle de la réussite des femmes jouant les jeux des hommes. A présent, les ambitieuses doivent apprendre à jouer les jeux des femmes».

Dans le sabbat des consultants du dernier-ori managérial, les femmes gestionnaires faciliteraient l'éclosion des «centrales» dans les entreprises. Tout simplement : les hommes affectineraient être au sommet de hiérarchies, en revanche les femmes préféreraient animer des réseaux de collaborateurs, en se plaçant au centre.

La thèse des «avantages féminins» soulève des controverses dans les colonnes de Fortune et de la Harvard Business Review (5). Cynthia Fuchs Epstein, auteur renommé de Deceptive Distinctions (6) doute du bien-fondé des résultats présentés. De plus, C.F. Epstein s'interroge de la montée d'un nouveau féminisme proclamant haut et fort que les femmes possèderaient une personnalité unique et homogène.

Cette discussion rejoint les premiers résultats du groupe de recherche «Femmes gestionnaires et entreprises» d'un grand établis-

sement novateur : HEC Montréal. L'une de ses animatrices, Francine Harel, Giasson, invite à regarder avec prudence les résultats anglosaxons : «La façon de gérer des femmes cadres se distingue-t-elle de celle des hommes ?» Jusqu'à maintenant, cette question a été étudiée essentiellement sous l'angle des styles de leadership et des styles de gestion de conflits. Les résultats sont peu concluants : dans certains cas, il ne ressort pas de différences significatives ; dans d'autres, les différences se révèlent souvent contradictoires d'une étude à l'autre (7).

Le professeur d'HEC Montréal se méfie aussi du «pouvoir magique» attribué aux femmes pour transformer les structures et les cultures des entreprises. De fait, la réussite professionnelle n'exige-t-elle pas l'adhésion des femmes aux valeurs et aux pratiques dominantes dans les organisations ?

Le mot de la fin ne reviendrait-il pas à Claudine Baudoux, de l'université Laval ? Dans l'excellente revue québécoise Gestion, Claude Baudoux rapporte des résultats d'une enquête conduite auprès de directeurs d'école sous un titre interrogatif : «Les cadres de l'éveil : des androgynes ?» (8).

Cadres androgynes ? C'est-à-dire «ceux qui transcendent les rôles sexuels traditionnels» et qui, «sans se soucier du genre assigné (...) choisissent dans une gamme de comportements la plus étendue possible celui qui convient le mieux à une situation précise». Notre conseil se garde bien néanmoins d'annoncer la fin de la guerre des sexes !

JEAN G. PADIOLEAU

(avec la collaboration de l'ESG)

- (1) «Do Women Manage Differently?», Fortune, 17 décembre 1990.
- (2) «Ending Sexual Harassment», Business Week, 15 avril 1991.
- (3) «Glass Ceiling Stops Female Managers Reaching the Top», Financial Times, 9 avril 1991.
- (4) Judy R. Rosener, «Ways Women Lead», Harvard Business Review, novembre-décembre 1990, 119-123. Riane Eisler «Women, Men and Management: Redesigning our Future», Futures, janvier-février 1991, 3-18.
- (5) «Debate: Ways Men and Women Lead», Harvard Business Review, janvier-février 1991, 150-160.
- (6) Yale University Press, 1988.
- (7) Ces résultats sont présentés dans l'ouvrage de J.-F. Chatelet, L'Individu dans l'organisation, Paris, Editions Eska, 1990, p. 142.
- (8) Gestion, février 1991, p. 33-41.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

DIEP à l'Opéra 47-42-31-58 et 94-47 28, rue Louis-le-Grand (2^e). T.L.J.

Ses «MÉNUS EXPRESS» au déjeuner en semaine : 72 F et 88 F. Sous sa coupole, salle à manger circulaire, commodément et divisible de 350 places. Cadre somptueux, comme à Hong-Kong. Dîners à la carte. Vivier de langoustes. Service assuré jusqu'à minuit.

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 25, rue Frédéric-Sauton (Mab.-Mut.). F. dim.

12 h 30 - 14 h 30, 20 h - 24 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

YUGARAJ (air climatisé) 43-26-44-91 14, rue Dauphine, 6^e. F. lundi

SPECIALITÉS INDIENNES. «De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique», Christian Millou (Gault-Millou).

ALSACE A PARIS 43-26-89-36 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6^e T.L.J.

Au cœur du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du matin, dans un cadre à découvrir. Déj. Dîner. Souper. Grillades. Choucroutes. Poissons. Coquillages. Salade pour 16, 20, 30, 60 couverts. Pour groupes, nous consulter.

AFFAIRES

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

pullmann pour A

AFFAIRES

Un Pullmann pour Accor

Le champion de l'hôtellerie française contrôle désormais les hôtels des Wagons-Lits. Mais le mariage n'est pas facile

QUE va faire Accor, le numéro un français de l'hôtellerie, du numéro deux, Pullmann International Hôtels, la filiale de la Compagnie internationale des Wagons-Lits et du tourisme (CIWLT)? La prise de contrôle est acquise, pratiquement sans difficulté : avant même que soit signée, début mai, la convention mettant en commun la gestion et le développement de trois des quatre chaînes d'hôtels de la CIWLT (haut et milieu de gamme), les équipes correspondantes avaient été fusionnées. Aujourd'hui, les trois états-majors ont déserté le siège de la rue Portalis, derrière l'église Saint-Augustin à Paris, pour s'installer dans différents locaux du groupe Accor.

Selon Jean-Marc Simon, le président-administrateur délégué de la CIWLT, cette opération s'est réalisée « sans coût social » et « il ne reste plus qu'une dizaine de situations personnelles à régler ». Les établissements eux-mêmes pouvant passer sans douleur d'un contrat de management à l'autre. Et fait, il y eut des grincements. Les syndicats ont protesté. Une quarantaine de cadres ont quitté le groupe. Les managers qui, en 1989, s'étaient portés candidats pour racheter leur entreprise ont évidemment quelque mal à accepter la transformation, même si celle-ci ouvre à certains une nouvelle carrière.

Une image un peu poussièreuse

Pullmann... Ce nom évocateur de confort moelleux fut, dit-on, trahit par Antoine Veil, l'ex-président d'UTA, devenu, en septembre 1985, administrateur délégué des Wagons-Lits. Il se situe bien dans la tradition du ferroviaire, sur lequel la CIWLT, cette entreprise de droit belge plus que centenaire, a bâti sa fortune. Il renvoie aussi au Petit-Palais d'Istanbul ou au Gezireh Palace du Caire, ouverts l'un et l'autre en 1894 par la Compagnie. Mais ce n'est que tardivement et non sans secousses que l'hôtellerie a rattrapé le ferroviaire et le tourisme dans les activités du groupe (1).

Distancée par les créateurs de Novotel, Paul Dubrule et Gérard Pélissier, la Compagnie n'était pas restée totalement inerte. En 1975, elle avait créé, deux ans après eux, une chaîne deux étoiles : Arcade. En 1982, elle avait intégré les hôtels PLM. En 1985, la Compagnie avait hérité, contre Accor, de la chaîne Frantel, mise en vente par les banques propriétaires, grâce à l'appui de M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et pré-

mier actionnaire de la CIWLT. A la tête de 183 établissements, elle possédait déjà le deuxième groupe français.

Mais l'ensemble formé par ces apports successifs était passablement disparate et mal structuré. Antoine Veil, parti pour réveiller la « gestion tranquille » de la CIWLT, allait le transformer. « Le public ignorait que les Wagons-Lits étaient dans l'hôtellerie », déclarait-il au début 1987. Il nous fallait affirmer une identité. D'abord en déclinant trois chaînes (autre Arcade et ses deux étoiles) : Pullmann pour le haut de gamme, centre-ville et tradition (par opposition aux Sofitel d'Accor) ; Altea pour les trois étoiles et FLN-Azur pour une quarantaine d'hôtels de loisirs. Plus de 400 millions de francs furent dépensés en 1987-1988 pour rénover les établissements, modifier les enseignes et les faire connaître.

C'est Jean Darnas, venu, lui aussi, d'UTA, qui a été l'homme de cette nouvelle phase. Placé à la tête de la société Pullmann International Hôtels, il a établi les nouvelles normes, recyclé les hommes mais aussi développé les nouvelles chaînes (cinquante ouvertures en 1990). En cinq ans, la capacité de Pullmann a augmenté de 35 %, celle d'Altea de 66 % et celle d'Arcade de 140 %, grâce au recours à la franchise, pour la première fois à partir de 1988. Ce développement a permis d'européaniser l'hôtellerie de la CIWLT dans son implantation comme dans sa clientèle. Une chaîne économique, une étoile, Primo 99, a même été esquissée. En même temps, grâce à l'action commerciale et à la réorganisation des établissements, le taux d'occupation a gagné des points. De 1985 à 1989, le chiffre d'affaires de la branche a progressé de près de 12 % par an et les profits ont été retrouvés.

La remise en ordre n'est cependant pas achevée. Allant du grand confort au luxe, les Pullmann réussissent encore des quatre et cinq étoiles : Jean Darnas, qui a déjà en 1990 identifié quelques « Pullmann-loisirs », envisageait d'ailleurs de créer des « super-Pullmann ». A l'inverse, la chaîne économique Primo 99 est restée à l'état d'ébauche avec une poignée d'établissements... Or, depuis le second semestre 1990, le choc de la crise du Golfe a montré la fragilité d'une hôtellerie encore trop dominée par le haut de gamme et encore trop centrée sur le Bassin méditerranéen. Il a fallu mettre à la cape : fermer des étages dans les hôtels de Turquie et d'Egypte, réorganiser complètement certains établissements.

Le développement a un peu pâti

des diversifications plus risquées lancées par Antoine Veil, comme l'acquisition du loueur de voitures Européen ou la location de bateaux de plaisance aux Etats-Unis. Les actionnaires, toujours plus financiers qu'opérateurs, se sont inquiétés de l'endettement qu'il entraînait : celui-ci atteint aujourd'hui 2 milliards de francs pour la branche hôtellerie et 1,5 milliard pour la location de voitures. Dès 1988, ils ont commencé à s'interroger sur la possibilité de mener de front et de développer les cinq branches d'activité. Aujourd'hui, les dirigeants de la CIWLT ont tranché. Ils veulent vendre l'hôtellerie et réorienter l'activité de la compagnie, notamment vers la restauration.

Gestion catastrophique

Mais les débats entre actionnaires qu'affectionne la Compagnie ne sont pas terminés. Pourquoi les dirigeants d'Accor achèteraient-ils la propriété de chaînes qu'ils contrôlent déjà, et dont ils détiennent de toute façon une part comme actionnaires de la CIWLT? L'évaluation des actifs n'implique pas une acquisition. Paul Dubrule et Gérard Pélissier soulignent la faible rentabilité de l'hôtellerie des Wagons-Lits : « Globalement, un excellent potentiel d'activité, un patrimoine intéressant, mais une gestion catastrophique ». Ils ont évidemment intérêt à déprécier l'objet qu'ils offrent : il y a dix-sept mois, ils étaient moins critiques, évoquant « des équipes qui en valent la peine » ; aujourd'hui même, ils se font fort de doubler cette rentabilité.

L'intégration des 288 hôtels des Wagons-Lits - dont les implantations sont complémentaires des siennes - accroîtra de 22 % le nombre d'hôtels du groupe Accor ; elle lui assurera sans discussion la première place mondiale. Mais elle implique une nouvelle organisation, par filiales spécialisées, pour un groupe pratiquant une gestion directe malgré des marques différenciées. « Au-delà d'une certaine dimension, les économies d'échelle cessent de jouer », dit Jean-Marc Simon. Les deux présidents d'Accor sont sans doute capables de relever le défi.

GUY HERZLICH

(1) Sans rejoindre toutefois la restauration, devenue la branche la plus forte, avec environ 40 % d'un chiffre d'affaires de 98,9 milliards de francs belges (116 milliards de francs français), et autant d'un résultat courant de 1,7 milliard (276 millions).

La City saisie par la folie du football

L'entrée en Bourse du club anglais Manchester United ne fait pas l'unanimité

LONDRES

correspondance

L'ENTRÉE en Bourse, au courant du mois de juin, de Manchester United, l'un des plus prestigieux clubs de football anglais, souligne l'essor de la City de Londres pour le ballon rond, ce sport dont la Grande-Bretagne est le berceau.

Par le truchement d'une augmentation de capital réservée aux institutions financières et une vente d'actions dans le public, Manchester United, récent vainqueur de la Coupe des vainqueurs de coupe, va ainsi devenir le quatrième club britannique à être coté au Stock Exchange. L'objectif de cette opération, qui doit rapporter quelque 16,5 millions de livres (160 millions de francs), est de financer la suppression des tribunes debout du célèbre stade d'Old Trafford et d'acheter de nouveaux joueurs.

Pour rénover ses installations, le nouveau champion d'Angleterre, Arsenal, pour sa part, lance une souscription auprès du public en proposant une place assise à vie à 12 000 futurs acquéreurs. Enfin, plusieurs consortiums financiers se disputent Tottenham Hotspur, vainqueur de la Coupe d'Angleterre, criblé de dettes à la suite d'une diversification ratée dans la

confection de vêtements sportifs et dans l'immobilier.

En Grande-Bretagne, la quasi-totalité des 92 clubs professionnels appartiennent à des businessmen avisés, la plupart du temps des entrepreneurs locaux qui ont fait fortune grâce à leur audace et à leur goût des affaires. Longtemps, les héritiers des grandes familles anglaises de la City ont rejeté avec dédain ces nouveaux venus. Depuis quelque temps, cette attitude est en train de changer, mauvaise conjoncture économique aidant.

Les financiers n'aiment pas la violence

Réhabilitation des stades, transferts internationaux de joueurs britanniques, médias télévisés, activités commerciales annexes... le football est devenu un beau gâteau outre-Manche. Le Square Mile, qui sait s'accommoder des richesses d'autrui, entend en profiter à bon escient. « Les clubs de football de première division ont besoin de liquidités. Ils ont la surface suffisante pour monter des opérations financières sophistiquées qui intéressent les milieux de la finance », note Patrick Murphy, analyste auprès du Centre de recherches du football de l'université de Leicester (nord de l'Angleterre).

Pourtant, ce nouveau pactole ne fait pas l'unanimité dans la communauté financière. Trop d'incerti-

tudes pèsent sur un marché soumis aux aléas du sport. Ainsi, quand la vedette de Tottenham, Paul Gascoigne, est grièvement blessée lors de la dernière finale de la Cup, son club perd d'un coup 8 millions de livres, le prix de son transfert en Italie. La luxation d'un ligament fait s'écrouler tout le plan de sauvetage de Spurs. A l'image des trois clubs actuellement cotés en Bourse, on compte plus les échecs de la diversification commerciale.

Enfin, la violence qui règne dans les stades et la mauvaise image de marque du football tempèrent l'enthousiasme des établissements financiers. Et si leurs responsables ne se bousculent pas pour devenir présidents de club, c'est par crainte d'être constamment sous les projecteurs des médias, eux dont l'exigeant code personnel impose la discrétion.

Ces motifs ont amené, par exemple, la banque d'affaires Paribas Ltd à décliner l'offre de son client, le conglomérat Baltic Corporation, en organisant un montage financier destiné à prendre le contrôle de Tottenham Spurs. « Ce n'est pas notre monde », se borne à souligner Gérard Reingold, porte-parole de la maison de titres française.

MARC ROCHE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cette annonce paraît à titre d'information seulement

La Société du Louvre

a pris une participation majoritaire dans

Elm Leblanc

Nous avons agi en qualité de conseiller financier de la Société du Louvre dans cette transaction

Compagnie Financière Barclays de Zoete Wedd
Banque du Louvre



BANQUE DU LOUVRE

Mai 1991



SUR
167 000 PROFESSIONNELS DE LA FINANCE,
64 000 d'entre eux
lisent le Monde.
Le Monde
est le premier titre d'information
des professionnels de la finance.
(IPSOS 89)

NOTRE AMBITION LA GRANDE EUROPE

Fort de sa rentabilité financière et de sa santé industrielle, Béghin-Say entend poursuivre sa stratégie ambitieuse et volontariste : conquérir de nouvelles parts de marchés, en innovant quotidiennement, en se battant avec force dans ses métiers de l'agro-industrie. C'est pourquoi l'avenir de la Grande Europe se prépare aujourd'hui.

Béghin-Say accroît ses fonds propres. Investissez dans Béghin-Say.

Emission d'un emprunt
convertible en actions de
F 1.995.000.000
(soit 2.850.000 obligations de F 700)

Priorité de souscription pour les actionnaires : du 27 mai au 10 juin 1991 à raison d'UNE obligation pour CINQ actions.

Souscription du public : à partir du 27 mai.

LES OBLIGATIONS

Prix d'émission : F 700.

Durée : 7 ans, 6 mois, 11 jours.

Intérêt annuel : 7,25 %, soit F 50,75 par obligation, payable le 1^{er} janvier de chaque année.

Taux de rendement actuariel brut : 8,27 % au 20 juin 1991.

Amortissement normal : en totalité le 1^{er} janvier 1999 au prix de F 720, soit 110 % de leur montant nominal.

Amortissement anticipé : possible par rachat en Bourse et par remboursement au gré de l'émetteur.

Cotation : à la Bourse de Paris.

Chaque obligation sera convertible à tout moment à raison d'UNE action pour UNE obligation.

La note d'information visée par la C.O.B. en date du 22 mai 1991 sous le n° 91-192 est disponible chez Béghin-Say, 34, avenue Hoche, 75008 Paris. Balo du 27 mai 1991.

Augmentation de capital par
émission de 2.191.651 actions
nouvelles et de 74.176 certificats
d'investissement nouveaux.

Souscription : du 3 au 24 juin 1991.

LES ACTIONS

Prix d'émission : F 470.

Droit préférentiel de souscription : UNE action nouvelle pour CINQ actions anciennes.

Jouissance : 1^{er} janvier 1991.

Cotation : aux Bourses de Paris, Genève, Bâle et Zurich.

LES CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT (C.I.)

Prix d'émission : F 100.

Droit préférentiel de souscription : UN certificat d'investissement nouveau pour CINQ certificats d'investissement anciens.

Il sera attribué pour les titulaires d'anciens certificats de droit de vote UN certificat de droit de vote nouveau pour CINQ certificats de droit de vote anciens.

Jouissance : 1^{er} janvier 1991.

Cotation : à la Bourse de Paris.

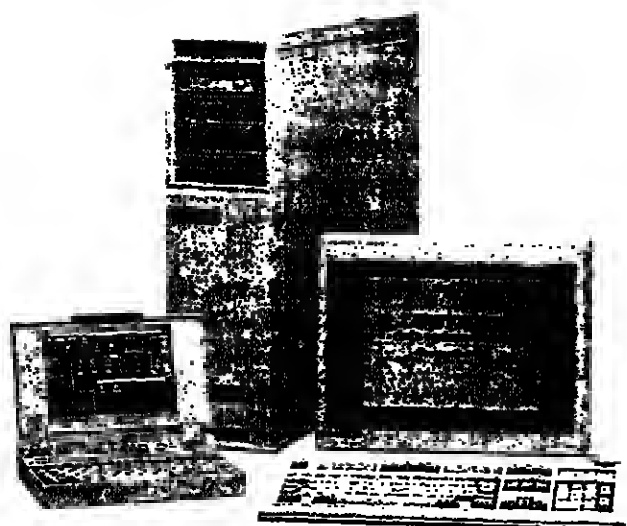


Béghin-Say


Quand vous étiez
enfant, vous étiez un petit
monstre, une vraie teigne,
un sale môme à qui
on ne pouvait rien refuser.



Pourquoi
auriez-vous changé ?



RESEARCH

[illegible]

LE MEILLEUR MOYEN D'EXPRIMER VOTRE INTELLIGENCE.

vez
un pet
aie teigne
qui
en refuse
ngé ?

MARCHÉS FINANCIERS

Filiale hôtelière d'Air France

Mérédien prépare son introduction sur le second marché

Mérédien va pouvoir reprendre son développement dans les cinq années qui viennent. Après les progrès de 1989, l'année 1990 a encore été brillante pour les hôtels Méridien : le bénéfice net consolidé par le groupe (81 millions de francs) a progressé de 53 % après avoir doublé l'année précédente, avec le même nombre d'hôtels. En 1991, M. Rodolphe Frantz, le président de la société, espère les accroître encore, même si « on ne peut dire à quel rythme » la guerre du Golfe a fait baisser la fréquentation de 20 points à Paris ou à Londres, de 10 à 15 en Asie, mais la chaîne a pris très tôt des mesures d'économies (sur le personnel, les structures et tout ce qui ne touche pas aux services).

La crise du Golfe n'a pas empêché M. Frantz de réaliser fin 1990 l'ouverture du capital qu'il désirait depuis longtemps, avec « des actionnaires qui ne souhaitent pas seulement placer de l'argent, mais aussi nous accompagner dans notre développement », et dont une bonne partie appartient au secteur privé. Dernière étape, l'introduction de la société sur le second marché de la Bourse de Paris, prévue d'ici à la fin de 1992, pourrait ramener de 57,3 % à 51 % ou même un peu moins, la part d'Air France dans le capital de sa filiale. Déjà,

avec les 500 millions de francs dont nous disposons, souligne M. André Martinez, directeur général, avec l'appui de nos actionnaires et des emprunts, nous pouvons, en fait, réaliser une opération allant jusqu'à un ou deux milliards de francs, voire plus en cas de nécessité.

La société envisage d'ajouter une quarantaine d'hôtels aux cinquante-six (contre cinquante-trois en 1990) qu'elle gère aujourd'hui. Une dizaine pourraient être réalisés avec des investissements directs, une dizaine en crédit-bail et le reste avec des contrats de gestion (dans les pays présentant des risques politiques, notamment) : l'appartenance au groupe national apporte sur ce point une aide considérable (en plus d'un supplément de clientèle).

Dans ce développement, les cibles prioritaires sont dans l'ordre : l'Europe occidentale (« l'Europe que nous n'y sommes pas »), et notamment l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, puis les Etats-Unis et, enfin, l'Asie. La société n'exclut pas le rachat d'une petite chaîne, à condition de rester dans son créneau de l'hôtellerie de luxe, où elle se flatte d'avoir atteint, l'an dernier, une rentabilité satisfaisante (6 % de son chiffre d'affaires).

G.H.

Nouveau rapprochement au sein des sociétés de développement régional

Les trois SDR de l'Est projettent une fusion

Les trois sociétés de développement régional (SDR) de l'Est, SADE (Société d'association de développement et d'expansion), Champex (Société de développement régional de Champagne-Ardenne) et Lorraine (Société de développement régional de Lorraine) projettent de fusionner prochainement leurs activités afin de regrouper leurs moyens financiers et humains et de réaliser des économies. Les modalités précises de ce regroupement, qui pourrait prendre la forme d'un holding, ne sont toutefois pas encore définies. Cet accord pourrait intervenir dès l'automne.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Technocic

Comptes de l'exercice 1990-1991 clos le 28.03.1991 arrêtés par le Conseil d'Administration du 21 mai 1991 présidé par M. Michel RICHOU.

Actif net au 28.03.1991 : F 56.665.492.

Performance du 30.03.1990 au 28.03.1991 : - 0,79 % (coupon réinvesti).

Performance du 28.12.1990 au 17.05.1991 : + 14,48 %.

Valeur liquidative au 17.05.1991 : F 1.052,01.

Dividende proposé : F 36,90 + F 7,04 d'avoir fiscal pour mise en paiement le 25 juillet 1991.

Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.



Information SICAV

REVENU-VERT Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV REVENU-VERT sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le lundi 11 juillet 1991 à 11 heures, 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1990-1991 et de fixer le montant des dividendes à verser aux actionnaires.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



NEW-YORK, 5 juin ↓

Baisse

Les ventes bénéficiaires ont fini mercredi 5 juin par avoir raison de la résistance de la grande Bourse new-yorkaise. Bien absorbées la veille, elles ont cette fois nettement pesé sur la tendance, sans toutefois trop éroder la résistance du marché. De fait, un bref instant durant le début de l'indice Dow Jones était retombé à 3 000 points (2 989,49), à parer néanmoins à repasser au-dessus pour s'inscrire en clôture à 3 005,38 avec une perte finale de 22,83 points (- 0,75 %).

Le bilan général a été conforme à ce résultat. Sur 2 032 valeurs traitées, 985 ont baissé et 860 ont monté, tandis que 478 reproduisaient leurs cours précédents.

Nouvelle entrée en lice du facteur technique ? Visiblement, Wall Street ne manque pas de torsion. Les investisseurs n'ont, semble-t-il, retenu que le bon côté des choses en prenant connaissance des déclarations de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale. Ce passage au Japon, le patron de la banque centrale américaine s'est félicité de l'amélioration des dernières indicateurs économiques, qui, selon lui, conduisent le pays vers la reprise. Aspect négatif de ces propos : la traduction le sous-entendait à la fois d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt. Conséquence, le marché obligataire a baissé de 12 à 14 points.

Après un début de séance interrompé par Wall Street, les valeurs américaines ont subi une baisse de 5 % à 8 %, ce qui promet encore de belles envolées, dans le cas où le plafond se situe au-dessus de 3 200 points. L'activité a encore augmenté, portant sur l'ensemble de 180 millions de titres contre 180,46 millions la veille.

VALEURS	Cours de 4 juin	Cours de 5 juin
Alcoa	72	71,12
AT&T	36,58	36,12
Boeing	110	109,12
Chrysler	21,18	21,14
Du Pont de Nemours	48,34	48,18
Exxon	58,12	57,78
Ford	26,38	26,34
General Motors	42,12	41,58
IBM	100,18	99,12
ITT	63	62,78
McGraw-Hill	68,18	67,12
Merck	63,58	63,12
Schering-Plough	63,58	63,12
Tecumseh	63,58	63,12
Union Carbide	20,14	20,12
US Steel	20,18	20,12
Walt Disney	57,18	56,12
Westinghouse	57,18	56,12

LONDRES, 5 juin ↑

Légère progression

Les valeurs ont progressé mercredi 5 juin au Stock Exchange. L'indice Footsie s'est apprécié de 15,5 points (0,8 %) à 2 621,5, soit un marché de clôture des échanges a été élevé à 404,8 millions de titres, contre 369,9 millions mardi.

Glaxo Holdings était recherché par l'annonce d'un prix de vente plus élevé que prévu de son médicament contre la rage humaine.

FAITS ET RÉSULTATS

■ LVMH : attribution d'une action gratuite pour dix. M. Bernard Arnault, président de LVMH (Moët-Hennessy-Louis-Vuitton), a annoncé à l'assemblée générale des actionnaires réunie mercredi 5 juin la distribution d'une action gratuite pour dix actions anciennes. Il a rappelé la hausse de 10 % du dividende versé au titre du bénéfice 1990, qui s'élève à 68 francs par action. Le président de LVMH a indiqué que la masse totale consacrée à la distribution des dividendes a été augmentée de 12 % et représente 28 % du bénéfice net consolidé. Le résultat net consolidé du groupe s'est élevé à 2 373 millions de francs en 1990 contre 2 232 millions l'année précédente, soit une hausse de 15 %. Le chiffre d'affaires est resté stable à 19,8 milliards de francs contre 19,6 milliards. Pour l'exercice en cours, M. Arnault s'est refusé à tout pronostic pour le bénéfice et le niveau des ventes du groupe. Mais il a néanmoins assuré que le bénéfice serait en progression.

■ Franatome : résultat net de 984 millions de francs en 1990. Le groupe Franatome (société d'ingénierie, mécanique) a enregistré en 1990 un résultat net de 984 millions de francs contre 741 millions en 1989, soit une progression de 32 %, a annoncé mercredi 5 juin le PDG du groupe, M. Jean-Claude de Coey. En revanche, le chiffre d'affaires subit une baisse exacte équivalente de 32 %, à 13,57 milliards de francs en 1990 contre 19,8 milliards en 1989.

■ Les bénéfices de Franatome attribuent cette contraction à deux phénomènes : le niveau « exceptionnel » de recettes enregistré en 1989 (facturation du Superphénix, à hauteur de plus de 8 milliards de francs) et des effets de change défavorables sur l'exercice 1990. La contribution du non-audite aux résultats est restée faible l'an passé. Franatome entend porter le poids de ces activités à plus de 50 % de son chiffre d'affaires d'ici à 1993.

■ SAIC-Velocore (textile) : 71 suppressions d'emplois. La direction de la société textile SAIC-Velocore (groupe DMCC) a présenté, lundi 5 juin au comité central d'entreprise, un plan de 71 suppressions

PARIS, 6 juin ↑

Poursuite de la reprise

Pour la deuxième séance consécutive, la Bourse de Paris a été bien orientée, jeudi, non sans avoir remarqué quelques hésitations à l'ouverture. En retard de 0,15 de la veille, les premières transactions, les valeurs françaises ont assez rapidement reviré vers la hausse à l'issue d'une heure d'échanges. En fin de matinée, l'indice CAC 40 affichait des gains avoisinant 0,3 %. Dans l'après-midi, peu avant que ne débute les échanges à Wall Street, l'indicateur de la place parisienne s'inscrivait en progression de 0,81 %.

De l'avis des opérateurs, le marché continuait sur sa lancée. Cela est, l'opinion des investisseurs était loin d'être dénuée de fondement. Le marché de l'argent au jour le jour, repassant sous la barre des 10 %, était jugé peu significatif. Selon un spécialiste, le marché des taux reste très marqué par le passage des déclarations d'Oscar, qui rompent que les Allemands, les Japonais et les Américains sont guère enclins à un relâchement de leur politique monétaire que d'une détente. L'adjudication, de jour, de 100 millions de bons du Trésor (BOT) à dix et à vingt ans a confirmé la tension qui règne sur les taux. La taxe de rendement de la Bourse a été ainsi portée à 5,02 % contre 4,78 %, le 2 mai dernier, et sur la ligne à vingt ans, à 5,18 % contre 4,92 % le 4 avril.

Du côté des valeurs, les titres phares de la cote continuant de tirer les transactions, tel Suez qui représentait le plus de volume en fin de séance, 140 millions pour 380 000 titres et affichait ainsi sa dixième hausse quotidienne consécutive. Michelin continuait de progresser avec plus de 420 000 échanges, tout comme SCA avec plus de 400 000 actions.

TOKYO, 6 juin ↓

Au-dessous des 25 000 points

Pour la deuxième séance consécutive, la Bourse de Tokyo a été au rendez-vous jeudi 6 juin au Kabuto-cho. Amorce des échanges, le mouvement s'est progressivement accéléré et, à la clôture, l'indice Nikkei s'est établi pour la première fois depuis le 15 février dernier, au-dessous de la barre des 25 000 points, soit plus précisément à 24 984,12 avec une perte de 305,45 points (- 1,21 %).

D'après les spécialistes, c'est surtout l'absence de tout élément directeur qui a désorienté les investisseurs, les incitant, avec l'arrivée à échéance des contrats à terme de juin, à continuer à rejeter leurs positions. Même la résistance argumentée de Wall Street n'a pas réussi à rendre de la vigueur au marché, qui a principalement pâti du manque d'affaires. L'indice a donc porté sur l'échange de 230 millions de titres seulement (contre 240 millions la veille).

VALEURS	Cours de 5 juin	Cours de 6 juin
Alcoa	11,50	11,10
Boeing	108,10	107,10
Chrysler	21,18	21,14
Du Pont de Nemours	48,34	48,18
Exxon	58,12	57,78
Ford	26,38	26,34
General Motors	42,12	41,58
IBM	100,18	99,12
ITT	63	62,78
McGraw-Hill	68,18	67,12
Merck	63,58	63,12
Schering-Plough	63,58	63,12
Tecumseh	63,58	63,12
Union Carbide	20,14	20,12
US Steel	20,18	20,12
Walt Disney	57,18	56,12
Westinghouse	57,18	56,12

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3689	3650	BOA	346	346
Amat Associa	259	261	Immo	152	152
B.A.C.	150	150	Immo M&L	831	821
Banque Paribas	864	839	LP B.M.	96 80	96
Banque Paribas	373	370	Loca invest	255	254
Boussat (Lyon)	206 50	206 50	Loca invest	88	88
CAL-de-R. (C.C.I.)	1030	1038	M&L	117	115
Cablecom	425	413	M&L	144 20	144 20
Carif	851	850	Pratibon	85	85
C.E.G.P.	150	148	Pratibon	379	371 80
C.F.P.I.	289	280 50	Pratibon	331	335
C.N.I.M.	953	959	Pratibon	333	305
Compteur	285	280	Pratibon	170	171
Contraintes	864	864	Pratibon	100	100
Cowi	300	308	Pratibon	425	438
Dagbl	430	420	Pratibon	130	116
Dalmeida	1060	1070	Pratibon	287	285
Danachy Worme Co.	450	450	Pratibon	328	325 10
Danachy	1068	1080	Pratibon	278	278 50
Davila	380	380	Pratibon	215	210 40
Dobson	136	135	Pratibon	95 50	95 50
Edison (Belmont)	225	216	Pratibon	750	750
Europ. Population	315	310			
Financ	128	118 50			
Financ	127	127			
IPP (group. Ind. I.)	288	286 50			
Grand Linc	407	403 50			
Gravigny	218	218			
Grupa Ony	751	751			
Immo	851	851			
I.C.C.	250	250			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 5 juin 1991

Nombre de contrats : 88 372

COURS		ECHÉANCES		
		Jun 91	Sept. 91	Déc. 91
Dernier	_____	105,56	105,58	105,52
Précédent	_____	105,78	105,76	105,74

Options sur notationnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 91	Déc. 91	Sept. 91	Déc. 91
106	0,86	1,30	1,10	1,50

CAC 40 A TERME				
(MATIF)				
Volume : 7 101				
COURS		Juin	Juillet	Août
Dernier	_____	1 861	1 862	1 862
Précédent	_____	1 846	1 845,50	1 854

CHANGES

Dollar : 5,9275 F ↓

A Paris, jeudi 6 juin, le dollar s'est établi en baisse au fixing à 5,9275 F, contre 5,9245 francs à la clôture des échanges interbancaires de mercredi 5, et 5,9330 F au fixing du même jour. A Tokyo, le billet vert a clôturé en légère hausse à 139,25 yens jeudi, progressant de 0,05 yen par rapport à la clôture de mercredi de 139,17 yens.

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	
Paris (6 juin)	9 13/16
New-York (5 juin)	5

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (6 juin) : 9 131/6-1516

New-York (5 juin) : 5 5/8 %

BOURSES

PARIS (BSE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises : 120 120,90
Valeurs étrangères : 119,90 119,18
(BSE, base 100 : 31-12-91)
Indice global CAC : 491,23 491,61
(BSE, base 1000 : 31-12-91)
Indice CAC 40 : 181,29 182,92

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industriel : 3 827,95 3 845,37
Londres (indice Financial Times)

100 valeurs : 2 506 2 511,50
30 valeurs : 1 962,89 1 974,00
Mines d'or : 182 181,28
Fonds d'Etat : 83,77 83,71

FRANCFORT

Dax : 1 685,38 1 712,76

TOKYO

Nikkei Dow Jones : 25 289,57 24 944,12

Indice global : 1 924,28 1 922,94

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
à 100	à 100	à 100	à 100
\$ E.-U.	5,9230 5,9250	+ 171 + 342	+ 885 + 945
\$ Can.	5,1630 5,1670	+ 34 + 47	+ 103 + 126
Yen (100)	4,2523 4,2559	+ 62 + 72	+ 122 + 139
DM	3,3846 3,3877	+ 13 + 28	+ 49 + 60
Franc	3,6054 3,6072	+ 7 + 17	+ 13 + 29
PF (100)	16,4938 16,4939	+ 50 + 100	+ 120 + 150
RS	3,2958 3,2960	+ 43 + 57	+ 83 + 107
L (1 000)	4,5993 4,5735	- 72 - 51	- 151 - 182
E	10,8690 10,8180	- 160 - 130	- 330 - 280

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
Yen	7 7/8	8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
DM	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
Franc	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
PF (100)	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
RS	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8
E	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
Yen	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
Franc	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Jeudi 6 juin
Michel Bernier,
directeur de l'Atelier lorrain
pour l'expérimentation
et l'innovation sociales.

Vendredi 7 juin
Albert Caron
PDG de Go Sport

هكمانه الاول

BOURSE DU 6 JUIN

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

La visiteuse de vies

Alain est un violeur, récidiviste. Condamné, huit ans, libéré, condamné à nouveau, treize ans. Un violeur est toujours doublement en prison, car à l'enfermement s'ajoute l'isolement, les autres détenus haïssant les « pointeurs ». Alain, lui, l'est triplement comme s'il avait reçu la crime en héritage.

Mireille Dumas est allée le voir dans sa cellule. Comme elle se rencontre, seule, longuement, d'autre détenus, hommes ou femmes, condamnés pour d'autres faits. Point de départ, point d'arrivée de « Crimes et Passions », une série étonnante, dérangeante même, de vies décolorées, presque fousillées.

Quand la justice est passée, avec l'idée que la vérité des faits est établie, on croit tout savoir de l'homme, de la femme condamnés. Le premier volet de l'enquête, mercredi sur TF1, montre qu'on ne sait rien. Mireille Dumas, face au même homme n'ayant plus l'envie d'être déculpé, mais celle de comprendre, de se faire comprendre et surtout de se faire comprendre et remonter le cours d'une existence devenue criminelle.

Dans sa cellule, propre et soigneusement rangée, d'une sonnerie si l'on ose dire, Alain a reçu sa visiteuse de vie. Gentiment, sans agressivité ni plaintes, pour lui servir d'abord sa vérité,

celle qu'il s'est bâtie, construite, autour d'un amour homosexuel adolescent. Il a, à trente ans, montré les recules de poèmes, les portraits, partout, d'Eric la compagne mythique. Il a dit la tentative de reconquête par la violence de cet amour perdu. « C'est comme si on m'avait arraché le cœur ». Et puis les agressions. « Je hais, je déteste, je déteste, le dégoût. Me maniere d'aimer, c'est de faire souffrir ».

Mireille Dumas, question après question, va, en le combattant presque, conduire Alain bien plus loin. Soit que peu à peu, il s'entend sur lui-même, sur ses terribles enfantines, sur ses rapports

au père et à la mère. Soit que, pas à pas, par l'interrogation des proches, à visage découvert, la trame familiale apparaisse, crue et bouleversante. Une autre vérité se fait jour alors, inexorablement. Et elle est presque terrifiante, lorsque le père totalement pervers et le revendiquant dans une introspection complaisante et vaniteuse avoue en souriant : « Il me ressemblait trop, je l'ai détruit moi-même. J'ai toujours eu une certaine satisfaction à faire le mal. Lui l'a fait physiquement, moi moralement, lui c'est gros, moi c'est plus fin ».

Signification des symboles : ► A voir : □ Film à éviter : ■ On peut voir : ■■ Ne pas manquer : ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 6 juin

- TF 1**
- 20.50 Feuilleton : La Vengeance aux deux visages.
 - 22.30 Soirée spéciale : Les Centrales nucléaires en questions. En direct de Gravelines. Avec Yvette Chasseigne, présidente de l'IPSN, Christian Bataille, député PS du Nord, Pierre Tangy, inspecteur général de la sûreté nucléaire, Louis Le Prince Ringue, académicien, Brice Lalonde.
 - 23.45 La Bêbête show (rediff.).
- A 2**
- 20.45 Magazine : Envoyé spécial. Des brouettes pour le Koweït ; Ungaro ; Les flics.
 - 22.05 Magazine : Moreaux choisis. Résumé des Informations de France de Roland-Garros 1991.
 - 22.50 Cinéma : Crimes du cœur. ■ Film américain de Bruce Beresford (1988). Avec Diane Keaton, Jessica Lange, Sissy Spacek.
 - 0.35 Journal et Météo.
- FR 3**
- 20.45 La Dernière Séance. 1^{er} film : Un espion de trop. ■■ Film américain de Don Siegel (1977).
 - 22.35 Dessins animés. Tex Avery.
 - 23.00 Journal et Météo.
 - 23.25 2^e film : L'Étrange Incident. ■■

- Film américain de William A. Wellman (1943) (v.o.).
- CANAL PLUS**
- 20.30 Cinéma : Le Marchand d'armes. ■ Film canadien de Nardo Costello (1984).
 - 21.45 Flash d'informations.
 - 21.55 Cinéma : Tequila Sunrise. ■ Film américain de Robert Towne (1988) (v.o.).
 - 23.45 Cinéma : L'Aventure extraordinaire d'un papa peu ordinaire. ■ Film français de Philippe Clair (1989).
- LA 5**
- 20.50 Cinéma : Angélique marquise des Anges. ■ Film français de Bernard Borelle (1964).
 - 22.40 ► Magazine : Kargo. Invité : Alexandra David-Néel.
 - 23.35 Magazine : A la cantonade. Présenté par Françoise Guéjard.
 - 23.50 Journal de la nuit.
 - 0.00 Demain se décide aujourd'hui.
- M 6**
- 20.35 Cinéma : Pied plat sur le Nil. ■ Film italien de Steno (1979).
 - 22.25 Météo des plages.
 - 22.30 Cinéma : Viol et châtiment. ■ Film américain de Lamont Johnson (1977).
 - 0.00 Six minutes d'informations.
 - 0.05 Magazine : Dazibao.

- 2.00 Rediffusions.**
- LA SEPT**
- 21.00 Documentaire : Poussières de guerre. De Frédéric Lafont et Christophe de Ponfilly. (2). La Temps des larmes.
 - 21.50 Magazine : Megamix. André Leroy-Courhan (1^{re} partie).
 - 22.50 Documentaire : Katsav, le classe du maître. De Jean Louis Cornoli.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Dramatique. Héloïse, d'après Yannick Riens (rediff.).
 - 21.30 Profils perdus. André Leroy-Courhan (1^{re} partie).
 - 22.40 Les nuits magnétiques. Balade zéroïse à Leningrad.
 - 0.05 Du jour au lendemain.
 - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (en direct de l'Eglise Saint-Louis des Invalides) : Trois motets pour voix de femmes et cappella op. 39, Symphonie n° 2 pour chœur et orchestre op. 52, de Mendelssohn, par l'Orchestre national de France, le Chœur et la Maîtrise de Radio-France, dir. Alexander Gibson.
 - 23.07 Poussières d'étoiles.

Vendredi 7 juin

- TF 1**
- 15.25 Feuilleton : Orages d'été, avis de tempête (rediff.).
 - 16.20 Club Dorothée.
 - 17.30 Série : Chips (rediff.).
 - 18.20 Jeu : Une famille en or.
 - 18.50 Feuilleton : Santa Barbara.
 - 19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
 - 19.50 Divertissement : La Bêbête Show.
 - 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
 - 20.45 Variétés : Tous à la Une.
 - 22.45 Magazine : 52 sur la Une. Les Dammés de la table.
 - 23.45 Magazine : Spécial sport. Boxe dans l'Iowa. Finale des Golden Gloves.
 - 0.45 La Bêbête show.
 - 0.50 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 14.15 Sport : Tennis. Internationaux de France de Roland-Garros 1991, en direct et en Eurovision.
 - 19.05 Série : Mac Gyver (rediff.).
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.45 Téléfilm : Pour le pire et pour la mort.
 - 22.15 Flash bridge.
 - 22.25 Magazine : Caractères. Goffe : les coulisses de la guerre. Invités : Eric Laurent (Tempête du désert), Serge July (la Diagonale du Golfe), Jean Baudilland (la guerre du Golfe n'a pas eu lieu), Joëlle Aïa et Christine Clerc (la Guerre de Liban), Dominique Jarnet (la Parole du Golfe : la guerre des deux mondes).
 - 23.44 Magazine : Moreaux choisis. Résumé des Informations de France de Roland-Garros 1991.
 - 0.15 Journal et Météo.
- FR 3**
- 14.30 Magazine : Regarde la femme.
 - 15.00 Flash d'informations (et à 19.28).
 - 15.05 Téléfilm : Victoire sur la nuit.
 - 17.20 Amuse 3.
 - 18.10 Magazine : C'est pas juste. Invités : André Dussolier, Laurence Nart, chef de bureau de la toxicomanie, alcool et tabac de la direction de la santé.
 - 18.30 Jeu : Questions pour un champion. De 18.12 à 19.30, la journal de la région.
 - 20.05 Divertissement : La Classe.
 - 20.45 Magazine : Thalassa. Départ de la 4^e édition de l'Open UAP des Communautés européennes, en direct de Lorient. Ananas Island, d'Agnès et Jean-Claude Barot.

- 14.40 ► Traverses. Paul-Emile Victor, un rêveur dans le siècle.
- 22.35 Journal et Météo.
- 22.55 Danse : Quatrième Concours Eurovision des jeunes danses. En direct de Helsinki.
- 0.30 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 15.35 Documentaire : Les Animaux du Grand Nord.
 - 16.00 Cinéma : Les Trois Fugitifs. ■ Film américain de Francis Vobser (1989).
 - 17.35 Magazine : Rapido spécial.
 - 18.05 Canaille peluche.
- En clair jusqu'à 20.30
- 18.30 Ça cartoon.
 - 18.50 Top albums.
 - 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
 - 20.30 Téléfilm : On a tué mes enfants.
 - 22.00 Documentaire : Mag max.
 - 22.50 Flash d'informations.
 - 23.00 Cinéma : Dangereusement vôtre. ■ Film américain de John Glen (1985).
 - 1.05 Cinéma : Fever. ■ Film australien de Craig Lahiff (1987).
- LA 5**
- 15.30 Série : Soko, brigade des stupés.
 - 16.25 Youpi ! L'école est finie.
 - 17.35 Jeu : La Ligne de chance.
 - 18.00 Série : Mission casse-cou.
 - 18.50 Série : Les Trouble-fête.
 - 19.05 Série : Kojak.
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.40 Téléfilm : Pour le meilleur et pour la mort.
 - 22.25 Mystères à Twin Peaks (8^e épi., rediff.).
 - 0.00 Journal de la nuit.
- M 6**
- 14.55 Boulevard des clips (et à 1.00).
 - 15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.
 - 16.40 Jeu : Hit hit hit heures !
 - 16.45 Jeu : Zygomusic.
 - 17.15 Série : Drôles de dames.
 - 18.05 Série : Mission impossible.

- 19.00 Série :**
- La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 Six minutes d'informations.**
- 20.00 Série : Cosby Show.**
- 20.30 Météo 6.**
- 20.40 Téléfilm : SOS otages.**
- 22.20 Météo des plages.**
- 22.25 Série : Equalizer.**
- 23.15 Magazine : Vénus.**
- 23.45 Capital.**
- 23.55 Six minutes d'informations.**
- 0.00 Documentaire : Angoulême 1990.**
- 2.00 Rediffusions.**
- LA SEPT**
- 15.50 Opéra : Xérxès. De Haendel, par l'English National Opera, dir. Charles Mackerras.
 - 19.00 Documentaire : Les Heures chaudes de Montparnasse. De Jean-Marie Drot.
 - 19.55 Chronique : Le Dessous des cartes (et à 22.30).
 - 20.00 Documentaire : Dix jours... quarante-huit heures. De Georges Dufaux.
 - 21.00 Téléfilm : Un destin cannibale.
 - 22.35 Téléfilm : Liberté, liberté. De J.-D. de La Rochefoucauld (1^{re} partie).
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives. Jacques Villon par Marcel Duchamp.
 - 21.30 Musique : Black end blue.
 - 22.40 Les nuits magnétiques.
 - 0.05 Du jour au lendemain.
 - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 10 mars à Francfort : Regard, de Verdi, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarnbruck et la Singakademie de Francfort, dir. Kazimierz Kord.
 - 23.07 Poussières d'étoiles.
- Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER**
- « ZAPPINGE »**
- Une émission de GILBERT DENOVAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration du « Monde ».

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 280
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente. Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS, 45 63 12 66.

LUNDI 10 JUIN

- S. 4 - 14 h 30. Succession de M^{me} Ulmann et appartenant à divers amateurs. IMPORTANTS BIJOUX ET OBJETS DE VITRINE. - M^{me} LIBERT et CASTOR, M^{me} ADER, PICARD, TAJAN et M^{me} FERRI. MM. Serret, Monnaie et Portier, experts.
- S. 5 - Monnaies et bel ameublement. ARCOLE.
- S. 8 - Boules presse-papiers. - M^{me} BOISGIRARD.
- S. 10 - Estampes modernes. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- S. 11 - 14 h. Porcelaines et faïences européennes des 16^e, 17^e et 19^e. Majoliques italiennes. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Lefebvre, expert. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).
- S. 16 - Bédels, meubles, Ethnologie. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

MERCREDI 12 JUIN

- S. 1 et 7 - 14 h 30. Objets d'art et de bel ameublement des 18^e et 19^e s. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Dillée, expert. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).
- S. 3 - Argenterie. Bijoux anciens et modernes. - M^{me} ROGEON.
- S. 4 - 14 h 15. COLLECTION HENRI M. PETIT, Très belles estampes modernes. Notamment : PICASSO, « Suite Vollard » complète des cent planches, DAUMIER, LABOUREUR, Marie LAURENTIN, RENDIR, RDUALD... - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M^{me} Rousseau, M. Romand, experts. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).
- S. 5 et 6 - Tableaux modernes et sculptures. Art nouveau. Art déco. Tapisseries modernes. - M^{me} MILLON, ROBERT.
- S. 9 - Tableaux, meubles d'époque et de style. ARCOLE (M^{me} RENAUD).
- S. 3 - Tableaux, meubles. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- S. 16 - Meubles. Objets d'art. - M^{me} LENORMAND, DAVEN.

VENDREDI 14 JUIN

- S. 5 et 6 - Quatre dessins d'INGRES. Tableaux modernes. Tableaux anciens. Objets d'art, porcelaines. Sièges et meubles du 18^e siècle. Estampes. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 8 - Livres anciens. - M^{me} COUTURIER, de NICOLAY. M. Guy Martin, expert.
- S. 9 - Lithographies. - M^{me} BOISGIRARD.
- S. 10 - 11 h et 14 h 30. Joaillerie. Orfèvrerie ancienne et moderne. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Fromager, Veronique Fromanger. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).
- S. 11 - 14 h 15. Autographes. Souvenirs historiques. Armes. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Nicolas, M. Duchiron, experts. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).
- S. 13 - Tableaux, bibelots, objets d'art. Armes. - M^{me} BDSCHER, STUDDER, FROMENTIN.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-46-61-80-87.
ARCOLE (groupe de CFI), 52, rue Taitbout (75009), 48-74-18-84.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.
FERRI, 53, rue Vivienne (75002), 42-33-11-24.
GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (groupe de CFI), 64, rue La Boétie (75008), 45-63-12-66.
LAURIN, 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAVEN, 12, rue Hippolyte-Louis (75009), 42-81-50-91.
LIBERT, CASTOR, 3, rue Romani (75009), 48-24-51-20.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-83-35.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

Le Monde EDITIONS

Vient de paraître

UNE HISTOIRE DE LA DÉMOCRATIE EN EUROPE

Sous la direction de Antoine de Baecque

Pour la première fois, l'ensemble de l'Europe relève d'un système politique, issu des principes avancés en 1789. Pourtant la démocratie ne se pratique pas de la même façon au Royaume-Uni ou en Allemagne, en Roumanie ou en Tchécoslovaquie... Comprendre la démocratie c'est en raconter l'histoire.

LES ÉCHOS DE LA MÉMOIRE

Tabous et enseignement de la Seconde Guerre Mondiale

Textes réunis et présentés par Georges Kantin et Gilles Manceron

Préface de Claude Julien

Que sait-on de la guerre et du nazisme ? Comment se transmet la mémoire ? Quel est le rôle des témoins, des enseignants, de l'État et des médias ? Vivre la démocratie, c'est en diffuser les valeurs.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Tout en reconnaissant le « réel effort de l'Etat »

Un rapport du Sénat préconise un nouveau plan de modernisation de la police

La commission de contrôle sénatoriale chargée d'examiner l'activité des services de police a rendu son rapport, mercredi 5 juin. Selon son rapporteur, M. Lucien Lanier, sénateur (apparenté RPR) du Val-de-Marne, un nouveau plan de modernisation de la police nationale est nécessaire.

Dans le tumulte de l'affaire Doucet, et après les violences des « casseurs » lors des manifestations lycéennes à Paris, la majorité sénatoriale avait décidé, le 13 décembre, de créer une commission de contrôle. Le champ d'investigation ouvert était vaste : il s'agissait d'examiner « la gestion administrative, financière et technique des services relevant de l'autorité du ministère de l'Intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens ».

Le rapport reconnaît que les auditions des responsables de la police n'ont « pas toujours été à la hauteur des espérances », notamment en matière d'écoutes téléphoniques.

Sans pouvoir éviter les généralités et les lieux communs, le rapport de M. Lucien Lanier développe trois thèmes :

• Le terrorisme international. — Le rapport admet que « le danger semble — momentanément — conjuré ». Plus préoccupante, aux yeux des sénateurs, l'augmentation des flux migratoires est, elle, évaluée à un flux net d'entrées annuelles de cent mille étrangers en France. Pour renforcer le contrôle de l'immigration, les sénateurs recommandent de « faire halte au détournement du droit d'asile » par des « réfugiés économiques ». Ils invitent les autorités à « multiplier les contrôles d'identité inopinés sur le territoire national, spécialement après la ratification des accords de Schengen ».

• La situation dans les banlieues et en Corse. — La commission s'en prend aux « faibles effets du décret de l'autorité dans notre société » et à la « responsabilité adéquate par les parents ». Elle propose de réfléchir à une refonte totale de la législation sur les manifestations afin « d'éviter la paralysie de la vie urbaine » due au « recours abusif et récurrent à des manifestations excessives ». Elle réclame « une puissante sécurité de proximité » dans les banlieues « avec une présence constante de fonctionnaires de police pouvant rapidement faire appel à des forces armées ».

• Les raids israéliens au Liban sud. — Washington « presse » Jérusalem de faire preuve de « retenue ». Les sénateurs recommandent de « préserver les acquis de Vigipirate », sur le double plan de la lutte anti-terroriste et de la lutte contre la délinquance quotidienne.

• L'adaptation des services de police à leurs missions. — Le rapport souligne « l'extension considérable » des missions confiées aux RG. Afin d'éviter les doubles emplois, il préconise de « recentrer » les activités des RG sur leur « vocation initiale » : selon M. Lanier, « les renseignements généraux doivent renseigner, la direction de la surveillance du territoire doit surveiller ». Pour éviter les « bavures » et les dérapages de certains fonctionnaires des RG, le rapport propose « d'exiger un strict respect de la hiérarchie, responsabilité du maintien de la discipline et des actes de ses collaborateurs » et de « surveiller avec attention, mois sans a priori défavorable, l'élaboration du projet de conseil supérieur de l'activité policière ».

Reconnaissant que la police a bénéficié d'un « réel effort financier » accompli par l'Etat, au moins depuis 1985, avec le plan de modernisation lancé par M. Joxe, le rapport réclame « un nouveau plan de modernisation pour la police nationale » et une meilleure définition des missions de ses différents services. Enfin, il est demandé de confier au maire de Paris des « pouvoirs de police municipale à l'égard de ceux confiés aux maires des grandes villes de France ».

Au Palais de Tokyo à Paris

M. Jack Lang présente le futur « Palais du cinéma et de l'image »

Depuis son installation rue de Valois, Jack Lang n'a cessé de promouvoir le projet d'un « lieu au cœur de Paris qui puisse devenir le palais du cinéma et de l'image ». Après le départ de ses collections de peinture vers Beaubourg et Orsay, c'est le Palais de Tokyo, entre l'avenue du Président-Wilson et la Seine, qui fut choisi. Le Centre national de la photographie s'y installait dès 1984, rejoignant par la Mission du patrimoine photographique, puis par la FEMIS (l'institut de formation et d'enseignement pour les métiers de l'image et du son).

Le ministre devait annoncer, lors d'une conférence de presse le jeudi 6 mai, la dernière phase d'aménagement du bâtiment construit pour l'Exposition internationale des arts et techniques de 1937, qui permettra l'installation, aux côtés des actuels occupants de la Cinéma-thèque française, d'une bibliothèque médiatique de très grande ampleur, d'un musée du cinéma d'un type nouveau et d'espaces d'accueil et de travail pour les professionnels.

Après les plans de l'architecte Frank Gehry, les travaux débuteront à l'automne prochain par la réhabilitation de la façade, suivie de transformations intérieures en vue de l'inauguration en 1994, année du centenaire du cinéma. 180 millions de francs ont pour l'instant été affectés par l'Etat au chantier. Si les lieux disponibles sont un peu moins vastes qu'il n'était prévu à l'origine (Jack Lang a fait réviser les plans « pour mieux respecter l'architecture et donner plus de souplesse en vue de futurs développements »), leur répartition entre les différents usages semble désormais acquise, pour obtenir « l'entremêlement optimal et créatif des diverses institutions » que le ministre appelle de ses vœux.

Le premier Festival Cinéma-Musique

Tous les problèmes ne sont pas réglés pour autant : le mode de réunion des archives de la Cinéma-thèque et de la FEMIS pour créer une des plus grandes bibliothèques au monde dans ce domaine n'est pas trouvé. Les choix de conservation et de consultation des films (en projection ou en vidéo) qui seront mis à la disposition des professionnels et des chercheurs restent à faire. La « base de repère » de la FEMIS obligée de déménager durant quelques mois en 1993 doit encore être décidée — il est question de la région Languedoc-Roussillon. Et il faut aussi trouver un nom au futur Palais.

La mise au point du nouveau Musée du cinéma (le Musée Henri-Langlois demeurant au Palais de Chaillot) semble en revanche avancée, grâce à la mission d'étude confiée à Dominique Paoli et Alain

Guibaux, qui préconisent en particulier d'exposer des extraits de film, et de produire leurs propres images. Quant à la Cinéma-thèque, elle profitera, en plus de la grande salle de projection, du « trésor caché de Tokyo » : la salle dite « 1937 », inaugurée par Léon Blum lors de l'ouverture, qui fut murée le lendemain même pour raisons de sécurité et a été retrouvée intacte.

Du 4 au 11 octobre prochain, et en guise de préfiguration de son futur rôle, le Palais de Tokyo sera le pôle central du premier Festival Cinéma-Musique présidé par Costa-Gavras, qui organise la projection dans la France entière de grands films classiques « on d'opéra » et de nouvelles créations par les cinéastes de nombreux pays. Conçue en liaison avec la Film Foundation américaine qu'anime Martin Scorsese, cette manifestation destinée à devenir biennale doit être reprise aux Etats-Unis l'année suivante. Parallèlement à cette mise en valeur du patrimoine, l'opération connaîtira un nouveau développement avec le démarrage, en octobre prochain, de l'opération « Laboratoire » conçue par Jean-Luc Godard dans le cadre de la FEMIS.

Enfin, le ministre devait annoncer officiellement la mise en place de la Mission de réflexion et de préfiguration des considérables festivités qui marqueront le centenaire du cinéma dans quatre ans, en France et dans le monde. La présidence de cette commission, qui remettra un rapport à Jack Lang au mois de décembre, a été confiée à Michel Piccoli.

J.-M. F.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTÉ

Fast-bistouri

VOUS avez vu hier au journal télévisé ces candidats complètement groggy interrogés après l'épreuve de philo ? Et toi, sur qui t'as planché ? L'intérêt peut-il avoir une valeur morale ? L'expérience instructive ? Apprendre, est-ce seulement s'informer ? Il savait pas, il sa s'envenimer plus, le mec, ça lui était déjà sorti de la tête ! Il a bien raison. Pour ce que ça lui rapportera, sa peau d'âne !

Bac + 0 = 0. Et bac + 5 = 7 800 balles par mois. Je pense aux infirmières anesthésistes. Cinq années d'études difficiles entraînant des stages contraignants pour galérer nuit et jour dans des conditions tellement précaires, taillamment pénibles, qu'elles mettent en danger la vie des malades. On en est là, oui. La peur de tuer a remplacé l'espoir de guérir à l'hôpital, aujourd'hui. Seulement ça, on ose pas vous le dire.

On en est réduit à recruter des médecins faisant office de chirurgien. Les toubibs et les réanimateurs n'ont plus les yeux en face des trous. Entre les astreintes à rester chez soi ligoté au fil du téléphone, les gardes, les urgences et les opérations à la

chaîne — Et une rete, une ! Et deux greffes et trois véicules pour la 4 — maintenant l'hôpital donne la rive à MacDonald. Allons-y pour le fast-bistouri !

Vous me répondez : Normal, on endort et on opère de plus en plus. Il n'y a pas que chez le pharmacien qu'elles s'envolent, les dépenses de santé. En salle d'op, par exemple, regardez depuis trois semaines qu'elles sont en grève, les infirmières, on n'intervient que si c'est absolument nécessaire, une appendicectomie, une rupture d'anévrysme, une hémorragie interne, et, bon, c'est limité, mais personne n'en est encore mort, paraît-il.

Au fond, vous avez peut-être raison. Qu'est-ce qu'elle attend, la Cresson, pour introduire l'idée d'opérations de confort comme pour les médicaments ? Vous tenez absolument à la mini-pilule ? Elle vous gêne, votre catastrophe, votre varice, votre prostate ? Ben, demandez-vous, trouvez un billard dans une clinique quatre étoiles, et comptez pas sur nous pour vous rembourser. Où il va, tout ce fric retenu sur votre paye ? Au trou. Le trou de la Sécurité. Et c'est pas en vous débouchant les artères qu'on le bouchera.

Nombreuses levées des mots d'ordre de grève

Les perturbations du trafic du groupe Air France sont moins importantes que prévu

C'est en ordre très dispersé que les organisations syndicales du groupe Air France ont abordé la journée du jeudi 6 juin, date à laquelle elles avaient appelé, presque unanimement, les personnels à faire grève pour obtenir des directions des compagnies Air France, Air Inter et UTA la levée du blocage des salaires.

L'annonce d'augmentations salariales de 2,5 % à Air Inter et UTA ont amené la majorité des syndicats de ces deux entreprises à lever leurs préavis (le Monde du 6 juin).

En raison de la date tardive de cette décente sociale, tous les vols n'ont pu être rétablis, chez UTA par exemple, où la liaison Paris-

Sao Francisco-Papeete demeure repoussée au vendredi 7 juin. Air Inter semblait, le 6 juin en milieu de journée, exécuter un programme réduit à 65 % par rapport à un jour ordinaire, et on ne comptait que 12 % de grévistes parmi le personnel au sol.

A Air France, où le marasme persistant explique une plus grande rigueur salariale, la majorité des organisations syndicales avait maintenu leur préavis. La compagnie nationale a donc été le transporteur le plus touché du groupe avec un peu plus de la moitié de ses vols moyen-courriers annuels, même si la situation a été normale en province et pour les vols long-courriers.

Les États-Unis vont vendre des hélicoptères aux Émirats et à Bahreïn

Le secrétaire américain à la défense a annoncé, mardi 4 juin, que les États-Unis allaient vendre des hélicoptères de combat aux Émirats arabes unis. Selon une personnalité américaine qui accompagnait M. Dick Cheney, il s'agit de six hélicoptères de type Apache. Six ou huit autres hélicoptères militaires seront d'autre part vendus à Bahreïn.

La semaine dernière, le Pentagone avait annoncé la livraison à Israël de dix chasseurs F-15. Commentant ces décisions, M. Cheney a déclaré que Washington satisfait « les besoins légitimes de ses amis en matière de sécurité » et que de telles livraisons n'étaient pas en contradiction avec les déclarations du président Bush sur le contrôle des ventes d'armes dans la région. La vente des hélicoptères devra être approuvée par le Congrès. — (Reuter, AFP.)

Arrêt de travail à Météo-France

La diffusion des prévisions météorologiques a été fortement perturbée, jeudi 6 juin, par un mouvement de grève qui s'est déclenché, la veille au soir, au service central d'exploitation de la Météo-France à Paris. Un service minimal de diffusion d'informations devait toutefois être assuré, a annoncé la direction du service concerné, en prévision du « fort coup de vent qui devrait toucher demain après-midi le Golfe de Gascogne ».

Les délégués syndicaux (CGT, CFDT, FO) ont appelé les quelque 450 salariés du service d'exploitation à une grève de 36 heures afin de protester contre l'insuffisance, selon eux, des masures sociales accompagnant la délocalisation, prévue l'été prochain, de l'ensemble de ce service à Toulouse. Ce projet de décentralisation avait déjà suscité une grève de vingt-quatre heures le 9 octobre dernier. La direction du service relevait, jeudi en fin de matinée, 75 % de grévistes.

Pour réaliser 20 millions de francs d'économie

« L'Express » supprime son supplément « Paris »

Le supplément « Paris » de l'« Express » ne sera pas au rendez-vous de la rentrée. La direction de l'édition parisienne a décidé, en effet, de le supprimer pour réaliser 20 millions de francs d'économie. Selon le groupe Express, ce supplément consacré à la vie culturelle de la capitale n'a jamais réussi à trouver son équilibre depuis son lancement en 1984 et totalise un déficit de 82,5 millions de francs. De plus, il n'aurait pas eu les effets escomptés sur les ventes parisiennes : celles-ci, après avoir augmenté de 2,1 % l'an dernier, sont en recul de 4,2 % depuis le début de l'année, alors que les ventes ont augmenté de 10,7 % en province. Enfin, il semble que le

groupe, qui vient de lancer les magazines Mensuel et Belvédère, ait besoin de resserrer ses coûts pour pouvoir affronter une année difficile marquée par une stagnation des recettes publicitaires. Les pages consacrées aux spectacles, expositions et restaurants parisiens devraient être réintégrées en septembre dans l'édition nationale, et les licenciements de salariés devraient, selon la direction, être limités à moins de vingt personnes. La société des rédacteurs de l'« Express » a jugé « particulièrement consternante » cette disparition, en regrettant qu'« une solution médiane n'ait pas pu être envisagée ».

À la SARL « le Monde ». — L'assemblée générale de la SARL le Monde, qui s'est tenue le mercredi 5 juin, a approuvé les comptes de l'exercice 1990 tels qu'ils lui étaient présentés et donné quins entières sa réserve à André Fontaine, gérant de la SARL jusqu'au 31 janvier 1991, de sa gestion. Le résultat courant de l'exercice s'établit à -39 millions de francs. Compte tenu d'un report à nouveau antérieur, le résultat distribuable au titre de l'exercice s'élève à 10,2 millions de francs. L'assemblée générale a décidé de l'affecter en report à nouveau. Cette assemblée s'est tenue en l'absence de représentants de la Société des cadres, le bureau de cette société ayant décidé à l'unanimité de démissionner en se déclarant « délégués de son président ». M. Alain Carlier, ancien directeur du marketing direct au Monde-Publicité, cette direction du marketing direct a été supprimée par le Monde-Publicité en décembre

1990. Pour des raisons statutaires, il a été décidé de tenir à une date ultérieure l'assemblée générale extraordinaire convoquée pour se prononcer sur l'agrément de deux nouveaux membres de l'Association Hubert Beuve-Méry.

MAURITANIE : arrestations après les émeutes de Nouadhibou. — Des chefs de file de l'opposition clandestine et deux anciens ministres du président Ould Taya, accusés d'être responsables des émeutes de dimanche dernier à Nouadhibou, ont été arrêtés mercredi 5 juin à Nouakchott, apprend-on de source autorisée. MM. Ladjji Traoré et Ould Bedi Dine, du Mouvement national démocratique, et MM. Djibril Ould Abdallahi, ancien numéro deux du régime, et Messoud Ould Boudhri, ancien ministre, figurent au nombre des personnes arrêtées. — (AFP.)

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Europe : « De la Communauté à la Confédération », par Maurice Duverger ; « Une nouvelle doctrine Monroe », par Joseph Rovani..... 2

ÉTRANGER

La réconciliation entre Téhéran et Ryad. Le ministre saoudien des affaires étrangères en visite en Iran..... 8
Les raids israéliens au Liban sud. Washington « presse » Jérusalem de faire preuve de « retenue »..... 8

POLITIQUE

Rencontre Mauroy-Marchais. Les responsables socialistes et communistes examinent la majorité de gauche « potentielle »... 9

SOCIÉTÉ

Dépistage du sida. Un entretien avec M. Bruno Durieux..... 12

SPORTS

Tennis. Les Internationaux de France à Roland-Garros..... 15

CULTURE

Hommage à Bette Davis. Huit films de l'actrice vont être projetés à Paris..... 16

LIVRES • IDÉES

Les fins dernières de la littérature, par Danièle Sallenave ; « La vie du langage », par Danis Skakta ; Enquête : le lamento des traducteurs ; La faillite de Michel Braudoux ; « Dormir avec Marcel »..... 19 à 26

ÉCONOMIE

Coopération franco-japonaise. Un accord scientifique et technique signé à Paris..... 27

AFFAIRES

François Michelin est-il un bon patron ? • Un pulman pour Accor • La chute de Tristan Vieilleux..... 29 à 31

Services

Abonnements..... 14
Annonces classées..... 28
Cartes..... 36
Loto..... 38
Marchés financiers..... 34-35
Mots croisés..... 36
Radio-Télévision..... 37
Spectacles..... 18

Le numéro du « Monde » daté 6 juin 1991 a été tiré à 512 727 exemplaires.

(Publicité)

Métros Saint-Sébastien et Duroc, aux Entrepôts du Marais :

pantalon flanelle 189F doublé

et 257 F en serge ; les hommes ont intérêt à fréquenter ces champions du prêt-à-porter de luxe qui proposent aussi une veste pure laine Woolmark à 595 F, en laine et cachemire à 695 F, Costume tissu Noblet à partir de 990 F (ils en ont aussi en Dormeuil), smoking laine moliné 1.595 F, Rayon spécial grands et forts jusqu'à 62. Deux boutiques : 3, rue du Pont-aux-Choux (9) et 112, rue du Cherche-Midi (6). De 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois

TRELL

inclinaison tête et pied, soutient bien la colonne vertébrale

CAPELOU

37 rue de la République - 93000 Pantin - Tél. 01 41 20 00 00 - Métro République